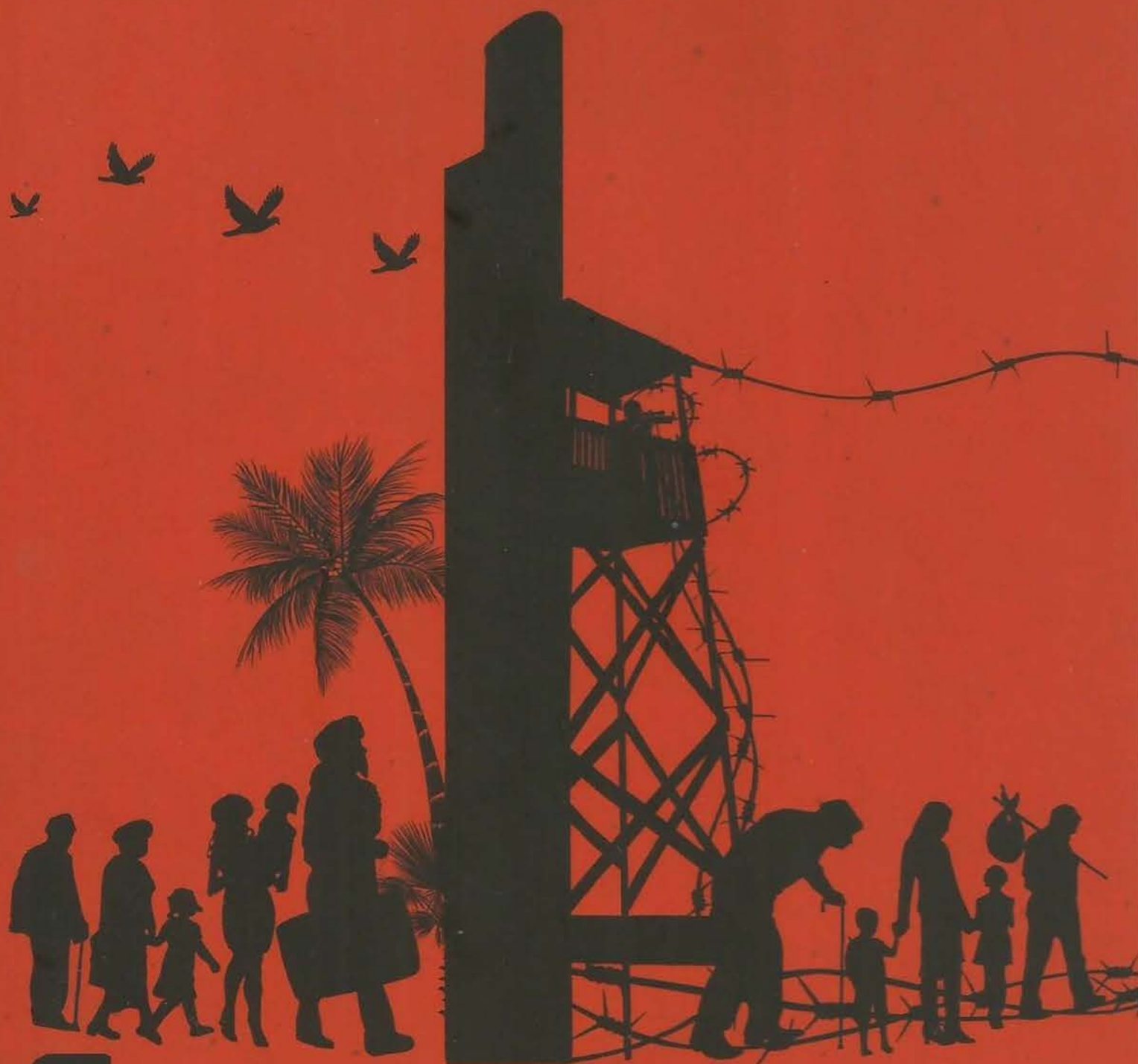


MARION SIGAUT



Русские errants SANS TERRE PROMISE

MARION SIGAUT

Русские errants SANS TERRE PROMISE

À la sortie du campus d'une université israélienne, un éminent professeur de physique attend l'autobus. Ce dernier tardant à arriver, l'universitaire sort un petit calepin et s'évertue – avec quelque difficulté – à résoudre un problème. Le site est presque désert, seul un pauvre balayeur passe et repasse derrière le banc où est assis le physicien. Soudain, il sursaute. Penché au-dessus de son épaule, le balayeur lui prend doucement le stylo des mains et, en quelques secondes, lui résout le problème.

Le balayeur est un immigrant russe, un Juif arrivé en Israël voilà un an, et qui survit grâce au seul travail qu'il ait réussi à trouver. L'histoire est donnée pour vraie. De toute façon, elle est vraisemblable.

ISBN: 978-2-36725-018-2



9 782367 250182

16€

MARION SIGAUT

**RUSSES
ERRANTS
SANS TERRE
PROMISE**

Le Petit Coco, Sylvie Messinger, 1989.

Les Deux Cœurs du monde, du Kibboutz à l'Intifada, Flammarion, 1991.

Russes errants sans terre promise, L'Harmattan, 1994.

Libres Femmes de Palestine, Éditions de l'Atelier, 1996.

Mansour Kardosh, un juste à Nazareth, Éditions de l'Atelier 1998, prix Palestine.

La Terre promise aux Sud-Africains, Éditions de l'Atelier-CCFD 1998.

La Marche rouge: les enfants perdus de l'Hôpital général, J. Chambon, 2008.

Mourir à l'ombre des Lumières, l'énigme Damiens, J. Chambon, 2010.

Le Mystère du tableau de David, Éditions de Bourgogne, 2010.

Du Kibboutz à l'Intifada, Kontre Kulture, 2012.

AVANT-PROPOS

Le présent récit a une histoire.

Il fut l'objet d'un contrat éditorial avec une maison d'édition parisienne qui, sous la pression, renonça à le publier au dernier moment, et sans m'en avertir, alors que la parution avait été annoncée dans la presse professionnelle.

Une autre maison d'édition prit le relais sans jamais assurer à mon travail la moindre promotion.

En septembre 2011 je rencontrai Alain Soral qui, le premier, me laissa librement m'exprimer dans les colonnes de son site.

Russes errants a fait l'objet des articles 3 et 4 de la série « Des éditeurs, des correcteurs et de la presse dont, jusqu'à Internet, on ne pouvait se passer pour atteindre ses lecteurs » parue sur le site d'Égalité et Réconciliation¹.

Marion Sigaut

¹ <http://www.egaliteetreconciliation.fr/Des-editeurs-des-correcteurs-et-de-la-presse-11909.html>

AVERTISSEMENT

D'après le code typographique français, on ne met pas de majuscule au mot juif. En effet, un juif en France est considéré comme l'adepte d'une religion, au même titre qu'un catholique ou un protestant. Par contre, on en met une à Arabe, comme à Israélien ou à Français. Il aurait donc fallu écrire, tout au long de ce livre, les juifs et les Arabes.

Après hésitation, j'ai pris le parti de mettre une majuscule à juif dès qu'il s'agira d'Israël. En effet, dans ce pays, le Juif n'est pas l'individu de religion mais de nationalité juive. Dans le même esprit, un Arabe est celui qui a la nationalité arabe.

De la même manière, quand il s'agira des Juifs russes (pour nous, aucune contradiction dans le vocable), je mettrai également une majuscule pour la même raison. Car, en Union soviétique un Juif ne pouvait être ni russe ni ouzbek ni ukrainien, mais exclusivement un Juif, et c'est indiqué

sur sa carte d'identité. Cela n'est pas le fruit d'une mesure discriminatoire, mais la reconnaissance, par la Révolution, de l'existence des Juifs en tant que nation, avec sa langue (le yiddish), son histoire, sa culture. Une nation sans terre toutefois, en tout cas pas sur le territoire de l'Empire. Staline voulut envoyer les Juifs dans un lointain Birobidjan mais sa tentative échoua car il ne trouva pas de volontaires pour aller jouer les pionniers : les Juifs préféraient rester où ils étaient et s'intégrer dans le milieu qui les avait vu grandir.

Il restera donc à écrire juif en minuscules dès qu'il s'agira de ceux qui ne sont ni israéliens ni russes. Qu'ils veuillent bien ne pas en prendre ombrage.

Les Russes. En Israël, la population a l'habitude d'appeler tous les nouveaux immigrants de ce seul vocable : les Russes. Ce qui ne tient évidemment pas compte du fait qu'ils peuvent être aussi bien originaires de Biélorussie, Ukraine, Ouzbékistan ou Tadjikistan, mais facilite la conversation. Je les appellerai donc, à l'instar des Israéliens, « les Russes ». Ce qui, tout compte fait, n'est pas non plus totalement illogique puisque, pour l'écrasante majorité d'entre eux, le russe est leur point commun, qu'il ait été leur langue maternelle ou celle qui leur a donné accès aux diplômes.

Enfin, ultime précision.

Si le directeur de l'Agence juive à Moscou, les députés israéliens ou les membres des Panthères noires sont à tu et à toi avec moi, ce n'est pas que je fasse partie de leurs intimes. C'est que la langue dans laquelle je m'exprime avec eux est l'hébreu qui, à l'instar de l'arabe, ne connaît pas le vouvoiement.

INTRODUCTION

Ivan vit le jour en Ukraine un matin de décembre 1972, d'un père juif athée et d'une mère russe orthodoxe pratiquante.

Boris Zilberman, son père, et Sveta Ivanova, sa mère, décidèrent, pour le mettre à l'abri d'un éventuel réveil de l'antisémitisme, de le déclarer comme Ivan Ivanov.

Boris était ingénieur du bâtiment et Sveta éducatrice de jardin d'enfants.

L'antisémitisme, dans ces années-là, même s'il était officiellement dénoncé, sévissait ça et là de façon sournoise. Boris fut confronté, bien qu'excellent travailleur, à des compressions de personnel qui tombaient sur lui comme par hasard. Quant à Sveta elle affirmera que, par deux fois, on lui fit renoncer à un travail qui lui convenait, à cause de son mariage.

Elle devint malgré tout directrice d'école, mais elle fut un jour convoquée par ses supérieurs, qui la tancèrent pour avoir accepté d'embaucher des institutrices juives : ne risquait-on pas, disaient-ils, de voir se constituer un « nid sioniste » ?

On disait « sioniste » pour Juif, on était « antisioniste », jamais antisémite.

Boris et Sveta s'étaient mariés sans rencontrer d'objection de leur entourage. En ce temps-là, on se mariait comme on s'aimait, l'antisémitisme était celui du système, pas celui du peuple.

Ivan était âgé d'un an quand ses parents quittèrent l'Ukraine pour aller vivre en Biélorussie, dans la ville de Moguilev.

Jusqu'à la troisième il n'eut pas de problème. Mais le jour où il entra en quatrième, le professeur principal demanda aux élèves quelle était leur nationalité. Et comme Ivan ne répondait pas clairement, il exigea son extrait de naissance. Et c'est ainsi que tout commença.

L'institutrice se mit en colère contre ces parents qui donnaient à un garçon le nom de sa mère, et elle l'inscrivit comme Juif. Comme il était le seul de sa classe, c'est sur lui que tout tomba. Les coups, les menaces, les insultes. « Sale youpin ! », criaient les petits camarades, sous l'œil bienveillant des maîtres qui n'étaient pas les derniers à exiger de lui plus que des autres.

— Maman, papa, qu'est-ce que c'est qu'un youpin ? Pourquoi est-ce qu'on me bat ? Je ne veux plus aller à l'école...

Boris et Sveta, patiemment, lui expliquèrent que tous les hommes sont égaux, que l'antisémitisme est l'affaire des imbéciles. Mais Boris avait subi la même chose au même âge, il savait par quoi passait son garçon.

Cela dura deux années scolaires.

Au début de l'été 1984, Ivan s'inscrivit à un cours de lutte classique et quand, en septembre, il entra en sixième, il envoya au tapis le premier qui vint lui chercher des noises.

Le professeur principal convoqua les parents et les menaça, si cela se reproduisait, de transférer leur garçon dans un établissement pour enfants difficiles. Mais en attendant, plus personne ne vint s'y frotter.

En 1987, à quinze ans, Ivan était déjà deux fois champion de sa ville en lutte classique quand il entra au *technicum* polytechnique. Il y trouva un excellent entraîneur qui se moquait bien de sa nationalité et assura ses parents de son soutien en cas de problème.

En octobre 1987, Ivan était pour la troisième fois champion de sa région et un mois plus tard troisième aux compétitions nationales jeunes. Un brillant avenir s'offrait à lui.

Pour ses seize ans, il reçut son passeport sur lequel était indiquée sa nationalité : il était juif, comme son père.

Or il avait un nouvel entraîneur, antisémite notoire, qui lui fit clairement comprendre qu'avec une nationalité pareille il ne ferait jamais carrière.

Au mois de mars de 1989 pourtant, Ivan partit deux semaines pour des rencontres sportives à Bobrouisk. À son retour, il apprit que son entraîneur n'avait pas transmis à l'école son autorisation d'absence, et que ces deux semaines étaient considérées comme une absence injustifiée : s'il manquait encore ne fût-ce qu'un seul jour, il serait renvoyé.

Il eut une violente altercation avec l'entraîneur, et pendant deux mois il cessa de faire du sport pour se consacrer à ses études.

En avril, la situation des Juifs se dégrada brutalement. Certains reçurent dans leurs boîtes aux lettres des tracts portant la signature de l'organisation « Pamyat » (la mémoire) les accusant de tous les malheurs de la Russie. La famille Zilberman reçut des menaces téléphoniques assorties d'injonctions de « foutre le camp en Israël ». Au début de mai, la rumeur annonça des pogroms dans la ville et, après avoir tenté de résister à la peur, toute la famille se replia sur Moscou, où résidaient les parents de Boris.

Quand ils revinrent un mois plus tard, la porte de leur appartement était partiellement brûlée et la cage de l'escalier ornée d'un gigantesque « Zilberman en Israël ».

Les voisins racontèrent des histoires horribles : des Juifs avaient été attaqués en pleine rue, tués à la hache, et la police refermait les dossiers...

Ivan fut renvoyé de son école pour non-assistance aux cours. Il eut beau expliquer comment et pourquoi il s'était absenté, il fut obligé d'aller s'inscrire dans un autre institut pour sa troisième et dernière année. Il ne fit plus de sport que pour lui-même.

À la fin de l'année, il fut convoqué avec tous ceux de son âge à la commission médicale de l'armée où on lui fit une prise de sang.

En sortant de l'hôpital, il entra manger dans un self où il fut provoqué par trois adolescents de sa connaissance qui vinrent lui demander pourquoi il n'était pas encore en Israël. Un coup l'atteignit au visage et il répliqua comme il savait désormais le faire, mais seul contre quatre il ne réussit qu'à se couvrir. Alertée par le personnel du self, la police embarqua tout le monde.

Au poste, après contrôle des identités, il fut désigné comme ayant attaqué les trois autres pour les voler. En trouvant des

traces de piqûres sur son bras, la police voulut bien croire que ce « sale youpin » était en plus un drogué. Il fut mis sous surveillance.

Six mois plus tard, au moment où cette surveillance fut levée, la famille Zilberman était à bout de patience. Sveta avait encore perdu un emploi, Boris avait encore reçu des menaces, le petit frère, Denis, né en 1980, devait à son tour jouer des poings dans la cour de récréation. Il fallait trouver une solution.

Or il y en avait une.

Alors que, pendant des années, l'État d'Israël avait été considéré dans toute l'Union comme le diable, les choses avaient brusquement changé avec l'arrivée de Gorbatchev. Les relations entre les deux pays étaient même devenues si bonnes, qu'une radio israélienne pouvait diffuser en russe sur tout le territoire. Cette radio, c'est *Kol Israël*, la Voix d'Israël. Qui appelait tous les Juifs à rejoindre la mère-patrie, à revenir sur la terre de leurs ancêtres, à devenir les citoyens juifs d'un État juif. Ils appelaient cela « se rapatrier ».

La loi fondamentale de l'État d'Israël – qui n'a pas de Constitution mais simplement une déclaration d'indépendance –, c'est la loi du Retour. Cette loi donne l'autorisation à tout juif, où qu'il soit né au monde, de devenir citoyen israélien rien qu'en en faisant la demande.

Cette facilité assure vouloir permettre aux victimes de l'antisémitisme de trouver un havre, un lieu où renaître à la liberté et à la dignité de citoyens.

Pour répondre aux cas des multiples couples mixtes, la loi du Retour s'applique bien évidemment aux conjoints non-juifs

et à leurs parents. Ce qui, dans le cas des Zilberman, était une condition essentielle de leur départ, donc de leur «sauvetage».

À la date où Boris alla chercher des visas pour Israël, l'Union soviétique n'avait pas encore de relation diplomatique avec ce pays. Mais un arrangement avait été trouvé grâce au royaume de Hollande, grand ami de l'État hébreu, qui acceptait de prêter ses locaux et ses services consulaires à la gigantesque entreprise de sortie des Juifs soviétiques.

La première question que Boris posa, quand il se trouva face à l'Israélien qui allait lui donner le sésame de sa liberté, concernait Sveta. Allait-on vouloir d'elle ? Nombreux étaient les Soviétiques qui n'étaient juifs ni d'Ève ni d'Adam mais qui, disait-on, réussissaient à acheter de faux certificats de judéité à telle fin de quitter l'Empire en décomposition. Boris n'était pas le genre, il préférait jouer franc jeu. «Ma femme n'est pas juive, peut-elle vraiment venir en Israël ?»

On le rassura totalement.

La famille Zilberman partit donc pour Israël.

Au moment de quitter leur pays natal, les Zilberman durent renoncer à leur citoyenneté soviétique, rendre leur passeport, et même payer pour cela.

Ils se rendirent de Moguilev à Moscou, à leurs frais. De là ils prirent l'avion qui les emmena à Varsovie, à leurs frais toujours. Et c'est là qu'intervint l'Agence juive, office paraguayennement israélien autrement appelé Organisation sioniste mondiale, qui les prit en charge jusqu'à l'aéroport Ben Gourion à Lod, en Israël.

Ils avaient tout vendu, tout quitté, les vieux parents, les souvenirs, les amis, la mère-patrie, quand, le 4 octobre 1990, ils attirèrent en Israël.

Ivan Ivanov devenait Ivan Zilberman.

Ils sont près de quatre cent mille à avoir fait le choix des Zilberman. Pas loin d'un demi-million de personnes à avoir tout quitté pour la promesse d'un avenir meilleur, sans espoir de retour. Malgré des promesses maintes fois réitérées par les autorités soviétiques, il ne leur fut pas possible d'envisager un éventuel retour à la mère-patrie.

Au début de 1989, ils arrivaient à raison de quelques centaines par mois. À la fin de l'année, c'était à près de deux mille. À partir de décembre, le rythme prit une brusque accélération : on en compta jusqu'à trente mille en un seul mois, mille par jour.

Il faut essayer d'imaginer ce que fut cet exode massif, ce ballet d'avions qui déversaient par centaines et par centaines ces voyageurs fatigués, ahuris, engoncés dans leurs vêtements d'une autre latitude : les babouchkas aux jambes bandées, les enfants ensommeillés, les blondes vêtues d'énormes fourrures et de toques hivernales, ces familles entières, des jeunes ou des très vieux, chargés de paquets ficelés.

Là est la raison d'être d'Israël, de l'État d'Israël. Créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'État hébreu a affirmé être la réponse à la tentative d'annihilation des juifs par les nazis.

L'idée avait été théorisée par Théodore Herzl, journaliste d'origine hongroise qui, en poste à Paris, fut le témoin de la dégradation infamante du capitaine Alfred Dreyfus.

C'était plus de cinquante ans avant la «solution finale». Le sionisme (de Sion, autre nom de Jérusalem) était né.

L'émotion causée par la découverte des camps où furent déportés les juifs entre 1933 et 1945 fut certainement en grande partie la cause de la décision des nations d'accorder aux sionistes le partage de la Palestine. Comment refuser à

des survivants décharnés et brûlants le droit de créer un État où renaître ? Malgré l'opposition des Arabes qui ne voyaient pas à quel titre cette renaissance se ferait sur leur terre, les Nations unies accordèrent le droit à l'existence d'un État qui prit le nom d'Israël.

Vidé de la plupart de ses habitants arabes qui emplirent les camps de réfugiés des pays alentour, Israël se peupla de vagues d'immigrations successives dont la plus grande fut, dans les années cinquante, celle des juifs marocains.

À l'aube des années quatre-vingt-dix, l'histoire hoqueta.

L'Agence juive (en hébreu, la Sokhnout), dont la raison d'être et toute l'activité consistent à amener les juifs du monde en Israël, tenait ses promesses : elle avait dit « tous les juifs », on accueillit tous les juifs, quels que soient leur âge et leur état de santé. Si les pays du monde désireux de faire venir des immigrants ont l'habitude de fournir non seulement des quotas mais également des profils (profession, âge, état de santé), l'État d'Israël ne fit pas de détail. Il accueillit ainsi de nombreuses victimes de la contamination de Tchernobyl qui espéraient en la réputation d'excellence des médecins israéliens. La télévision soviétique avait d'ailleurs diffusé des spots publicitaires explicites à ce sujet, vantant les mérites de *Kupat Holim*, la caisse de maladie de la centrale syndicale, la *Histadrout*. D'autres souffraient de diverses maladies graves, d'autres enfin étaient de très vieilles gens dont personne ne pouvait espérer qu'elles apporteraient quoi que ce soit au pays qui, généreusement, les accueillait sans discrimination.

À leur descente d'avion les immigrants furent dirigés vers des guichets où leur fut fourni un certificat qui serait le sésame de leur intégration. Là encore on peut affirmer que les promesses furent tenues. Juif ou pas juif, chacun reçut

sa carte et les droits afférents, moyennant seulement une signature sur un reçu.

Ces droits sont loin d'être négligeables. Ils consistaient, outre une somme rondelette versée pendant un an qui permettait de voir venir tranquillement – on appelait ça le « panier d'intégration » –, en diverses exonérations fiscales et garanties à des taux défiant toute concurrence, notamment pour permettre l'achat de logements.

L'État d'Israël n'en était pas à sa première *alyah*¹, loin s'en faut. La seule pourtant avec laquelle celle-ci soit comparable, par le nombre, est celle des juifs marocains. Avec une différence notable toutefois : à l'époque, le gouvernement travailliste prenait l'immigrant par la main de A à Z, le mettait dans des centres d'intégration et ne le lâchait pas avant qu'il soit capable de se débrouiller.

Le procédé eut ses ratés de taille, ils s'appellent notamment les « *maabarot* », ou camps de transit de triste mémoire, dans lesquels croupirent des années durant des familles qui avaient emporté avec elles des souvenirs d'habitations dignes et propres. Mais globalement, l'intégration « à la travailliste » se fit et se fit bien : tout le monde trouva un toit et un travail. De quelle qualité est une autre affaire.

L'intégration « à la Likoud », le parti de droite au pouvoir lors de l'arrivée des Russes, se fit d'une tout autre manière. Une fois fourni le certificat d'immigrant et donnée l'enveloppe contenant de quoi vivre, les nouveaux venus furent lâchés dans la nature, quelques heures à peine après leur arrivée. Ils prirent tout simplement des taxis qui les attendaient devant la sortie de l'aérogare, et partirent où les menait le vent. Ceux qui avaient des parents ou des amis les rejoignirent,

¹ *Alyah* signifie « montée », c'est le terme employé pour parler de l'immigration en Israël. Un immigrant, ou « montant » est un *oleh*, pluriel, *olim*. Dans le même esprit les émigrants, ceux qui quittent Israël, sont appelés les *yordim*, ou « descendants ».

ceux qui n'en avaient pas s'arrêtèrent au premier hôtel qu'ils rencontrèrent sur la route. Compte tenu du nombre d'arrivants, les hôtels ayant des chambres disponibles étaient de plus en plus éloignés de l'aéroport, certains traversèrent le pays. Ainsi fonctionna l'intégration libérale. On appelle cela là-bas l'absorption directe.

Dans le pays, ce fut l'euphorie. Jamais depuis des années la population israélienne n'avait eu ainsi l'occasion de se réjouir. Des volontaires vinrent à l'aéroport accueillir les arrivants avec fleurs et petits drapeaux, on fêta le dix millièm, le cent millièm, le deux cent millièm, avec des larmes, des chants, des cris de joie. À la première Pâques, il y eut tellement de volontaires pour accueillir en leur foyer des Russes qu'on put rencontrer des Israéliens pleurant de déception : ils n'avaient pas trouvé de famille avec laquelle partager le Seder, cette soirée qui commémore le départ d'Égypte.

Brohim habaïm, bienvenue, bienvenue.

C'était un vrai miracle. C'est le mot qui revint dans les journaux, les radios, la télévision. Les Juifs soviétiques étaient le miracle envoyé par Dieu ou le destin, pour sauver une nouvelle fois le peuple d'Israël.

Sauver de quoi ? Les sauver de la natalité arabe, notamment.

Car l'État d'Israël, État juif par sa nature, a quelques problèmes avec sa population non-juive.

Il y a d'abord ceux qu'on appelle les Arabes israéliens. Quand fut créé l'État en 1947, après que furent partis des centaines de milliers de Palestiniens, il en resta qui n'avaient

pas quitté leurs villages. Ils y restèrent confinés pendant de longues années, subissant le joug d'une administration militaire. Puis l'étau se desserra et ils commencèrent à aller travailler chez les Juifs, où ils rejoignirent la classe ouvrière israélienne. Ils sont les citoyens arabes de l'État juif.

S'ils sont restés assez nombreux dans le sud aux abords du Néguev, ils sont concentrés essentiellement dans le nord du pays, dans deux régions limitrophes : la Galilée, faite de collines caillouteuses et de vallons fertiles, avec Nazareth comme capitale, et un peu plus au sud le Triangle, avec Umm-el-Fahem comme ville principale.

Umm-el-Fahem était hier un simple village, c'est aujourd'hui une ville à part entière. Si Nazareth est considéré comme le cœur du communisme palestinien, Umm-el-Fahem est la « cocotte-minute » du nationalisme. Là est né le mouvement des Fils du pays (Abnah el Balad), qui lutte pour la reconnaissance des droits des Palestiniens de l'intérieur, le droit à la terre notamment.

Quand commença l'*alyah*, les Arabes israéliens étaient près de neuf cent mille. C'est beaucoup, c'est le cinquième de la population. L'augmentation de leur nombre n'est évidemment pas due à l'immigration, mais à un taux de natalité supérieur à celui des Juifs. Même si ce taux est largement inférieur à celui d'il y a quarante ans où une femme palestinienne faisait facilement dix enfants, il reste toutefois plus élevé que celui des familles juives.

Le problème que posent les Arabes israéliens est celui de toute la société israélienne. Qu'un gouvernement soit de droite ou de gauche, qu'il soit colombe ou faucon, qu'il soit partisan du Grand Israël ou non, il a à gérer une réalité incontournable : le pays porte en son sein une population qui ne partage pas, et ne peut pas partager, l'idéologie dominante.

Le deuxième problème est celui des Territoires, avec un T majuscule.

Ce terme est le raccourci employé communément, y compris en hébreu, pour désigner les territoires occupés par l'armée israélienne, Tzahal, depuis 1967.

À l'issue de la guerre des Six Jours, l'État d'Israël devint, contre la volonté de la communauté internationale, puissante occupante de la Cisjordanie et de Gaza, précédemment sous dominations jordanienne et égyptienne. Ces territoires sont habités par des Palestiniens qui, depuis 1987, se sont soulevés contre l'occupant. C'est l'Intifada.

Selon qu'on est de droite ou de gauche, on a des positions différentes concernant ces territoires.

Pour le Likoud, à droite, ils n'existent pas. Tout est Israël, il y a seulement des régions, et celles qui furent conquises en 1967 ont simplement été « libérées » et sont désignées de leur nom biblique, la Judée-Samarie.

Le gouvernement (en place depuis 1977² avec quelques intermédiaires de cohabitation à la mode hébraïque, la « *rotatzia* ») le prouve en autorisant et en encourageant les implantations de colonies.

Si on est à gauche, on pense différemment. Les « Territoires » sont une plaie dont il faut se débarrasser, les Palestiniens ont droit à leur autonomie et les colons sont des boutefeux, des fauteurs de guerre civile.

L'arrivée des Russes devait tout bouleverser.

Itzhak Shamir, premier ministre de 1988 à 1992, ne le cache pas : l'*alyah* allait changer toutes les données du problème.

« Une immigration massive nécessite un grand Israël », clama-t-il, triomphal, dès janvier 1990, provoquant la colère des protecteurs américains et l'angoisse des Palestiniens.

Les Américains étaient contre la colonisation des Territoires et le firent savoir clairement ; quant aux Arabes, ils voyaient s'évanouir leur espoir de pouvoir un jour récupérer la souveraineté sur au moins une partie de l'ancienne Palestine.

Mais Itzhak Shamir n'en eut cure. Il la tenait, sa bonne raison de coloniser les Territoires. Puisque Israël était là pour sauver les juifs, puisqu'il y avait là des juifs à sauver et que tout le monde était d'accord là-dessus, il fallait bien les mettre quelque part. Les Territoires étaient là pour ça.

Les Arabes ? Le monde arabe est grand, Israël est tout petit, qu'on ne vienne pas disputer aux juifs le seul petit bout de terrain qu'ils possèdent en propre. Voilà pour les protestations internationales.

L'autre sujet de satisfaction pour Itzhak Shamir était purement de politique intérieure. Voilà des années que les travaillistes prétendaient rendre les Territoires au nom d'un argument démographique pas totalement dénué de fondement. Si Israël se voulait un État juif, il devait impérativement avoir une majorité juive. À l'intérieur des frontières de 1948, on ne voyait pas l'ombre d'un problème. Mais si le pays incluait les Territoires, ce que prétendait la droite au pouvoir, on n'était plus sûr de rien. Rapidement les Arabes seraient en plus grand nombre que les Juifs (au milieu des années 1980 on annonçait déjà qu'il naissait plus d'enfants arabes que juifs) et il faudrait se rendre à l'évidence : l'État serait juif, mais plus la population.

La solution de la gauche : « Rendez les Territoires. »

La solution de la droite : les Russes.

² Le présent livre a été écrit en 1993 – Note de l'éditeur.

Territoires ou pas, l'euphorie fut partagée par tous les Juifs en Israël. Plus on serait nombreux, plus on serait forts. Et ce d'autant plus que les Russes n'étaient pas n'importe qui.

Jamais le pays n'avait pu rêver à une *alyah* de cette qualité. Bien sûr, l'État d'Israël n'a jamais lésiné pour acheminer les juifs, quels qu'ils soient. Il le prouva encore peu auparavant en amenant quelques dizaines de milliers de juifs éthiopiens, chez nous appelés Falashas. Ces derniers n'avaient pas même la connaissance de ce qu'est un robinet, n'avaient jamais vu une fourchette et prenaient les spaghettis pour des vers de terre.

Mais les Russes...

Jugez un peu : sur cent immigrants, on trouvait quarante scientifiques de niveau universitaire (dont ingénieurs, architectes et médecins), trente-trois professionnels de niveau intermédiaire totalement qualifiés (dont infirmières, musiciens, professeurs, techniciens) et le reste se répartissant en ouvriers et employés divers, tous formés à quelque chose. C'était un raz-de-marée de matière grise, une chance inouïe, un cadeau venu du ciel.

Quel pays au monde ne rêverait de voir arriver ainsi une population d'un tel niveau ?

« Comment dit-on "Silicon Valley" en hébreu ? », s'interrogea d'ailleurs un magazine français, ébaubi devant le prodige...

Cette *alyah* était un miracle. Alors on rêva. On rêva de transformer Israël en un gigantesque laboratoire d'études qui pourrait produire jusqu'à trois pour-cent de l'activité scientifique mondiale.

« Tout de suite », clamait la droite.

« Seulement si nous faisons la paix », protestait la gauche.

Mais sur le fond, ils étaient tous d'accord.

Le potentiel humain que représentaient les Juifs d'URSS est énorme, il se montait à environ quatre millions et demi de personnes : exactement le chiffre de la population juive dans l'État d'Israël.

Sur l'ensemble, l'Agence juive annonçait que d'ores et déjà un million et demi avait déposé une demande pour venir. Et qui sait si demain, une nouvelle vague d'antisémitisme n'allait pas pousser les trois autres millions à faire de même ?

L'antisémitisme, et particulièrement en Russie, a toujours su renaître de ses cendres, l'Histoire était là pour le rappeler.

En Israël, on espérait qu'un jour ils viendraient tous. Alors on serait les plus forts, les plus intelligents, les plus calés, les plus doués. Les meilleurs...

Il y avait là-dessus un consensus.

* * *

C'était un triste jour de février 1991. Le monde libre faisait sa guerre chirurgicale en déversant des tonnes de bombes propres sur le peuple irakien. Du front nous parvenaient les tableaux somptueux de Bagdad illuminé par les flammes, et d'Israël les images surréalistes de journalistes en direct, d'immigrants russes à l'aéroport, de ménagères allant aux courses, de mélomanes au concert, enfilant à la première alerte ces drôles de groins à lunettes, les masques à gaz : le Maître de Bagdad tenait parole et lâchait sur Israël ses Scud.

Paris vivait sur les nerfs, tentant de décrypter sous les nouvelles ce qui pouvait être de l'information. Trois morts, ou cent mille ?

La place de la République, les adversaires de la guerre hurlaient leur désapprobation, de ces cris qui sont la soupe de sécurité de l'angoisse.

C'est un de ces tristes jours, comme furent tristes tous ceux de ce mois-là, que je reçus la visite de Kohavi Shemesh.

Il s'agissait d'un ex-leader des Panthères noires israéliennes, qui cherchait un journaliste susceptible de l'écouter : il avait des choses de la plus extrême gravité à faire publier.

Les Panthères noires – dont le nom fut copié sur celui des Noirs américains des années soixante – sont nées de la lutte contre la discrimination dont se disaient victimes les Israéliens d'origine séfarde au début des années soixante-dix.

Dans le langage courant de ce pays, que ce soit par humour ou par dérision, on aime à appeler « Noirs » les Juifs orientaux (les Séfarades) et « Blancs » les autres, les Ashkénazes. Les Panthères noires furent le plus grand mouvement de Juifs orientaux en Israël.

Sans qu'il ait eu beaucoup d'adhérents, il eut une grande influence sur la société. De tout jeunes gens pauvres furent reçus par le Premier ministre Golda Meir en personne, et réussirent à faire débloquent des fonds pour l'éducation et la solidarité. Kohavi était de ceux-là.

Bien sûr ils ne réglèrent pas le problème, mais ils réussirent à faire réduire l'écart dont souffraient les Séfarades par rapport aux Ashkénazes. Ils conquièrent par la lutte une dignité jusque-là refusée.

Or, m'expliqua Kohavi, on trouve aujourd'hui dans la revue des statistiques officielles des chiffres concrets qui prouvent que ces écarts sociaux se sont de nouveaux agrandis. On revient en arrière, et ce, depuis l'arrivée des Russes.

Kohavi, à quarante-sept ans, était un brun mat et lisse comme le sont souvent les juifs d'Irak. De taille moyenne, il traînait une patte folle, séquelle d'une polio d'enfance, et un visage triste au sourire un peu gourde. Ni beau ni laid, il

était cependant attirant par la vivacité de son intelligence. Derrière cet aspect physique peu engageant se révéla un politique d'une grande finesse et un combattant averti. Armé de sa seule tête et de sa volonté déjà aguerrie, Kohavi partait en guerre, tout seul, contre l'immigration soviétique en Israël.

Il était totalement à contre-courant. Rien que de France on pouvait le percevoir en tournant simplement le bouton de la radio sur une station juive. Sur fond de l'*Hatikva*, l'hymne national israélien emprunté à *Ma Patrie* de Smetana, les radios juives lançaient à longueur de journée des appels à aider Israël dans cette grande et noble tâche : l'intégration de tous les Juifs d'URSS.

– Je ne rigole pas, expliqua Kohavi d'un ton totalement lugubre. Il faut arrêter cette immigration, immédiatement. Elle va être la source d'une misère effrayante, pour nous les Séfarades d'abord, bien sûr, mais aussi pour les classes moyennes qui ne tarderont pas à suivre. Et sans parler des Palestiniens, cela va sans dire. De la gauche à la droite, tout le monde rivalise de bons conseils pour intégrer plus d'immigrants et plus vite. Pas un ne comprend que pour nous sauver tous, il faut tout arrêter, purement et simplement. Nous allons à la catastrophe, à la famine peut être, à la misère noire de toutes façons. Et à la guerre, bien sûr, elle sous-tend tout cela.

Comment ne s'était-il trouvé personne pour le dire ?

Si on tient compte des mariages mixtes, le véritable potentiel d'immigrants soviétiques est en fait de sept millions de personnes, et le but avoué du gouvernement israélien, ainsi que celui de l'opposition travailliste, est de les amener tous. TOUS.

– La seule chose qui les retienne, c'est la capacité des avions. Si ceux-ci pouvaient en prendre dix mille en une

seule fois, ils en amèneraient dix mille par vol. Rien ne les arrête. Ils sont complètement fous.

«C'est un miracle, c'est un miracle», s'obstinent, cabochards, les Israéliens.

«C'est un miracle, cette *alyah* va sauver Israël», répètent niaisement leurs supporters.

«C'est une calamité, c'est une horreur, c'est l'enfer», s'insurge Kohavi.

La chance ne l'accompagna pas cet hiver-là. Alors qu'il était à Moscou pour tenter d'attirer l'attention des médias sur le problème, (il distribua des tracts en russe aux postulants au départ qui faisaient la queue devant l'ambassade de Hollande, leur enjoignant de rester chez eux), la guerre du Golfe éclata et réduisit à néant tout espoir de faire parler de son action.

Côté français, c'est vainement que je tentai de faire publier sa longue interview. Au début attirés par l'idée, tous les magazines sollicités déclinèrent finalement l'offre de papier. Il est sans doute des choses à ne pas dire.

La guerre du Golfe prit fin. Kohavi, bredouille, retourna à Jérusalem où il m'invita à le rejoindre.

– Si aucun magazine ne veut d'article, tu trouveras peut-être un éditeur qui voudra d'un livre, prophétisa-t-il.

* * *

Je décidai cette fois, pourquoi pas, de prendre non pas l'avion mais le bateau. Atteindre Israël en crabe s'était révélé jadis un voyage bien agréable et l'occasion se présentant, je m'offris la croisière.

Si le but était d'échapper à la fouille de la sécurité israélienne, c'était raté.

Le bateau était stationné au Pirée, au bout d'un quai le long duquel je traînai ma valise à roulettes, n'ayant trouvé pour me faire faire ces cinq cents mètres qu'un taxi qui proposait la course pour une semaine de salaire.

L'arrière du Ferry était béant et avalait voitures et camions, tandis que les piétons étaient alignés entre deux barrières en étroite file jusqu'aux agents de la sécurité israélienne. Une jeune femme me posa une rafale de questions auxquelles je m'efforçai de répondre en mentant le moins possible; c'est là un art auquel tous les journalistes qui fréquentent Israël doivent s'exercer. Si votre mensonge est trop gros votre nez remue et ils le sentent, et si vous dites la vérité, à savoir que vous allez enquêter pour votre compte sur ceci ou cela, vous avez droit à un interrogatoire policier qui implique la demande du nom et de l'adresse de vos correspondants.

Bien sûr vous n'êtes pas obligé de répondre, mais ils ne sont pas obligés non plus de vous laisser passer. Les journalistes accrédités, eux, peuvent aller où ils le veulent, mais sont soumis à la censure.

Le questionnaire en règle était à peine terminé qu'une sorte de gradé s'approcha de moi après s'être entretenu avec la jeune fille.

– Quand étiez-vous en Israël la dernière fois ? demanda-t-il.

– Je viens de le dire à Madame.

– Mais j'ai envie de l'entendre moi aussi, insista-t-il.

– Eh bien ! Dans ce cas, demandez-le lui à elle.

Il ne faut jamais faire montre du moindre mouvement d'humeur, j'avais commis là une erreur.

– Pourquoi êtes-vous si nerveuse ? s'enquit-il, soupçonneux soudain.

– Écoutez, voilà une heure que je fais la queue ici, je n'ai pas fermé l'œil de la nuit, je tombe de sommeil, s'il vous plaît, laissez-moi aller me coucher.

Magnanimes, ces deux Israéliens autorisèrent une Française à aller se coucher en Grèce sur un bateau grec dans un port grec.

Est-ce parce qu'avec quinze ans de moins j'étais forcément moins exigeante, ou est-ce parce que la misère du Sud étend ses bras de pieuvre jusqu'à nos portes, je n'ai en tous cas pas le souvenir que dans les années soixante-dix les bateaux traversant la Méditerranée aient été à ce point crasseux. La saleté était telle qu'il était inenvisageable de poser le pied par terre en sortant du lit sans y avoir préalablement glissé des tongs, que pour rien au monde il ne fallait quitter sous la douche.

– Mais quelle crasse, quelle saloperie ce bateau ! Et ces agents israéliens, ça leur écorcherait la gueule de se présenter poliment, de s'excuser du dérangement et de parler gentiment ?

Il s'appelait Richard, il était américain, il avait quarante-quatre ans mais tout à fait l'allure d'un collégien. Visage beau mais rosé et poupon, gros sac à dos à tubulures, fortes cuisses bronzées sortant d'un short blanc et rire facile. Il m'accosta pour me faire partager son indignation et m'offrit une bière. En quelques minutes je sus qu'il était juif, se rendait en Terre sainte pour voir, n'était pas sioniste et s'en moquait même comme d'une guigne ; qu'il était avocat et avait gagné suffisamment d'argent pour s'offrir un petit tour d'Europe de quelques mois. Il faisait un crochet par Israël avant de retourner au pays. J'appris avec lui un tas de choses.

Le monde, selon Richard, se divisait en deux catégories. D'un côté, il y avait les gens bien : propres sur eux, bien élevés, travailleurs, démocrates, aimant la liberté et riches de ce simple fait.

Et il y avait les autres.

Prenez par exemple le cas des ouvriers affectés au nettoyage du bateau. Ce dernier avait beau être un modèle de saleté, il passait tout de même tous les matins une équipe chargée de nettoyer le plus gros. Eh bien ! Ces ouvriers-là faisaient partie de la seconde catégorie.

– Tu ne vas pas me faire croire que ces gens ont de la dignité alors qu'ils puent. C'est vrai quoi, on se lave...

À la suggestion que peut-être la pauvreté dont nous étions les témoins à Chypre – rues défoncées, travaux inachevés, voitures déglinguées – expliquait ce manque d'hygiène, à l'hypothèse que sans doute leurs logements ne disposaient pas de douches, Richard répondit par un haussement d'épaules. Pour lui, le monde tournait autrement : si ces gens-là avaient été propres dans leur tête, ils auraient pu, tiens par exemple, se doucher rapidement là où ils venaient de passer le balai.

– Crois-tu qu'ils ont le droit de se laver dans les douches qu'ils sont là pour entretenir ?

– Pourquoi pas ?

C'est vrai, ça, pourquoi pas ? Richard, à quarante-quatre ans, n'avait pas la moindre notion de ce qu'est le statut de salarié. Pour lui un pauvre était coupable, la preuve, c'est qu'il était pauvre. S'il avait été innocent, il se serait lavé et grâce à cela, il aurait pu devenir autre chose que balayeur.

– Tu as raison, dit-il enfin quand je réussis à le persuader qu'il jugeait bien vite un balayeur chypriote croisé pendant quinze secondes sur un rafiot. Je devrais me renseigner.

À l'occasion, je demanderai au capitaine quelles sont les conditions de travail de ces ouvriers.

Au capitaine...

De même qu'il y a des laideurs attirantes, il y a des bêtises fascinantes. L'étendue de son ignorance et sa rage d'émettre un jugement sur tout faisaient de sa compagnie un agrément relevant du spectacle de cirque. La contradiction avec lui devint un jeu.

– Non mais, tu vois ce que je te disais, revint-il à la charge comme nous rentrions de Limassol en taxi. Ce type est aussi mal attifé que celui de ce matin et regarde la bagnole qu'il a : une Mercedes. Je n'en ai pas une comme ça, moi. Je te dis qu'ils sont sales...

Il ne soupçonnait pas que le chauffeur en question, anglophone, puisse se blesser de l'entendre ainsi. Mais qu'importait ?

– À qui appartient cette voiture ? Demandai-je à ce dernier.

– Au patron, tiens ! répondit-il.

Et toc !

C'est avec des gens comme Richard que Bush a fait la guerre du Golfe.

On n'imagine pas que le président américain ait pu rêver un soutien plus inconditionnel que celui de Richard.

Saddam Hussein était Hitler, il n'en démordit pas. Un monstre, une ignominie, un être d'une abjection telle que – il eut soudain un grelot d'émotion, il ralentit son débit et déglutit lentement – que lui, Richard, serait capable – sous réserve d'impunité, tout de même – d'aller le tuer. Oui, parfaitement, le tuer. De ses mains.

Je lui fis une rapide liste de criminels qu'il pourrait atteindre avant le dragon de Bagdad, parmi lesquels je suggérai le roi

du Maroc, Manuel Noriega, Augusto Pinochet. Il fronça les sourcils. Il parlait de criminels, pas de dirigeants ordinaires.

Richard perdit tout de bon son air poupon quand nous abordâmes la guerre du Golfe. Il se fâcha tout rouge, se mit à crier, et je dus galoper derrière lui sur la plage pour pouvoir le suivre, tant il était colère. Il criait que la vie de trente Américains valait bien plus que celle de trois cent mille Irakiens qui avaient engendré un Saddam Hussein. Quoi, c'était bien un des leurs, non, c'était bien de leur faute à eux et pas aux Américains, peuchère. Que ce Salinger qui avait écrit *La guerre du Golfe* dans laquelle il dénonçait toute l'ambiguïté de la politique américaine avant l'invasion du Koweït était un bien drôle d'Américain qui vivait en France : comment donner crédit à la parole d'un si piètre patriote ?

Richard débita à grande vitesse, avec toute la conviction dont ce sanguin était capable, toute la propagande que nous avions dû avaler sur les ondes pendant le conflit. Aucune tentative d'insinuer ne serait-ce qu'un doute en son esprit ne réussit : les Américains étaient le Bien, les autres le Mal. C'était bien de tuer des gens pour le pétrole, puisque les Américains avaient besoin du pétrole pour continuer de faire le Bien. C'était bien de détruire toute la superstructure civile d'un pays, puisqu'il existait un risque qu'elle serve des intérêts antiaméricains donc le Mal. Quant à l'appel à la révolte fait aux Kurdes par le président américain, et qui avait engendré le massacre que l'on sait, il le qualifia d'erreur. Tout le monde peut se tromper, non ?

– Dis-moi, vous les meilleurs et les plus forts, pourquoi donc ne l'avez-vous pas zigouillé votre monstre ? Tu me dis que vous avez fait tout ça pour avoir sa peau, mais autant que je sache, il va bien, lui !

– Tu crois que c'est facile, peut-être...

Évidemment.

Quand nous atteignîmes Haïfa, je l'avais traité de primitif, d'ignare et d'enfant gâté. Il dut prendre ça pour un compliment, car au moment de nous séparer il me laissa son adresse en me demandant de venir le voir à Philadelphie.

Je ne suis pas raciste, mais...

Il paraît que ce sont les Américains qui dirigent le monde.

En tous cas une chose est sûre : ce sont des gens comme lui qui font la loi au Moyen-Orient.

Et le premier partenaire d'Israël dans toutes ses entreprises, l'immigration soviétique comme les autres, c'est l'Amérique.

L'Amérique qui finance l'installation des Russes, qui a usé de tout son pouvoir pour convaincre les Soviétiques d'ouvrir leurs portes, qui aide l'État d'Israël depuis des années. L'Amérique sans laquelle Israël ne serait rien, ou en tout cas pas grand-chose.

LES NOIRS ET LES BLANCS

Le festival commence au contrôle des passeports. L'employé, avec un sourire, demande si vous parlez russe. «Dommage», dit-il gentiment à votre réponse négative. Le couple qui est passé avant, lui, est russe, celui qui suit l'est également. Comme doivent l'être les autres contrôleurs, comme l'est cette employée de banque qui change votre argent, cet agent de voyage qui confirmera votre retour. On les reconnaît à leur accent, et aussi à leur modestie un peu timide : «Un instant, s'il vous plaît, je suis nouveau ici.»

Partout, c'est la fête aux immigrés. «Prix spéciaux Russes», annonce, en cyrillique et en hébreu, ce vendeur d'électroménager, de vêtements, de chaussures. C'est ma première surprise : depuis quand en Israël s'exprime-t-on en une autre langue que l'hébreu ?

Mais depuis l'arrivée des Russes. Tout est écrit en hébreu mais tout est également réécrit en russe, même «lait» ou

«beurre» sur les emballages qu'on trouve dans les supermarchés. Désirent-ils lire les informations dans leur langue, on leur crée plusieurs journaux. À la banque les publicités sont rédigées dans les deux langues. Jamais immigrants n'ont pu être ainsi choyés et pris dans le sens du poil. Et la télévision consacre plusieurs programmes quotidiens à la vie «là-bas» et à l'intégration ici de tel ou tel qui a si brillamment réussi. La télé les montre, les interroge, les cajole.

– Cela fait combien de temps que tu es arrivée en Israël, demande, presque obséquieux, le présentateur à une belle rousse.

– Un peu moins d'un an, répond-elle dans un hébreu correct et lent.

Et de raconter son voyage, son intégration si belle, ses projets, ses spectacles à venir, elle est comédienne.

– Tu vas nous jouer quelque chose, n'est-ce pas ?

En minaudant, elle se met en position et commence un long *one-woman show* qui brusquement révèle la professionnelle, la vraie. Une merveille.

– Et cela fait moins d'un an qu'elle est là, trouve bon de rappeler le journaliste après l'avoir abondamment fait applaudir.

C'est beau, c'est émouvant l'intégration à l'israélienne.

Bientôt les sous-titres en arabe des films étrangers que la télévision place sous ceux rédigés en hébreu vont être remplacés par des sous-titres en cyrillique, vous annonce-t-on fièrement. Place aux Russes. Et que la fête continue.

À leur arrivée, les Zilberman trouvèrent assez rapidement un petit appartement à Holon, dans la banlieue de Tel-Aviv. Denis s'inscrivit à l'école du quartier, quant à Ivan, il embrassa papa et maman pour aller vivre sa vie : il avait décidé de le

faire dans un kibboutz. Il en trouva un dans le nord du pays où il commença à apprendre l'hébreu.

Sveta ne trouva pas de travail tout de suite, mais ce ne fut pas le cas de Boris. Travailleur du bâtiment, il n'avait aucun mal à trouver de l'embauche dans ce pays en pleine construction.

La famille Zilberman était arrivée en Israël.

Quand ils débarquèrent d'Ouzbekistan un an plus tôt, Pavel, Liéna et leurs deux enfants commencèrent par aller à l'hôtel, bien sûr. Puis au bout de quelques jours, alléchés par les annonces, ils allèrent dans les Territoires.

Dans la région de Naplouse, à quarante-cinq minutes à la fois de Tel-Aviv et de Jérusalem (c'est ce que disait la publicité destinée à les convaincre d'acheter là), ils pouvaient acquérir soixante-dix mètres carrés avec jardin et pour cinquante mille dollars. Le nouvel immigrant marié et père d'au moins deux enfants (c'était le cas de Pavel) pouvait pour cela recevoir un prêt hypothécaire de quarante-quatre mille dollars à quatre pour-cent sur vingt-huit ans. Et, à titre de récompense pour s'être installé «au cœur de la patrie» (dixit la publicité, toujours), le gouvernement effaçait de l'ardoise dix-sept mille cinq cents dollars. Ce qui signifie que Pavel pouvait acheter ses soixante-dix mètres carrés pour seulement trente-six mille cinq cents dollars. Les remboursements mensuels étaient plus faibles que des loyers, et de toute façon, la première année, c'était le panier d'intégration qui payait...

La même surface à Jérusalem ne se monnayait pas à moins du triple. Et pour les vétérans, on ne faisait pas de cadeaux.

Pourtant Pavel et Liéna n'achetèrent pas dans les Territoires. Ils firent comme quatre-vingt-dix-neuf pour-cent des immigrants, ils cherchèrent à se loger en Israël même,

dans une ville si possible côtière où est concentrée l'activité économique du pays.

Et, n'y trouvant pas d'appartement à acheter, ils s'installèrent dans une caravane.

Provisoirement bien entendu.

Pavel, comme Boris, trouva du travail immédiatement. Contrairement à ce que l'on dit des Russes, à savoir qu'ils sont tous professeurs à l'Université, il en est tout de même qui sont ouvriers, et c'était son cas. Chauffeur de poids lourds, depuis quinze ans, il aimait son métier, Pavel, et il le faisait bien. Il ne regardait pas aux horaires, comme font tous les routiers. Tout allait bien. Ils avaient laissé derrière eux les « mort aux juifs » lancés en même temps que les pavés dans les vitres de la maison. Ici ça ira, ça va aller.

Ils en ont de la chance, les Russes, que ne fait-on pas pour eux !

Il n'est pas un quartier de Jérusalem qui ne se réveille au son des bulldozers, pas une colline de ses environs – jusqu'à des kilomètres en dehors de la ville – que ne surplombe un nuage de poussière créé par les travaux de terrassement, pas un virage qui ne vous découvre une ligne de constructions neuves, serrées les unes contre les autres, blanches avec terrasses et capteurs solaires. En Galilée, dans le Néguev, le long de la ligne verte (l'ancienne frontière d'avant 1967, celle qui délimite les Territoires) c'est la même chose : Israël est devenu un immense chantier de construction d'habitations. Déjà deux cent cinquante mille Russes sont arrivés en ce mois de mai 1991, on en attend encore au moins trois fois autant dans un proche avenir et il va falloir loger tout ce monde. Le ministre de la Construction et du Logement, Ariel Sharon, ne chôme pas.

Il fait d'ailleurs plus que de ne pas chômer. Pour encourager la construction et donner du travail aux Russes (une pierre, deux coups), il offre à ceux qui acceptent d'y travailler des primes spéciales, ainsi que des exonérations aux patrons qui les embauchent.

Les avantages consentis aux Russes dépassent l'imagination. Ont-ils des problèmes pour faire valoir leurs diplômes ? On leur organise des stages de mise à niveau. Des difficultés à entrer à l'Université (en Israël, elle est payante) ? On leur accorde des bourses.

Qu'est-ce qu'il vous faut ? Une voiture ? Vous aurez droit d'en acquérir une hors taxe. Or les taxes sur les automobiles en Israël rendent le rêve d'acquérir un véhicule neuf hors de portée de l'écrasante majorité des autres, natifs ou vétérans.

Un appartement ? Voyez la longue liste des magnifiques petits logements flambants neufs que nous vous proposons en plein cœur du pays. Tout y est, ne vous inquiétez pas : route d'accès, école, transport.

Besoin d'un crédit ? Crédit-logement ou crédit à la consommation ? Pour acquérir un réfrigérateur ou un magnétoscope ? Voyez cette liste (écrite en russe) de tout ce que nous pouvons vous offrir. Ne vous faites donc pas de souci, nous avons tout ce qu'il vous faut.

Quand un Russe débarque en Israël, il brandit le V de la victoire avec ses deux doigts.

V pour Volvo, V pour Villa.

Qu'est-ce que tu seras mon chéri quand tu seras grand ?
Immigrant soviétique.

Ainsi dit des Russes le petit peuple d'Israël.

Kohavi aurait-il vu juste ?

C'est le souk. Non pas le marché à souvenirs pour touristes, mais un vrai marché oriental, en partie couvert, avec d'énormes étals de légumes et de fruits, une profusion de nourriture d'une beauté à ravir : là s'étale la richesse agricole du pays. De la musique orientale fuse de quelques transistors grésillants, les apostrophes sont bruyantes, les bousculades inévitables mais bon enfant. Les drapeaux israéliens accrochés à quelques étals vous rappellent brusquement à la réalité : vous êtes ici dans Jérusalem la juive, la totalement, exclusivement juive. C'est Mahané Yéhouda.

Mon accent m'a trahie, les deux vendeurs m'ont détectée. Ils sont tous deux Marocains, ils ajouteront avec un sourire complice une petite louchée d'olives à ma commande, accompagnée de quelques mots en français. Tout est bon à Mahané Yéhouda pour épicer la vie. Ils sont le petit peuple juif de Jérusalem. Ce sont eux, dit-on, qui ont fait sombrer Israël dans l'extrême droite en votant massivement pour le Likoud en 1977. Difficile d'imaginer l'ombre noire dans ce lieu si débonnaire.

Nous prenons place à la table de formica d'une minuscule échoppe installée à la va-comme-je-te-pousse entre deux marchands de légumes. Le transistor beugle. Au mur de l'échoppe mon regard est attiré par la photo de Méir Kahana, le rabbin américain dont le programme antiarabe est copié sur celui, antijuif, de Nuremberg. Je pousse Kohavi du coude et lui adresse un coup de menton interrogateur en direction de l'image.

Sais-tu qui est sur l'image à côté de Kahana ? C'est un rabbin ultrapacifiste, qui prône la reconnaissance immédiate des droits des Palestiniens.

Ce qui rassemble ces deux extrêmes épinglés au mur de l'échoppe, c'est que chacun a su parler aux petites gens.

Même si c'est pour leur dire des choses inverses. À Mahané Yéhouda on aime le langage simple.

Nous attendons, l'oreille dressée. En dix minutes, pas plus, le pari est gagné : à la table d'à côté ils parlent des Russes.

Hana approche de la cinquantaine. Elle est Sabra, c'est-à-dire qu'elle est née là, en Israël, comme sa propre mère, et d'ailleurs elle le définit à sa manière : elle est palestinienne. Quand sa grand-mère est venue de son Yémen natal au début du siècle, c'était au temps des Turcs, on était en Palestine. Et pas sionistes : on venait par idéal religieux, pas politique. Les Russes ?

– Mais ils viennent nous tondre la laine sur le dos. Ils nous prennent notre travail, ils nous prennent nos appartements. Qu'avons-nous besoin d'eux ? Sais-tu ce qui est en train de se passer ici ? Ils se servent des Russes pour nous chasser, nous qui avons construit ce pays. Oui, depuis qu'ils sont là les loyers ont triplé, ma fille est revenue vivre chez nous avec son mari et ses deux gosses parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer quatre cents dollars par mois de loyer avec ce qu'ils gagnent. Mon fils change de job tous les jours, d'ailleurs il parle de partir, de quitter Israël. Mes enfants sont la quatrième génération née sur cette terre et ils n'ont pas de toit, ils n'ont pas de travail...

Le ton de Hana est calme. Sa voix est amère mais pas haineuse :

– Je ne leur veux aucun mal, je t'assure, mais je ne veux pas d'eux...

Des passants ont reconnu Kohavi, ils l'ont vu à la télé une semaine auparavant. Il est celui qui a osé briser le consensus, qui dit « stop » alors que de la droite à la gauche tout le monde rivalise de bons conseils pour mieux les intégrer, plus vite les intégrer, plus en intégrer. À celui qui dit « Je ne veux pas les

intégrer», le petit peuple de Jérusalem vient serrer la main, taper sur l'épaule.

– Moi je n'ai pas aimé, mais ma femme t'a trouvé génial, vient dire celui-là.

Kohavi sourit.

– Qu'un macho comme lui vienne se cacher derrière sa femme, ça prouve qu'il est d'accord avec moi mais n'ose pas encore le dire. Ça viendra.

Et ça viendra d'autant plus sûrement que la dégradation du niveau de vie des natifs n'en est qu'à son début. La réduction de la consommation d'eau a commencé bien avant le début de la vague. Il ne pleut pas assez au Moyen-Orient et l'agriculture est touchée la première. Le gouvernement demande aux kibboutzim de cesser de cultiver du coton et certains légumes trop grands consommateurs. Les jardins publics dont la verdure était naguère la fierté d'Israël jaunissent avant même l'été. Les bassins sont secs. «Les gens n'auront qu'à se doucher deux par deux», a ironisé un jour Itzhak Modaï, ministre des Finances, interpellé sur le sujet.

Aujourd'hui on se demande s'ils pourront se doucher tout court. Comment diable fournir de l'eau pour cinq millions si on n'en a pas assez pour quatre ?

– On commence à parler d'importer de l'eau de Turquie, grince Kohavi. Pour payer nos folies on va faire crever de soif les voisins...

L'immigration blesse aussi au niveau du panier de la ménagère. Hier, l'inflation galopante était compensée par la planche à billets et un rattrapage au niveau des salaires. La parité du shekel par rapport au dollar a baissé de façon vertigineuse : en quelques années on a ajouté jusqu'à trois zéros. Aujourd'hui la parité est fixe, mais avec le même billet

on achète moins. En six mois, le prix de la consommation à la terrasse du café a doublé.

Comme nous quittons Mahané Yéhouda, nous croisons un poivrot titubant qui brandit sa bouteille d'Arak à l'adresse de la femme de Kohavi :

– Tu es Russe ? lui demande-t-il.

Il ne viendrait pas à l'idée de Rachel de tricher sur ses origines : Marocaine, et fière de l'être. Mais là, la curiosité est la plus forte.

– Oui, tente-t-elle pour voir.

Il éructe un tonitruant «À mort !» avant de disparaître dans les ruelles.

Dans le jardin public qui fait face à la Knesset, il reste une seule tente de tout le campement qui a passé là l'hiver. Il fait encore frisquet en ce matin de mai et les sacs de couchage s'aèrent à la branche d'un arbre. Sur une cahute de bois, les derniers habitants expulsés de leurs appartements voilà six mois ont épinglé leurs commentaires : «Ceaurescu est mort en Roumanie, mais il vit en Israël.»

«Le gouvernement nous a divisés en deux : les Blancs et les Noirs.»

Une des premières conséquences de l'absorption directe, ce fut la montée en flèche des loyers : l'enveloppe reçue à l'aéroport contenant de quoi se loger pour cinq cents dollars par mois, le marché locatif s'adapta. On ne trouve plus un seul loyer en dessous de la somme, même pour un appartement minable. Or c'est le salaire minimum et c'est un peu plus de la moitié de ce que gagne un médecin. Les organismes de gestion des logements sociaux ont envoyé des lettres aux locataires pour leur proposer le marché : ou vous acceptez que votre loyer passe de cent cinquante à cinq cents,

ou vous achetez, ou vous accueillez chez vous une famille d'immigrants, ou vous quittez les lieux.

Rares sont ceux, bénéficiaires de logements sociaux, qui ont eu le loisir d'acheter. Plus rares encore ceux qui ont pu payer le nouveau loyer. Certains ont accepté de faire venir des familles entières dans leurs murs, et ce sont des bagarres à n'en plus finir, des cris, des disputes pour le tour de salle de bain et la propreté de la cuisine. Enfin nombreux sont ceux, par centaines et centaines de familles, qui ont pris leurs cliques et leurs claques et se sont retrouvés à la rue. Dans des tentes installées au pied de leur ancien immeuble. Ou face à la Knesset. L'hiver a passé ainsi puis ils sont repartis.

– Ils en ont eu marre, explique, laconique, ce Jérusalémite dont l'optimisme frise l'inconscience. Ça suffisait comme ça.

Comme s'ils avaient agi ainsi pour rire et que la plaisanterie avait assez duré. Ils sont repartis, c'est vrai, mais loger chez leurs vieux parents. Comme ont fait eux-mêmes Kohavi et sa femme ou les enfants de Hana.

Ou dans les Territoires, où c'est moins cher.

Maalei Adumim, ville pilote, ville colon à onze kilomètres de Jérusalem en direction de Jéricho. Ici on ne se sent pas dans les Territoires, tant Jérusalem est proche, tant les Arabes sont absents. On en croise bien quelques-uns, totalement anachroniques, poussant leurs troupeaux de chèvres sur les collines pelées, mais on n'est pas sûr de les revoir si on repasse dans une heure. Maalei Adumim est une ville champignon radieuse, grise sous le soleil de plomb mais si verte à l'intérieur, au niveau des jardins bien arrosés de l'agora centrale. Maalei Adumim est peuplée d'anciens habitants des quartiers pauvres de Jérusalem, de ces juifs orientaux qui crevaient de misère et ont pu du jour au lendemain, sous la

condition qu'ils s'installent là et pas ailleurs, s'offrir des cent mètres carrés plus terrasse à côté de la piscine municipale et de l'école, avec des salaires d'employés modestes. Ils ont le silence, ils ont de l'air pur, les lignes d'autobus régulières les mettent au centre de la capitale en vingt minutes. Le rêve.

Là habitent des proches de Rachel. Des gens simples qui vivent sans se poser de questions, qui vont là où la vie est belle. Ils nous reçoivent avec cette légendaire chaleur orientale, cette exubérance irrésistible. Ils ont le sourire des gens heureux, l'hospitalité simple des bons vivants.

De l'une de leurs terrasses, Kohavi pointe du doigt le nuage de poussière lointain, le monstre qui s'approche jour après jour, heure après heure. Il sera là dans combien de semaines, de jours... Les bulldozers d'Ariel Sharon relient la capitale à Maalei Adumim, bientôt, sur ces collines pelées, il y aura une mégalopolis de deux cents kilomètres carrés.

– Nous cherchons à vendre, nous explique notre hôtesse. Je suis trop loin de mon bureau.

Elle ment. Nulle part dans Jérusalem même elle ne sera aussi près de son travail. Nulle part en Israël elle ne pourra s'offrir un tel logement. D'ailleurs réussira-t-elle à vendre ?

Qui viendra habiter dans ces milliers et milliers de logements neufs qui se construisent à la vitesse du vent ? Sharon espère en convaincre les Russes. Mais les drôles résistent. Ils préfèrent louer, c'est ce que vient de révéler le *Jerusalem Post*.

La ménagère d'origine marocaine tient le même raisonnement que Liéna et Pavel. Avoir un bel appartement, c'est bien. Mais combien de temps vont-ils rembourser un bien qui sera peut-être demain l'objet de négociations de paix et qu'il faudra céder pour rien ?

La ménagère de Maalei Adumim cherche à vendre, et ne trouve pas d'acheteur.

La crise du logement s'arrête à la limite des Territoires : le petit peuple a son bon sens et ne veut pas y vivre.

La Knesset, ou parlement israélien, est un drôle de bâtiment situé sur une colline de Jérusalem Ouest, entendez la Jérusalem israélienne depuis 1948.

Une fois passé un sas dans lequel vous déclinez votre identité, videz vos poches et indiquez sur l'invitation de qui vous êtes là, vous traversez une belle esplanade. Là s'écartèle une large sculpture de métal noir barbelé évoquant la Shoah, qui vous rappelle que ce pays est né du nazisme.

Au bout de l'esplanade, au lieu de monter dans les étages, on descend. La Knesset est bâtie à flanc de colline, son rez-de-chaussée est sous les toits.

Les appariteurs font à Kohavi un accueil des plus chaleureux.

— Alors, qu'est-ce que tu viens leur raconter aujourd'hui ? l'interrogent-ils, complices, après lui avoir serré la main.

Ils sont orientaux eux aussi, il y a comme deux mondes : celui, majoritairement ashkénaze, qui règne sur le lieu et le pays, les députés, les ministres, leur personnel, leurs ouailles. Et les autres, les serveurs de la cafétéria, les gardiens, les employés, les « Noirs ».

Charlie Bitton, ex-panthère noire élu sous ce titre, nous reçoit entre deux portes dans un minuscule bureau, juste avant de descendre dans l'arène où il va lancer une violente diatribe précisément au sujet des problèmes de logement. Il nous propose d'aller l'attendre à la cafétéria et file le long des couloirs rejoindre la salle des débats.

Comme nous entrons dans la buvette, en fait le véritable cœur de la Knesset — c'est là que tout se prépare, que tout le

monde se croise — la première chose qui me saute aux yeux va faire mentir Kohavi : la jeune serveuse qui s'approche de notre table pour prendre notre commande est tout à fait blonde, elle n'a rien d'une Marocaine...

— La semaine dernière il y avait là un Marocain, on l'a viré pour donner du travail à une Russe.

Aujourd'hui en Israël, les pauvres ne sont plus ceux qui font le sale travail : du travail, ils n'en ont plus.

D'après Kohavi, le remplacement systématique des Noirs par les Blancs se fait sans complexe. Un journaliste réputé de gauche du quotidien populaire *Hadashot* l'a même dit tout de go : l'immigration soviétique va « assainir » la population. En d'autres termes, la blanchir. Dehors les bougnoules, en quelque sorte.

Kohavi m'abandonne un instant pour aller chercher ses camarades, quand passent à côté de la table deux députés arabes de mes connaissances. L'un après l'autre ils viennent me serrer la main à grand renfort d'effusions souriantes, mais se débinent ostensiblement quand je leur demande de me dire ce qu'ils pensent de l'*alyah*. Je ne réussirai pas à leur soutirer ne serait-ce qu'un soupir : à peine la question posée ils se lèvent, s'inclinent et me quittent. Il est des sujets à éviter pour un Arabe.

Soudain paraît Ran Cohen, le sémillant député de la liste pour les droits civiques, le Ratz, dont tout un chacun sait, dans les milieux d'opposition, que si on a besoin d'aide, c'est à eux qu'il faut la demander. Ran a l'âge de Kohavi, il est Irakien d'origine également, c'est un grand et bel homme, affable, que je connais depuis quelques années et qui n'hésite pas une seconde à répondre à l'interview.

— L'immigration soviétique ? Mais c'est une honte, un scandale, la façon dont elle est menée.

Il s'assied en face de moi, et si je lui avais posé la question écrite deux jours avant, il ne m'aurait répondu plus clairement. Son discours est tout prêt, limpide, en trois parties.

D'après lui l'*alyah* des Russes était une triple chance. Pour commencer, elle était une occasion fantastique d'opérer un redécollage économique dans ce pays qui souffrait depuis 1975 d'un gel de la production. Elle pouvait relancer toute l'économie grâce à la construction car, en Israël comme ailleurs, quand elle va tout va.

En second lieu, l'*alyah* pouvait également recentrer le sionisme sur les juifs et non plus sur les Territoires.

– Depuis 1967, explique Ran, le sionisme est devenu une affaire d'occupation militaire d'une population désarmée, c'est une véritable plaie. Nous avons un autre idéal, l'*alyah* pouvait permettre de le faire revivre. Un bel idéal, qui consiste à vouloir faire venir les juifs pour les sauver et créer un monde nouveau, plus libre, plus beau...

Le dernier espoir enfin que des gens comme Ran mettaient en l'*alyah* n'est pas à leurs yeux le moindre, loin s'en faut. Il tient au fait que quatre-vingt-quinze pour cent des Russes sont des laïques sans leaders charismatiques, surtout composés de cadres et d'intellectuels. Et plus d'un Israélien de gauche a vu dans l'arrivée de ces masses laïques, l'espoir de pouvoir enfin damer le pion aux mystiques et aux fanatiques de tous poils. Des centaines de milliers d'intellectuels raisonnables et rationnels d'un seul coup, quelle chance !

– En fait, ces salauds (petit coup de menton à l'adresse du gouvernement qui se rafraîchit à la table à côté) ont tout fait de travers. Ils ont confié la construction à des sociétés étrangères, françaises, yougoslaves, turques, portugaises, et ils ont même fait venir huit mille ouvriers étrangers pour

satisfaire la clique d'Ariel Sharon. La construction ne relance rien du tout. Au lieu de faire la paix et de nous centrer sur nous-mêmes, on construit de nouvelles colonies dans les Territoires, et enfin ils ont confié le ministère de l'intégration à un fondamentaliste qui place les enfants d'immigrants dans des écoles religieuses. Un gâchis immonde.

Quand il apprend que je suis entrée là avec l'aide de Kohavi, Ran fronce les sourcils.

– Kohavi a tort, explique-t-il. Il ne faut pas arrêter l'immigration. Elle est bonne pour nous.

Et d'ajouter, pour bien être clair :

– On ne peut pas arrêter l'immigration sans remettre en cause l'État. Y renoncer, c'est renoncer à Israël.

– Bien sûr que nous pouvons intégrer les Russes ! s'exclame à son tour le jeune maire travailliste d'Ashkelon, le beau et souriant Élie Dayan.

À quarante-et-un ans, ce député d'origine séfarde est un très bel exemple d'intégration réussie. Né à Marrakech, (il répond à toute l'interview dans un français plus que correct) il n'a pas pu ne pas connaître les *maabarot*, la misère, l'amertume des Séfarades. Or il est maire de sa commune (une grande ville côtière) depuis dix ans. Alors l'intégration des immigrants, il connaît.

– Chaque juif a le droit de venir ici, rappelle-t-il alors que, Kohavi nous ayant rejoints, il a compris quel genre d'influence je subis. Nous avons déjà pu absorber d'autres vagues d'immigrants, nous continuerons.

– Chaque juif a le droit, insisté-je. Mais es-tu entièrement d'accord avec ce droit ?

– Mais oui, totalement. Oui, je veux que tous les juifs du monde viennent ici.

Je suggère qu'il risque d'y avoir un problème de place. Il sourit, plus jovial encore si c'était possible :

– Mais non il n'y a pas de problème de place.

Il y en a d'autres, Élie Dayan ne les nie pas. Mais en bon travailleur, il a ses solutions : il faut d'abord la paix. La paix avec les Arabes qui passe par la reconnaissance de leurs droits, tout de suite ; ensuite tout sera possible.

– Tu vois, explique Kohavi, c'est ça le consensus.

Chacun dit qu'il ferait mieux que le voisin, mais aucun n'osera dire « Stop ».

Avec un Ran Cohen et un Élie Dayan, je tiens là deux opposants farouches et passionnés à la politique du gouvernement Likoud. Mais ils ne toucheront pas au principe de l'immigration. Il est sacré. Kohavi est un sacrilège.

Autour de notre table nous ont rejoint les Panthères, ou ce qu'il en reste, vingt ans après. La tablée est impressionnante. Il y a là Charlie Bitton, Dédé Benshitrit, Saadia Marciano, Rafi Ohayon, Kohavi Shemesh. Il y a vingt ans ces quelques copains faisaient trembler l'establishment ashkénaze en organisant des manifestations de masse qui tournaient à l'émeute.

Certains ont été élus, comme Charlie à la Knesset ou Dédé à la mairie, d'autres ne le seront jamais. Tous pourtant sont engagés politiquement ou socialement, ils n'ont cessé de se consacrer à la cause qui est la leur depuis plus de vingt ans : la promotion de la communauté séfarade, la réduction des écarts, la diminution des inégalités.

C'est Charlie, habitué aux discours, qui ouvre le feu. C'est un garçon de taille moyenne, brun et lisse de peau et de cheveux. Il dénonce, rageur, la paupérisation, la hausse des loyers, le renchérissement du coût de la vie, la lutte sans merci que se font les pauvres pour des emplois de plus en plus rares et pour lesquels les Russes sont, une bonne fois, préférés aux « Noirs ».

– Parlons des faits, résume-t-il en vrai homme politique : il arrive en ce moment entre huit et neuf cents immigrants par jour. Officiellement, ce sont des milliards de dollars promis par les Américains qui doivent servir à les intégrer. Mais pour le moment, on n'a reçu que quatre cents millions, empruntés à la Banque mondiale avec la garantie américaine. C'est clair, ce sont les Israéliens qui payeront. D'ailleurs, c'est commencé. Pense, nous avions avant leur arrivée déjà cent cinquante mille chômeurs, fais le compte... Nous avons mis des années à sortir de la merde, nous n'allons certainement pas accepter d'y retourner.

Pour Charlie, toute la politique du gouvernement consiste à faire venir des centaines de milliers de « cousins », de Blancs, qui petit à petit les débarrasseront des Noirs.

– Quarante mille jeunes ont quitté Israël l'an dernier. Qui crois-tu qu'ils sont, des Ashkénazes ? Bien sûr que non, ce sont nos gosses. Or, les Russes fuient l'antisémitisme, un pays dont ils ne veulent plus. Nos gosses fuient un pays qu'ils aiment.

Saadia et Charlie se font face aux deux extrémités de la table, et la balle passe de l'un à l'autre.

– Aux Russes on pardonne tout. S'ils volent, s'ils tuent, on leur trouve des excuses, c'est qu'ils sont désorientés, ils ont des problèmes psychologiques, pauvres biquets. Avec nous ils font moins de manières.

– Il y a cent quarante mille familles qui ont déposé une demande de logement, et ça ne fait que commencer. Dans six mois tu vas voir...

– La Histadrout¹ accepte des baisses de salaires, prétendument pour donner du travail à tout le monde. C'est nous les Orientaux qui payons.

¹ Centrale syndicale, véritable État dans l'État, premier employeur du pays et fief du parti travailliste.

– À l'Université on fait entrer les Russes à notre place. Et à la sortie, à qui crois-tu qu'on donnera les emplois les meilleurs ?

– J'ai trente-huit ans et depuis la fin de mon service militaire je suis assistant social. J'ai deux enfants. On vient de donner mon travail et mon appartement à des Russes. À mon âge, je suis obligé de mendier, de retourner vivre chez papa et maman, explique Rafi.

En face de moi est assis Dédé, un brun très mat aux cheveux totalement blancs, alors qu'il ne doit pas avoir plus d'une quarantaine d'années. Sa chevelure est toute en longues boucles épaisses qui encadrent un visage assez long, tanné comme du cuir. D'un débit lent, comme s'il cherchait à peser chacun de ses mots, Dédé explique :

– Mes enfants n'apprennent plus que deux heures cinquante minutes par jour. On fait venir des dizaines de milliers de nouveaux alors qu'on n'a pas un sou de plus pour les éduquer. Alors on réduit la classe des autres. Dans dix ans, mes gosses seront les serveurs des Russes qui, eux, ont reçu une éducation correcte.

Dédé semble le plus sanguin des cinq, tout son calme consistant apparemment à retenir la rage qui l'étouffe.

– Ici nous avons tous les vices. Tiens, par exemple, c'est nous les plus racistes, tu as entendu ça, n'est-ce pas ? J'ai la preuve que c'est faux. Des gens chassés de chez eux par les hausses de loyer ont refusé d'aller dans les Territoires parce qu'ils préfèrent faire la paix. C'est raciste, ça ?

Il prévient :

– Nous ne serons pas les bâtards de cette société, fulmine-t-il.

Il faut dire les choses clairement : autour de la table, c'est la haine. Je le leur fais remarquer, ils bondissent. Vraiment, non, tu crois ? On dirait qu'ils ont honte, mais cela saute aux yeux.

Ils n'osaient pas le dire, mais finalement, ils approuvent. C'est vrai, c'est la haine.

Tout semble indiquer qu'ils sont d'accord avec Kohavi. Et pourtant non. Comme ce dernier revient à la charge avec son idée de créer un parti politique dont le programme consistera à dire « non » à l'immigration, il n'y a plus personne...

Ils évoquent l'antisémitisme russe, le danger là-bas, le devoir de tout Israélien de porter secours à ses frères juifs par le monde. Il y a cinq minutes ils pestaient contre les conséquences de l'immigration, à présent ils demandent qu'elle continue.

Kohavi explose :

– On m'ordonne de me jeter à l'eau pour sauver quelqu'un qui se noie alors que je ne sais pas nager. Ça fera deux noyés au lieu d'un. Ça suffit, ce délire sioniste. Nous avons assez de problèmes ici pour ne pas aller régler ceux des autres, non ?

Ils font « non » de la tête. Non, ce n'est pas possible, non on ne peut pas arrêter, non, non, non. La contradiction leur échappe totalement. Kohavi soupire.

La vérité, en somme, elle est simple et rassurante. Les Blancs sont blancs et les Noirs sont noirs. La terre est ronde et la lune brillante. En Israël, elle est simple, aussi.

Les Russes sont professeurs ou concertistes et ils n'aiment pas la Russie. Les Falashas sont mignons. Les Arabes des fanatiques. L'Europe est antisémite. L'Amérique nous aime. La France nous a trahis.

Ceci est un petit aperçu des stéréotypes les plus courants en Israël. Bien sûr, ils ne font pas l'unanimité, mais ils sont comme tous les stéréotypes : ils sont courants. Admis. Difficilement contestables.

Comme celui-là : les Séfarades sont racistes. Mais enfin, tout le monde le sait. Tout le monde vous le dira.

Pour se rendre chez Dédé un vendredi vers seize heures, quand tous les autobus ont rejoint les dépôts en préparation du shabbat, il n'y a que le taxi, le seul moyen de transport disponible à une heure et un jour pareils.

Le chauffeur qui s'arrête et accepte de conduire malgré l'approche du repos hebdomadaire, doit avoir une quarantaine d'années. À son allure, à ses cheveux, à son teint et à son accent je devine en lui le Marocain, il n'y a pas là l'ombre d'un doute. Question d'habitude.

Comme nous remontons la rue de Jaffa, une des plus vivantes, des plus peuplées de la Jérusalem moderne, nous passons devant le lieu où, la même après-midi, un jeune Palestinien des Territoires a poignardé deux femmes. Le commentaire est inévitable : le chauffeur se lance.

— Regarde-moi ces fumiers, ces salauds d'Arabes, encore deux morts aujourd'hui, et ces cons au gouvernement qui continuent de les laisser sortir. Si ça ne tenait qu'à moi, je te bouclerais les Territoires d'une immense barrière de fils de fer barbelés et je tirerais sur tout ce qui moufte. Ça suffit à la fin avec leur Intifada, ils envoient des pierres sur nos mômes, si on me demandait mon avis, j'aurais des solutions radicales, moi !

Il est magnifique. Typique. Ce chauffeur de taxi tient exactement le discours qu'on attend de lui et il étaye précisément le stéréotype : les juifs séfarades sont racistes, fascistes, intolérants. Ce sont eux qui haïssent le plus les Arabes, forcément, ils ont grandi avec.

Pauvre Dédé, qui m'assurait que le stéréotype est révoltant ! J'en tiens là un qui le fait mentir.

Je n'aime pas les stéréotypes. Je n'aime pas le racisme, ni celui de mon chauffeur de taxi, ni celui dont il est lui-même la victime. J'explose soudain.

— Tu ne crois pas que ça suffit comme ça ? Tu veux me faire croire que tu ne serais pas capable, toi, si tu vivais dans les conditions dans lesquelles vivent les Palestiniens des Territoires, d'aller poignarder deux passantes ? Non, mais tu as vu comment ils vivent, là-bas ? Tu sais qu'on les torture, qu'on torture les femmes et les gosses, qu'on leur fait subir des punitions collectives dont ils sortent à moitié fous ? Allez, ne fais pas celui qui n'est pas au courant, en Israël tout le monde est au courant. Alors, pourquoi faire comme si les Arabes devaient réagir autrement que tu réagirais toi ! Qu'est-ce que tu imagines, hein ? Que toi tu aimes ta femme et tes gosses, mais qu'un Arabe ne les aime pas ? Que toi tu as de la dignité alors que les Arabes n'ont que de la haine ? Mais combien de temps allez-vous ainsi vous croiser sans vous voir ? Cela fait combien de temps que tu as parlé avec un Arabe ? Bien sûr, tu n'as jamais parlé avec aucun, tu répètes bêtement ce que la télévision te dit de croire, comme si tu n'étais pas capable de mémoire ! Tu ne comprends pas ce que je veux dire ? Souviens-toi, les années cinquante, tu étais petit, mais les *maabarot*, la misère, le mépris, c'était vous à l'époque qu'on traitait comme moins que rien. C'était vous à l'époque qu'on appelait primitifs et ignares. Souviens-toi. Alors, à présent que ça va mieux, tu t'en prends aux Arabes, c'est ça ? Note bien que je m'en fous, personnellement. Je suis française, je ne vis pas là et repars bientôt, alors vous pouvez bien vous entre-tuer ça ne changera rien à mon quotidien. Moi je retourne dans un pays où tous les citoyens sont égaux en droit, à défaut de l'être dans les faits. Ça simplifie les revendications, alors que vous, ici, il vous faut les droits des Marocains, des Russes, des Ashkénazes et celui des Arabes, celui des Noirs, celui des Blancs. Vous ne pourriez pas apprendre à vivre entre hommes, non ?

Mon sermon dura toute la course. Comme l'homme ne disait rien, rien ne m'arrêtait. Dressée sur une fesse sur la banquette arrière comme un coq sur ses ergots, je vidais mon sac, fulminante...

La voiture s'arrêta juste devant l'immeuble gris et triste où habite Dédé. Le chauffeur tourna son compteur et sa main s'attarda dessus. Il ne disait rien, le regard dans le vague. Puis il se retourna et posa sa main sur mon bras :

— Pourquoi repars-tu en France ? dit-il doucement. Pourquoi partir ? Reste en Israël, reste ici. On a besoin de gens comme toi ici, c'est si beau ce que tu dis. Reste avec nous.

Il pleurait.

Kiriat Menahem est un des quartiers pauvres de Jérusalem, quelques blocs d'HLM sur une colline totalement excentrée, dont il est impossible de dire si elle est en Israël ou dans les Territoires. Plus rien ne permet de le savoir, sauf à avoir une carte d'avant 1967 — introuvable dans le commerce — ou un guide, ce qui est mon cas puisque je suis avec Dédé.

À l'endroit où il gare sa voiture, des gosses s'approchent :

— Ne laisse pas ainsi ton appareil de photo sur la plage arrière, tu ne sais pas où tu te trouves ! S'exclame-t-il, confondu devant tant d'inconscience.

Nous entrons dans un tout petit magasin de fruits et légumes, dans lequel on peut aussi bien acheter des cigarettes, des cassettes ou des piles pour transistor. Israël est plein de ces boutiques fourre-tout appelées Kol-Bo, littéralement « tout dedans », qui rendent bien des services là où les supermarchés sont loin.

Le maître du lieu est un personnage. La soixantaine bedonnante sous un tricot de corps bien échancré, en grande

partie édentée, il nous reçoit comme le roi qu'il est : le roi du quartier, celui chez qui son copain Dédé amène les journalistes qui enquêtent sur la misère en Israël.

Il nous installe devant son petit comptoir sur des chaises de plastique et reste majestueusement derrière, visiblement il a quelque peine à se mouvoir, l'embonpoint sans doute. Dédé lui souffle juste quelques mots sur l'enquête, l'homme a apparemment l'habitude de témoigner ainsi. Il se lance tout de suite.

— La misère, c'est avant tout la faute des juges qui sont des sans-cœurs, attaque-t-il. Les juges ils ne sont pas comme nous et ils n'ont pas de pitié pour les pauvres gens. Quand un père de famille paye son loyer et son électricité avec des chèques en bois — avec son salaire il ne peut simplement pas faire autrement —, on lui envoie la police qui le met en prison. Sa femme, qui doit nourrir les gosses, se prostitue, car elle n'a pas d'autre travail. Tu imagines les conséquences pour les enfants ! Ce sont des sans-cœurs, tu comprends ?

Dédé lui tend la perche.

— Mais l'arrivée de tous ces Russes, c'est bon pour Israël, non ?

— Ah ! oui c'est bon, il paraît. Mais pas pour nous, les pauvres. Le peu qu'on avait, ils nous le prennent. Tiens, en face, là (il pointe l'autre côté de la rue), il y a une famille avec cinq gosses qui a reçu l'ordre de déguerpir à la fin du mois parce qu'ils ne peuvent pas payer le nouveau loyer : le triple du précédent. Là-bas (coup de menton plus loin), pour ne pas se faire expulser, ils ont accepté de prendre chez eux une famille de Russes. Ils étaient déjà sept dans deux pièces, on les entend s'engueuler dans tout le quartier. Les Russes, les Russes, que Dieu les garde. Mais pas chez nous, allons, pas chez nous. Et comment tu crois qu'on va nourrir tout

ce monde ? Un million de gens de plus, ça fait de l'eau en moins, donc de l'agriculture en moins, donc de la nourriture en moins.

Il montre ses mains :

– Ils ne savent pas les salir, comme nous. Et puis, ils sont tous professeurs de musique ou je ne sais quoi, pas des travailleurs comme nous.

Il se passe les deux mains sur la bedaine, avance les lèvres en canard, l'air triste.

– C'est la famine, qu'ils nous préparent. Les autres, les patrons, ils reçoivent une prime s'ils embauchent des Russes, alors qu'est-ce qu'ils font, ils renvoient les autres, les nôtres. Plus d'appartement, plus de travail, les familles brisées, les enfants enlevés. On va à la misère noire. Bientôt on aura faim.

Des gens s'agglutinent autour de nous. Le vieux fait son numéro devant la presse, il y a du monde autour.

– Ouste, foutez le camp, crie-t-il avec sa mine de bon bourru qui en rajoute un peu. Je n'ai pas besoin de vous, je rouvre dans un quart d'heure.

Nous ne sommes plus que cinq dans le magasin. Un jeune homme nous fait un café qui fleure bon l'Orient, cardamome et fleur d'oranger. Comme là-bas, dans son Maroc natal. Le bonhomme a l'air de plus en plus triste. Il parle de ses sept gosses et il est difficile de faire le distinguo entre enfants et petits-enfants, peut-être s'embrouille-t-il lui-même. Il n'a plus les moyens de les élever correctement.

À l'école, on leur organise plusieurs fois par an des excursions. C'est cher les excursions. Si tu les refuses à ton gosse, il va passer sa journée dans une classe inférieure tandis que les autres vont se promener. Alors tu payes.

Une excursion de trois jours coûte deux cents shekels par enfant, une de cinq jours quatre cents cinquante, et il y en a

plusieurs par an². Et plusieurs enfants par famille, bien sûr. À quoi il faut ajouter les frais d'inscription scolaire de plus en plus élevés, sept cents shekels minimum par gosse. Puis les divers frais de l'année, photocopies entre autres, rien n'est gratuit. Le prix des livres, des cahiers, des outils...

– Les outils ?

– Oui, en apprentissage, il faut aussi payer les outils. On n'y arrive plus. On fait des dettes, la pente est raide et la rue dangereuse, drogue, prostitution.

– Et au Maroc, c'était comment au Maroc ?

Gros soupir, la tristesse frise le désespoir.

– On était bien là-bas, heureux, en paix avec les Arabes. Pas comme ici... Tu verras, ça fera pareil avec les Russes, ils en reviendront, comme nous. Quand la misère les atteindra à leur tour. Quand ils auront épuisé leurs privilèges pour apprendre à manger la merde, comme nous.

Le bonhomme a l'air si triste que nous n'avons pas le cœur de prolonger l'interview. Nous vidons nos tasses de café et le remercions.

Dédé a déjà mis le contact et s'apprête à passer la première quand nous voyons notre hôte traverser la rue en courant, le plus rapidement que lui permet sa corpulence. Sa bedaine tressaute, le souffle lui manque, il passe devant la voiture et se penche à mon carreau.

– Peux-tu me montrer le papier sur lequel tu as pris tes notes ? demande-t-il, haletant.

Intriguée, je le lui tends. Il le plie en quatre, l'enfouit dans sa poche, et s'excuse en bredouillant.

– Le type, dans la boutique, celui qui est resté quand tous les autres sont partis, tu vois, le jeune avec la chemise blanche. C'est un flic. Il m'a menacé. J'ai sept gosses, je ne peux pas...

² D'après la femme de Dédé, le salaire moyen dans le quartier est de mille six cents shekels.

Il repart au bord des larmes.

Hors de lui, Dédé bondit de sa voiture et entre en trombe dans le magasin. Il en ressort une dizaine de minutes plus tard, blême.

– Ils viennent terroriser la population à présent ! Ah ! Mais, nous n'allons pas nous laisser faire comme ça !

Quand nous arrivons au lieu de notre rendez-vous, Élie nous attend au pied de l'immeuble, assis sur un parapet, tout sourire. La perspective de se raconter à une journaliste française semble lui être plus qu'agréable. C'est un homme grand et mince, à la peau très sombre mais glabre et aux cheveux lisses. Il émane de lui une grande douceur. Il nous serre la main et nous précède d'un pas long et impatient en direction de l'appartement de Dédé.

Ici, tout le monde ou presque est d'origine marocaine. Dédé n'a du français qu'une vague perception : en Israël depuis l'âge de cinq ans, il ne lui reste rien ou presque de la langue de ses parents. Dès qu'il est assis sur le canapé familial, Élie tout naturellement abandonne l'hébreu (en prend-il seulement conscience...) et passe au français. Un français un peu rustique, ce qui lui reste de ses quatorze ans. C'était en 1956. C'était à Casablanca. Le souvenir enflamme son regard : le Maroc. Il en tremble.

Les voyages au Maroc pour les Israéliens sont possibles depuis 1976. Mais ils ne sont pas accessibles à tous. Le billet coûte déjà trois cent cinquante dollars, et des agences à Jérusalem demandent quatre cent cinquante dollars pour l'obtention du laissez-passer. Élie et trois de ses copains décidèrent, en 1983, de tenter leur chance autrement.

Ils retrouvèrent en France un des leurs qui avait quitté Israël quelques années auparavant. Il avait une voiture, ils partirent à l'aventure.

À Malaga, ils trouvèrent le consulat du Maroc en s'arrêtant juste devant pour demander leur chemin ! Le consul les reçut en personne, les embrassa sur les joues, et leur donna leur laissez-passer en une demi-heure, juste pour le prix des timbres.

– Ce papier était magnifique, dit Élie, laconique.

Ils mirent leur voiture pleine de cadeaux sur le bateau, c'était la nuit. Ils en tremblaient.

Les douaniers marocains leurs firent le meilleur accueil. Mais leur apprirent que le laissez-passer leur donnant la citoyenneté marocaine, ils devaient payer des taxes à l'importation.

– Tu comprends, je suis encore marocain, susurre Élie en souriant, expliquant ainsi la beauté qu'il trouve au document. Le lendemain, j'ai demandé à parler au commissaire. Je lui ai dit que je savais que je devais payer, que j'étais d'accord, mais que c'était très cher. Il m'a dit : « Je n'ai jamais fait ça, mais vous pouvez partir avec votre voiture. Voici un laissez-passer pour aller où vous voulez dans tout le Maroc. »

« On n'efface pas la mémoire d'un gosse. »

Tout était en place dans le souvenir d'Élie. Il y avait la fontaine, là, puis cette autre, là-bas. Dans le Casa de son enfance, il se souvenait parfaitement de la moindre ruelle, de la plus banale intersection de rues. Il suivit d'instinct l'itinéraire qui devait le mener à son ancien domicile. C'était, trente ans plus tard, comme s'il n'était jamais parti. Il retrouva la maison, en franchit le seuil, entra dans la cour, leva la tête et cria : « Muhammad ! »

– Il est apparu. C'était lui. Je lui ai dit : « Muhammad, c'est moi, Élie, le fils d'Aziza ! » Il a crié : « Mais je te reconnais ! » J'ai couru dans les étages, ils étaient tous là. À un moment, j'ai cru voir un fantôme. Une jeune fille s'est penchée au balcon, c'était la fille de Muhammad, le portrait de sa grand-mère.

Le Maroc. Ah ! Le Maroc. Élie ne tente même plus de cacher le tremblement de ses jambes. Il me l'a fait remarquer comme pour exorciser le trouble que cela lui procure ; de temps à autre il essuie ses yeux, c'est le bonheur qui l'enfièvre.

– Le Maroc, c'est le paradis sur la terre, explique-t-il. C'est beau, si tu savais comme c'est beau. Comme on y vit, proches les uns des autres, comme la vie n'y est pas chère...

Je lui fais remarquer que si on y fait son marché pour quelques sous, c'est signe de pauvreté. Il acquiesce, il sait, il a remarqué. Mais la pauvreté existe aussi en Israël, depuis l'arrivée des Russes elle est chaque jour plus grande. Le panier de la ménagère grève de plus en plus le budget des familles, les loyers sont devenus prohibitifs, on n'y arrive plus...

Quand il parle de la situation en Israël, Élie repasse spontanément à l'hébreu. Et c'est dans cette langue qu'il raconte alors ce qu'a été l'arrivée en terre promise. Les *maabarot* qui durèrent des années. Ils y vivaient dans des sortes de cabanes de zinc dans lesquelles on gelait en hiver et on cuisait en été. Les toilettes collectives, la promiscuité (on vivait à sept dans une petite pièce). Et on pleurait en pensant au Maroc qu'on avait laissé.

– Quand nous avons quitté Casa, nos amis arabes nous disaient : « Mais vous êtes fous, pourquoi partir ? Vous allez crever de faim là-bas. » Pouvions-nous penser qu'ils avaient raison ? C'est vrai, on a eu faim en Israël.

La question est si évidente qu'il est difficile de comprendre pourquoi on doit la poser :

– Élie, pourquoi avoir quitté le Maroc ?

La réponse fuse, aussi évidente que la question.

– Au Maroc, nous étions pratiquants. Jamais je n'ai passé un jour sans faire toutes mes prières. Et jamais je n'ai fait de prière sans dire : « L'année prochaine à Jérusalem. » Quand on

est venu nous dire que c'était possible, nous ne nous sommes même pas posé la question. Nous sommes partis. Jérusalem, on y est.

Et pour la peine, on ne fait plus ses prières. La génération d'Élie a totalement abandonné la pratique religieuse, il ne leur reste que la tradition à laquelle ils s'accrochent, et même si bien que la Mimouna, la grande fête célébrant la fin de la Pâques, est devenue fête nationale, sorte de gigantesque pique-nique au cœur des grandes villes, auquel se bousculent les hommes politiques à la pêche aux voix.

Si Élie retournera au Maroc ? Il rit : il y est déjà retourné deux fois, il continuera jusqu'à sa mort. Ne serait-ce que pour entretenir la tombe paternelle. S'il retournerait y vivre ?

– Là-bas, ils nous demandent de revenir, ils pleurent notre départ. Ils sont gentils mais non, c'est impossible. C'est fini, c'était hier. On ne revient pas en arrière. Aujourd'hui, chez moi, c'est ici. Je suis bien ici.

Dédé est le véritable sésame de la communauté marocaine en Israël. Malgré ce prénom qui évoque plus la banlieue parisienne que la Méditerranée, Dédé Benshitrit est un Israélien pur jus, un comme il y en a des centaines de milliers : arrivé là quand il était gosse, et devenu, en l'espace de quelques guerres, un citoyen qui n'a d'autres souvenirs que ceux d'Israël.

Mais Dédé est plus qu'un contestataire, c'est un vrai militant. Le plus clair de son temps libre, celui qu'il ne passe pas exclusivement à gagner le pain du ménage, il l'occupe à défendre ses frères.

Il est intarissable quand il s'agit de décrire la misère qui les frappe à nouveau. Hier les combats sociaux ont permis

de réduire l'écart insupportable que les Ashkénazes avaient permis : la misère, c'étaient les « Noirs », la promotion sociale, les « Blancs ». De grèves en manifestations, les Juifs orientaux avaient réussi, bon an mal an, à faire accepter leurs revendications et à réduire quelque peu les discriminations les plus criantes. Mais depuis l'arrivée des Russes, c'est la catastrophe. Quand la flambée des loyers a jeté à la rue des centaines de familles, Dédé est allé avec eux manifester devant la Knesset. Puis quand l'État a prétendu les reloger dans les Territoires, ils ont de nouveau manifesté leur refus indigné : des logements ici, pas « là-bas ».

Finalement le gouvernement a trouvé un moyen terme : un immense campement de caravanes aux portes de Jérusalem, dans les Territoires, certes, mais sur un champ anciennement miné que personne n'aurait l'idée de revendiquer. Et qu'ils devront partager avec des Russes et des Falashas. Le retour aux *maabarot*.

– On réduit sans arrêt le nombre d'heures scolaires de nos gosses, poursuit Dédé, sombre. Le nombre de cours obligatoires, c'est-à-dire gratuits, est réduit à deux heures trente effectives par jour. Si tu veux que ton gosse apprenne une langue étrangère ou un peu plus de mathématiques que ce qu'on lui offre, il faut payer des « ateliers » à la carte. Les riches payeront. Nous n'avons pas les moyens, nos enfants vont devenir incultes. On les prépare à devenir les cireurs de pompes de ces nouveaux venus qu'on nous présente comme supérieurs.

Dédé a la rage au ventre. Il déteste les Russes, et peu importe qu'il n'en connaisse aucun. Dans son quartier, tout le monde est unanime : ce sont les envahisseurs. Ils envahissent les bus, les classes, les lieux de travail... L'amertume est à la mesure de la menace qu'ils représentent : les Russes viennent prendre tout ce que des années de combat avaient eu tant

de peine à arracher. Hier on revendiquait, aujourd'hui on s'entend dire : si le salaire ne vous plaît pas, j'ai cinq Russes qui s'en contenteront.

Le neveu de Dédé, un gentil garçon de seize ans, donne également son avis sur les « envahisseurs ». Il pense que leur principal défaut est de n'être jamais contents. « On leur donne tout, et ils réclament encore » dit-il, à l'instar de dizaines d'autres jeunes qui, inlassablement, répètent la même chose. Sans tenter d'aller les interroger, il répète ce qu'on lui dit à l'école. Quand Dédé avance qu'il ne trouvera jamais de travail à cause d'eux, il prétend que non, « ça s'arrangera ».

Il dit comme on lui dit de dire, et ressort l'un des plus odieux poncifs popularisés par le Premier ministre lui-même : les enfants de l'Intifada lancent des pierres parce que leurs parents les envoient le faire. Quand je lui demande s'il ne saurait pas, lui, envoyer des pierres à des soldats qui viendraient tout casser chez lui, il me regarde étrangement. Comme si le raisonnement applicable à un Juif pouvait l'être également à un Arabe...

Petit à petit, une certaine tension s'est installée dans ce petit salon d'une HLM de Jérusalem. Dédé, sa sœur et son beau-frère n'en croient pas leurs oreilles.

– Tu dis des Arabes exactement ce que les autres disaient de nous hier, fait remarquer le père, amèrement. De nous aussi on disait que nos enfants importaient moins sous prétexte que nous en avions plus... Et tu traites les Russes de la même manière. On ne parle pas sans savoir, ce n'est pas chez nous qu'on t'a appris à parler comme ça...

Dédé explose enfin.

– Tu vois ce jeune homme ? dit-il à mon endroit. Il part demain à Auschwitz, visiter ce que tu devines. Peux-tu me dire en quel honneur ?

Le jeune ouvre la bouche et il bredouille des mots qui parlent de mémoire collective, de souffrance du peuple juif, de la Shoah. Dédé le coupe :

– Ta mémoire, c'est le Maroc ! Tes aïeux, ils ne partaient pas vers les chambres à gaz, ils vivaient en paix, en Afrique du Nord ! Ah ! Oui, la souffrance ! Sais-tu ce que c'est qu'Agadir ? As-tu entendu parler d'une ville entière détruite par un abominable tremblement de terre ? Mais oui, il y avait aussi des juifs sous les décombres. Et le bateau transportant des immigrants marocains qui a coulé en pleine mer ! Tu en as entendu parler ? C'est la mémoire des autres qu'on t'inculque, la tienne, on la broie.

Le jeune bougonne, écartelé entre l'influence de la famille, et celle, non moins tentante, de l'école, des autres, de la majorité.

Dédé quitte ses proches, bouillonnant de colère, déchiré sans doute lui aussi entre deux impératifs : réussir l'intégration des jeunes dans le système, ou rester soi-même.

Pas facile d'être juif marocain en Israël aujourd'hui.

En tous cas, ils sont tous d'accord sur un point, au moins : ils n'aiment pas les Russes.

LA GUERRE DES ÉTOILES

Dans un jardin public, encore bien vert avec la proximité de l'hiver – on n'arrosera pas cette année –, se tiennent deux ouvriers arabes. S'il est parfois difficile de distinguer un Juif d'un Arabe dans ce pays, un ouvrier arabe se repère immédiatement, non tant par le faciès qu'à l'habillement. Un ouvrier arabe est mal fagoté, il est plus pauvre qu'un autre. Ces deux-là sont même tellement pauvres qu'ils sont de toute évidence originaires des Territoires. Nous sommes à Jérusalem, ils ne sont pas loin.

Après leur en avoir demandé l'autorisation, je les prends en photo. Ils se prêtent de bonne grâce à l'opération, ils posent même avec un sourire en s'appuyant sur leurs bèches. Et j'immortalise une espèce en voie de disparition : un Arabe qui dispose encore d'un travail.

Pour intégrer les Russes, la première chose à faire est bien de leur trouver un emploi, quel qu'il soit. Dans un pays

qui ne crée aucune industrie, la manière la plus rapide et la plus sûre est de prendre celui des Arabes. On les renvoie par paquets.

Hassan est avocat. Militant de la cause palestinienne depuis son plus jeune âge, il a à présent une quarantaine d'années. Désireux de donner un coup de main à l'enquête, il a pris pour nous rendez-vous à Nazareth dans un petit local situé aux portes de la vieille ville, où se trouve l'association arabe pour les droits de l'homme de Mansour Kardosh, le HRA¹.

Mansour Kardosh est un vieux monsieur placide dont la caractéristique est qu'il ne parle pas un mot d'hébreu. Tous les Arabes israéliens parlent un hébreu impeccable, souvent même plus correct que celui des Juifs car leur langue maternelle leur donne accès à certaines gutturales auxquelles la plupart des Israéliens sont rétifs. Seuls les juifs qui ont grandi en Orient savent, comme les Arabes, rendre l'exactitude de la langue. Mansour Kardosh, lui, ne saura jamais. Et c'est tellement surprenant que chaque journaliste qui se déplace pour le rencontrer ne peut s'empêcher de lui poser – en anglais – la question. À tous, il répond qu'il n'a pas appris quand il était jeune, et qu'il est trop tard. Une journaliste un jour tenta de lui faire dire autre chose, voulant peut-être lui faire avouer quelque motif idéologique, et Mansour ne réussit pas à la convaincre de la simplicité de ses raisons.

– Mais enfin, un homme intelligent comme vous, comment se fait-il ? le harcelait-elle.

– *My hard disk is full*, mon disque dur est saturé, lui répondit-il, impassible, en roulant les R.

En attendant, le HRA de Mansour Kardosh est une mine d'or – en anglais – de renseignements, statistiques et

documentation sur la situation des Arabes en Israël. C'est bien là qu'il faut se rendre si on enquête à leur sujet.

À notre arrivée, la nouvelle du licenciement de cent ouvriers d'une usine des environs vient de tomber. Un élu du conseil municipal qui a accepté de venir nous rencontrer malgré ce jour de fête (Pentecôte chrétienne doublée du *Shavouot* juif, personne ne travaille) nous en tend d'ailleurs la liste nominative. Il tente de nous les faire rencontrer en passant quelques coups de fil, mais en vain.

Peu importe. La première famille à laquelle nous rendons visite au centre-ville vaut pour une autre : une jeune femme de trente-cinq ans vient justement de se faire licencier. Pharmacienne depuis dix ans, depuis seulement sept mois chez ce nouveau patron de Haïfa, elle a reçu de ce dernier un ordre de licenciement sans autre forme de procès. Aujourd'hui elle fait la queue derrière cent personnes chaque semaine pour toucher des allocations qui lui payent ses cigarettes et qu'elle percevra pendant six mois. Une seule idée en tête : partir à l'étranger, fuir ce pays.

– C'est ce qu'ils cherchent, explique Hassan, sombre.

Nous sommes assis dans un restaurant du cœur de la ville. L'établissement n'est qu'un grand hall vitré et dallé, meublé de tables de formica et de chaises de plastique, mais la cuisine y est dans la plus pure tradition orientale, un délice de fraîcheurs épicées et de douceurs savantes. Et dans ce lieu paradoxal, on côtoie des religieuses françaises encadrées par un ou deux curés francophones. C'est comme ça, à Nazareth.

Hassan raconte qu'en 1981 a été publié un rapport resté secret depuis les années 1970, le rapport Koenig, qui expliquait comment il fallait faciliter le départ de l'intelligentsia arabe locale à l'étranger et rendre difficile son retour.

¹ Arab Human Rights Association.

– Nos étudiants vont en majorité faire leurs études à l'étranger puisqu'ils peuvent difficilement entrer à l'Université ici. À leur retour, on leur fait passer des tests de validation de leurs diplômes. Des tests bien sûr impartiaux ; ils se présentent devant leur examinateur avec leur carte d'identité² et n'ont droit qu'à un seul résultat : reçu ou recalé. Sans possibilité d'appel, définitivement.

Les rares chanceux qui ont terminé ce parcours du combattant et grâce à cela obtenu un emploi vont devoir laisser la place aux Russes...

Le processus de leur élimination est simple. Tout d'abord, le nombre de demandeurs d'emplois immigrés est tel qu'il leur est impossible d'avoir une exigence salariale. On embauchera un ingénieur russe à mille deux cents shekels, c'est-à-dire la moitié de ce que touchait l'ingénieur palestinien qu'il va remplacer. Puis, l'État va donner à l'employeur une prime de cinq cent dix shekels. $1\,200 - 510 = 690$, au lieu de deux mille cinq cents que gagnait le Palestinien. Quel patron israélien va préférer garder un Arabe quand celui-ci va lui coûter trois fois et demi plus cher qu'un Russe ?

Le chômage s'abat sur les cadres palestiniens comme la foudre. Citoyens de ce pays, sous-employés pour soixante-douze pour cent d'entre eux – vingt-six pour cent sont déjà chômeurs – ils s'étaient crus à l'abri une fois gagnée la course d'obstacles des diplômes et embauches : l'arrivée des Russes va les prolétarianiser en masse, les paupériser brutalement.

– C'est le transfert qui se prépare, dit Hassan.

La bombe est allumée.

Le transfert, c'est la solution préconisée par l'extrême droite israélienne qui veut l'expulsion de tous les non-juifs hors de la terre d'Israël. Son chantre s'appelle Rehavam

Zeevi, et il était naguère considéré comme un fanatique infréquentable. Jusqu'à ce qu'Itzhak Shamir le fasse entrer dans son gouvernement. Il ne lui donna d'ailleurs pas de portefeuille, ce qui montre bien qu'il est là pour ce qu'il représente. En Israël, tout le monde sait que Rehavam Zeevi représente le transfert.

Vue de l'extérieur, on peut avoir du mal à imaginer ce que signifie cette solution. Organiser le transfert, c'est ni plus ni moins qu'organiser une déportation massive de près d'un million de gens qui ont juré, depuis qu'ils sentent venir le danger, que jamais ils ne partiraient de leur plein gré. Cela signifie encercler des villages arabes de Galilée et du Triangle avec des chars, boucler toutes les issues et tirer éventuellement sur tout ce qui s'échappe. Puis faire entrer la force armée dans les rues et les maisons et un à un extirper hommes, femmes, enfants et vieillards pour les pousser devant eux, vers l'est, hors d'Israël.

L'image est celle d'un cauchemar. C'est celui qu'évoquent les Palestiniens qui sont partis en 1948, car le mauvais rêve a ses précédents. Et il n'y a pas d'autre façon d'imaginer le transfert qu'appellent de leurs vœux les « hommes en jaune », ces disciples de Zeevi qui distribuent leurs tracts dans la rue juste en face des « femmes en noir », ces militantes de la négociation immédiate avec l'OLP.

Théorie de fanatiques, le transfert cependant est une idée qui fait son chemin. Y compris parmi ceux qui se disent partisans de la paix et à qui il arrive de soupirer, en buvant un verre, que finalement quand il y a trop de haine entre deux peuples, il vaut mieux les séparer. C'est également ce qu'a écrit dans *Le Monde* un intellectuel juif parisien qui voulait faire preuve de réalisme.

² La nationalité « juive » ou « arabe » est inscrite sur la carte d'identité israélienne.

Reina est un village arabe aux portes de Nazareth. Ici comme à Jérusalem, le vacarme des pelleteuses et des bulldozers emplit l'espace sonore. Hassan Mahmoud, le président du conseil local (maire), nous accueille dans son bureau de façon glaciale. Son visage semble ne rien vouloir exprimer, il explique d'une voix blanche ce qui est en train de se passer. La longue bataille, depuis des décennies, pour empêcher l'expropriation des terres arabes rescapées de 1948, les quelques victoires qui ont suivi les manifestations de masse. Puis ce nouveau moyen de mainmise : quand on ne prend pas purement et simplement la terre, on s'arrange pour que le territoire d'un village arabe passe sous la juridiction administrative d'un village juif, qui décide en bon sioniste de donner des permis de construire pour venir en aide aux frères soviétiques. Sous une telle juridiction, l'expropriation sans compensation est possible.

– À présent, ils nous ont tout pris. Tout.

Le plan est limpide. Il suffit de grimper sur la colline toute proche pour le voir se réaliser. Nous laissons les voitures entre deux baraquements de chantier et nous éloignons un peu des machines de terrassement. À notre droite, une plantation d'oliviers qui sera bientôt rasée pour laisser la place à des maisons ; à notre gauche, l'ébauche des premières constructions. À nos pieds, les collines de Galilée.

Le maire a un beau visage calme et régulier, des cheveux de neige sur un teint ambré presque sans ride. Sa façon de parler est si monocorde qu'on a envie de le bousculer. Il retient tout. Il pointe seulement le bras. « Là, dit-il, lugubre, cette oliveraie qu'on est en train de déraciner, elle est à moi. »

Plus loin, en contrebas, d'autres chantiers, partout où porte le regard sur cette Galilée radieuse de printemps. La Galilée, ce sont des collines un peu pelées reliées entre elles

par des vallons fertiles appartenant encore – si peu – à des villages palestiniens. Les Russes seront partout entre les villages, on les installera aussi bien sur le sommet de collines comme celle-ci – d'où on surplombe toute la région – que dans les vallées, de telle sorte que pour aller d'un village arabe à un autre village arabe, on devra traverser des villes juives.

Ce sera la fin de la suprématie démographique des Palestiniens de l'intérieur sur leur propre région, la fin de leur continuité territoriale, la fin d'une illusion qui s'appelait l'autonomie, la fin d'un monde.

– Ils sont en train de transformer Nazareth et ses environs en un pays majoritairement juif. Nous étions ici la dernière concentration arabe du pays. D'une ville à l'autre, d'un village à l'autre, on était entre Arabes. D'ici jusqu'au Wadi Ara, il est question d'intégrer les Russes par dizaines de milliers.

Et Nazareth deviendra ce que sont devenues Akko, Jaffa, Haïfa, Lod : des villes juives modernes au milieu desquelles subsiste un minuscule noyau arabe devenu étranger sur sa terre. C'est le mot qui revient dans tant de bouches.

– Ils recommencent 1948, dit le maire, imperturbable.

C'est le transfert qui a commencé.

On dirait qu'il va pleurer.

Quand ils perdirent leurs terres agricoles, les Arabes restés en Israël après 1948 devinrent ouvriers. Sur ce qui leur restait de terrain, ils faisaient des jardins qui amélioraient leur ordinaire.

Avec l'arrivée des Russes, ils n'ont plus ni terres ni travail. Demain ils n'auront même plus d'espace vital, puisque tout territoire dont ils disposaient encore pour étendre leurs villages va être comblé par des implantations juives. Pour se loger, les familles vont devoir cesser de construire des maisons

et commencer à vivre dans des appartements situés au-dessus des maisons existantes. Introduction de la notion de location dans une population qui jusqu'à présent a manié la truelle pour se construire un toit; mais qui n'aura plus de revenus pour payer un loyer.

«Pourquoi les Arabes d'Israël ne font-ils pas d'Intifada?», demandent, incrédules, les observateurs de leur niveau de vie, de leurs frustrations, de la discrimination dont ils sont les victimes.

«Parce qu'ils ont encore quelque chose à perdre», répondent d'autres observateurs.

Combien de temps cela sera-t-il encore le cas?

Perché sur la colline au-dessus d'Umm-el-Fahem – la deuxième ville arabe d'Israël, trente mille habitants – se trouve une sorte de camp militaire. En tous cas c'est un camp, et il est gardé militairement. Quiconque voudrait y entrer devrait longer des barbelés et franchir une barrière surveillée par un vigile armé jusqu'aux dents. Et qui connaît bien Israël sait que cela n'est pas habituellement le signe de reconnaissance des *moshavim*. Un *moshav* (pluriel, des *moshavim*) est un village agricole qui met en commun ses machines et ses instruments de travail, mais dont le fruit de la terre revient à chaque famille selon sa production, au contraire du kibboutz où la propriété totale est collective. Un *moshav* ressemble à un village comme un autre. Mi-Ami (traduction : «l'eau de mon peuple», devinez qui a financé l'opération pour lui donner un si beau nom) est un *moshav* fortifié. Il est à quelques centaines de mètres d'une ville arabe...

Du haut de la colline on embrasse une vue splendide, et s'il n'y avait les antennes de télévision qui coiffent les maisons

ou le dôme doré de la grande mosquée, on se croirait hors du temps, dans un paysage tout à fait biblique.

Même si cela peut paraître incroyable, comme je montrais à un ami suisse ce panorama magnifique, nous n'arrivions pas à trouver l'entrée de la ville. «Capitale» du Wadi Ara, seconde ville arabe d'Israël, Umm-el-Fahem n'a comme route d'accès sur tout son flanc est que des sentes de cailloux.

Passant et repassant devant le *moshav* sans trouver l'entrée de la ville, je finis par imaginer qu'il fallait bifurquer beaucoup plus loin et m'enfonçai dans les collines, laissant les maisons d'Umm-el-Fahem derrière nous. Après une course de lacets et de côtes, enfin les maisons de l'agglomération apparurent. Comme je ralentissais prudemment, nous nous retrouvâmes entourés par une nuée de gosses tenant à la main des cailloux qui firent stopper la voiture.

– Halte ! On ne passe pas. Interdit ! fit, menaçant, un gaillard d'au moins une dizaine d'années, pouilleux et morveux, qui se pencha à la portière.

– Et alors ? Depuis quand l'entrée d'Umm-el-Fahem est-elle interdite ? C'est nouveau ?

– Ici c'est l'Intifada et c'est interdit...

– Mais il n'y a pas d'Intifada à Umm-el-Fahem...

– Tu n'es pas à Umm-el-Fahem, dit-il enfin, tu es dans les Territoires. Retourne d'où tu viens.

Un caillou lancé par un pitchoun de sept ou huit ans vint rouler au pied de la voiture...

La ligne verte est si bien délimitée entre Israël et les Territoires que nous l'avions franchie sans la soupçonner. L'eussé-je soupçonnée que pour rien au monde je ne m'y serais aventurée avec un véhicule de location, parfaitement reconnaissable de tous et cible favorite des brûleurs de voitures. Il n'y a pas un Israélien sensé qui ira se risquer dans

les Territoires avec une telle voiture. Mais nous ne l'avions pas fait exprès et n'étions pas Israéliens.

– Et en quoi l'Intifada me dérange ? fis-je en arabe à mon agresseur en lui faisant en riant le V de la victoire, ce signe universel des combattants repris par les enfants des pierres.

Le grand cercle de malabars hauts comme trois pommes se disloqua, ils lâchèrent leurs pierres et s'approchèrent comme nous sortions de la voiture.

Mon compagnon alla au coffre d'où il sortit une poignée de petits cadeaux apportés spécialement de Genève qu'il distribua aux gosses soudain redevenus des enfants. Ils gloussèrent de surprise et de joie, et comme j'ouvrais tout grand mes bras, l'un d'eux vint s'y lover pour un gros câlin que Fred immortalisa.

Un grand jeune homme rejoignit notre groupe, il parlait l'hébreu.

– Puisque tu cherches Umm-el-Fahem, peut-être pourrais-tu m'y ramener, j'y habite. J'étais juste venu voir ma sœur mariée ici, dit-il.

Il s'appelait Ibrahim et avait dix-neuf ans. Il nous servit de guide.

Nous quittâmes le village sans même en avoir demandé le nom, après avoir été ovationnés par les enfants joyeux et rieurs, la terreur de l'armée israélienne.

Quand nous repassâmes devant Mi-Ami, Ibrahim nous montra quelle aurait dû être l'entrée d'Umm-el-Fahem, une percée caillouteuse et à pic qui serpentait le long de maisons en construction. Et comme nous nous apprêtions à y pénétrer, il nous proposa, au lieu de cela, de le raccompagner dans sa maison, de l'autre côté de la route.

– Si tu es journaliste, tu aimes les histoires. Viens, je vais te raconter la nôtre.

Il nous fit suivre un long chemin tortueux et non carrossé qui, après avoir longé Mi-Ami, déboucha au bout de trois kilomètres sur un vallon de toute beauté, un coin de paradis. La pluie de l'hiver tout proche rendait le sol digne des prairies normandes, tout y était vert et tendre. Et au fond du vallon, le jeune homme nous indiqua une vilaine baraque de parpaings gris :

– Ma maison, dit-il. C'est là qu'habite ma famille. Nous sommes quinze enfants.

Il nous raconta leur histoire.

Le village de Kherbet Sharaya fut construit en 1910 pour une cinquantaine de familles. Situé immédiatement sur la ligne de cessez-le-feu de 1948, il connut la tragédie de l'exode massif, mais une famille, une seule, dont la demeure était située légèrement à l'écart, s'accrocha à son bout de terrain où elle vit depuis quarante-quatre ans. Or leur situation est plus que précaire, car ils résident dans un lieu non-reconnu administrativement. Ce qui signifie que l'État ne leur fournit ni électricité, ni adduction d'eau, ni droits d'aucune sorte. En un mot ils sont là à titre provisoire, et les autorités viennent régulièrement le leur rappeler.

Quand fut construit Mi-Ami en 1964, les expropriations de terres se firent galopantes. Le père du jeune homme, qui possédait quatre cent cinquante dunams³, se les vit retirer petit à petit au profit des nouveaux arrivants, sans qu'aucune forme de compensation ne soit envisagée. Sur les pentes ensoleillées de la colline, verdoient les plantations de Mi-Ami...

Nous faisons le tour du terrain quand une voiture brimbalante cahota sur les cailloux du chemin : le propriétaire du lieu, le père d'Ibrahim. Il était en grande partie édenté,

³ Un dunam est équivalent à mille mètres carrés.

portait un keffieh, et avait une énergie inattendue, une sorte de bonne humeur communicative. Il nous invita immédiatement à le suivre dans sa maison, mais un rendez-vous à Umm-el-Fahem nous interdisait de nous attarder trop avant. Il nous convainquit pourtant de faire avec lui le tour du propriétaire.

Son fils lui ayant raconté ce que nous savions déjà, il annonça la couleur :

– Jamais je n'abandonnerai ma terre, dit-il fermement.

Il nous montra les vestiges des maisons détruites : on reconnaît le lieu à la blancheur du sol, fait de pierres concassées. Au loin, des ruines encore debout, qu'on ne concassera pas mais à propos desquelles on inventera sans doute un haut lieu antique.

– Ils ont tout essayé pour me faire partir, ils veulent la place. D'abord ils m'ont proposé de vendre, j'ai refusé. Ensuite ils ont interdit que je fasse venir l'électricité. Je m'éclaire grâce à un câble en plein ciel que je fais venir d'Umm-el-Fahem.

« Ils », c'est le Keren Kayemet LeIsraël, l'organisme paragon gouvernemental dont la raison d'être est l'attribution de terres du pays à tous les juifs du monde. Hier ils les achetaient à de gros propriétaires arabes qui ne voyaient pas d'inconvénient à faire de l'argent en vendant des champs qu'ils ne travaillaient pas et où ils ne mettaient même pas les pieds. Aujourd'hui les méthodes ont changé. En 1985 par exemple, « ils » sont arrivés un matin en douce et ont arraché soixante-treize oliviers. Un des enfants de la famille les ayant surpris, ils l'ont retenu le temps de l'opération, puis l'ont relâché.

L'homme est têtu : il a replanté ses oliviers, il nous les montre, fièrement, tout jeunes et déjà vigoureux.

Régulièrement, « ils » lui barrent le chemin qui mène à Umm-el-Fahem. Il existe diverses manières : la barricade

de grosses caillasses amenées au bull, ou le trou. L'homme mobilise sa progéniture, de plus en plus abondante puisque, âgé de 57 ans, il a aujourd'hui des petits enfants. Et on refait le chemin.

« Leur » plus belle réalisation, c'est l'explosion à la dynamite d'une magnifique source recouverte d'un abri de pierres.

– Depuis que je suis né, je n'ai jamais vu cette source tarie. Regarde cette gadoue, qui boirait de cette eau pleine d'insectes. Eh bien ! si jamais je la répare, si seulement je la nettoie, ils me mettront une amende. Alors je fais venir un tuyau d'Umm-el-Fahem et je paye.

– Mais comment sauraient-ils que tu as réparé la source, demandons-nous, incrédules. Il n'y a pas ici de route, qui te verrait ?

Il faut faire au moins vingt minutes de tape-cul depuis une route déserte pour arriver dans ce lieu, il est dur de croire qu'il ne puisse pas s'armer de pelle et de pioche pour faire ce qu'il veut...

– Mais tu ne les connais pas ! Ils passent leur temps à m'espionner, ils n'ont que ça à faire.

Les tracasseries se succèdent. Parallèlement à l'interdiction de nettoyer la source, il y a celle de remplir une citerne qui permettrait d'irriguer le jardin : les légumes boivent une eau moins claire que les hommes, là la source pourrait servir. Interdit. La citerne est vide.

Sur les quatre cents cinquante dunams d'hier, Mi-Ami lui en avait laissé soixante. Mais l'ordre d'expropriation de vingt nouveaux dunams lui était parvenu peu de temps avant, on en avait besoin, disait-on, « pour les Russes ».

Pour ce qui concerne la maison, les autorités sont encore plus dures. Tombe-t-il une pierre d'un mur qu'il est

impossible de la remettre : interdiction de construire, donc de réparer. Ce qui devait arriver arriva : la maison familiale tomba en ruines. Alors le bonhomme fit la seule chose qu'il pouvait faire : à côté des débris de la splendide demeure palestinienne traditionnelle, il construisit une nouvelle maison en parpaings, une sorte de blockhaus hideux et gris, rafistolé de partout. Sans permis de construire. Il tomba alors sous le coup de la loi et reçut l'ordre de la détruire.

Il refusa.

On le menaça.

On lui fit un procès qu'il perdit, puis il fit appel.

Les destructions de maisons construites sans permis sont légion en Israël. Il n'est pas un village arabe de l'une des trois régions où les Palestiniens sont encore concentrés (Néguev, Triangle et Galilée) qui ne soit menacé un jour ou l'autre par cette calamité. Le père de famille reçoit un avis qu'il ignore. Puis une relance qu'il ignore également. Un beau matin l'armée débarque et mine le bâtiment. En dix minutes, tout compris, une famille entière est sans abri. C'est ce qui pend au nez du bonhomme de Sharaya. Et à celui de milliers d'autres.

Hassan, son avocat, nous expliqua qu'il n'avait pratiquement aucune chance de gagner en appel. Dans ce combat entre le pot de terre et le pot de fer, il faut savoir que des intérêts « supérieurs » sont en jeu. Les enjeux sont, pour l'État d'Israël, trop graves.

Ils ont nom « le plan des Sept étoiles ». Sharaya est au cœur de ce plan.

Il consiste à judaïser le Triangle, où les Arabes sont majoritaires à soixante-dix pour-cent, et à inverser la proportion. Les étoiles, ce sont sept villes encore inexistantes

que le général Sharon, ministre de la Construction et du Logement, a prévu de construire sur un axe nord-sud, légèrement en deçà de la ligne verte, c'est-à-dire en Israël. En deçà, mais bien en face, dans le but de construire, sur la ligne verte cette fois, une ligne continue de maisons qui rendront totalement absurde la notion même de frontière entre les Territoires et Israël. La ligne verte ? Quelle ligne verte ? Ces maisons serviront de pont entre les villes nouvelles et les implantations des Territoires, ce qui aura à terme les effets suivants : transformation de villes comme Umm-el-Fahem en vastes réservoirs de main-d'œuvre à bon marché sans aucune perspective économique à côté de villes juives prospères, et la création d'une barrière entre toutes les localités arabes entre elles, en Israël même ou dans les Territoires. Enfin, un si vaste projet nécessite la création d'une autoroute à six voies, la route numéro six, qui bien sûr ne desservira aucune localité arabe, mais passera sans ambages sur nombre d'entre elles, qu'il faudra raser purement et simplement.

Les Russes arrivent à point nommé pour justifier ces constructions pharaoniques : on a là des centaines de milliers de gens, il faut bien les mettre quelque part. Et c'est être naïf que de croire que seule leur implantation dans les Territoires est calamiteuse. Les Arabes israéliens le savent trop bien.

La maison de Sharaya a peu de chances de survivre à un tel plan : elle est en plein milieu de la zone !

Le plan des Sept étoiles a été rendu public en février 1991 et il a déjà suscité de nombreuses protestations, y compris côté israélien, notamment auprès des amis de la nature qui voient d'un mauvais œil la transformation de ces paysages magnifiques en mégalopolis : la réalisation du plan nécessite une augmentation de population d'environ cinq cent mille personnes !

LE PRIX DE LA LIBERTÉ

On construit à la va-vite des kilomètres de maisons préfabriquées dans chaque vallon, les ultimes terres domaniales qui ont réchappé à toutes les expropriations précédentes viennent de tomber entre les mains de l'État : Umm-el-Fahem à elle toute seule s'est vue déposséder de trois mille deux cents dunams rien qu'en février 1991 ! Hier, pour « judaïser » la Galilée, on amenait sur les terres arabes des milliers de familles d'origine orientale qu'on livrait au chômage ou au sous-emploi dans des villes champignons. Aujourd'hui on vient y installer les Russes qu'on abandonne à un chômage encore pire. Mais peu importe, l'opération est en train de réussir, puisque la presse annonçait, triomphante, au cours de l'hiver 1991-1992, qu'enfin les Juifs étaient majoritaires en Galilée, leur proportion étant passée à cinquante et un pour-cent. Dans le Triangle, on espère renverser la proportion d'ici à 2005. C'est-à-dire demain.

On compte pour cela sur l'aide du gouvernement américain qui doit cautionner Israël auprès des banques pour un emprunt de dix milliards de dollars. C'est à cela que sert l'aide de l'oncle Sam, officiellement, à loger les Russes. Dans les faits, à rendre impossible la vie en Israël d'une communauté arabe de huit cent mille âmes, déjà touchée par le chômage provoqué par les immigrants, et demain totalement démunie de tout moyen de subsistance...

Au moment de prendre congé, le paysan de Sharaya nous serre la main et veut nous rassurer sur son sort :

— Ne vous faites pas de souci pour moi, je ne céderai pas, je ne peux même pas envisager de le faire. S'ils détruisent ma maison, je la reconstruirai au même endroit. S'ils me chassent, je reviendrai. Vous voyez, j'ai quinze gosses. Eh ! bien je leur ai dit à tous ces salauds : tuez-les tous, mais je ne renoncerais pas. C'est fini de se laisser faire.

Au début des années soixante-dix, Carmiel était une petite base militaire perchée de façon un peu incongrue sur des collines d'une Galilée grandement inhabitée. Aujourd'hui c'est une ville moderne, verte, fleurie, avec rues larges et bien tenues, petits blocs d'immeubles propres.

Ce que les autorités ont appelé le « développement de la Galilée », et que les Arabes nomment la « judaïsation » de la Galilée, a donné naissance à ces implantations joyeuses où la vie est douce, l'air pur, le printemps souriant.

Quand on quitte la nationale sur la droite pour pénétrer dans Carmiel, on arrive à un jardin public bien arrosé et bien tenu, dans lequel de grandes statues de bronze montrent l'arrivée en Terre promise des ex-juifs errants. Faméliques, épuisés, tombant à genoux et portant dans leurs bras des enfants, ils sont enfin au pays, ils ont enfin trouvé la paix et la liberté.

Et au pied de ces statues, à une dizaine de mètres, un campement de tentes.

C'est tellement propre qu'on dirait un camping cinq étoiles. Pas un papier gras par terre, pas le moindre étalage entre deux tentes. Il y en a pourtant une vingtaine.

– Accepteriez-vous de donner une interview pour...

Inutile d'en dire plus : ils sont Russes, ils veulent bien parler, ils ne demandent même que ça. Ils nous font asseoir sur des chaises de camping et nous font partager leur dîner. Ils s'appellent Sacha, Ludmilla, Elena. Ils sont ingénieur, professeur de mathématiques, institutrice. Ils sont arrivés il y a un an.

Un an dans ces tentes ?

Pas du tout.

Quand ils arrivèrent au printemps 1990, ils trouvèrent à se loger ici à Carmiel dans des petits appartements coquets qu'ils pouvaient s'offrir grâce à la somme que l'Agence juive leur allouait. Mais les loyers libres atteignirent rapidement le double et ils n'eurent rapidement plus de quoi. Ils envisagèrent alors d'acheter, puisque l'État peut leur garantir des prêts hypothécaires pour trente-cinq mille shekels. Las, on ne trouve pas un simple studio au-dessous de soixante mille. Ils n'ont pas les moyens. Ils se sont retrouvés à la rue.

– Les gens sont gentils ici, explique la blonde Elena, de son hébreu un peu hésitant. Ce sont les habitants qui nous ont prêté leurs tentes, et nous avons le sanitaire de l'autre côté de la rue où se trouve le centre d'« absorption ». Mais pas tous gentils. Pas tous. C'est vilain ce que font les riches, d'exploiter ainsi les pauvres.

Elena est devenue ouvrière au SMIC dans une usine textile et ne s'en plaint pas. Elle a pris la place d'une Arabe

mais n'en a cure. Chacun son problème. Elle veut, ils veulent tous rester à Carmiel.

– Nous nous sentons ici chez nous, explique son mari. Nous aimons Carmiel, nous aimons la Galilée. Je suis des cours pour adapter mon métier aux normes israéliennes, je veux rester ici. C'est bien, ici.

Ils ont cherché la liberté, ça n'a pas de prix la liberté.

– Mais vous allez pouvoir rester ainsi dans des tentes pendant combien de temps ?

– Oh, pas longtemps. Ça va s'arranger. Ils vont trouver une solution. Demain peut-être. Oui, demain je pense.

À Haïfa, où vit la plus forte concentration d'immigrants du pays, on voit les Russes partout. Sur la plage, dans les rues, dans les cafés, tout le monde parle russe. Ils connaissent l'hébreu bien sûr, même mal, mais j'imagine qu'avec l'aide d'un traducteur j'en apprendrai plus long.

Je trouve la perle rare : il parle aussi bien le russe que l'hébreu et l'arabe, et a des amis dans les trois communautés. C'est d'ailleurs chez un de ses amis palestiniens qu'il me mène : ce dernier héberge une Russe dans la détresse.

Elle s'appelle Sofia, elle a trente-quatre ans, et a une grande fille de quinze ans. Arrivée depuis près d'un an en Israël, elle aura bientôt épuisé son panier d'intégration et l'angoisse la noue. S'il n'y avait ce jeune Arabe plutôt sympa qui lui cède une chambre de son appartement, elle serait à la rue. Car elle est au chômage et n'a aucun espoir de trouver du travail.

Elle s'était crue maligne Sofia, quand elle avait pensé les berner. Elle n'est pas juive, mais comme elle a des amis au ministère de l'Intérieur à Moscou, elle s'est fait donner un faux certificat de judéité ; lequel lui a permis d'obtenir son visa de sortie, mais pas sa carte d'identité à l'entrée : devant « nationalité », il n'y a pas marqué « juive », mais « ukrainienne ».

Sofia est arrivée en Israël par erreur, elle n'a rien à faire là. Or, elle veut partir mais elle ne le peut pas. Car si elle a bien droit à un passeport israélien, elle ne pourra l'obtenir qu'après un an de présence et ne pourra s'en servir en toute hypothèse qu'après avoir remboursé son panier d'intégration et divers autres frais. On entre ou on sort de ce pays par un goulot d'étranglement qui s'appelle l'aéroport Ben Gourion ou, plus rarement, le port de Haïfa. Celui qui voudrait quitter le pays sans avoir payé son dû serait immédiatement pincé par les autorités douanières. L'État a payé des sommes gigantesques pour faire venir et intégrer des centaines de milliers de gens, il serait scandaleux qu'ils repartent ainsi après avoir épuisé leurs droits. Israël n'est pas une vache à lait.

– Mais c'est un cercle vicieux, explique-t-elle. Je veux repartir parce que je n'ai pas de travail, mais je ne peux pas repartir parce que je n'ai pas de travail pour gagner ce que je dois.

Sofia n'est pas regardante. Elle serait prête à faire n'importe quoi pour gagner sa vie honnêtement. Mais honnêtement uniquement. Elle est kinésithérapeute et pourrait faire des massages, mais elle n'ose même pas passer une annonce :

– Quand je me présente pour faire le ménage, le patron me pose déjà comme condition d'embauche de coucher avec lui. On arrête ma fille dans la rue pour lui proposer une passe : chair fraîche et blonde. Alors publier une annonce pour des massages...

Une plaie jusqu'alors inconnue s'est abattue sur les Russes à leur arrivée en Israël : le chômage. On a beau leur donner à bas prix la place des autres, ils sont tout de même arrivés nombreux dans un pays où il y avait déjà pénurie d'emplois. Alors des Russes s'adonnent à la prostitution, et les journaux,

la télé, la radio, tout le monde a fini par en parler. Et par croire qu'elles sont toutes comme ça. « Ce sont des gens aux mœurs faciles », commente l'homme de la rue en haussant les épaules. Sofia, elle, n'a pas les mœurs faciles et n'est pas disposée à se prostituer...

Elle parle de façon monocorde, sans effusions, sans jérémiades. Pourtant son malheur est évident. Elle sort de son porte-carte une photo qui la montre à côté d'un bel homme et de deux jeunes filles.

– Mon mari et ma plus jeune, dit-elle, toujours en réussissant à ne pas exprimer d'émotion. Je les ai laissés là-bas.

La solution israélienne semble excessive pour la gestion d'un simple divorce. Il apparaît que des Russes ont un peu tiré sur la corde en voulant profiter de droits qui n'étaient pas les leurs, et qu'ils se sont fait piéger bien durement.

La réalité est autre. Sofia aime toujours son mari, sa petite lui manque terriblement. Elle est partie en s'arrachant le cœur mais elle aurait fui n'importe où, dans n'importe quelle condition. Le monstre qui l'a fait fuir est radioactif, il s'appelle Tchernobyl. Sa fille était contaminée.

– La propagande disait qu'en Israël il y avait tellement de médecins que les cancéreux pourraient s'y faire soigner, c'est pour ça qu'on est venues. Nous sommes ici au moins cent mille dans ce cas. Nous ne voulons pas mourir de radiations.

En URSS, elle avait frappé à toutes les portes pour sauver son aînée : l'Amérique, le Canada, l'Allemagne, personne ne voulait d'eux. La jeune fille, lentement, dépérissait. L'émigration interne à l'empire est tout aussi impossible. Qui prendra en charge l'installation de centaines de milliers d'Ukrainiens qui veulent brusquement déménager ? Rien n'est fait pour l'exil interne. Son mari et elle étaient prêts

à aller n'importe où, dans n'importe quelles conditions, ils s'étaient même résolus à se séparer par prudence quand Israël s'était révélé comme le moins regardant des pays possibles. Elle allait partir faire soigner sa fille et reviendrait.

Elles étaient coincées là.

La présence d'une journaliste française dans l'immeuble a gravi les étages. Quelqu'un frappe à la porte.

– Viens voir mon grand-père, propose ce tout jeune homme de quinze ans. Viens écouter ce qu'il a à dire.

Nous quittons Sofia et son camarade et suivons le jeune garçon quelques étages au-dessus.

Eux, sont juifs. De nom, de prénom et d'apparence. Mais ils n'ont pas le calme fatalisme de Sofia. Le vieux qui nous reçoit est maigre, décharné. Il ne parle pas un mot d'hébreu, il n'est là que depuis sept mois et de toutes façons, à son âge... Mon interprète a du mal à suivre, mais il capte l'essentiel de ses imprécations. L'homme est malade. Tchernobyl, lui aussi. Il est venu, malgré son âge, avec sa femme, sa fille et son petit-fils, car on leur a promis des jours meilleurs dans un pays neuf où la population médicale est la plus dense du monde.

Vrai pour ce qui est du nombre, mais la plupart sont au chômage : les hôpitaux débauchent, les médecins russes passent le balai. Kohavi m'a montré dans le jardin de la Knesset des panneaux restants de la dernière manifestation de protestation qu'ils ont menée contre leur situation scandaleuse.

Mais qui manifestera en faveur des malheureux irradiés, victimes dans ce pays de leur ennemi le plus mortel, le soleil ? Le climat israélien est fatal aux irradiés, ils meurent comme des mouches.

Notre homme doit être opéré d'urgence, on lui impose quatre mois d'attente. D'ici quatre mois, il sera mort.

Il crie, il hurle, il crache par terre. Nous sommes les témoins suffoqués du désespoir d'un homme condamné qui ne veut pas mourir. Pas mourir à des milliers de kilomètres de sa patrie, de sa Russie natale qu'il n'a jamais cessé d'aimer...

– S'il te plaît, trouve-nous l'adresse de la communauté ukrainienne du Canada, supplie le jeune homme en hébreu. Il faut qu'on s'en aille, vite, très vite. On n'a pas un sou, rien pour rembourser tout ce qu'on doit, mais on trouvera, n'importe comment, du moment qu'on aura une adresse au Canada.

Nous nous levons pour partir, bouleversés. Le jeune homme sent que nous prenons la fuite, il s'échauffe, se met à crier à son tour :

– Une adresse au Canada, mais un endroit où on pourra vivre, pas dans la rue. Pas dans la rue, pas comme des bêtes, pas dans la rue... On n'est pas des bêtes, on n'est pas des bêtes...

Nous sommes muets, épuisés d'émotion quand nous nous retrouvons sur la chaussée. Le regard brûlant d'un petit chien agonisant doucement contre un arbre me fait lâcher la bonde : j'éclate en sanglots.

Simon a le même âge que le roi de Kiriat Menahem, mais il a toutes ses dents. Ou s'il lui en manque, il a eu de quoi les remplacer. À Moscou, il était ingénieur métallurgiste ; il est polytechnicien. Ici à Haïfa, il a trouvé du travail, grâce à Dieu si on peut dire : il passe le balai dans un supermarché de dix-neuf à vingt-deux heures. C'est pourquoi nous avons attendu jusqu'à vingt-trois heures pour le rencontrer, le temps qu'il revienne de l'autre bout de la ville dans son HLM qu'il

partage avec d'autres Russes. Des privilégiés comme lui, avec encore un emploi et un toit.

L'antisémitisme russe ? Simon ne le nie pas, il existe, il est virulent, odieux, mais il ne l'a pas fait fuir. Il s'en fout éperdument. Il est parti car il aimait son travail pour lequel il n'avait pas, là-bas, de développement possible...

– Je suis ici depuis neuf mois et j'ai acquis une certitude : je mourrai ici, dans la merde où je suis tombé. Je n'arriverai pas à repartir, seuls des jeunes y arriveront, s'ils y arrivent. Ma fille, peut-être.

Simon n'est pas à proprement parler désespéré : il a tellement renoncé à tout qu'il n'en a même plus la force. Il analyse sa situation comme si elle lui était extérieure.

– Au début, ils nous ont chanté les louanges de notre formation, de nos diplômes. Aujourd'hui, après seulement neuf mois, on est obligé de les cacher : ils en ont peur. Alors, ils nous font passer des tests insensés pour les valider, comme si c'était nécessaire, et nous échouons. Le seul travail qui nous reste, c'est celui des Arabes.

C'est-à-dire la « spongia », l'éponge, le nettoyage de locaux.

Mais les Arabes ont leur village, leur famille, ils sont là depuis des siècles, chez eux, ils sont organisés, solidaires. Les Russes sont totalement perdus. La presse reconnaît un suicide réussi par semaine, le dernier en date en ces jours de mai 1991 étant celui de Youri Liebermann, professeur à l'Université là-bas, chômeur ici, qui a sauté par la fenêtre. Le même jour, elle relate l'histoire de ce malheureux qui a poignardé sa femme avant de sauter lui aussi par la fenêtre : ils ne trouvaient pas de travail.

Sous-emploi est encore emploi, même précaire. Mais nombreux sont ceux qui n'ont même pas ça.

Les autorités décidèrent de créer une commission d'enquête pour examiner les raisons de ce scandale.

Peut-être ces gens étaient-ils déjà dépressifs en Russie, suggéra un journaliste pas pressé d'aller enquêter sur le désespoir des sans-emploi.

La commission vit le jour. Elle fut composée exclusivement de responsables de l'intégration qui eurent à juger de leurs propres manquements. Ils décidèrent, d'un commun accord, de ne plus publier de chiffres de suicides. On n'en entend plus parler.

Simon a son idée sur la raison de tout ce transfert de population. Côté soviétique, il voit l'appât du gain. Laisser partir tous ces Juifs (et les quarante pour cent de non-Juifs qui ont triché pour partir aussi), c'est encaisser le prix payé par les États-Unis pour ce faire. Vil marché aux bestiaux, telle est sa théorie. Côté israélo-américain (Simon n'y va pas par quatre chemins), c'est avoir sous la main des masses terrorisées qui seront la chair à canon idéale, et grâce à qui on réussira à chasser les Arabes.

– Les Arabes, vois-tu, nous n'en connaissions pas avant, mais ma fille qui est à l'Université s'entend avec eux beaucoup mieux qu'avec les Juifs dont elle ne supporte pas le racisme. Chez nous, là-bas, on aime les gens ou on ne les aime pas, mais certainement pas à cause de leur ethnie. Ça, tout le monde s'en moque. Ici c'est insupportable.

Il rit, tente de nous détendre.

– D'ailleurs, c'est contagieux le racisme, je suis touché à mon tour : je déteste les Juifs.

Il ne rit plus :

– Nous écrivons en URSS pour leur dire de ne pas venir, pour tenter d'arrêter la machine. Mais les lettres n'arrivent pas. En tous cas, pas toutes...

Sofia avait dit la même chose et je m'en suis ouverte à Hassan qui, laconique, a ouvert un tiroir de son bureau et en a sorti une ordonnance en date du 28 avril 1991, il y a quelques semaines. Signée du ministre de la Justice, elle interdit le passage par la poste israélienne de « tout colis postal contenant une information pouvant porter atteinte à la sécurité de l'État ».

Le moyen de connaître l'information en question... ? Et de définir ce qui « peut porter atteinte... » ?

Des mois plus tard, la presse fera éclater un scandale en dénonçant un véritable service de censure du courrier russe mis sur pieds par les autorités et destiné à filtrer les informations sortant du pays. Le gouvernement niera, et les lettres se mettront de nouveau à arriver.

Et si c'étaient les Russes les plus malheureux ? Et si c'étaient les Russes les principales victimes de l'*alyah* ?

Les six premiers mois qu'il passa au kibboutz, Ivan fut heureux. Il apprit l'hébreu et travailla aux champs. Son intégration se passa sans difficulté spéciale.

Il n'en fut pas de même pour Sveta et Boris.

Le hasard les avait amenés à Holon, simple banlieue de Tel-Aviv qui n'avait ni plus ni moins de qualités qu'une autre banlieue, les Zilberman sauraient s'en contenter. La difficulté fut tout de même de trouver un logement.

Des appartements libres, il y en avait encore en cherchant bien, et le prix des loyers, exorbitants pour les natifs et les vétérans, était à leur portée grâce au panier d'intégration. Mais il y avait un hic totalement imprévisible. Chaque fois que Boris entraînait dans une agence immobilière, on lui demandait non seulement ses papiers, mais également ceux de Sveta. Dont le nom, Ivanova, était clairement celui d'une goy.

– Plus d'appartements, lui disait-on à chaque fois.

Au début il ne comprit pas de quoi il s'agissait, puis un agent eut la bonté de l'affranchir : on n'a déjà pas assez pour les Juifs, on ne va pas en plus donner aux non-Juifs.

Il n'était pas question de rester à l'hôtel. Boris rencontra un autre Russe qui était passé par là et ils allèrent ensemble faire le tour de toutes les cités de la ville jusqu'à ce qu'ils trouvent enfin un logement. Pas grand, pas luxueux, mais ils n'en demandaient pas plus. Il n'y a pas qu'en Israël qu'on rencontre des agents immobiliers racistes.

Grâce à son métier, Boris trouva du travail tout de suite. Pour un excellent technicien du bâtiment (c'est à cela qu'était réduit son diplôme d'ingénieur) il n'y a pas de chômage.

L'émerveillement causé par le niveau d'études et de formation des Russes se modéra quelque peu au fil des mois. Un ingénieur russe n'était pas ingénieur à l'occidentale. Non pas que l'Union soviétique ne soit capable d'en former au niveau supérieur, mais tout simplement que le terme d'ingénieur en Russie (comme en Allemagne d'ailleurs) ne recouvre pas la même réalité qu'en Israël, en France ou aux États-Unis. Boris était un excellent technicien supérieur du bâtiment, capable à la fois de faire des calculs et de manier la truelle. La déception était celle des Israéliens de souche, pas la sienne qui savait exactement de quoi il était capable. En ces temps de constructions pharaoniques, il trouva immédiatement à monnayer son savoir-faire et s'en trouva bien.

Ce ne fut pas le cas de Sveta.

Sveta était une éducatrice née. Sa vocation, son savoir-faire, sa passion dans l'existence, c'était les enfants. À Mogilev elle avait passé tous les diplômes possibles en matière de pédagogie, sa carrière – quoiqu'un peu entravée un temps à

cause du nom de son mari – l'avait menée à trente-cinq ans à devenir directrice d'école. Sveta était une professionnelle passionnée, une perle.

Mais en matière d'éducation, il faut bien entendu connaître la langue. Contrairement à Boris qui se précipita plus rapidement sur la truelle que sur les livres, Sveta suivit des cours d'hébreu et apprit rapidement. Quand elle se sentit suffisamment sûre – s'il est une chose que les Israéliens savent faire, c'est bien enseigner leur langue – elle partit à la recherche d'un travail.

Et n'en trouva pas.

Elle fit toutes les écoles, tous les organismes éducatifs de Holon et de Tel-Aviv, tous les centres d'intégration dont la fonction est précisément d'aider les nouveaux immigrants dans leurs recherches. Et partout on lui fit le même accueil :

– Magnifique, très bien, excellente formation. Voyons la carte d'identité...

Elle sortait alors sa carte, celle qu'elle était allée chercher au bout de deux mois de présence et qui remplaçait le certificat d'immigration. Et sur laquelle était indiqué, dans la case « nationalité » : russe.

Citoyenne israélienne, certes. Mais de nationalité russe, pas juive.

Citoyenne non-juive d'un État juif.

– Désolée, Madame, vous avez une excellente formation mais il n'y a déjà pas assez de travail pour les Juifs. Au revoir Madame.

Une autre fut encore plus explicite :

– Une Russe n'a rien à apprendre à des enfants juifs.

Quand Sveta fondit en larmes, quand sa colère explosa, qu'elle protesta, scandalisée, contre de tels arguments, son interlocutrice lui fit remarquer vertement qu'avec tous les

Juifs qui faisaient la queue derrière elle pour chercher du travail, on n'avait pas de temps à perdre avec une Russe.

Au suivant.

Elle comprit que ce serait partout pareil et tomba malade. Jamais de sa vie elle n'avait envisagé de ne pas travailler. Elle commença à avoir des douleurs du côté du cœur et il fallut consulter. Comme seul Boris travaillait, lui seul était inscrit à la caisse de maladie. Il demanda à son patron d'y inscrire également Sveta, et s'entendit répondre qu'il n'allait tout de même pas cotiser pour un goy.

– C'est inadmissible, dit Boris.

– À la porte, dit le patron.

Il retrouva tout de suite un autre job, mais la scène se joua de la même manière, il dut en chercher un troisième. Boris apprit vite à ne rien demander ni exiger qui implique de montrer les papiers de sa femme. Il cacha son mariage.

Ils consultèrent à leurs frais pour s'entendre dire que Sveta était malade du cœur, et que la source de sa maladie était le stress.

– Beaucoup de repos, et le moins de contrariété possible.

Ce qui arriva à Denis allait encore aggraver les choses. Il rentrait de classe tous les soirs en pleurant. À l'école, les cabinets des petits garçons étaient ouverts et chacun pouvait voir le zizi du voisin. Celui de Denis n'était pas comme celui de la majorité : il n'était pas circoncis. Donc pas juif.

Et de toute façon, sa mère ne l'étant pas, il ne l'était pas non plus.

Quand il revint un soir roué de coups, Boris et Sveta décidèrent d'aller voir le directeur de l'école.

– Vous avez bien fait de venir, dit-il aux parents. Je vais voir ce que je peux faire.

Il fit. Il convoqua Denis et le prévint, si jamais il repartait se plaindre, que ça irait encore plus mal pour lui.

Les sales goys, dehors.

Sveta se sentait responsable du malheur des siens, elle perdait goût à la vie, puis dans sa tête s'insinua l'idée que si elle disparaissait... Boris dut plus d'une fois renoncer à aller au travail pour l'empêcher de se suicider.

Un jour enfin Ivan arriva à Holon. Il rentrait chez papa et maman, il s'était fait renvoyer de son kibboutz.

Comme il avait atteint sa majorité, il était allé au ministère de l'Intérieur se faire faire sa carte d'identité. Sur laquelle il avait été inscrit comme russe, puisque Sveta, sa mère, l'était.

– Le kibboutz est fait pour les juifs, lui expliqua le secrétaire général. Nous devons nous séparer.

Car il se trouve qu'en Russie, Ivan Ivanov est un sale juif comme son père.

Et qu'en Israël, Ivan Zilberman est un sale russe comme sa mère.

Partir. N'importe où, mais partir. Quitter ce pays. Boris mobilisa toute son énergie vers ce but enfin avoué. Parce que son impression du début l'avait bien averti. Il était encore à l'aéroport Ben Gourion qu'il avait senti l'ambiance. Quand l'employé qui allait lui donner son certificat d'immigrant avait grincé, voyant le patronyme de Sveta : « Qu'est-ce qu'elle fout là, celle-là ? ». Celle-là, sa femme. Et il s'était entendu demander, au guichet d'à côté, rigoureusement la même chose.

Ivan, lui, fit une dernière tentative. Il décida de refaire du sport, sésame de tant d'intégrations réussies dans tant de lieux. Quel pays au monde va cracher sur un champion ?

Israël, notamment.

Ivan Zilberman se fit rapidement reconnaître comme un excellent lutteur. À peine un mois après son inscription dans un club, il se classait troisième à une compétition internationale et tout de suite après, premier au championnat d'Israël dans sa catégorie. Ses entraîneurs, enthousiasmés, l'inscrivirent pour une tournée à l'étranger qui devait commencer par la Hongrie et décidèrent de lui faire faire un passeport. Ce qui théoriquement n'était possible qu'au bout d'un an et Ivan n'était là que depuis six mois. Mais quand il s'agit de rapporter des médailles, les entraîneurs ont parfois le bras long.

À la vue de sa carte d'identité, ils tranchèrent définitivement. Comme avait fait l'autre à Mogilev. L'autre, l'antisémite notoire.

Il s'inscrivit alors dans un institut de culture physique pour y devenir professeur. À la vue de ses références, on lui fit le meilleur accueil. Mais à la vue de sa carte d'identité...

Ivan était en état de choc. Dans ce pays il n'était rien, il n'avait même pas le droit de se marier...

Il put tout de même devenir soldat. Ses dix-huit ans étant révolus, Tzahal le convoqua pour le conseil de révision.

Là il n'y eut aucun problème d'intégration, on voulait bien de lui et on lui fit savoir que son incorporation n'allait pas tarder. Mais avant cela, un officier lui fit une suggestion sous forme de conseil avisé et même d'avertissement. Pour que tout se passe bien, l'idéal serait tout de même qu'il soit circoncis. Aucun rabbin n'accepterait de faire la moindre circoncision de complaisance, aussi le mieux pour lui était de se le faire sur lui-même dans la pièce du fond là-bas. Et on lui mit sur la table de quoi...

Partir. N'importe où, et vite.

La famille Zilberman chercha la sortie.

Dans leurs démarches pour trouver un moyen de quitter Israël, les Zilberman auraient pu croiser Pavel et Liéna.

Ils étaient tous deux juifs, et il fallait bien le système israélien pour ne pas le reconnaître.

Concernant Pavel, il n'y avait pas d'incertitude quant à ses origines, personne et surtout pas les antisémites de Tachkent ne s'y était trompé. Il avait eu droit à son lot de menaces téléphoniques, de vitres cassées et de lettres d'avertissements.

Liéna, elle, s'était crue juive depuis des générations. Côté paternel, tout le monde était juif. Du côté maternel, son grand-père était mort à Auschwitz, mais la femme de celui-ci était une goy. Donc la mère de Liéna l'était également. Donc elle l'était elle-même selon toujours la logique rabbinique.

Mais leur situation était plus complexe encore.

Liéna avait eu d'un premier lit un enfant, Sacha, qui avait pour Israël un défaut insurmontable. Son père était Coréen. Il était asiatique, yeux bridés, teint cuivré. Pas la peine de lui baisser le pantalon pour voir qu'il était étranger, ce qui ne lui épargna d'ailleurs pas l'humiliante vérification. On la fit subir aussi à Denis, et aux autres, à tous les autres : l'administration scolaire convoque l'enfant suspect et le déculotte, malgré ses cris, ses larmes, sa révolte. Et le verdict tombe. Pas juif.

Pavel et Liéna firent tout ce qui est humainement possible pour intégrer leur enfant, reconnu par le second mari comme le sien propre. En vain. Jusqu'à la terreur.

Liéna tenta de convertir son petit, elle fit les démarches, après tout, elle n'avait rien contre, s'il n'y avait que ça. Mais en dernière instance, ce sont les rabbins qui décident, lesquels ne reconnurent pas les motivations de la mère.

Comment ne pas le comprendre ? Des rabbins raisonnent selon leur propre logique. Si la société civile se met à leur botte, ils n'en sont pas les responsables.

Sacha, au bout de quelques mois d'école, devint un enfant complètement terrorisé. Il cessa de parler, se mit à faire pipi au lit, hurlait pour qu'on ne l'envoie plus en classe où il était le centre des risées et des agressions collectives : on le battait, on lui jetait des cailloux, on le huait, on lui « montrait le karaté » puisqu'il avait le faciès d'un Japonais. Le tout sous l'œil totalement indifférent des maîtresses. Liéna un jour alla protester, et l'institutrice lui répondit que pendant les récréations, elle ne pouvait pas tout surveiller, et que de toute façon, les enfants israéliens étaient très sensibles à la notion de judéité, et qu'il ne fallait pas les choquer, ces petits anges.

Avec la petite fille de dix-huit mois, Lia, ce ne fut pas mieux. « Comme elle a l'air russe avec sa peau blanche et ses cheveux blonds », dit la jardinière d'enfants le premier jour, sur un ton doucereux un rien inquiétant. Toute la journée, la petite fut laissée dans son lit-cage, ni choyée, ni changée, ni descendue, ni prise dans les bras. Ni nourrie. Elle se jeta en hurlant dans les bras de sa mère le soir venu, et cette dernière, la mort dans l'âme, fut obligée de la ramener là le lendemain et les jours suivants car il fallait bien aller gagner sa croûte.

Pour ce faire, Liéna suivit les cours d'hébreu qu'elle réussit brillamment. Mais elle chercha en vain du travail. Elle était, comme Sveta, éducatrice et bardée de diplômes. Mais à des petits enfants juifs, une Russe...

Liéna et Pavel furent obligés de quitter le premier quartier d'Ashdod qu'ils avaient trouvé car on leur jetait des pierres en les traitant de sales goys. C'est alors qu'ils allèrent s'installer dans un camp de caravanes, dont Israël s'est couvert depuis de début de l'*alyah*.

Les caravanes, selon Pavel, sont parfaites. Propres, blanches, tout confort, kitchenette, douches, chambre et salon.

– Tu arrives là-dedans, tu n’as qu’à poser tes meubles. Mais en hiver, tu te ruines en chauffage. En été, tu ferais cuire ton steak sur le toit. Aucune isolation n’a été prévue. Quand tu pètes, tout le voisinage s’esclaffe. Quand tu fais l’amour, serre les dents et ne soupire pas trop fort. Quand tu as bien appris le mode d’emploi, tu te trouves nez à nez avec un rat. Le sol de la caravane est tendre et à ras de la terre. Tu commences la chasse pour les enfants qui hurlent.

Allons, ce sont là des petites misères. Mais arrivent les pavés lancés sur le toit. Les rabbins qui viennent demander pourquoi tout ce monde ne vient pas à la synagogue. Les injures au milieu de la nuit : « Foutez le camp, les bâtards, hors d’Israël. » Puis, un beau jour, le malabar qui bloque la porte avec son camion, et prévient : « Vous décamppez, ou on vous égorge, vous et vos enfants. »

La police ? Quelle police ?

Comme pour les Zilberman, une obsession, la fuite.

Le cheveu rare et coupé très court, Igor frise la soixantaine. Un peu voûté, il n’est ni beau ni laid, mais il a tout le charme d’une intelligence évidente.

– L’antisémitisme, explique-t-il, n’est pas venu du ciel. Il y a pour nous une date précise : ce jour-là, le 25 février 1990, le Premier ministre de Russie, Rishkov, est venu dire à la télévision de Leningrad qu’il fallait que les Juifs fassent très attention parce que bientôt on ne pourrait plus rien pour eux. Cela a créé non seulement un sentiment de panique chez les Juifs, mais ça a été aussi comme une autorisation donnée

aux antisémites. L’antisémitisme a été savamment organisé pour nous faire partir. Pour moi, *Pamyat* est une émanation du KGB et d’Israël...

À cinquante-sept ans, Igor avait une toute jeune fille de dix-huit ans, enfant tardif de l’amour d’une très grande beauté. Faïna, son épouse, avait quarante-quatre ans, leur fille était leur trésor. À Leningrad, elle se fit un jour agresser dans des conditions qu’il refusa de raconter. Il y a des souvenirs trop douloureux. Il évoqua seulement les lettres de menaces qui succédèrent aux coups de fil anonymes après l’agression, le tout accompagné d’injonctions de partir en Israël.

Bien qu’antisioniste, Igor décida de partir. Lui laissait-on le choix ?

Ils s’installèrent en pleine guerre du Golfe avec leur fille et leurs deux vieilles mères à Haïfa. Igor trouva un travail de chien, mais un travail tout de même. Payé moitié moins que les natifs, mais tant pis. Igor ne se faisait guère d’illusions sur le pays où coulent le lait et le miel. On ne raconte pas de telles salades à un Juif russe qui cite Lénine et Trotski...

Rapidement les voisins leur manifestèrent une hostilité ouverte, leur reprochant par exemple les SCUD. Immigrant = Russe ; SCUD = russe ; immigrant = SCUD. On ne raisonne pas un peuple qui court aux abris. Igor n’essaya pas de raisonner, il se contenta de chercher un nouveau logement.

Au bout de deux mois, ils se firent faire la carte d’identité. Avec l’aide d’un russophone du ministère de l’Intérieur, Igor remplit le formulaire en mettant « Juif » dans la case nationalité, mais « chrétien » dans la case religion. Devant la stupéfaction des fonctionnaires, il dit que son père s’était converti et qu’il le respectait trop pour changer quoi que ce soit à présent. Il fut mis à la porte après s’être entendu dire de retourner chez lui.

Où ça, chez lui ?

Or, à Moscou, Igor avait déjà tout expliqué, il avait même dit que son épouse n'était juive que par son père, ce qui lui donnait en Russie le droit de se faire traiter de sale youpine. Comme à Boris, on avait répondu que cela ne posait aucun problème...

Malgré son âge, Igor trouva un travail de force dans le bâtiment. Et dans ce métier, quand les beaux jours arrivent, on travaille en maillot de corps. C'est là qu'apparut la petite croix qu'il portait au cou.

– Qu'est-ce que c'est que ça ?

Le calvaire commença.

Il résista à toutes les pressions qu'on fit sur lui pour lui faire retirer sa croix. Il la vénérât comme si elle avait été la tombe du défunt. Et puis c'était aussi une question de principe. Son entêtement lui fit perdre successivement deux jobs, il décida d'aller chercher du travail chez les Palestiniens. Il ne manque pas en Israël de petites entreprises dirigées par la bourgeoisie arabe locale. Igor n'est pas raciste...

Là, il y eut un scandale. On parla de lui dans les journaux : « Un juif converti complotait avec les Arabes. »

Il dut subir huit fois la visite à domicile de rabbins qui venaient l'enjoindre de se convertir : « Reviens dans le droit chemin. » Déjà, être chrétien est mal vu, mais être juif converti au christianisme... Dans la rue, des religieux arrachèrent la croix du cou de sa vieille mère.

Ils commencèrent à avoir peur physiquement.

Partir, mais où ? Avec quoi ? Ils n'avaient plus rien et toujours pas de carte d'identité, alors qu'en principe on la reçoit au bout de deux mois. Six furent nécessaires à le faire céder : il accepta enfin de marquer « juif » dans la case religion pour avoir sa carte, sans laquelle il ne pouvait prétendre à rien. Il céda à cause de Iulia.

Iulia gagnait sa vie comme femme de ménage chez des bourgeois, où elle échappa de justesse à deux tentatives de viol. Par deux fois ils déposèrent plainte pour se faire moquer d'eux. « Et tu es bien sûre que tu n'étais pas d'accord ? », ironisèrent les policiers.

On sait que les Russes sont des milliers à monnayer quelques minutes de charme pour échapper à la misère. Alors, selon la même logique que pour les SCUD, on arrive à Russe = putain, et malheur à celle qui résiste. Hypocrite ou salope. Iulia était en danger permanent. Elle cessa de sortir de la maison.

Puis un jour, un monsieur travaillant dans la mode vint chez Igor et lui proposa un marché. Il avait besoin d'une belle fille pour présenter ses modèles ; il lui achetait la sienne pour trois mille shekels...

Devant le consulat d'Union soviétique, les queues commencent à se former. On passe des heures à attendre. La queue, on sait faire. Et la réponse tombe. Non. Impossible. Pas de retour possible.

Alors on essaye les autres consulats. Qui refusent de donner un visa à des Russes sans passeport.

Les autres, les Israéliens de souche, ils ont des passeports, ils peuvent sortir et ils ne s'en privent pas.

Les Russes n'ont pas de papier. Ils sont coincés là.

Alors on ronge son frein. On s'angoisse.

Il doit y avoir une solution. Une solution qui ne soit pas le vol. Une solution qui ne soit pas la prostitution.

On est des hommes, des hommes libres, non ?

Voire...

LE RÊVE DE NICOLAÏ

Une avenue immense, interminable. Des kilomètres d'immeubles sombres au pied desquels ne scintillent ni vitrines ni panneaux publicitaires, simplement éclairés de tristes lampadaires. Difficile d'y voir. La bouillasse faite de neige fondue et de crasse recouvre les phares d'une couche tellement épaisse qu'on les croirait éteints. L'aimable Français d'origine géorgienne rencontré dans l'avion qui m'a proposé de me mener en ville s'arrête brusquement sur le bas-côté quand je lui demande si ses lanternes fonctionnent. Il passe dessus un énergique coup de chiffon et le miracle se produit : un faible faisceau précédera désormais notre véhicule.

Entre le panneau annonçant Moscou et le centre-ville, de longs kilomètres défilent, imprimant en moi ce sentiment qui ne me quittera pas jusqu'à mon départ : je viens d'entrer au royaume de la grisaille.

Il y aura un bref intermède à cette tristesse. Il durera le temps d'une visite à la place Rouge. Rouge comme les briques, rouge comme les étoiles lumineuses surplombant le Kremlin, rouge qui dit « beau » en russe ancien. C'est beau, en effet, et le mot est faible tant cette beauté-là, faite des dômes colorés de la cathédrale Saint-Basile, de ceux dorés des églises du Kremlin, de la magnifique perspective de la grande place pavée, côtoie de disgrâce. Disgrâce des blocs hideux qui servent de maisons, celle que l'on croise dans le souterrain menant de l'avenue Gorki à la place, ces visages gris de gens pauvrement vêtus, coiffés de bonnets, foulards ou toques aux couleurs ternes. Moscou est pauvre et triste, la pauvreté n'a rien d'esthétique.

Il fait froid, et ce n'est rien, dit-on. Juste un petit moins trois ou quatre, pas de quoi effrayer un Moscovite. Mais qui fait rêver à un intérieur chaleureux, à un appartement de gens habitués à tuer l'hiver et le gris par la coquetterie d'un foyer. Hélas ! La famille qui m'accueille ne fait pas mentir la réputation de l'hospitalité soviétique. Dieu qu'ils sont vivants, gais, empressés et adorables. Mais ils vivent dans un capharnaüm insensé fait de boîtes qui s'empilent jusqu'au plafond, de dizaines de petites choses inutiles et laides entassées dans trois pièces en enfilade sur un couloir sombre. La chasse d'eau tient par un élastique, la douche fuit, la table du minuscule boyau qui sert de cuisine est le centre de la maison, et le piano est perdu sous un amoncellement d'on ne sait quoi.

Tout serait-il sombre à Moscou ?

Mais ce n'est pas la beauté que je suis venue chercher à Moscou. Je viens à la rencontre des candidats juifs au départ pour Israël. Comment, pourquoi quittent-ils tout, sans espoir de retour, pour la poudrière moyen-orientale ?

Ce n'est pas la beauté que je cherche à Moscou, mais c'est pourtant elle qui me saute aux yeux quand je croise la silhouette, le sourire, le visage, le regard de Nicolai.

Tout est beau en Nicolai, il est beau comme dans un livre d'images. Enfant, j'ai dû voir ce visage et cette majesté sur une Histoire sainte qui représentait Dieu le père en un barbu neigeux au sourcil broussailleux. La barbe de Nicolai est grise, mais longue et taillée. Ses cheveux si blancs sont abondants comme ceux d'un jeune homme, mais rien chez lui ne viendrait cacher, trahir son âge. Nicolai est un vieux monsieur, sa beauté est celle d'un vieillard.

Mon premier contact, établi grâce à des amis parisiens, est Katia, la fille aînée de Nicolai. Quand je lui ai dit que je venais rencontrer des Juifs pour écrire un livre sur l'émigration en Israël, elle a appelé son vieux papa. Il est accouru. Il est là, accoudé sur la table de la cuisine. Il passe de temps à autre sa main noueuse sur sa barbe blanche. Il parle très mal l'anglais et se sert de sa grande fille pour ouvrir vers moi le chemin de la communication. Katia a quarante ans. Prise d'un gros rhume, elle abandonne régulièrement son travail de traductrice pour éternuer dans un mouchoir. Malgré son indisposition, elle est séduisante au possible mais je n'ai d'yeux que pour Nicolai. Un courant de tendresse passe entre nous, il ne se démentira pas de tout mon séjour.

Nicolai raconte. Il dit que ceux qui sont partis par idéal sont déjà là-bas depuis quinze ou vingt ans, et que seuls quelques vieux désireux de mourir sur la terre de leurs aïeux partiront avec le sentiment de « retourner au pays ». Je lui demande s'il veut dire qu'il y a peu de sionistes parmi les candidats à l'émigration, et le mot le fait tressaillir. En Russie soviétique, on a appris pendant des décennies, que le sionisme est le mal absolu : on n'emploie pas ce mot à la légère, même au temps de la *perestroïka*.

Tous ceux, la majorité, qui partent ou vont partir, ne sont donc pas sionistes, au sens où nous l'entendons en Occident, c'est-à-dire des gens qui partent vivre en Israël par idéal. Ils iraient aussi bien aux États-Unis, en Allemagne ou au Canada si cela était possible. Ce qu'ils veulent, c'est réussir leur vie professionnelle et sociale, ce qui leur semble possible en Occident. Or, Israël, c'est plus simple. Et puis, c'est un droit. Dit-il.

Un droit, et apparemment une nécessité, une urgence même. Car en Russie de 1991, l'antisémitisme, tapi dans l'ombre pendant de si nombreuses années, reparaît, enfle, se fait de plus en plus voyant. Plus les Russes se libèrent, plus ils libèrent leur antisémitisme. Hier on se disait « antisioniste », aujourd'hui on a moins de complexes. Un écrivain répondant au doux nom de Valentin Raspoutine a déclaré publiquement : « Tous les Juifs doivent être jugés. »

– Au marché, récemment, une vendeuse m'a dit que je n'avais qu'à partir, que la Russie n'était pas faite pour nous, les Juifs, raconte Nicolaï.

Un peu dur à croire. Non qu'une perfidie raciste semble inconcevable, mais il ne porte pas d'étoile jaune, que je sache.

– Comment savait-elle que tu es juif ?

Sa fille bondit.

– Mais ça se voit. À ma tête, à la sienne, on peut voir dans la rue que nous sommes juifs, immédiatement.

Ils sont bien malins, ces Russes. Moi qui depuis des années fréquente des juifs de toutes origines, je suis bien incapable d'une telle perspicacité ! Je me remémore ces films montrant les spécialistes nazis du dépistage, capables, en passant devant des hommes alignés, de montrer du doigt ceux qu'on enverrait à la mort.

Nicolaï est dans son élément. Architecte à la retraite, il s'occupe de la communauté juive avec amour et dévouement.

Il est à leur disposition, il les rencontre partout où il le peut, leur donne des conférences au cours desquelles, armé d'une carte d'Israël, il leur explique ce que sera la vie là-bas, à quoi ressemble la Galilée où il était l'été dernier. Il va se mettre à la disposition de mon enquête avec la même générosité.

– Que veux-tu savoir ? demande-t-il, attentif, souriant.

– Je viens tenter de comprendre comment et pourquoi les Juifs de Russie passent d'une catastrophe à une autre catastrophe, lui dis-je.

C'est tout ce que j'ai trouvé pour traduire en anglais simple « passer de Charybde en Scylla ». Et j'imagine naïvement que, puisque Nicolaï était en Israël l'été dernier, il sait de quoi je parle.

Je me suis trompée.

– De quelle catastrophe parles-tu ? demande-t-il en haussant les sourcils.

– Mais de l'intégration des Juifs russes en Israël, m'exclamé-je, croyant énoncer une évidence.

Il ne laisse plus sa fille traduire, il prend la parole, visiblement ému.

– Ce n'est pas une catastrophe, dit-il dans un anglais hésitant. C'est une grande chose. Très belle. Véry biôtifoul.

Nous ne sommes pas sur la même longueur d'ondes ! Je pourrais lui parler de la détresse des immigrants, de la prostitution, des suicides, des ingénieurs et des médecins désespérés de passer le balai. Mais je préfère lancer le débat sur un autre terrain, plus évident peut-être, plus facilement accessible sans doute : les Arabes israéliens.

Nicolaï ne comprend plus, plus du tout. Il prend mon cahier, dessine une carte d'Israël sur laquelle il marque clairement les Territoires, et il trace une croix sur la Galilée.

– Là, dit-il, c'est la ville nouvelle de Carmiel. C'est là que j'étais. C'est en Israël, pas les Territoires. Sais-tu qu'à peine 0,5 %

des immigrants vont dans les Territoires ? Moi je te parle d'Israël même, de la Galilée. Tu comprends ?

Oui, je comprends. Après les déclarations tonitruantes d'Itzhak Shamir annonçant en janvier 1990 qu'une immigration massive nécessite un Grand Israël, toute la mobilisation inquiète des Arabes contre l'*alyah*, tous les communiqués des pays occidentaux, tous les démentis offusqués des Israéliens depuis le début de la vague ont porté sur un point, un seul : installer ou pas les immigrants dans les territoires occupés. Pour les Palestiniens, ce serait la fin du rêve d'y fonder leur État à côté d'Israël. Pour le roi Hussein de Jordanie, la hantise de voir débarquer chez lui un nouveau flot de réfugiés. Pour l'Occident, la mort de l'espoir en une possible solution négociée, pour l'Amérique enfin, le camouflet infligé par le petit à son grand protecteur qui, depuis le début, a dit « non » aux implantations. Pendant des mois et des mois il n'a été question que de ça, l'OLP ayant même déclaré publiquement ne pas s'opposer à l'immigration des Juifs soviétiques à la condition que cela ne soit pas dans les Territoires. À quoi le gouvernement israélien a répliqué, méprisant, que tout citoyen israélien avait le droit de s'installer où il voulait, spécifiant seulement qu'il n'y avait aucune pression pour les mettre ici plutôt que là.

Tempête dans un verre d'eau puisque les Soviétiques ne vont pas dans les Territoires, ou si peu. Un an après le début de l'immigration, on en dénombrait seulement quelques centaines sur près de cent mille arrivés, et encore étaient-ils venus essentiellement dans le cadre de regroupements familiaux, malgré les efforts déployés par les colons pour les attirer. Les Russes sont citadins, ils veulent les lumières de la ville, certainement pas l'ombre des miradors qui veillent à la

sécurité des colonies. Le chiffre de 0,5 % avancé par Nicolai correspond – à la date de novembre 1991 – à mes propres sources. Le problème n'est pas là.

– Nicolai, lui dis-je, là, en Galilée justement, précisément, il y a des Arabes. Beaucoup d'Arabes. Et on leur prend ce qu'ils ont pour le donner aux Russes.

Nicolai a un froncement de sourcils inquiet. Comme il me fait face, il se met de côté et m'invite à faire de même pour que nous regardions la carte ensemble.

– Les Arabes, c'est là, dit-il en désignant les Territoires.

– Là aussi, dis-je, têtue.

– NON.

Il ne veut pas.

Israël, selon Nicolai, est un bien beau pays et le vieil homme lui voue tout l'amour dont il est capable. Rassemblant le peu de moyens dont il dispose, ajouté à ceux de candidats comme lui à l'émigration, il a pu, l'été dernier, se rendre là-bas, et il en garde un souvenir ému.

Carmiel, Carmiel la belle, la si belle. Sans doute a-t-il en tête les grandes statues de bronze qui ornent le jardin public si vert. Carmiel est une merveille juive en terre juive. Ça ne se discute pas.

– Nicolai, je connais aussi Carmiel.

Il fronce les sourcils. Non, pas aussi Carmiel.

– Nicolai, m'entêté-je, à Carmiel aussi on exproprie des Arabes.

Il secoue la tête obstinément. Sur la carte qu'il a hâtivement dessinée sur une feuille de papier, il enserre amoureusement l'Israël légal de ses deux mains : « Ça, c'est Israël. » Le reste, les Territoires, il le balaie d'un revers de main et dit : « Arabes. »

Katia traduit toujours, et je sens que je l'agace. Elle n'aime pas que je vienne contrarier son vieux papa, mais je m'obstine

à tenter de faire comprendre à mon nouvel ami que dans son Israël chéri il y a aussi des Arabes, et que ceux-ci souffrent de la venue des Russes.

Peine perdue pour aujourd'hui, l'heure tourne, il doit partir. Juste avant de disparaître, il me fait dire par sa fille :

– Vois-tu, tu raisones comme une femme, tu ne vois que l'aspect superficiel des choses. Je vais t'expliquer ce que c'est qu'Israël.

Il n'en démordra pas. Israël est le paradis, le plus beau pays du monde, la plus belle démocratie possible.

Les Arabes ? D'un revers de main il les a éliminés du territoire israélien. Ceux des territoires occupés n'existent guère plus. À lui comme à ceux qu'il m'a fait rencontrer j'ai posé la question :

– Vivrais-tu dans les Territoires ?

– Mais bien sûr, s'est-il exclamé. Je n'ai pas du tout peur des Arabes et je ne verrais aucun inconvénient à vivre à côté d'eux.

D'autres ont répondu :

– En aucun cas. J'ai une petite fille. Je ne peux pas prendre le risque.

D'autres enfin :

– Honnêtement, je ne sais pas. Il faut voir. D'ici je ne peux pas savoir si c'est risqué ou pas.

La question est politique et personne ne l'entend, chacun décide en fonction de lui-même. Pas un ne soupçonne que les Arabes puissent avoir leur mot à dire, pas un ne subodore que son arrivée puisse léser quelqu'un, que la terre qu'on lui allouera sera prise à d'autres. Ils n'ont même pas la notion que la question puisse être morale. Ce que fait Israël est bien.

La relation qui s'instaure entre Nicolaï et moi relève de l'amour, un amour de père à fille, de fille à père, mais rien de moins. Quand il téléphone pour me fixer un rendez-vous, il me recommande de bien me couvrir, car le thermomètre vient de baisser. Si j'ai faim, il me donne à manger. Si une remarque, un détail, m'ont touchée, il me demande immédiatement ce qui me rend si triste. Il m'emmène partout, dans ce Moscou glacé et blafard ; il trotte à mes côtés comme un jeune homme.

Ce matin, il vient me chercher et j'apprécie sa ponctualité : il fait moins quatre, je ne tiendrais pas à battre la semelle au pied de l'immeuble de mes hôtes à contempler le chantier de construction qui dure, dit-on, depuis quinze ans.

Nous quittons le centre-ville pour un quartier qui veut bien ressembler à ce qu'a été Moscou « avant ». Bâtiments plutôt bas, et non plus ces horreurs en hauteur que le modernisme met dans toutes les grandes villes du monde. Au centre d'une petite place, une statue de Lénine représenté en étudiant. Et, derrière un bâtiment, annoncé par aucun panneau, un centre culturel juif. Nicolaï sourit d'aise : il aime le lieu, il en est fier. Dans cette maison se sont rencontrées des générations de Juifs venus là pour apprendre, se retrouver, se cultiver, organiser la lutte ou la fuite... Il s'agit de l'ORT, créée en 1890 pour fournir aux Juifs une formation technique et agricole, fermée par Staline en 1930 et rouverte depuis 1990. C'est aujourd'hui un centre d'adaptation mis à la disposition des ingénieurs pour les mettre à niveau en matière d'ordinateurs. Ce que j'ai entendu en Israël est donc vrai : les Russes, si fiers de leur formation et de leurs diplômes, sont en fait totalement en retard sur le plan technologique. Excellents sur le plan théorique, ils sont devant un ordinateur comme une poule devant un couteau. Les organisateurs de l'*alyah* font face à tout. Dans une grande

pièce aux murs blancs et au plafond haut, des ingénieurs s'initient au DOS et aux tableaux graphiques.

– Avec leur savoir théorique et ce que nous leur apprenons ici, ils se feraient de l'or en barre en restant dans ce pays, explique Arieh, le fort aimable directeur du centre. Ici tout va changer, il y aura des places mirobolantes à se faire. Mais qui peut dire de quoi sera fait demain pour nous les Juifs ?

Pour cet ingénieur qui parle hébreu couramment (il a fait son *alyah* dans les années 1970 et revient à Moscou pour aider les autres à partir), les Juifs qui refusent d'aller en Israël sont des inconscients du type de ceux qui n'ont pas cru la menace nazie. Conscient – qui ne le serait ? – que ceux qui partent iraient tout aussi bien en Allemagne ou en Amérique, il considère que c'est une folie, et prend Kohavi pour un imbécile. Un juif restera un étranger partout sauf en Israël. C'est là-bas que c'est bon pour eux.

On est là au cœur du sionisme convaincu et militant. Notre interlocuteur consacre son existence à aider les juifs à atteindre la Terre promise. Ses arguments tiennent la route.

Dans la pièce d'à côté, une dizaine d'ingénieurs sont penchés sur ces ordinateurs personnels sous la conduite de deux moniteurs. Ils acceptent volontiers que nous venions les interrompre.

Celui-ci a cinquante-quatre ans et fournit une seule raison de partir.

– Je veux protéger mes enfants. Là-bas au moins il n'y a pas de drogue, dit-il.

Je manque m'étrangler, mais ravale mon sursaut. Comment dire à ce malheureux que les drogues dures en Israël sont vendues dans des proportions effrayantes ? Ça ne servirait à rien, et d'ailleurs ce n'est pas pire en Israël qu'ailleurs. C'est son illusion qui est suffocante.

Celui-là a quarante-quatre ans, il est géographe et vient apprendre à se servir d'un ordinateur car il a entendu parler de difficultés qu'on a en Israël à travailler dans sa branche. Alors pourquoi partir ? Ici on n'a pas d'avenir, dit-il. Mais il ajoute l'argument-massue (celui qui à chaque fois reviendra et explique à lui seul toute cette migration de masse) : personne ne veut de nous et Israël nous réclame.

Et c'est irrésistible.

Ils donnent l'impression d'être cette jeune fille mal aimée, sensible et délaissée car trop vilaine, qu'un amoureux transi enverrait chercher pour lui promettre non seulement le mariage, mais l'amour fou. Bien maligne celle qui saurait voir le piège d'une telle promesse. Le sionisme parle à l'ego, à la part la plus sensible de l'être, il parle au narcissisme d'une population depuis trop longtemps mise à part et maltraitée. De la haine à l'amour. De la terreur à la sécurité. De la négligence à l'attention amoureuse. Qui résisterait à une telle perspective ?

Cette jeune femme, peut-être. Elle s'appelle Sveta, elle a vingt-sept ans. Israël, elle aimerait bien, «c'est la patrie des juifs», dit-elle. Mais elle a peur. Elle a entendu parler des difficultés là-bas. Bien sûr, elle sait que ça s'arrangera, question d'un an ou deux, (tout le monde dit ça dès qu'on aborde de problème), mais elle a peur quand même : elle est célibataire. Et elle a entendu dire que ce n'est pas bon.

Ce qui caractérise ces entretiens, c'est que finalement on y entend à peu près toujours la même chose. Et à tel point qu'un soir, alors que j'interviewe les membres d'un cours d'hébreu, Nicolaï intervient pour leur demander d'être sincères.

– Ici, explique-t-il, on a l'habitude de dire comme on croit qu'il faut dire. Quand tu veux que les gens soient honnêtes dans leurs déclarations, il faut le leur spécifier !

Un instant me revient en mémoire l'enthousiasme de ces Russes de Carmiel, chassés de leur domicile par la misère et s'obstinant à dire que Carmiel c'est bien et qu'on est heureux ici...

Ce que racontent les élèves de ce cours pourrait se résumer de la manière suivante :

– Israël est le pays des juifs : il y a la Russie pour les Russes, l'Ukraine pour les Ukrainiens, et Israël pour les juifs.

– Même si nous voulions rester en Russie, elle ne veut pas de nous ni personne d'ailleurs, alors qu'Israël nous réclame.

– Il y a des problèmes là-bas, mais ça s'arrangera.

– Les Territoires, on ne sait pas encore.

L'intervention de Nicolaï va libérer quelques vocations à dire autre chose :

– Je m'en vais pour manger, dit quelqu'un.

Celui-là me prend aux tripes. J'ai quitté la maison de mes hôtes ce matin vers 11 heures, il est vingt heures passées et je vais tomber d'inanition. J'ai tourné toute la journée avec Nicolaï dans ce Moscou de pénurie, dans cette ville sans magasins, où les rares lieux destinés à l'achat de nourriture affichent « plus de pain », « plus de beurre », « plus d'œufs », « plus de fromage », « plus de sucre », « plus de viande ». Ce matin j'ai mangé de la confiture à la petite cuiller. Il ne restait que ça dans le placard familial. Et je ne mange jamais de confiture. Le premier jour, j'ai voulu refuser un morceau de gâteau mais j'ai compris à la mine de mon hôtesse que je lui faisais ainsi injure : elle avait passé des heures à faire la queue pour dénicher cette chose ronde et cartonnée, dont la première bouchée fit éclater sur mes papilles un violent goût de poisson. Le troisième jour, j'ai dévoré ma part.

On comprend à Moscou comment on grossit quand il n'y a pas à manger : le corps fait des réserves et le moindre morceau

profite double. Pour se caler on avale ce qui est bourratif : des céréales arrosées de marmelade (ça se conserve, on n'ose imaginer depuis combien de temps ces denrées sont sur l'étagère...). Il n'y a ni légumes ni fruits ni salades, rien de frais. J'ai eu faim à Moscou, faim toute la journée. Ceux qui vont en Israël vont vers l'abondance, les autres sont coincés. Ce matin mon hôtesse a passé toute la matinée à faire la queue pour acheter à manger. Elle est rentrée au bout de quelques heures, le nez bleu, pour enfiler des chaussettes plus chaudes et rajouter un pull-over aux strates qu'elle avait déjà sous le manteau, et elle est repartie en courant après m'avoir montré comment elle avait pu quitter la queue : en marquant « cent soixante-dix » sur sa paume au stylo à bille, son numéro d'ordre dans la file d'attente.

À cette date, Gorbatchev annonçait l'entrée en vigueur très prochaine de la vérité des prix. Les spéculateurs stockaient pour revendre.

Le départ massif des Juifs soviétiques pour Israël pourrait n'avoir qu'une seule raison, celle-ci est suffisante. Qui oserait les juger ?

Comme nous quittons le cours, nous croisons dans le couloir les participants à la leçon suivante, et nous rencontrons un élève que j'ai interviewé à l'ORT. Il suffit d'avoir déjà vu quelqu'un une fois pour avoir l'impression, à la deuxième, qu'on peut se parler comme de vieilles connaissances. Il s'assoit à côté de moi sur une chaise et veut papoter.

Il va partir bientôt, il vient apprendre l'hébreu, et comme il a compris que je connais bien Israël, il veut peut-être en entendre un peu plus... Que lui dire ? Qu'il court vers le chômage et la désillusion ?

Il ne pose pas de question, en fait il explique. Il a déjà tout vendu, son appartement, ses meubles les plus encombrants, et

il n'a même plus de travail. Il a quarante ans, une femme et une petite fille. Il part.

Je sens l'angoisse sourdre sous son amabilité chaleureuse. Il n'a plus rien à dire, il se lève et va pour rejoindre son cours. Puis se ravise et revient sur ses pas :

– Dis, c'est vrai ce que tu as dit, qu'en France on peut être juif et français ?

L'Agence juive se découvre à mon regard par un beau matin radieux et frisquet qui me réconcilie un peu avec Moscou. Quand se déchire la grisaille, il est des façades d'immeubles qui se révèlent superbes, et la mémoire d'un peuple qu'on croyait broyée par l'architecture stalinienne se découvre à un angle de rues ou une façade d'église. L'Agence juive, la Sokhnout, est dans l'arrière-cour un peu lépreuse d'une maison qui a dû être une demeure bourgeoise, carrée, belle. Il fait si beau que tout est beau ce matin-là. Un coup de sonnette, on ouvre. Ni fouille, ni paranoïa sécuritaire.

Au rez-de-chaussée les gens entrent et sortent, se croisent sans se voir et personne ne semble vouloir faire attention à moi. Je reste un long moment debout, expliquant à qui veut bien s'y intéresser – et attendant qu'on vienne me chercher comme promis – que je viens faire une enquête sur l'*alyah*.

Au mur, une affiche. Sur un lit d'épines, un chardon fleuri, et ce commentaire : « Nous ne vous promettons pas un jardin de roses. » Il s'agit du refrain d'une très belle chanson en hébreu que j'ai entendue il y a bien longtemps, au temps de la guerre de Kippour.

Ils pourront dire plus tard : « On vous avait avertis. »

Le directeur de l'agence me remet brusquement en pleine ambiance israélienne. Le temps qu'il ouvre la porte de son bureau et me fasse signe d'y entrer, et je suis à Tel-Aviv : affabilité

bruyante, rire joyeux, il trouve le moyen, avant que j'aie eu le temps de m'asseoir, de me faire un compliment un rien, un soupçon gaillard : « Tu ne vas pas me faire croire que j'ai mieux à faire en te recevant qu'à recevoir madame, non mais tu t'es regardé ? », dit-il en roulant des yeux gourmands à mon adresse tout en éconduisant un importun.

Il est l'Israélien que je connais depuis vingt ans : dragueur, bon vivant, souriant, rigoureusement irrésistible. C'est de cette gaieté, de cet appétit et de cet amour de la vie que tant de jeunes, comme moi hier, sont tombés amoureux. L'espace d'un instant je gomme les Palestiniens, les discriminations, la pauvreté, les mensonges et la propagande. Il faut être indulgent envers ceux qu'a séduits le sionisme, les sionistes sont trop séduisants !

Nous parlons chiffres, le sérieux s'installe.

En novembre 1990, c'est-à-dire exactement un an plus tôt, trente-six mille Juifs soviétiques atteignirent Israël ; ce fut le sommet de l'immigration. Jamais auparavant, ni depuis, il n'y eut une telle ruée. À la date où je suis assise dans le bureau d'un des principaux rouages de cette immigration, le chiffre n'atteint pas les dix mille en un mois. La chute est considérable. Et l'explication toute prête :

– C'est la faute aux lettres de Doda Bluma, explique mon interlocuteur. Tu comprends ce que ça veut dire ?

Pas la peine de connaître l'expression pour la comprendre. Doda, c'est tante, ou tatie, et Bluma est le nom imaginaire qu'on peut attribuer à une Juive soviétique. Blum est un nom juif, Bluma est la féminisation à la russe du patronyme. Il est donc clair, à la fois que l'immigration se ralentit alors qu'on est encore très loin d'avoir fait le plein des Juifs soviétiques, et que c'est l'intégration catastrophique des premiers arrivés qui en est la cause. Si Tatie Bluma écrit de ne pas venir, compte tenu de ce qu'on voit ici, c'est que c'est grave.

Or, il n'est pas question pour autant de remettre en cause la nécessité de l'immigration, et il y a pour ça une justification historique : c'est toujours comme ça que ça se passe, la Sokhnout a l'habitude. Les deux premières années, explique-t-il, les immigrants ont une approche très négative d'Israël car ils restent tournés vers le passé. Au cours de la deuxième période qui dure deux ans de plus, ils sont occupés à un nouveau travail et un nouveau logement, ils écrivent déjà quatre fois moins. Au bout de cinq ans, quatre-vingt-cinq pour-cent d'entre eux sont intégrés et n'écrivent même plus cinq lettres par an. On a gagné.

«Ça s'arrange» ne signifie donc pas que les immigrants sont contents, mais simplement qu'ils n'écrivent plus aux autres de ne pas venir. Dans la seconde période, ils sont trop occupés pour ce faire... Le but de la Sokhnout n'est pas de faire en sorte que les immigrants se portent bien, mais qu'ils n'empêchent pas les autres de venir. L'immigration est clairement le but, pas le moyen.

J'explique à mon interlocuteur ce que je sais de l'intégration des Russes en Israël : la prostitution, la pauvreté, le prix des loyers insensé et les familles qui s'entassent à plusieurs par appartement pour pouvoir les payer. Il sourit, il connaît, il ne nie rien.

— Tu as déjà vu comment on vit ici ? demande-t-il, toujours affable. Tu n'ignores pas tout de même que de vivre à plusieurs dans un même logement est chose courante à Moscou. Par ailleurs, la vie chère, laisse-moi rigoler : ici la vie est bon marché mais il n'y a rien à acheter. Je t'assure, je connais bien les Juifs soviétiques, s'ils râlent là-bas c'est pour les raisons que je t'ai dites, ils ne perdent pas au change, c'est moi qui te le dis.

C'est l'argument qui reviendra jusqu'au bout de l'enquête. Dès qu'un Russe se plaint de la difficulté de vivre en Israël on

lui renvoie les difficultés qu'il a laissées derrière lui, et l'affiche au jardin de roses est là pour attester qu'on l'avait prévenu.

Les chiffres concernant le potentiel d'immigration sont variables selon les interlocuteurs. En son temps, Kohavi avait avancé celui, terrifiant, de sept millions, comportant à la fois tous les Juifs et tous les conjoints ou parents non-juifs susceptibles de bénéficier de la loi au retour par le biais de la réunion des familles. J'ai entendu parler également de quatre millions, avancés pour expliquer qu'Israël doublerait sa population. Le chiffre qui est communiqué ici est beaucoup plus parlant et il semble le plus intéressant : il concerne le nombre de demandes déposées à la Sokhnout. Il est d'un million deux cent mille, dont un quart est déjà dans la place. C'est déjà énorme.

En Israël, une seule logique a cours : il faut faire venir tous les juifs, à n'importe quel prix. Et l'angoisse m'étreint d'imaginer ce qui se trame avec la participation active de ce délicieux bonhomme qui me fait face.

Car soyons clairs : même si la nécessité de quitter l'URSS est évidente et justifiable (il reste qu'on aimerait savoir par quelles complicités au sommet Pamyat a les honneurs des ondes) il est manifeste, et incontestable, que tout est fait pour les envoyer en Israël et en Israël seulement, quand personne ne nie qu'ils aimeraient mieux aller ailleurs. « Ils ne sont pas sionistes », affirme en personne le directeur de la Sokhnout. Cela saute aux yeux. Ils pensent à eux et à leurs enfants, Israël est celui qui veut d'eux quand les autres ferment leurs portes.

Mais là-dessus aussi il y a des choses à dire.

Les efforts déployés par le gouvernement israélien pour faire venir les Juifs russes en Israël et en Israël uniquement sont là-bas de notoriété publique et ne datent pas d'hier.

En octobre 1987, soit près de deux mois avant le début de l'Intifada, le problème avait déjà été au centre d'une discussion entre Itzhak Shamir et le secrétaire d'État américain, George Schultz, en visite à Jérusalem. À cette époque, le nombre des Juifs quittant l'Union soviétique avec l'aide d'Israël et lui faisant faux bond au profit de l'Amérique atteignait des proportions record : plus de quatre-vingt-dix pour cent. Alors que Washington insistait sur la nécessité de laisser la liberté de choix aux émigrés, Shamir avait demandé avec insistance – et en vain – que les États-Unis cessent d'accorder le statut de réfugiés politiques aux Juifs soviétiques qui en faisaient la demande.

Selon Monsieur Shamir, pour sortir d'URSS les requérants entraient en possession de documents israéliens qui en faisaient des citoyens libres d'un pays démocratique et ils ne pouvaient plus, de ce fait, prétendre au statut de réfugiés. Pour atteindre l'Amérique ils devraient alors le faire en qualité d'immigrants. Les États-Unis sont féroces pour ce qui concerne les quotas d'immigration et beaucoup moins regardants dès qu'il s'agit de réfugiés, surtout s'ils viennent d'un pays communiste. Telle fut l'argumentation développée par le Premier ministre de l'État juif. Singulière façon de venir en aide aux victimes de l'antisémitisme.

Le problème fut l'objet de vifs débats à la Knesset quand, en juin 1988, le gouvernement décida d'obliger tous les détenteurs d'un visa délivré par Jérusalem à se rendre en Israël. C'est Israël qui permettait aux Juifs soviétiques de sortir (en mettant sur pied un vaste réseau de liens de parenté, réels ou imaginaires, qui justifiait la réunification des familles), et il n'y avait pas de raison qu'elle n'en tire pas les bénéfices. « Israël n'est pas une agence de voyage », avait protesté Simha Dinitz, le travailliste président de l'Organisation sioniste

mondiale, c'est-à-dire la Sokhnout. Avec une belle cohésion, le gouvernement d'union nationale, allié pour l'occasion à la droite ultra-nationaliste Tehya, décida de supprimer l'escale de Vienne qui permettait aux fuyards, depuis des années, d'atteindre l'Occident. Jusqu'alors ils quittaient Moscou sans espoir de retour, atteignaient l'Autriche, où ils étaient pris en charge par diverses organisations caritatives juives qui les acheminaient où bon leur semblait. Au moment du débat, le nombre des « déserteurs » avait atteint le chiffre record de quatre-vingt-onze pour-cent ! C'était là un scandale auquel il fallait mettre un terme.

Le député Matti Peled, ancien général devenu pacifiste résolu, déposa une inutile motion de censure pour protester contre cette décision. « Le sionisme affirme être la solution du problème juif. En fait, le gouvernement israélien conçoit le judaïsme comme une solution aux problèmes démographiques israéliens », protesta-t-il. La grande presse sembla soutenir les positions du député, puisqu'elle titra sur le « sionisme forcé ». Mais la chambre israélienne n'en eut cure et permit, des travaillistes à l'extrême-droite, le stratagème qui fit entrer les Juifs soviétiques dans un entonnoir passant directement de leur patrie d'origine vers Tel-Aviv.

Quand les Zilberman quittèrent Moscou, ils avaient essuyé de tous les consulats occidentaux un refus systématique de visa. « Allez en Israël », leur fut-il répondu, unanimement.

Ils montèrent dans un avion qui les emmena à Varsovie. À leur arrivée, ils découvrirent que toute la piste était encerclée de soldats armés et d'une grande quantité de civils. Ils furent alors aussitôt entourés par des membres de la Sokhnout qui les installèrent dans un grand hall gardé par des chiens. Là, ils leur prirent leurs visas, vérifièrent le contenu de leurs bagages, et les firent monter une demi-heure plus tard dans

un Boeing de la compagnie El Al. C'est seulement alors qu'ils récupérèrent leurs papiers.

Dans le hall de l'aéroport, ils avaient dû laisser tous leurs bagages, y compris les plus petits paquets. Une fois à Tel-Aviv, ils durent de nouveau donner leurs visas, qu'on ne leur rendit que plusieurs heures plus tard, quand toute la procédure fut terminée.

Sur ces visas était indiquée la mention « Israël S/U », ce qui signifie « Israël, pays conventionnel ». Auraient-ils voulu, à Varsovie, exploiter ce fait pour demander à aller ailleurs qu'ils ne l'auraient pu puisqu'on ne leur rendit leurs visas qu'une fois dans l'avion. Auraient-ils tenté, comme ils l'avaient un instant envisagé avant de voir le barrage d'hommes armés, de sortir en courant du hall qu'ils auraient laissé derrière eux leurs moindres bagages.

En d'autres termes on ne leur a pas laissé la plus petite chance d'aller ailleurs.

En juillet 1988, le gouvernement américain déclara qu'il ne s'opposerait pas à une modification attendue du processus visant à réduire l'exode aux États-Unis et affirma qu'il aiderait même Israël pour que s'implantent dans ce pays davantage de Juifs soviétiques.

L'escale de Vienne devait donc être supprimée et remplacée par une escale à Bucarest à partir de laquelle la fuite n'était pas vraisemblable. Partant du principe qu'un Juif qui quitte l'URSS ne va pas chercher à émigrer en Roumanie, les Israéliens obtinrent, avec l'actif soutien des États-Unis, que l'Union soviétique (décideur en dernier ressort de la destination de ses avions) n'achemine plus les émigrants ailleurs. Sauf, au fil des mois, vers Prague, Varsovie, Budapest...

À la même période, le ministre autrichien des affaires étrangères en visite à Moscou assurait avoir reçu la garantie

de la part des autorités soviétiques que les Juifs pourraient continuer de choisir librement leur destination. « Vienne restera leur première capitale d'accueil », déclarait-il à la presse, qualifiant les informations disant le contraire de « rumeurs ». La suite lui donna tort.

À Moscou, des tracts dénonçant les Juifs comme source de tous les maux apparurent, plongeant les milieux attachés aux réformes dans la consternation : l'animateur d'un bulletin non-officiel, *Glasnost*, porta plainte pour que les auteurs des tracts soient poursuivis. Il n'y eut pas de suite.

Petit à petit la machine fit son œuvre. Alors qu'en novembre 1988 seuls soixante-dix-huit Juifs ayant transité par Vienne avaient rejoint Israël, dès janvier 1989 le chiffre enfla et crut de façon significative :

- janvier : 248
- février : 336
- mars : 417
- avril : 544
- mai : 613
- juin : 622
- juillet : 801
- août : 938
- septembre : 1 231
- octobre : 1 516
- novembre : 1 936.

Près de 2 500 % en un an !

Sous la pression arabe, le gouvernement soviétique affirma que les Juifs ne sont pas un produit d'exportation qu'on peut diriger vers un pays particulier. Mais dans le même temps, Itzhak Shamir affirmait que l'URSS ne s'opposerait pas à la modification du processus : il n'a pas l'habitude de parler en l'air. Des tractations semblent avoir eu lieu à différents

niveaux, puisque le porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères (dont le travailliste Shimon Pérès était alors le chef), affirmait que l'acheminement des émigrants se ferait bien via la Roumanie, ce qui nécessitait non seulement l'accord des autorités soviétiques, mais également celui des Pays-Bas, représentant officiel des intérêts israéliens depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en 1967.

Parmi les moyens de pression (ou de persuasion, comme on voudra), susceptibles de faire plier Moscou, on peut évoquer pour mémoire l'espionnage. En 1987 avait éclaté le premier très grave conflit entre les États-Unis et Israël. Jonathan Pollard, un citoyen américain, fut accusé d'avoir passé des secrets-défense de la plus haute importance à Israël, lequel les aurait communiqués à Moscou. Le scandale fut particulier, le pays espionné étant le meilleur allié et le considérable bailleur de fonds du pays espion. Une dépêche de l'agence de presse américaine UPI, datée de décembre de cette année-là, fit état d'une information en provenance des services de contre-espionnage américains, assurant que le gouvernement israélien avait ainsi trouvé le moyen de marchander le départ des Juifs d'URSS : je trahis mon meilleur allié si tu me promets de me livrer tous tes Juifs¹.

Ce ne fut apparemment pas suffisant. Gorbatchev restait à cette date attaché à ses bonnes relations avec le monde arabe, qui voyait d'un mauvais œil la perspective d'une ruée juive sur les territoires occupés. Il fallut d'autres arguments pour emporter sa totale coopération.

La machine se mettait en marche, il fallait boucler la boucle et étayer la transaction. Ce sera l'objet d'un des articles des accords de Malte de décembre 1989, considérés par ses

signataires, George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, comme un sommet historique d'une importance sans précédent.

Car que manquait-il pour que la ruée s'opère ? L'ouverture en grand des portes soviétiques et la coopération du gouvernement.

Au milieu des dizaines d'alinéas de l'accord concernant le désarmement, la défense et les armes chimiques, se trouve un paragraphe qui promet l'ouverture de négociations devant conduire à l'octroi par Washington de la clause de la nation la plus favorisée, à la condition que Moscou adopte une loi libérale en matière d'émigration.

Traduction : pour sortir son pays du marasme économique dans lequel il se trouvait, Gorbatchev avait besoin de rejoindre une place normale dans l'économie mondiale, et, pourquoi pas, d'intégrer le Fonds monétaire international, grand bailleur de fonds des pays désireux d'emprunter. Le déficit de l'URSS avoisinait les cent soixante milliards de dollars et la réduction progressive des dépenses militaires ne pouvait suffire. Par contre, ce qui pouvait aider, c'était la levée de l'amendement Jackson-Vanik, datant de 1974, qui restreignait les importations américaines en provenance de l'URSS en lui déniait la clause de la nation la plus favorisée (déjà en raison de ses restrictions à l'émigration de ses Juifs). Gorbatchev eut à Malte la promesse que cela se ferait. Le prix est celui qu'on a compris.

En décembre 1989, dans le mois qui suivit Malte, commença donc la ruée. Un tableau parle mieux qu'un long discours.

¹ Lire à ce propos le livre de Seymour Hersch, *L'Opération Samson*, paru chez Olivier Orban, ainsi que *Time magazine* en date du 28 octobre 1991.

Décembre 1989	3 631
Janvier 1990	4 836
Février 1990	5 706
Mars 1990	7 077
Avril 1990	10 600
Mai 1990	10 293
Juin 1990	11 097
Juillet 1990	15 294
Août 1990	17 850
Septembre 1990	18 725
Octobre 1990	20 324
Novembre 1990	25 186
Décembre 1990	35 295
Janvier 1991	13 360
Février 1991	7 164 (Guerre du Golfe)
Mars 1991	13 336
Avril 1991	16 286
Mai 1991	16 048
Juin 1991	12 525
Juillet 1991	10 325
Août 1991	8 688 (Coup d'État)
Septembre 1991	9 877
Octobre 1991	9 845
Novembre 1991	8 090
Décembre 1991	10 359

Le gouvernement israélien exulta, parla de miracle, et la presse reprit en chœur. Miracle, miracle, miracle. On pleurait, on se congratulait, les cousins de Russie débarquaient et venaient sauver Israël.

Le bonheur eût été total si l'Allemagne n'avait fait sa mauvaise tête. Alors que déjà l'Australie et l'Angleterre s'étaient engagées à ne pas « intervenir », elle fit cavalier seul et proposa d'accorder l'asile aux Juifs soviétiques qui en feraient la demande. Puis annonça qu'elle arrêta provisoirement, en septembre 1990, après en avoir autorisé l'entrée à trois mille sept cents. Puis elle reprit.

Le gouvernement israélien utilisa alors les grands moyens et envoya le successeur de Shimon Pérès au ministère des Affaires étrangères, David Levy. En mars 1991, celui-ci rencontra Helmut Kohl et revint, triomphal, annoncer à la presse de son pays : le chancelier allemand avait personnellement assuré que « l'Allemagne ne servira pas de pays d'accueil pour les immigrants juifs soviétiques, dont le pays est Israël ».

En Israël, personne ne protesta. On aime la polémique et on critique le Premier ministre d'avoir mal fait, ou pas assez fait, ou trop fait. Mais fondamentalement, personne ni à droite ni à gauche ne se dit choqué de toutes les pressions effectuées par le gouvernement sur les divers pays susceptibles d'accueillir des réfugiés et sommés de n'en rien faire. Enfin, en février 1992, le poète Itzhak Laor prit sa plume dans le quotidien *Hadashot* (Les Nouvelles) pour dire, à propos de la gauche : « Tous savaient que les portes des USA et de l'Europe ont été fermées aux malheureux sur pression israélienne. Pas un parti politique n'a été prêt à élever la voix et à dire à propos des immigrants : « Laissez-les aller aux USA ou au Danemark ou en Hollande. Laissez-les aller où ils auront une chance de

vivre comme des humains, de leur travail, fiers et peut-être heureux.» Aucun parti n'a osé leur dire : « Ne venez pas ici, vous n'y avez aucune chance. »

Dans ce bureau baigné d'un pâle soleil d'hiver, cet adorable Israélien, sans aucun doute bon époux et bon père malgré son sourire canaille, est au centre, au cœur de la machine.

Le spectacle est d'ordre surréaliste, quelque chose à la fois de comique, de tragique et d'absurde. Et de douloureux.

Le lieu est celui d'un centre culturel juif comme un autre, et il faut connaître Israël pour savoir qu'on est là dans un centre d'extrême-droite. Au mur, une carte ne laisse pas soupçonner qu'il existe quelque chose appelé communément la « ligne verte », cette ligne de cessez-le-feu de 1948 qui délimite les territoires occupés. Pour les Juifs qui viennent dans ce lieu, la carte d'Israël c'est celle qui est au mur, ce n'est pas le « Grand Israël » mais ça s'en approche. C'est l'Israël de la droite au pouvoir, on sent la griffe du gouvernement en place là-bas.

Ça et là des jeunes jouent avec des ordinateurs, s'initient à certains logiciels qu'ils ne trouveraient nulle part ailleurs, d'autres consultent des cartes ou compulsent des documents. L'Agence juive fait les choses bien, il faudrait le comble de la mauvaise foi pour ne pas le reconnaître. Ces jeunes gens sont en train de s'armer pour la vie en Occident, ce lieu est l'antichambre de l'*alyah* et les efforts déployés pour les aider sont remarquables.

Au milieu de la pièce se trouve un système vidéo qui diffuse une cassette sur la vie en Israël. Tout y est : la verdure insolente, les plages de rêve, le ski nautique sur le lac de Tibériade, les oranges et les pamplemousses qu'on déverse par camions entiers. Une image, soudain, évoque les souvenirs les plus chaleureux, les plus enthousiasmants, les plus irrésistibles

d'Israël il y a vingt ans : sous une pinède touffue à travers laquelle dardent des rayons mouvants, des jeunes vêtus de shorts ultra-courts et de maillots légers se tiennent par la main en chantonnant. Assis en face du téléviseur, un couple de vieux regarde le programme sans mot dire. Engoncée dans des vêtements d'hiver, la babouchka a les jambes si grosses qu'elle ne peut les joindre, et son mari n'a pas quitté une sorte de gros manteau hideux qu'il doit traîner depuis son jeune âge. Et ils regardent, muets, l'univers de nudité voluptueuse que leur promet l'Agence juive. Israël selon la cassette est un paradis des sens, tout n'y est que beauté, légèreté et plaisir. Pour des milliers de jeunes qui connaissent d'Israël ce qu'on en voit en vacances, l'évocation de ce pays réveillera toujours en eux des bouffées nostalgiques de sensualité ensoleillée. De bonne foi ils jureraient à ces deux-là qu'Israël c'est bien ça...

Le tendre Nicolaï ne perd pas une minute, il est tout entier à la dévotion de mon enquête. À peine sommes-nous arrivés qu'il me présente une jeune fille, Ira, qu'il a fait venir tout spécialement pour me rencontrer. Elle parle l'anglais à la perfection et sera là pour traduire toute les interviews. L'interview pourtant qui mérite qu'on s'y attarde, c'est la sienne.

Elle a dix-sept ans et c'est avec tout le sérieux d'une femme d'expérience qu'elle explique pourquoi jamais, en aucun cas, en aucune circonstance, elle n'ira vivre en Israël.

Malgré son jeune âge, Ira a voyagé. Déjà elle est allée aux États-Unis où ont émigré des parents, et de cette première expérience elle a tiré la conviction que l'Occident est de la poudre aux yeux, quelque chose de totalement décadent et sans intérêt. Israël c'est la même chose.

– Tu as vu cette cassette vidéo qui tournait tout à l'heure, lui demandé-je, ça ne t'attire pas un peu tout de même ?

– Mais oui, je l’ai vue. Ma mère travaille ici pour l’Agence juive, je connais tout cela par cœur. De la propagande grotesque, vulgaire. Comme si on pouvait espérer vivre comme en vacances...

Ira ne renie en aucun cas sa judéité, au contraire, elle la revendique. Et même tellement qu’à l’Université elle étudie une spécialité juive. Mais elle est juive soviétique, cosmopolite. Le nationalisme la révolte, la tentation religieuse lui semble rien de mieux qu’une mode. Ira est juive de culture, soviétique de citoyenneté et de cœur. L’antisémitisme ? Mais justement, l’antisémitisme, c’est une raison de se battre. Le combat des jeunes Juifs est ici, à Moscou, pour combattre ces relents du régime des tsars, pour faire de ce pays une démocratie moderne. « Le pays a besoin de nous », dit-elle, fièrement, à l’instar de la fille de Nicolaï qui, il y a quelques jours, m’a fait part de sa fierté : parmi les trois morts du putsch manqué d’août 91, parmi ces trois martyrs de la démocratie naissante, il y avait un Juif.

– Ne crois pas que j’aie envie de rester ici seulement pour une question de principes, insiste Ira. Comme tout le monde, j’ai eu la curiosité de ce qui se passe ailleurs où on nous réclame tellement. Mais je sais lire, et je reçois des lettres de jeunes qui sont partis et qui pleurent. J’ai demandé à une amie : « Quelle est la couleur des feuilles en automne en Israël ? », elle m’a répondu qu’elles ne changeaient pas de couleur. Et la couleur des feuilles d’automne lui manque. Mais oui, ne ris pas.

Il n’y a rien de drôle. Ce sentiment, c’est celui de l’attachement à la mère-patrie, c’est la nostalgie de ce qu’on a connu tout jeune, comme peuvent manquer les cheminées d’usine et les corons, tout aussi attachants que les avenues ombragées des banlieues de riches. Les Russes partis en Israël

pleurent leur passé. C’est ce que disait hier le directeur de l’Agence juive. Ira a senti venir l’objection, car elle va insister.

– Tu as déjà vu les émissions de télé en Israël ? Mes amis m’ont décrit quelque chose qui ressemble à ce que j’ai vu en Amérique : des sketches où on te dit quand il faut rire à l’aide de rires préenregistrés. Quelle vulgarité ! Comment peut-on regarder des niaiseries pareilles !

Il y a dans son discours quelque chose qui ressemble à de l’élitisme, une touche de mépris pour le commun des mortels, qui est en même temps séduisant et gênant. C’est vrai, la culture à Moscou est à la portée de tous. Hier au soir nous sommes allés au concert pour quelques centimes, nous avons écouté des virtuoses interpréter du Brahms puis rentrer à la maison en prenant le même métro que nous. C’est vrai, les émissions de télévision sont d’exceptionnelle qualité. Mais le sentiment de supériorité est-il indispensable ?

En attendant, Ira a tout pour séduire. Elle reconnaît son ignorance de la réalité des Territoires et ne donne pas de leçons. Elle fait simplement part de son rêve de voir naître une terre où Juifs et Arabes auraient les mêmes droits ce qui, à ce qu’elle ressent, exclurait un État juif car, dit-elle, là est la base de l’exclusion.

Tandis qu’Ira s’explique, Nicolaï fait le tour des rayons de journaux et revient s’asseoir à côté de nous. Il profite de la présence d’Ira pour lui demander de me traduire un article qu’il vient de trouver dans un journal en russe publié en Israël à l’intention spécialement des nouveaux immigrants. Ira s’exécute, son anglais est décidément d’un très bon niveau. Il s’agit d’un texte de propagande antisémite présenté comme étant tiré de la presse arabe. Une suite d’accusations dignes du *protocole des sages de Sion*², accusant les Juifs d’être des buveurs

2 Célèbre faux antisémite forgé par le pouvoir tsariste, accusant les juifs de vouloir dominer le monde.

de sang et des tueurs de prophètes. Nicolaï semble content comme un gosse d'avoir trouvé un argument antiarabe, il jubile comme s'il venait de trouver le moyen de me faire passer de son bord. Pour lui le monde est simple, il y a les bons et les mauvais, Israël et les Juifs sont les bons, les Arabes les mauvais et il vient encore d'en trouver une preuve. Un article publié dans la presse arabe engage la responsabilité des Arabes, de tous les Arabes, jugés une fois pour toutes en fonction de leurs gouvernants. Ils sont une masse informe et trouble, tandis que les Juifs sont faits de chair et de sang, de personnalités diverses. Nicolaï ne doute pas un instant de la véracité de l'information qu'il vient de trouver. Ira est plus fine, et quand elle a fini de traduire, je lui demande ce qu'elle en pense.

– *Bullshit !* s'exclame-t-elle. De la merde.

Sans autre commentaire.

Nicolaï sait que mon séjour à Moscou est court, il va déployer toute son énergie à arranger les rendez-vous qui seront utiles... et qui pourront me convaincre.

Nous sommes chez des amis à lui, un couple d'intellectuels raffinés qui vit lui aussi dans un bric-à-brac extravagant. L'éclairage de leur appartement est triste, c'est un intérieur sans grâce, morne, encombré de mille choses, mais ici, essentiellement, les mille choses sont des livres. Youri est écrivain, écrivain yiddish.

« Quand l'autobus est plein, ceux qui sont dehors veulent entrer, ceux qui sont dedans ne veulent pas ouvrir, et celui qui réussit à entrer dit aux autres qu'il n'y a plus de place », explique-t-il.

Pas bête. Mais cela semble lui suffire pour justifier beaucoup de choses. Youri et sa femme se sont rendus tous les deux une fois en Israël, qu'ils prétendent ainsi connaître.

Ils vont expliquer, longuement, leur point de vue sur la question, point de vue finalement neutre puisque ni l'un ni l'autre n'ont l'intention d'émigrer. Russes ils se sentent et ont envie de rester. Ainsi s'est également exprimé un cousin de Nicolaï : vouloir vivre dans un pays de Juifs les choque profondément et leur déplaît. Ils se retrouvent dans le cosmopolitisme de la société soviétique, ils aiment à rappeler que durant la guerre ils se sont battus avec des Ouzbeks, des Arméniens, des Géorgiens, qu'à l'époque ils se sentaient simplement entre humains et que c'était bon. Israël leur évoque quelque chose qu'ils n'aiment pas, le chauvinisme.

Une fois faite cette magnifique déclaration d'humanisme, ils vont tenir un langage totalement contradictoire, et seule la confiance que je porte à ma façon de prendre des notes m'assure que je n'ai pas rêvé.

Nicolaï, en quelques mots, leur a donné mon point de vue sur l'immigration, ma peur de voir les Arabes israéliens et les masses pauvres d'origine séfarde lésés de façon irréparable par l'arrivée massive des Russes. Ils vont eux aussi m'expliquer que j'ai tort. Ils savent mieux que moi.

Pour commencer, ils connaissent les Arabes. Quand ils sont allés à Jérusalem, ils ont parlé avec eux, et ils ont compris alors ce qu'il y avait à comprendre : c'est l'OLP qui les terrorise et les oblige à lancer des pierres alors qu'ils ne demanderaient pas mieux que de vivre sous législation israélienne. Comme j'insiste un peu pour savoir avec qui et surtout en quelle langue ils se sont entretenus avec des Palestiniens susceptibles de leur tenir un langage pareil, ils répondent, avec une merveilleuse candeur, qu'ils ont parlé en anglais avec un chauffeur de bus. Et c'est tout.

D'ailleurs, ajoutent-ils, les Arabes n'ont pas à se plaindre : en Israël ils ont la sécurité sociale, et cela n'existe dans aucun

autre pays alentour. Et puis, Israël ne fait pas de discrimination puisque dans les hôpitaux, ils ont vu – de leurs yeux vu – qu'il y a des Arabes qui se font soigner. Et puis, il y en a également à l'Université, alors voilà bien la preuve !

La preuve qu'on peut acheminer là-bas quelques millions de Russes.

Serait-ce également la preuve qu'il n'y a pas d'antisémitisme en URSS puisque les Juifs peuvent y aller à l'hôpital et à l'Université ?

Comparons ce qui est comparable. Ce qui vaut pour les Juifs ne vaut pas pour de vulgaires Arabes.

L'ignorance qu'ont ces Russes-là de la réalité arabe, quelle qu'elle soit, atteint des sommets. Hier, avant de me faire un cours sur la nécessité de prendre leur terres, le cousin de Nicolaï a affirmé en connaître personnellement un, ce qui à ses yeux était suffisant pour justifier son droit à parler. Et quand j'insistai pour savoir où il l'avait croisé, il me répondit qu'il avait en fait parlé avec un Ouzbek. Un Ouzbek est un citoyen soviétique de la république musulmane d'Ouzbékistan. Aussi arabe que moi mais musulman. La fine fleur de l'*intelligentzia* juive soviétique ne sait pas qu'il existe une différence entre un Arabe et un musulman...

Les Juifs séfarades pensent-ils que toute cette masse de Russes risque de leur créer des problèmes ? Eh bien ! ils ont tort, tout simplement. En Israël il y a de la place pour tout le monde : à Moscou, qui est bien plus petit qu'Israël, il y a dix-huit millions de personnes, alors ce n'est pas cinq ou six millions qui vont faire couler le bateau...

Nicolaï va même étayer l'argument par la comparaison avec Hong-Kong, beaucoup plus petit encore et encore plus peuplé, et si prospère...

Ces trois intellectuels sont en train d'expliquer qu'en mettant les juifs les uns sur les autres on trouvera toujours la place pour les installer là-bas, sans soupçonner que pour faire vivre des gens dans un espace donné il faut des ressources, du travail, une volonté de vivre ensemble, autant de choses que ce pays ne s'est pas procurées encore. J'ai envie de lui suggérer qu'en leur faisant lever un bras on arrivera peut-être à en mettre plus encore, mais je ravale mon indignation.

– D'ailleurs, demande Nicolaï, plus candide, plus naïf à chaque fois, si ce que tu dis était vrai, pourrais-tu me dire pourquoi Israël tente tellement de nous faire venir ?

Évidemment. Si « Israël » nous fait venir, c'est qu'« Israël » a la place pour le faire.

Qui ça, Israël ?

Ils ne soupçonnent pas, pas une fraction de seconde, qu'Israël puisse être gouverné par des gens qui n'ont pas forcément les mêmes intérêts que le peuple. Leur candeur frise la niaiserie, et s'ils n'avaient, suraigu, le sentiment de leur supériorité, je m'effacerais discrètement devant l'ignorance de gens idiots. Mais il s'agit là d'un couple qui se présente comme l'élite, la fleur du judaïsme soviétique, et le tendre Nicolaï, l'architecte, le militant du droit des Juifs à leur dignité, les approuve dans leurs moindres remarques. Ils sont tous trois à la retraite et j'ai l'impression d'être devant trois sales drôles qu'il faudrait fesser...

Car le débit de leurs sornettes augmente.

Puisque le ministre de l'Absorption³ a dit qu'il pouvait absorber dix millions de personnes, Israël peut absorber dix millions de personnes. Parce que le ministre est quelqu'un d'instruit, forcément puisqu'il est ministre, et s'il est instruit il ne dit pas de bêtise. Alors que les pauvres Marocains qui

³ Traduction exacte du mot hébreu « *klita* », qui désigne l'intégration.

disent le contraire ne sont pas instruits, eux, ils ne savent pas. C'est comme nous : nous sommes éduqués, nous savons ; les Marocains, ils n'ont que leurs mains...

– C'est d'ailleurs facile à comprendre, veut conclure Nicolaï. Comment ne pas comprendre, c'est pourtant simple, que dix millions c'est mieux que trois, hein ?

En effet.

Et puis il y a aussi la technologie américaine, alliée à la supériorité intellectuelle des Juifs russes. Le mélange des deux qui s'allient pour organiser l'*alyah* ne peut engendrer que du bon, face auquel l'infériorité naturelle des juifs d'Afrique du Nord devra s'incliner... Et l'Amérique a eu raison de fermer ses portes aux Juifs. Puisqu'il faut qu'ils aillent en Israël, c'était bien le seul moyen.

L'infériorité des juifs séfarades est à leurs yeux une donnée de base. Elle coule de source, elle n'est pas contestable. Et elle est même telle qu'elle les empêche de savoir ce qui est bon pour eux. Et le fait que quarante mille d'entre eux aient quitté Israël ces dernières années, poussés par la misère, est une preuve supplémentaire de leur infériorité : ils ne savent pas où est leur intérêt.

– Nicolaï, demandé-je brusquement, si un Juif marocain me dit qu'il souffre, il sait ce qu'il dit, non ?

Non. Un Juif marocain non instruit qui prétend qu'il souffre croit seulement qu'il souffre. S'il était instruit, il saurait que non.

La gorge sèche, je me remémore Dédé, furibond, assis à la cafétéria de la Knesset et expliquant que tous ces Russes viennent leur tondre la laine sur le dos avec leur mépris et leur prétendue supériorité.

Comment faire pour ne pas se lever et sortir en claquant la porte... Le téléphone sonne et me donne un peu de répit.

Je suis là pour les entendre, pas pour les juger ni surtout pour les aimer.

Alors j'écoute. Et je vois, derrière leur assurance, se dessiner toute la tragédie des Palestiniens depuis soixante-dix ans. Je vois les pères et les grands-pères de ceux-ci, refaisant le monde entre leurs quatre murs et organisant la montée du peuple sans terre vers la terre sans peuple. Terre inculte et aride quand elle n'était pas marécageuse, désert à la fois agricole et humain. Les Juifs ont tout fait, ce sont eux qui ont apporté la richesse.

Les Palestiniens et leur histoire, leurs grèves, leurs terres agricoles autour de leurs villages, leurs traditions multiséculaires, les Palestiniens sont de trop dans ce rêve et cette belle assurance. On a tout prévu sauf leur existence. Et leur résistance.

Les Juifs marocains ne savent pas. Les Arabes ne savent pas. Ils ne savent pas qu'Israël est une démocratie et que de ce seul fait elle ne peut pas leur voler leurs terres. Ainsi est fait le monde de Nicolaï et de ses vieux amis ou cousins.

– Nicolaï, en Israël on vole les terres des paysans arabes pour les donner aux Juifs, et en ce moment essentiellement aux Juifs russes.

Je n'ai pas tapé du poing sur la table, mais le ton de ma voix s'est fait brusquement violent, péremptoire. Youri me regarde étrangement, je l'attrape au vol.

– Youri, serais-tu d'accord pour prendre la terre d'un Arabe afin de la donner à un Juif ?

La question les choque tous les trois profondément :

– Mais évidemment que non.

Tu ne voleras pas.

– Nicolaï, un pays qui prendrait la terre des uns pour la donner aux autres serait-il une démocratie ?

– Mais évidemment que non.

– Et la démocratie, c'est important pour toi, Nicolaï ?

Là il est blessé. Il passe la main sur sa longue barbe, et de sa voix un peu rocailleuse, de son anglais si primitif, il dit :

– Comment peux-tu en douter ? Mais la démocratie, c'est la chose la plus importante au monde !

J'ai l'illusion un instant de les avoir ébranlés. Mais leur conviction est la plus forte. Ils sont démocrates, refuseraient de voler une épingle, veulent l'égalité des droits entre tous les peuples. Simplement, Israël ne vole pas, est une démocratie et assure l'égalité totale entre tous ses citoyens. C'est moi qui ne sais pas.

Un de mes amis explique ce processus par l'intermédiaire d'une blague. Un Soviétique rencontre un Américain et lui demande : « N'est-ce pas qu'aux États-Unis les Noirs sont les plus riches, les plus instruits et les plus heureux ?

– Comment peux-tu croire une chose pareille, s'exclame l'Américain, les Noirs sont pauvres, sous-instruits et malheureux !

– Je ne comprends pas, répond le Soviétique. Les autorités, qui nous mentent tout le temps, prétendent que les Noirs sont pauvres, sous-instruits et malheureux. C'est donc qu'ils sont riches, éduqués et heureux. »

Les autorités ont également dit, pendant des décennies, qu'Israël est un pays non-démocratique qui vole la terre aux Arabes...

L'interview tourne au psychodrame. Incapable de me contenir, j'attaque :

– Vous me faites penser à ces générations de communistes français qui n'ont pas voulu voir que l'Union soviétique ce n'était pas le socialisme. On avait beau le leur montrer, ils ne voyaient rien. C'est exactement comme vous.

Là je marque un point, un gros, ils avalent de travers.

Nicolaï me raccompagne à la maison. Ce soir il n'a pas pris la voiture, son espèce d'antiquité bruyante dont il retire les essuie-glaces chaque fois qu'il la quitte, même une heure. Nous prenons le métro, et cheminons ensemble de longues minutes, le long de ces grands immeubles tristes, sans vitrines, sans éclairages. Il a glissé son bras sous mon bras, il est si tendre. J'ai envie de pleurer. Alors je monologue.

– Nicolaï, c'est grave, c'est trop grave. Tu fais partie de ces gens qui poussent les Juifs à partir, tu as ta part de responsabilité dans la tragédie qui se joue là-bas. Nicolaï, tu ne te rends pas compte, mais tu les envoies au malheur, pas seulement celui des autres mais le leur propre. C'est ton peuple, Nicolaï, c'est de ton peuple que je te parle. Tu ne vois pas le danger, tu refuses de croire qu'il existe ! Mais si tu m'aimes tant, pourquoi douter à ce point de ma parole ? Nicolaï, pourquoi refuser de me croire ?

Au moment où nous nous séparons, j'ai soudain l'impression que mon monologue a été inutile. Nicolaï est fatigué, son anglais n'est pas suffisant, je crois bien qu'il n'a rien compris à tout ce que je viens de lui dire. Je monte me coucher, abattue.

C'est le dernier soir. Une ultime fois Nicolaï s'est mis en quatre. Il a trouvé une autre famille qui nous reçoit et qui a invité également un candidat au départ. Ceux-là parlent très bien l'anglais, je vais pouvoir être sûre d'être entendue. J'ai décidé de dire ce que je pense, de sortir franchement de la réserve que j'ai eu tant de mal à m'imposer jusqu'à présent. J'ai eu mon compte de sornettes et d'illusions, ils ont tous les mêmes.

Valéry a une quarantaine d'années, il a déjà tout vendu pour partir, et il reconnaît très simplement qu'il va en Israël faute de mieux. Il n'a pas choisi. Ni l'antisémitisme qui le

pousse dehors, ni la destination qui est la seule possible. Il sait qu'il va regretter son pays, il a peur. Que va devenir la Russie quand toute l'élite – encore... – sera dehors ? Que vont devenir les masses soviétiques quand la décomposition de l'État sera totale ? Il voit monter la pieuvre, la foire d'empoigne, le capitalisme sauvage, le crime, le vol généralisé de la richesse nationale par une minorité sans foi ni loi. Valéry est triste et quitte un malheur pour ce qui pourrait bien être un nouveau malheur. Oui, il a entendu parler de la situation des Juifs soviétiques en Israël, il sait que ça va être dur, très dur, mais de toute façon il ne peut plus reculer... Il part sans illusion mais il part. Il est le premier dans son cas parmi les dizaines que j'ai interrogés depuis que je suis là.

Le couple de vieux qui nous reçoit est de la même veine que ceux de la veille au soir, que les autres, les amis et les cousins de Nicolaï. Eux aussi ont parlé à un Arabe qui a tout justifié, eux aussi pensent que tout ce que fait l'État d'Israël est bien et n'ont aucun problème de conscience. Leurs enfants vivent dans une colonie, ils sont allés les voir là-bas et ont trouvé cela très bien.

Ce qui apparaît, c'est qu'à chaque fois qu'ils ont découvert en Israël une réalité différente de celle annoncée par la propagande gouvernementale soviétique, s'est ancrée dans leur âme la conviction d'avoir découvert le paradis. Ils ont passé huit jours paisibles dans les Territoires, tout ce qu'on pourra leur raconter sur la répression, les tortures, les punitions collectives et la situation terrifiante dans laquelle vivent les Palestiniens, coulera sur leur conscience comme de l'eau sur une plume d'oie. Leur méconnaissance totale de l'histoire et des réalités de ce pays ne les gêne pas. Ils ne parlent pas avec leur raison, mais avec leur passion. Leur illusion est la seule perspective un peu rose à laquelle ils puissent rêver

dans leur univers de gris et de noir. Eux non plus ne partiront pas, ils rêvent pour les autres, Israël est une illusion qui leur plaît en tant que telle.

Nicolaï leur a expliqué mes positions, avec fidélité à ce qu'il paraît. J'ai beau lui avoir volé dans les plumes, il continue de m'écouter, de me faire parler, de me respecter et de m'aimer. Et de m'expliquer que j'ai tort.

La tension n'est plus la même que la veille au soir, et certainement l'absence de barrière de langage y est pour quelque chose. Par l'intermédiaire de Valéry je leur pose la question essentielle.

Et si ce que je dis était vrai ?

S'il était vrai que les Russes en Israël n'ont pas de travail et aucune chance d'en trouver ?

S'il était vrai que les Russes s'installent dans les appartements des Marocains, les poussant ainsi à la rue ?

S'il était vrai que les ultimes terres des Palestiniens de l'intérieur sont expropriées pour y installer les nouveaux venus ?

S'il était vrai que les Arabes en Israël n'ont pas les mêmes droits que les Juifs ?

S'il était vrai que l'*alyah* se fait pour des raisons autres qu'humanitaires ?

S'il était vrai que tout cela n'engendre que misère et désespoir ?

Si je disais vrai, tout simplement vrai, simplement parce que j'ai vu ce qu'on veut nous cacher, que la vie m'a amenée à voir ce que d'autres n'ont pas vu ?

Si c'était vrai, Nicolaï, dis, que dirais-tu ?

Il sourit, doucement, tendrement, tristement. Il passe et repasse sa longue main sur sa barbe comme s'il voulait l'étirer. Il n'essaye même pas de répondre en anglais, puisqu'il

a quelqu'un pour traduire. Et dans sa langue, avec toute son émotion contenue, il répond :

– Israël n'est justifié que parce que c'est une démocratie. Si ce que tu dis est vrai, Israël n'a pas le droit d'exister.

Les trois autres approuvent.

On ne leur en demandait pas tant.

DÉMOCRATIE OCCIDENTALE

Un beau matin, Natalia et Pinhas lurent dans le journal – une publication en russe pour nouveaux immigrants –, une annonce qui fit naître en eux un espoir nouveau : « Pour immigrants russes, visas pour le Canada. » Y était jointe l'adresse d'un local à Tel-Aviv, en l'occurrence la même que celle d'El Al, la compagnie aérienne nationale israélienne. Bien que le bureau ne soit pas à proprement parler ceux de la compagnie, la proximité portait à faire confiance, il ne pouvait s'agir de gens qui se cachaient.

Devant la porte il y avait du monde. Ils prirent place dans la file d'attente, pleins d'espoir.

Pour eux comme pour Pavel et Liéna, comme Boris et Sveta, comme Vladimir et Tanya, comme des milliers et des milliers d'autres, la fuite d'Israël était devenue le centre de toute leur attention, le but de toute démarche, une authentique obsession. Certains étaient même venus avec,

n'ayant jamais désiré vivre là et s'y étant tout simplement trouvés obligés par la gigantesque machine qui avait fermé toutes les portes à part celle-là.

Ils avaient tout tenté pour s'intégrer et intégrer leurs enfants sans perdre leur dignité. Et c'est cette exigence qui avait poussé Pinhas à refuser, pendant des mois et des mois, de remplir au ministère de l'Intérieur la case « religion » dans les formulaires qu'on lui présentait. Pinhas était Juif de nationalité et n'avait pas de religion. Il voulait bien, quoique ingénieur du bâtiment comme Boris, passer douze heures par jour à laver des casseroles à l'eau froide dans une pâtisserie industrielle, mais pas faire état d'une religion qu'il n'avait pas. Il ne supportait pas non plus qu'on batte ses garçons à l'école parce que leur zizi n'était pas conforme : Natalia n'était pas juive. Et ses fils ne l'étaient pas non plus. Que lui importait, à lui, qu'ils soient juifs ou pas : ils étaient ses fils, ceux qu'il avait eu de la femme qu'il aimait.

Comme Igor, il avait dû céder face à la machine. Il avait fini par indiquer « juif » et Natalia avait marqué « chrétienne » dans l'espace réservé à cet effet. Sans papiers on n'est rien, et surtout, sans papiers, on ne peut pas quitter ce pays.

Quand ils entrèrent dans le petit bureau, Pinhas et Natalia remarquèrent, encadré sur la table de l'homme qui les recevait, (Stipanov, un Russe comme eux), une coupure de journal. On y voyait Stipanov serrant la main d'Itzhak Peretz, le ministre de l'absorption.

« Stipanov aide Peretz et Peretz aide Stipanov », disait la légende.

L'homme avait donc l'aval des autorités pour son activité.

Il leur parla de ses relations au Canada et de la vie qu'on peut mener là-bas. Oui, ingénieur du bâtiment, parfait, aucun problème. Le visa, il s'en chargeait.

Le problème auquel étaient confrontés Pinhas et Natalia leur avait paru insoluble : ils n'avaient plus de passeport et n'en recevraient un qu'au bout d'un an de présence. Comment fait-on pour quitter un pays sans papiers ? N'importe où ailleurs on se glisse à pieds le long d'une frontière, mais dans ce pays cerné sur trois côtés par des armées hostiles et sur le quatrième par la Méditerranée...

En fait, des papiers, ils pouvaient en recevoir. Il s'agissait de laissez-passer valables un an sur lesquels était indiqué qu'ils étaient citoyens israéliens. La différence entre ce document et un passeport était qu'avec un passeport, un citoyen peut se rendre à l'ambassade de n'importe quel pays entretenant des relations diplomatiques avec le sien et y demander un visa. Le laissez-passer n'était valable que pour autant qu'un pays l'accepterait. Stipanov se targuait d'avoir des entrées au Canada. Il réclamait cinq cents shekels par personne.

C'est-à-dire deux mille, pour quatre.

Plus d'un mois de salaire.

Stipanov disparut, emportant avec lui plus d'un million de shekels. Le bureau ferma ses portes et personne ne put – ne voulut ? – le retrouver. Il avait eu le temps de plumer au moins cinq cents familles.

Des Stipanov, il y en eut d'autres qui agirent avec d'autres manières. Il y eut les filières Scandinaves de prétendues associations œcuméniques suédoises qui envoyaient des courriers lénifiants – *peace-love* – aux malheureux couples mixtes et leur proposaient, moyennant finance bien sûr, de les faire venir au pays de la tolérance religieuse. La mafia s'en mêla aussi et couvrit Israël d'officines crapuleuses prêtes à n'importe quel mensonge pour s'enrichir aux dépens des malheureux tombés dans le piège...

De toute façon c'était ça ou rien : les autorités ne leur laissaient aucune chance de sortir.

Pavel et Liéna, eux, allèrent s'acheter un passeport qui, selon l'expression à présent consacrée, était un vrai-faux. Officiel, parfaitement valable, mais acheté à prix d'or. Quand ils le reçurent, ils allèrent à l'ambassade américaine demander un visa, car toute la famille de Pavel, ses frères, ses parents, était à New York. Ils avaient été séparés par le brusque changement de politique américaine si fort demandé par Itzhak Shamir. Alors que les premiers partis étaient déjà en Amérique, Pavel et Liéna, obligés pour des raisons administratives de s'attarder à Tachkent, se virent fermer les portes et donner la seule réponse qui fut donnée à des centaines de milliers d'autres : en Israël, en Israël seulement.

Quand ils se rendirent à l'ambassade américaine de Tel-Aviv, ils comprirent qu'ils n'auraient pas le visa souhaité. Tous les employés auxquels ils eurent affaire étaient également citoyens israéliens...

Que faire ?

D'abord, rembourser ce qu'on doit. La note était salée. Tous les candidats au départ eurent la mauvaise surprise d'apprendre qu'à leur arrivée à l'aéroport Ben Gourion, le reçu qu'ils avaient dû signer pour recevoir leur certificat d'immigrant stipulait qu'ils s'engageaient à rembourser rubis sur l'ongle tout ce qui avait été décaissé pour eux, faute de quoi ils ne pourraient pas repartir. Le papier était en hébreu, ils avaient signé sans lire, trop fatigués, trop émus pour se méfier et de toute façon...

Les sommes atteignaient des chiffres hallucinants. Elles comportaient le prix du voyage pour eux et leurs bagages depuis l'aéroport de transit jusqu'à Israël et la totalité du panier d'intégration.

Sergei, quand il décida de sortir sa famille de là, alla à la banque des immigrants, la banque Edoud, demander le bordereau du solde de sa dette, et apprit qu'il devait encore huit mille huit cents shekels. Six mois de salaire.

Il mit toute la famille au boulot, y compris le petit dernier de huit ans, ils mangèrent du pain sec et burent du thé. Il fallait payer, ils allaient payer.

Quand au bout de plusieurs mois il retourna à la banque, on lui sortit un nouveau bordereau de vingt-deux mille shekels :

– Le shekel a baissé par rapport au dollar, lui annonça-t-on pour toute explication.

En Israël, le dollar est roi et le shekel tout à fait accessoire.

Il crut devenir fou.

Partir, vite. Très vite. Avant que le dollar ne remonte. Mois après mois, la dette des immigrants envers l'État gonfle, gonfle.

– Mais ne vous inquiétez donc pas, au bout de cinq ans votre dette sera effacée d'elle-même, disent les autorités. Ils n'arrivent pas à supporter l'idée de passer un mois de plus, alors cinq ans...

Cinq ans, c'est le temps qu'il faut, d'après l'Agence juive, pour s'intégrer en Israël, et l'Agence juive a l'habitude des *alyahs*. Mais elle n'a encore jamais intégré des dizaines de milliers de non-juifs, qu'elle a fait venir sciemment pourtant. Quand Sofia est montée dans l'avion à Moscou, son faux certificat avait bien fonctionné. Quelques heures plus tard, à Tel-Aviv, on la démasquait.

Qu'importe la qualité. Les Russes ont, aux yeux des autorités responsables de l'*alyah*, une qualité essentielle : ils ne sont pas arabes.

Et qu'importe si le remboursement de la dette est une injustice supplémentaire : c'est l'État israélien que l'on rembourse, mais

c'est l'argent américain qui a payé les frais. L'argent américain et celui que la communauté juive mondiale, sollicitée à grand renfort d'arguments humanitaires, a donné pour aider à la sortie de l'enfer de milliers de pauvres Juifs russes...

Pinhas et Natalia, Pavel et Liéna, Boris et Sveta, Sergei et Ella, Vladimir, Sacha, Macha, Lydia, par centaines pourtant ils trouvèrent la sortie.

Elle leur apparut à partir d'une rumeur, qui traversa tout le pays et vint toucher, du nord au sud, des gens qui ne se connaissaient ni d'Ève ni d'Adam et firent exactement le même parcours.

La rumeur disait que la Hollande accordait le statut de réfugiés à des couples mixtes comme eux. La Hollande, c'était sérieux. C'était un pays libre, démocratique, un pays d'excellente réputation. Depuis le renouveau de l'antisémitisme soviétique, elle était cette porte que des centaines de milliers de fuyards pouvaient ouvrir.

Si la Hollande avait été si bonne pour eux, elle le serait de nouveau, ils n'en doutaient pas.

La difficulté était de l'atteindre.

Ils retournèrent donner leur avoir à d'autres officines qui leur procurèrent un visa pour la Hongrie.

La Hongrie qui acceptait de reconnaître leurs simples laissez-passer.

La Hongrie, alliée d'Israël puisqu'elle servait de terre de transit au sortir de l'URSS.

Pas un ne soupçonna que les autorités israéliennes puissent être d'accord avec ce nouvel exode. Il fallait pourtant bien qu'elles le soient, un pays ami donnerait-il des visas d'entrée sur son territoire à des citoyens israéliens non munis de passeport sans qu'un accord spécial l'ait permis ?

Ils ne se méfièrent pas.

Ils ne cherchèrent pas non plus à savoir comment firent les gens bien placés et cher payés qu'ils consultèrent, pour rayer leurs noms des ordinateurs de la banque Edoud. Jamais, même avec un visa de complaisance ou même un passeport en bonne et due forme, ils n'auraient dû pouvoir quitter le pays sans acquitter leur dette. Or ils ne l'acquittèrent pas. Et ils sortirent tout de même.

Ils partirent pour la Hongrie. Là, des passeurs les attendaient qui leur firent traverser l'Autriche, puis l'Allemagne, la Hollande enfin.

La liberté, ils avaient trouvé la liberté.

Avec leurs ultimes biens dans quelques valises, quelque deux ou trois cents Juifs russes ayant transité par Israël à leur corps défendant demandaient l'asile à la Hollande. Hollande, terre des droits de l'homme et de l'asile politique. Hollande, cœur géographique de l'Europe à venir, une Europe qui ne cesse, depuis plus de vingt ans, de réclamer de l'Union soviétique la libre circulation des Juifs.

Ivan était parti le premier. Échaudés par l'épisode Stipanov dans lequel ils avaient également laissé des plumes, Boris et Sveta avaient décidé d'envoyer leur aîné en reconnaissance. Parti en juin 1991 avec un simple document de voyage, Ivan avait atteint la Hollande en juillet et avait écrit à ses parents que tout allait bien. Il y avait en effet des milliers de demandeurs d'asile accueillis favorablement par ce pays qui les traitait humainement. Il y avait même des centres d'accueil spécialement prévus pour eux. Vous pouvez venir, dit-il.

Ils revendirent tout et partirent.

La famille Zilberman quitta Israël.

L'accueil que leur firent les autorités hollandaises ne les déçut pas. La première petite ville dans laquelle ils cherchèrent à dormir était belle à ravir, les passants souriants et les policiers prévenants.

– Russes, Israël, oui, oui bien sûr. Demande d'asile, très bien. Papiers, s'il vous plaît.

On les dirigea vers le sud du pays, à côté d'Eindhoven, dans un centre pour requérants d'asile appelé « Beatrixoord ». On leur donna une chambre, et c'est là qu'ils attendirent qu'Ivan les rejoigne.

Bien sûr, ils furent surpris de voir qu'ils étaient si nombreux dans le même cas. Ils avaient cru trouver une solution individuelle, ils se retrouvaient des dizaines à raconter des histoires similaires. Stipanov, les voleurs en tous genres, la filière hongroise... Ils apprirent également que non seulement ils étaient là à près d'une centaine, mais qu'il y avait également d'autres camps dans le pays avec d'autres Russes...

Alors, ils soupirèrent de soulagement : puisqu'il y avait le nombre, on les croirait.

Quand ils furent tous là, des travailleurs sociaux aidés par des traducteurs les rassemblèrent dans une grande salle et leur annoncèrent qu'on allait tenter sur eux une expérience route nouvelle de procédure accélérée. À l'issue de laquelle ils seraient tous renvoyés en Israël.

Stupéfaction ! Protestations ! Cris et colère !

Comment ! En Israël que justement ils fuyaient ! Et pourquoi cela, s'il vous plaît ?

On ne se perdit pas en explications inutiles, on avait simplement voulu être clairs : la procédure accélérée serait du bidon puisqu'on leur en annonçait le résultat avant même qu'elle ait commencé.

– On ne discute pas. C'est comme ça.

On crut bon tout de même d'ajouter, laconiquement, que les relations avec Israël étaient trop bonnes pour qu'on les gâche à cause d'eux.

Et qu'importait à Israël de récupérer quelques dizaines de couples mixtes ?

Il importait, apparemment.

On les avait accueillis avec des sourires, le ton venait de changer.

Quand Ivan arriva enfin à Beatrixoord, il crut tout naturellement qu'on allait le loger dans la chambre de ses parents. La directrice fut très ferme :

– C'est moi qui décide où vous allez vous installer.

– Mais ce sont mes parents...

– Vous obéissez, ou je vous chasse...

Ivan n'a rien d'un petit Juif courbant le dos. Ce grand gaillard champion de lutte, ce bel athlète redressa le menton.

Encore une fois il eut tort. La directrice appela la police qui le chassa *manu militari*.

– Et si on vous voit rôder dans les parages, on vous réexpédie en Israël sans attendre la fin de la procédure.

Ivan Zilberman, dix-neuf ans, se retrouva à la rue, sans argent, sans papiers, sans patrie, à des milliers de kilomètres de sa terre natale qui l'avait renié, sans aucune adresse où se rendre, laissant derrière lui une mère en larmes et un père suffoquant de révolte.

Dans leur chambre on installa une famille de trois personnes. Si Ivan était resté, il y aurait eu deux lits de libres. Un scandale ?

Les requérants tentèrent les solutions individuelles. Pavel et Liéna allèrent à la police réclamer leurs passeports afin d'aller demander un visa à l'ambassade américaine.

La police leur fit une drôle de réponse : achetez d'abord les billets aller-et-retour pour New York et laissez-les ici en dépôt, nous vous donnerons ensuite les passeports.

Ce qu'ils firent.

Ils allèrent ensuite à l'ambassade américaine qui refusa les visas : allez faire cela en Israël, puisque vous êtes citoyens israéliens.

Pas de visas.

Pour récupérer les billets – qu'ils revendirent à moitié prix – ils durent rendre les passeports.

– Mais rendez-nous nos papiers à la fin, que nous puissions tenter notre chance ailleurs !

La police annonçait alors la solution : on leur rendrait tous leurs papiers, passeports, certificats de naissance des enfants, de mariage et autres dans l'avion qui les ramènerait en Israël.

– Je veux aller en France, dit l'un.

– En Israël seulement.

– J'ai des cousins en Allemagne, dit un autre.

– En Israël seulement.

Celui-ci voulait retourner à Moscou, celle-là voulait tenter la Bulgarie. À tous la réponse était la même :

– En Israël seulement.

Non seulement la Hollande ne voulait pas d'eux, mais elle leur retirait tous les moyens de tenter ailleurs.

Quand il fut clair qu'ils étaient tombés dans un nouveau piège, ils s'organisèrent.

Igor et Pinhas se rendirent à Amsterdam, où ils alertèrent la presse. Dans une démocratie, c'est bien la première chose à faire.

Des journalistes envahirent Beatrixoord et publièrent interview sur interview. La presse hollandaise se couvrit de

leurs histoires d'enfants terrorisés, des pierres et des « sales goys dehors » qu'on leur lançait. Ils décrivirent leur quotidien là-bas et l'obligation qu'on leur avait faite de s'y rendre quand ils ne l'avaient pas choisi.

Un jour, un avocat se présenta : il était spécialisé dans la défense des requérants d'asile, il voulait bien s'occuper d'eux. Et leur demanda de l'argent.

Ils payèrent.

Un autre jour, un individu patibulaire vint leur annoncer qu'il pouvait les faire partir au Surinam. Au cours d'une interview, Igor avait lancé, par boutade, cette solution qui lui conviendrait mieux qu'Israël. Ils n'avaient que ce mot à la bouche : où vous voulez, mais pas en Israël.

Ils se rendirent à plusieurs chez cet homme qui leur expliqua que tout pouvait s'arranger. Il leur donnait rendez-vous sur un aéroport... Où un avion les emmènerait en Israël, ils en étaient sûrs. *Exit* la solution Surinam.

Des associations œcuméniques se mobilisèrent. Quand les premières réponses négatives tombèrent, des volontaires vinrent proposer l'asile dans des églises. Des familles entières quittèrent Beatrixoord, laissant derrière elles tous leurs bagages, pour aller vivre, comme au Moyen Âge, au sein de la dernière forteresse inviolable par la police. Un jour, cette dernière débarqua brusquement dans le camp et vint chercher une famille de trois personnes dont la procédure venait de s'achever. Alertés par les cris, tous les requérants d'asile firent barrage de leurs corps pour empêcher l'arrestation.

– Vous ne perdez rien pour attendre, dit l'officier appelé en urgence pour donner à ses ouailles ses instructions. Va pour aujourd'hui. Mais ne vous faites aucune illusion. Vous retournerez tous, tous en Israël.

Certains commencèrent une grève de la faim. D'autres décidèrent de se cadénasser à leur lit.

Des gens de tous poils s'agglutinaient autour d'eux, ils n'avaient confiance en personne.

Un jour, un Juif français militant de la paix et de la cause de la libre circulation des Juifs soviétiques, se rendit sur place et rencontra le fameux avocat. Tous deux mobilisèrent leur réseau de relations et chargèrent un certain Dimitri de communiquer aux exilés leur certitude : le renvoi en Israël ne se ferait pas, tout allait s'arranger. Les réfugiés quittèrent les églises et rentrèrent au camp, les rondes de nuit furent supprimées et les requérants de nouveau acceptèrent de se déshabiller avant d'aller se coucher : depuis une semaine, ils couchaient tout habillés et en chaussures en cas d'urgence.

Igor avait eu une idée. Les ennemis de ses ennemis étant ses amis, il était allé frapper à la porte des Arabes :

– Je préférerais vivre en Arabie Saoudite qu'en Israël, avait-il déclaré.

L'Arabie Saoudite, alliée de l'Amérique, alliée d'Israël...

Il ne reçut pas mauvais accueil mais comprit rapidement qu'il n'avait pas frappé à la bonne porte. Alors il décida autre chose. Il se mit en contact avec le correspondant en Hollande du magazine arabe londonien *Al Khayat*.

Qui publia un long article sur ces juifs rétifs au sionisme.

L'envie me prit, un soir, par hasard, de pousser la porte cochère d'un gros immeuble sans grâce du Xème arrondissement pour aller dire bonjour à un ami. Cet ami était journaliste et arabe. Il venait de lire l'article d'*El Khayat* et me le raconta.

C'est ainsi que nos destinées se croisèrent.

Le camp de Beatrixoord fut facile à trouver. Il suffit de suivre les panneaux indiquant l'aéroport international peu

avant l'entrée de la ville. La réception du premier grand hôtel venu me donna une carte et je n'eus qu'à suivre l'itinéraire tracé au crayon à bille. « Camp de demandeurs d'asile de Beatrixoord. » C'était situé à côté d'une espèce d'aérodrome militaire où je perçus une certaine activité. J'étais arrivée sans avoir eu à tourner en rond. Nous étions le 14 décembre 1991.

Le camp ressemblait à une caserne, c'est du moins l'idée que je m'en fais : une série de baraquements en dur le long d'allées parallèles. Des grillages tout autour, un vigile en uniforme et une barrière. Je me garai à l'entrée et abordai un gardien blond aux yeux bleus, coupé court et propre sur lui. Un Monsieur-tout-le-monde à la mode batave à qui je demandai si je pouvais parler à Dimitri. Si j'avais eu un autre nom je l'aurais demandé de la même manière, il me fallait bien commencer par quelque chose. Le gardien prit son micro et appela. Personne ne répondit.

– Il n'est pas dans le camp aujourd'hui, dit en anglais le vigile.

– Vous le connaissez ?

Il ne répondit pas, mais il avait l'air de le connaître et d'être embarrassé.

– Je peux parler à quelqu'un d'autre. À n'importe qui d'autre.

Je n'étais pas la bienvenue, c'était incontestable. Le cerbère était jeune, très bien élevé, poli à défaut d'être aimable, mais pas content de ma présence : il cessa de me parler et alluma la radio.

Un groupe de trois personnes entra à la garde et se pencha à la petite fenêtre pour réclamer le courrier. Je demandai en anglais s'ils étaient russes, dis rapidement que j'étais journaliste et désirais leur parler. Un homme d'une cinquantaine d'années hochait la tête, me fit signe

d'attendre, retourna quelques minutes dans le camp et revint précipitamment.

– J'ai un bus à prendre, dit-il, je ne peux pas te parler mais quelqu'un va venir. Attends ici.

Et il disparut en courant comme l'autobus passait devant la clôture du camp.

Je tournai en rond de longs instants, seule et sans conversation possible avec le représentant de l'ordre, commençant à me demander si je n'avais pas fait cinq cents kilomètres pour rien. Quand une jeune femme brune, flanquée de deux hommes d'une trentaine d'années, arriva d'un pas résolu en direction de la garde et s'approcha ostensiblement de moi. Elle s'appelait Janna, parlait l'anglais, eux non, elle allait traduire. J'avais repéré juste à côté du camp quelque chose qui ressemblait à un restaurant, je les invitai à m'y suivre.

Le restaurant – c'en était bien un – se préparait pour une réception et était fermé au public. Comme j'insistais pour qu'ils nous laissent nous asseoir juste une heure, ils nous indiquèrent d'un coup de menton une table dans un coin. J'allais m'y installer quand Janna et ses deux compagnons me faussèrent compagnie pour aller se planter devant un sapin de Noël tout décoré de guirlandes et de boules scintillantes. Je vis Janna se pencher, s'approcher pour en humer la senteur poivrée en fermant les yeux. Elle sembla un moment absente, puis se ressaisit et vint s'asseoir en face de moi.

– C'est toute l'odeur de la mère-patrie, dit-elle en guise d'explication. Ça fait du bien.

– Tu n'es donc pas juive, pour fêter Noël ?

– Non. C'est mon mari qui est juif. Nous sommes de Douchanbé, au Tadjikistan. Moi, je suis russe.

Déjà tout un mélange. L'histoire de cette jeune femme de vingt-six ans est exemplaire.

– Nous avions tout en Union soviétique, commença Janna dans un anglais parfait, celui d'une personne qui a étudié. Tout, tu m'entends ? Une maison, une excellente éducation pour nous et nos enfants, un travail passionnant, un salaire honorable. Je suis économiste, mon mari ingénieur, nous avions une maison à nous. Qu'on ne vienne jamais nous dire que nous sommes des réfugiés économiques.

C'était bien entendu l'argument utilisé par les autorités hollandaises pour justifier le refus d'asile. Les autorités hollandaises et les autres. L'Europe des accords de Schengen, celle de demain, celle de l'abolition des frontières intérieures, ne pouvant renier le multiséculaire droit d'asile, se transforme en forteresse inexpugnable sur ses frontières extérieures et fait front commun contre la misère du Tiers-monde. Être réfugié économique, c'est être impitoyablement renvoyé à sa dictature militaire ou à ses pogroms au nom d'un argument imparable : l'Europe ne peut contenir toute la misère du monde.

– Pour partir, il ne fallait pas être pauvre. Rien que pour obtenir les papiers nécessaires au départ, il nous fallait sept cent cinquante roubles, soit deux mois de salaire à multiplier par trois personnes ! Plus mille roubles pour rénover la maison avant de la céder, plus les voyages à Moscou pour les démarches. Nous n'avions aucune raison économique de quitter notre pays que nous aimions et où nous avons laissé nos parents.

J'avais cru que l'Agence juive finançait tous leurs débours, je n'étais qu'au début de mes surprises. Et comme elle insistait en affirmant que ses deux acolytes disaient la même chose, je lui demandai tout de go pourquoi diable elle était partie.

– Antisémitisme, me dit-elle de ce charmant accent russe qui fait plutôt dire « an-tié-sié-mié-tiézm ». En Russie,

l'antisémitisme est devenu très fort. Pamyat a les ondes, ils disent des horreurs contre les Juifs et les menacent, nous avons eu de bonnes raisons de les craindre : ils annonçaient des pogroms. Mon mari et mon fils étaient en danger.

Janna et sa famille brûlèrent leurs vaisseaux et atterrirent à Tel-Aviv en juin 1990, quand la vague d'émigrants se muait en déferlante. Ce mois-là débarquèrent en même temps qu'eux plus de onze mille autres Soviétiques, soit dix-huit fois plus qu'un an plus tôt à la même date.

Et là ils reçurent le choc de la discrimination, la dernière chose qu'ils s'attendaient à trouver.

– Dès l'aéroport on m'a fait savoir que je n'étais pas la bienvenue, expliqua Janna. Ils m'ont fait remplir un formulaire me demandant ma nationalité, j'ai dit « russe » bien évidemment. Et c'est là qu'ils ont commencé à regimber.

Qu'un employé d'état civil fasse la gueule ne justifie tout de même pas de réclamer l'asile politique à un pays tiers. Janna devança la remarque :

– On a voulu me convaincre de circoncrire mon fils qui a six ans, sous prétexte qu'il était impossible de l'inscrire à l'école sans cela. Or j'ai des convictions : je refuse d'imposer à mon enfant une chose aussi grave sans la lui justifier. Et, vois-tu, je n'ai pas trouvé comment justifier une chose pareille...

À part cette brusque flambée d'antisémitisme dont on avait l'impression qu'elle avait été organisée d'en haut, jamais auparavant elle n'avait été confrontée au racisme ou à la discrimination. Qu'on puisse avoir des droits plus ou moins qu'un autre à cause de sa nationalité les choquait tous profondément. En Israël, si on n'est pas juif on n'est rien.

Son voisin de table prit enfin la parole pour raconter que, quand au bout de deux mois de présence en Israël il était allé

retirer sa carte d'identité, ce fut pour constater que dans la case « nationalité » était indiqué « sans ».

– Je lis l'hébreu, je peux voir ? lui demandai-je.

Il posa la carte sur la table et je la déchiffrai.

– Et en Israël, avant de te faire faire quoi que ce soit, on commence par te demander ta carte d'identité. « Sans nationalité », cela signifie « personne ». On peut te payer n'importe quel salaire pour le double de journée, tu n'existes pas.

Parmi les poncifs circulant sur les Russes, il en est un qui a la vie dure, c'est celui de leur légendaire flemme. Un Russe, c'est un cossard, chacun a sa bonne histoire à raconter pour illustrer le lieu commun. Et il n'est pas sans saveur d'entendre qu'en Israël, les Russes sont ceux qui travaillent plus que les autres puisqu'il leur faut bûcher double pour gagner la même chose.

Le troisième larron quitta Israël pour des raisons autrement dramatiques. Celui-là, marié à une Juive en secondes noces, avait de son premier mariage un fils de neuf ans qu'il n'avait pu sortir avec lui lors de son départ. Son ex-épouse lui donna finalement par écrit l'autorisation de le prendre avec lui, mais les autorités israéliennes le lui refusèrent. Ni le père ni le fils ne sont juifs...

– Il faut pourtant que je sorte mon fils d'Ukraine, dit-il enfin, hâve et légèrement tremblant. Il habite à côté de Tchernobyl...

Je tentai en vain de leur faire dire ce qu'ils pensaient des territoires occupés et ils refusèrent de parler politique, arguant honnêtement qu'ils ne connaissaient pas assez le sujet pour l'aborder.

Ils acceptèrent par contre de parler des Arabes en général, et ce fut pour en dire du bien : tous trois reconnurent s'être

fait des amis palestiniens, alors qu'ils ne soufflèrent mot d'une quelconque amitié envers un Israélien juif.

Un point dans leur récit me gênait, je finis par m'en ouvrir à Janna.

– Je sais que, pour quitter Israël, il faut avoir remboursé des sommes exorbitantes à la Sokhnout. Comment avez-vous fait pour rassembler de telles quantités d'argent si on vous payait si mal ?

– Je n'ai volé personne, dit-elle, blessée. Nous avons travaillé dur pour pouvoir partir. Et d'autant plus dur que plus le temps passe, plus ta dette augmente. Il fallait faire vite.

Je la priai de m'excuser de mon insistance, et admis que, parmi les centaines de milliers de Russes arrivés en Israël, ceux qui atteignirent Eindhoven sont simplement ceux qui avaient du travail. Les autres sont encore là-bas.

– Nous ne sommes pas des réfugiés économiques, revint-elle à la charge.

Pour obtenir l'asile, il fallait qu'ils ne soient renvoyables ni en URSS ni en Israël. Ils devaient prouver que dans les deux cas ils n'avaient pas manqué de l'essentiel.

– Tu sais, dit-elle enfin comme nous nous dirigions lentement vers le camp, nous n'avons pas d'exigence mirobolante, nous cherchons seulement une vraie démocratie.

Avant de me quitter, elle me proposa de me faire rencontrer une famille à l'histoire pas banale : un couple mixte dont la mère était juive et le père arabe.

Sergei était un grand homme châtain aux cheveux lisses coupés sagement comme ceux d'un jeune garçon, mince, à la démarche souple, qui portait un simple blue-jean avec élégance. Il avait les mains fines et mates comme son teint

d'oriental, on l'aurait dit échappé des *Mille et Une Nuits*. De son visage, pourtant irrégulier (nez un peu long et asymétrique), émanait une grande douceur. Sergei avait la beauté d'un prince de légende. Il avait ma taille et également juste mon âge.

Son fils de vingt ans aurait pu être le fils du facteur. Plus petit que lui, maigre, la poitrine creuse et le dos voûté, il avait les jambes arquées et le teint olivâtre, et il s'échappait de son encolure des touffes de poil noir et dru alors qu'on devinait Sergei glabre comme une statue. Sergei avait la bouche mince, Grant le sourire lippu... drôle de paire que ces deux-là.

Nous décidâmes d'emblée de parler en hébreu. Ils venaient de passer plus d'un an en Israël et en connaissaient suffisamment, de toute façon c'était la seule langue que nous ayons en commun. Grant baragouinait l'anglais et Sergei ne connaissait bien que le russe, l'hébreu se révéla la seule possibilité. Mais il me fallut tout d'abord partir à la conquête de leur confiance : ils n'avaient aucune raison a priori de croire en les bonnes intentions d'une journaliste incapable de leur montrer une carte de presse, et qui de surcroît parlait la langue de l'ennemi.

Je les emmenai au bar de l'hôtel qui m'avait indiqué le chemin.

Ma première surprise fut d'apprendre ce que Janna et ses compagnons avaient appelé « un Arabe ». Tout simplement un musulman, aussi arabe que moi, citoyen d'une des républiques musulmanes du sud de l'Union soviétique. Il venait de Tachkent en Ouzbékistan, était de nationalité Tadjik et d'origine iranienne ! Non-content du mélange initial, il avait épousé une femme qui était arménienne par son père et juive par sa mère ! Rien qu'à l'énoncé de son état civil, on devinait déjà la complexité de leur intégration en

Israël. Ils prirent place dans les fauteuils mous du salon de l'hôtel, je commandai du thé et pris des notes.

La famille Muminov vivait bien à Tachkent : Sergei était ingénieur dans le pétrole, Ella professeur de violon, les trois enfants allaient en classe. Ils avaient un grand appartement, une voiture, ils vivaient parfaitement à l'aise et avaient tout ce qu'il faut, dit-on, pour être heureux. Jusqu'aux événements du Nagorny Karabakh.

Un jour de décembre 1988, Ella reçut un coup de fil d'inconnus qui, après lui avoir demandé si elle était bien arménienne, lui conseillèrent d'aller vivre ailleurs. Toute la famille fut bouleversée mais finit par croire à un mauvais plaisant, et passa à autre chose. À la fin du même mois, ce fut Sergei, qui s'entendit dire : « Comment se fait-il qu'un musulman comme toi vive avec une chienne d'Arménienne ? » Il protesta, mais la voix se fit menaçante : « Ou bien tu divorces, ou bien ta femme quitte Tachkent. Faites vite. »

Un matin de janvier 1989, comme Sergei faisait le tour des stations-services avec son chef, il fut appelé au téléphone dans la voiture. « Rentre à la maison, on a attaqué ta femme. »

Il trouva l'escalier couvert de sang, l'appartement plein de gens en uniforme et en civil. Sa voisine lui raconta que sa femme était seule à la maison quand deux hommes avaient fait irruption en brisant la porte, l'avaient liée, bâillonnée, lardée de coups de couteau et, après avoir volé un certain nombre d'affaires, ils s'étaient enfuis. Encore ligotée et baignant dans son sang, elle avait roulé sur les marches jusqu'à l'étage en dessous chez cette voisine et s'était évanouie devant leur porte.

La police engagea une action judiciaire mais ne voulut surtout pas donner à l'affaire une coloration nationaliste : on en fit un crime de droit commun. À la mi-avril ils furent

appelés pour venir reconnaître quelqu'un qu'on venait d'arrêter, et le même soir ils reçurent un coup de fil de nouvelles menaces : si Ella reconnaissait le criminel, toute la famille serait égorgée. Torturé, Sergei ne dit rien à sa femme, mit ses enfants à l'abri et accompagna son épouse qui reconnut l'un de ses agresseurs.

La famille, déjà, était éclatée. Les enfants vivaient chacun chez des amis d'où ils allaient à l'école, et Sergei se chargeait tous les matins d'emmener le petit dernier au jardin d'enfants. C'est en revenant de le prendre un soir qu'ils furent tous deux agressés par quatre malabars qui de nouveau lui reprochèrent, à lui musulman, de vivre avec une femme qui voulait envoyer en prison un des leurs. Il n'eut pas le temps de répondre qu'il était frappé au front tandis que son petit hurlait : père et fils avaient le visage en sang, les agresseurs partirent en courant.

Ils essayèrent d'aller vivre à Moscou mais en vain : un tel déménagement n'était pas si simple. Sergei envoya femme et enfants chez son beau-père et commença à aller vivre chez les uns et chez les autres, jusqu'en juin où il apprit qu'on avait arrêté le deuxième larron. Ella le reconnut et repartit. Dès le lendemain, Sergei reçut au travail la visite d'individus qui lui dirent que si leurs amis étaient condamnés, sa femme ne sortirait pas vivante du tribunal.

C'est alors qu'ils décidèrent de quitter l'Union soviétique. Ils ne pouvaient vivre ni à Moscou, ni en Ouzbékistan, ni en Arménie où lui-même aurait été menacé. Ils allèrent tout naturellement à l'ambassade des États-Unis, c'est là que se rend tout Soviétique qui cherche asile. Ils remplirent des documents et se préparèrent pour le départ. Mais c'est à ce moment-là que les États-Unis décidèrent de refermer leurs portes. Il n'y avait plus qu'une voie : Israël. Or, pour eux, pas de problème : la judéité se transmettant par la mère,

Ella, bien que chrétienne pratiquante, était juive d'après la loi israélienne. On leur assura qu'Israël accueillerait toute la famille. Ils firent les démarches.

Ils essayèrent de filer avant le jugement, mais les autorités les en empêchèrent : ils avaient déposé plainte, ils devaient être présents. Ils durent attendre de longs mois que la machine suive son cours, persuadés que les malfaiteurs avaient des appuis qui leur permettaient de faire traîner. Pendant ce temps, à Bakou, les pogroms antiarméniens se déchaînaient...

Enfin en novembre 1989 le jugement eut lieu. Les deux malfaiteurs furent condamnés l'un à sept ans, l'autre à huit ans de prison. À peine les plaignants furent-ils dans le couloir qu'une bataille rangée commença : des Ouzbeks crièrent qu'on les tuerait et qu'on pendrait leurs enfants, la police les embarqua pour les mettre à l'abri.

Ils pensaient pouvoir partir enfin. Hélas, leurs papiers étaient périmés, il fallait tout recommencer, tandis que les pogroms reprenaient de plus belle et que l'Union soviétique se couvrait de réfugiés arméniens.

Quand le 12 juillet 1990, ils prirent l'avion pour Moscou, ils quittaient une patrie ingrate et trop de mauvais souvenirs. De là ils embarquèrent pour Budapest, où ils furent accueillis à la sortie de l'avion par des hommes armés et des chiens qui ne les laissèrent même pas s'éloigner d'une salle fermée. Tant pis, à-Dieu-vat ! ce serait Israël, puisque le destin en avait ainsi décidé.

En Israël, au début, ils furent euphoriques. Ils commencèrent à apprendre la langue, reçurent une aide matérielle pour un an, trouvèrent un appartement à Carmiel, s'achetèrent tout ce qu'il fallait pour se faire une nouvelle vie.

Grant s'inscrivit au Tekhnion de Haïfa, Béa au Lycée et le petit à l'école maternelle. La tranquillité, enfin.

Sergei eut droit, comme nouvel immigrant, à une formation pour mettre ses connaissances en conformité avec les normes israéliennes. Il suivit donc des cours pour devenir professeur de sport, l'un de ses deux métiers à Tachkent. Le drame eut lieu dans les douches.

Tout le monde savait qu'il n'était pas juif, il n'avait pas vu l'intérêt de faire croire le contraire, et de toute façon l'indispensable carte d'identité sur laquelle était inscrite sa nationalité, Tadjik, le précédait partout. Il se lavait un soir en revenant du stade quand ses compagnons remarquèrent qu'il était circoncis. Les accusations précédèrent les questions : « Tu t'es fait circoncire pour passer pour juif. »

Et d'épiloguer sur tous ces goys qui trichent pour venir en Israël y manger le pain des Juifs. L'accusé protesta avec sa seule arme, la vérité : « Cela fait quarante ans que je suis circoncis, je suis musulman. »

Il se retrouva tout nu, hurlant et roué de coups de pieds sur le carreau du vestiaire « là où passaient des femmes », ajouta Grant la gorge nouée, tandis que les autres criaient que jamais ils n'accepteraient qu'un Arabe se lave parmi eux.

Quelqu'un lui jeta ses vêtements, il se rhabilla, victime de l'humiliation de son existence. Il arriva chez lui en proie à l'hystérie : il venait de ressentir ce qu'avait pu éprouver sa femme deux ans auparavant. Le lendemain il retourna au cours et trouva sa table de travail et toutes ses affaires dans un coin. Il quitta l'école.

Le petit revenait de la maternelle en larmes, demandant à ses parents ce que signifiait être un sale goy et pourquoi il fallait tuer tous les Arabes. La fille de dix-sept ans fut empêchée de monter dans l'autobus qui la menait à l'école

quand on sut que non seulement elle croyait en Jésus mais qu'en plus son père était un sale Arabe. Quant à Grant, il s'entendit dire un beau jour par un étudiant que s'il voulait être un bon Israélien il lui faudrait voir son père comme un ennemi qu'il devrait un jour accepter d'éliminer.

Ils trouvèrent du travail dans une usine qui faisait de la peinture en carrosserie. Un métier tuant mais assez bien payé. De toute façon, à Carmiel, quand on a un travail on le garde. Cette ville qui accueille les immigrants par milliers n'a pas créé la moindre entreprise depuis le début de l'*alyah*. Les volontaires pour le moindre poste de travail se présentent par dizaines, le patron sut en profiter : pour ne pas respecter les normes indispensables d'hygiène et de sécurité, pour imposer des journées de vingt heures et la paye à discrétion, pour tenter d'obliger Sergei à porter une kippa¹, amusement sadique puisqu'il savait ce qu'il en était. Sergei protestait, jurait que sur la mémoire de son défunt père... L'autre riait et passait à autre chose jusqu'à la prochaine fois.

Vint la guerre du Golfe. En contravention avec toutes les consignes de sécurité, il enferma Sergei, Grant et Ella dans la fabrique où ils furent obligés de travailler toutes sirènes hurlantes, tandis que tout le monde était aux abris et qu'à la maison, les deux plus jeunes devaient se débrouiller seuls avec le calfeutrage de l'appartement et les masques à gaz.

Afin de payer les sommes mirobolantes demandées par la banque Edoud pour quitter le pays, ils vendirent pour une bouchée de pain ce qu'ils avaient acheté à leur arrivée : électroménager, meubles, ustensiles divers. Grant alla servir de portefaix dans les territoires où on lui fit transporter sur son dos maigre malles et mobiliers divers appartenant à des immigrants qu'on avait réussi à convaincre de s'installer là.

¹ Petite calotte que les hommes portent sur la tête, signe distinctif des religieux juifs.

– Des fous, m'expliqua-t-il. Les Territoires, c'est l'enfer. C'est la guerre là-bas, des barbelés partout, des militaires en patrouille, des voitures brûlées sur les routes et des jets de pierres. Mais j'ai accepté le temps qu'il fallait, personne ne voulait faire ce boulot, c'était bien payé.

Et pour cause...

Un jour enfin, Sergei commit l'irréparable. Comme beaucoup de Russes il s'était lié d'amitié avec des ouvriers arabes, les seuls à accepter les mêmes conditions de travail. Et il en amena un soir deux chez lui pour prendre le thé. C'était le 2 octobre 1991. Cinq minutes après leur départ, une dizaine de voisins envahirent l'appartement en hurlant. Déjà ils devaient les supporter, eux, arabes, mais s'ils devaient en amener d'autres à la maison ils craignaient pour leurs enfants parce que – c'est bien connu – les Arabes pouvaient les égorger. Ils n'attendraient pas cela, ils frapperaient les premiers. Alors dehors, et vite.

Ils avaient déjà entendu de telles menaces à Tachkent, chat échaudé... Il y avait urgence.

Ils débarquèrent tous les cinq en Hollande.

Grant et Sergei me regardaient en silence, la tête légèrement penchée, souriant doucement. On aurait dit deux enfants perdus.

Oirschot est une petite ville ravissante qui évoque absolument une Hollande de carte postale. Les maisons y sont de briques et pimpantes, les chaussées pavées joliment, les façades fleuries. Oirschot a son canal bien sûr, ses ponts. Et un petit hôtel-restaurant où je suis descendue et où j'ai décidé – l'endroit est plus accueillant qu'un hôtel international – d'inviter les demandeurs d'asile qui veulent bien répondre à l'interview.

Ils sont huit à avoir accepté, huit hommes exclusivement. Aucune de leurs épouses ne jugea bon de venir rencontrer la Française qui parlait l'hébreu et assurait qu'elle n'était pas juive...

Il y avait Sergei et Grant. Il y avait le blond et corpulent Boris et le grand et mince Pinhas. Il y avait Youri et Sacha et d'autres. C'est là que je fis leur connaissance.

Je posai un magnétophone au milieu de la table et, suivant les conseils de Nicolaï à Moscou, leur demandai : « Si vous voulez que je cache quelque chose, dites-moi quoi et je ne l'écrirai pas, mais s'il vous plaît, dites-moi la vérité. »

Et je crus utile d'ajouter :

– Je parle l'hébreu, je connais très bien Israël, mais je suis totalement indépendante et de plus j'ai de la sympathie pour votre cause.

Ils me sondaient, assis en rond dans la partie terrasse du petit restaurant. La lumière y était crue mais il y faisait bon. La serveuse apporta les consommations. Ils se lancèrent.

C'est Boris qui commença. Assis en face de moi à gauche, comme il ne parlait que le russe, son récit me parvint par l'intermédiaire d'une traduction en anglais. Il avait quarante-quatre ans, une corpulence qui fleurait la santé de fer, une beauté de grand paysan costaud un peu buriné et au visage rond. Il me conta l'histoire de la famille Zilberman.

Il ne semble pas nécessaire de donner en détail ce que fut le récit des compagnons de Boris, chaque histoire ressemble à l'autre. Tous avaient vécu le réveil d'un antisémitisme autorisé et largement diffusé sur les ondes à partir de 1989, accompagné d'une propagande intense de *Kol Israël* à rejoindre la Terre promise qui intégrerait tout le monde. Certains racontèrent qu'ils reçurent à leur arrivée des propositions d'espionnage contre leur patrie d'origine, qu'ils

refusèrent, outrés. Tous étaient des couples mixtes, tous avaient des récits consternants à faire sur les petits garçons terrorisés à qui l'on avait arraché de force le pantalon pour montrer publiquement leur ignominie. Des histoires de gens licenciés pour non-judéité, de pierres lancées aux fenêtres assorties de « sales goys, dehors ». De signes d'égorgement qu'on leur faisait quand ils rentraient chez eux, où ils finissaient par se terroriser. L'un raconta qu'il reçut à la naissance de sa fille un certificat faisant état de la mère – juive – mais pas de lui. Père d'une fille bâtarde.

Récits encore de l'arrivée des meubles en morceaux, et du refus de l'assurance de payer l'indemnité prévue. Pour six mille shekels d'assurés, trois cents furent remboursés, parce que « pour un Russe, c'est suffisant ». Récits enfin de la déception, de la désillusion cruelle concernant la Hollande qui ne cessait de leur répéter qu'ils retourneraient tous en Israël. Cette simple perspective les terrorisait et la révolte les prenait à la gorge.

L'interview était exténuante, jamais je n'avais été confrontée à autant d'émotion concentrée. Je marquai une pause, épuisée, et je les regardai qui me regardaient. J'éteignis le magnéto. J'avais jonglé avec l'hébreu et l'anglais, c'est fatigant. Au bout de quelques instants, l'un d'eux demanda :

– Tu sais, toi, pourquoi ils nous font venir si c'est pour nous traiter comme ça ?

Obsédés par leur unique perspective, celle de quitter au plus tôt ce pays, pas un n'avait seulement pris le temps de réfléchir aux raisons de sa présence. Pas un n'avait pris le recul nécessaire à voir le fonctionnement de cette énorme machine qui se mit en branle avec l'antisémitisme qu'on réveille, les ambassades qui se ferment, la propagande qui leur dit de

venir en Israël, les forces qui les canalisent d'un avion à un autre entre des rangées de soldats et de chiens, et l'arrivée massive de tous ces paumés dans la poudrière israélienne.

On aurait dit des enfants. Nous avions en moyenne le même âge, à part Grant qui était le seul jeune homme. Ils étaient comme des gamins perdus, broyés par une ignoble intrigue qui défendait des intérêts qui ne sont pas, n'ont jamais été et ne seraient jamais les leurs. Hier professeur, ingénieur, ouvrier, économiste, concertiste. Aujourd'hui pauvres hères sans maison ni adresse, sans passeport ni nationalité. Tous avaient payé pour quitter Israël, on prétendait les y renvoyer de force. Sans avenir, sans perspective. Juifs errants. Russes errants.

– Vous voulez que je vous explique ?

Ils se penchèrent autour de moi qui venais de prendre crayon et papier pour leur dessiner une carte d'Israël et des Territoires. Et je leur expliquai ce qu'est le plan des Sept étoiles. Je traçai au stylo le long boyau qui suit le tracé de l'ancienne ligne de cessez-le-feu de 1948. Le boyau se construit, mais il est encore vide. On a besoin de bras pour le faire, et surtout de chair à saucisse pour le remplir.

– Et la chair à saucisse, c'est nous, dit l'un d'eux.

Je hochai la tête.

Je leur expliquai également l'intérêt que peut avoir Israël à voir baisser brusquement le prix de sa main-d'œuvre, les exigences de James Baker et de son prédécesseur George Schultz à cet égard et les promesses faites par Itzhak Modaï, ministre des Finances, que ces engagements-là seraient tenus. Ils étaient le prix exigé par Washington pour organiser l'*alyah*. Tiers-mondisation d'une population jusqu'alors protégée syndicalement et qui devenait un réservoir de main-d'œuvre hyper compétente et incapable de la moindre exigence salariale.

Ils étaient tristes, tristes à mourir. Ils n'avaient plus rien, ils avaient tout vendu, les meubles, les bijoux, le piano ou le violon qu'ils avaient réussi à sauver. Tel avait encore son fils en URSS, tel autre sa femme, la plupart leurs vieux parents. Ils avaient dû renoncer à leur ancienne citoyenneté et exécraient la nouvelle. Apatrides. Enfants perdus, coupables de s'être mariés selon leur cœur, coupables d'avoir aimé, d'avoir été aimés pour ce qu'ils sont, sans distinction de race et de religion. Coupables d'avoir choisi l'amour contre le clan. Ils cherchaient un pays qui les autoriserait à vivre avec le conjoint qu'ils s'étaient choisi.

Mon cœur déborda. Je levai le camp.

C'est le lendemain matin, dimanche, que Grant me présenta Igor.

Pour bien marquer sa détermination, il déclina la totalité de son état civil : nom complet, date de naissance, ancienne adresse à Leningrad et Haïfa. Si le Mossad² voulait en savoir plus, il se tenait à leur disposition, il n'avait peur de personne. Il avait compris, lui, ce que les autres n'avaient fait que subir.

Lui n'avait rien d'un enfant perdu. Il était trop conscient politiquement pour cela, mais le malheur l'avait frappé comme les autres, la machine avait broyé sa famille sans que l'illusion s'en mêle. Ils avaient fui deux fois pour sauver Iulia, la si belle Iulia.

Quand il évoqua l'homme qui était venu pour la lui acheter, il fit une vilaine grimace et détourna la tête un instant. Il ne regardait rien, ses yeux tout grands ouverts scrutaient le vide. Un long, un très long moment s'écoula avant qu'il puisse reprendre son récit.

² Services secrets israéliens.

Je quittai Eindhoven vers midi, sans avoir pu rencontrer une seule femme depuis Janna. Je les aperçus seulement de loin, en groupe serré, au milieu d'une allée qu'il m'était interdit d'emprunter. Un dernier requérant s'approcha de moi pour me raconter son histoire.

– Il paraît que ça va s'arranger, dit-il. De toute façon, ils ne peuvent tout de même pas nous renvoyer là-bas, tu imagines ?

Non, je n'imaginai pas.

Nous étions le 15 décembre 1991. Ce soir-là, ils couchèrent sans leurs chaussures et ne firent pas la ronde.

Igor ne s'enchaîna pas au radiateur.

Ils étaient tous rentrés des églises. Ils étaient tous là.

À six heures du matin, le 16 décembre, Sveta se leva en sursaut, réveillée par des cris stridents de femmes et d'enfants. Elle courut pour aller ouvrir la porte : elle la reçut en pleine figure, comme plusieurs policiers armés de menottes et de cisailles entraient, accompagnés d'une traductrice.

– Famille Zilberman, debout, vous repartez en Israël.

Sous le choc, ils voulurent parlementer. Ils expliquèrent que leur procédure était encore en cours et que le jugement les concernant devait être rendu le 19, trois jours plus tard.

– Nous avons un avocat, dit Boris. Veuillez nous mettre en contact avec lui.

– Il y a un avion qui attend, nous n'allons certainement pas perdre de temps avec vous. Si vous voulez parler à votre avocat, vous l'appellerez depuis Israël. Les bagages, vite.

Boris alla à la fenêtre et le spectacle qui se découvrit à ses yeux le glaça. Tout le camp était envahi de policiers et de chiens qui faisaient un véritable mur autour des bâtiments. Hommes armés vêtus de noir, tenant des bêtes muselées

et grognantes tirant sur leurs laisses. Motos, camions, ambulances et autobus.

Il se pinça. Il était bien en Hollande, en 1991, et non dans un pays voisin quelque cinquante ans plus tôt.

Le directeur, on voulait parler avec le directeur. Sveta prévint qu'elle ne s'habillerait pas avant de l'avoir vu. Les policiers s'impatientèrent. Si elle continuait, on l'embarquerait en chemise.

– Jamais nous n'accepterons de céder ainsi à de telles méthodes, s'insurgea Boris.

Un policier le coupa sèchement.

– Soit vous vous laissez faire, soit on vous menotte, on a de quoi.

– Pas les menottes, pas les menottes, supplia Denis.

Sveta décida de ne pas résister devant lui. Brisée, elle demanda aux hommes présents de se retourner pour pouvoir s'habiller. Ils refusèrent et firent entrer une femme à leur place.

Rien n'était possible, c'était perdu. Alors le cœur la lâcha. Affolé, Boris se précipita pour lui porter ses médicaments mais un policier s'interposa et les confisqua.

Denis hurla :

– Laissez maman prendre ses médicaments.

La traductrice intervint et lut qu'il s'agissait bien de produits pour le cœur. On les lui rendit, il était temps.

Comme elle n'allait pas assez vite pour remplir les quelques valises qui représentaient tout leur avoir, un policier intervint et bouchonna le tout pêle-mêle dans les sacs. On n'allait tout de même pas perdre du temps à cause d'eux.

Boris le débonnaire, le doux Boris était fou d'impuissance, de désespoir, d'humiliation. Il ne supportait pas d'être pris comme un esclave, comme un objet, il montrait ses papiers, hurlait qu'ils avaient encore trois jours avant la réponse,

criait, se débattait en vain. On le repoussa grossièrement. Il parlait droits de l'homme, légitimité internationale et autres fadaïses. Brisé enfin, il eut, une seconde, la possibilité de se jeter sur un couteau qui traînait sur une table. S'il se tuait, il pourrait peut-être sauver sa femme et son enfant.

– Papa ! Papa, arrête papa !

– Boris, je t'en conjure, supplia Sveta.

On le désarma.

Ils furent brutalement poussés dehors, Boris le premier. Dans le couloir, il vit passer Pinhas, nu, menotté pieds et poings et de surcroît ligoté comme un saucisson, qu'on traînait par terre, devant sa femme et ses enfants. Il s'était agrippé tellement fort à son lit qu'il avait fallu six hommes pour lui faire lâcher prise, et comme il avait décidé, définitivement, qu'il n'obéirait pas aux ordres, on l'avait ficelé des pieds à la tête, tellement fort qu'il était défiguré de douleur. Il fut traîné par terre jusqu'à l'autobus.

Soudain le camp retentit d'un hurlement inhumain suivi de cris hystériques. C'était un de leurs amis, Sergei Arseniev, qui venait de sauter du troisième étage. Pour échapper à la raffe, il avait demandé à sa femme d'occuper les policiers. Doucereuse, elle avait fait mine de vouloir fumer une cigarette et tandis qu'un policier se penchait vers elle avec une allumette, il enjambait la fenêtre.

– Espèce de salope, tu l'as fait exprès ! glapit le policier en secouant Dina comme un prunier.

Dehors, les autres se précipitèrent sur le malheureux. Non pour lui venir en aide, mais pour lui lier les mains dans le dos. Puis, constatant que ce n'était plus nécessaire, lui prendre ses papiers.

Il avait la colonne vertébrale et les jambes brisées en deux endroits.

– Mon mari, mon mari, hurlait Dina, laissez-moi rejoindre mon mari !

Elle apparut avec son enfant dans le couloir où elle croisa Sveta. Cette dernière voulut un instant s'entretenir avec elle, elle fut brutalement poussée dans le dos par un policier :

– On ne parle pas. On avance.

– Ne me touchez pas ! cria Sveta. Je ne suis pas un objet.

Elle demanda à aller aux toilettes. On le lui accorda, mais et elle dut s'y soulager porte grande ouverte devant un policier qui ne la lâcha pas du regard.

Elle monta dans l'autobus avec Denis, où elle rejoignit Boris et deux autres familles. On les fit asseoir un par rangée avec un policier à chaque bout. Boris tenta de se lever pour voir quelque chose dehors, il prit un coup sur la tête.

On ne bouge pas.

Il se retourna pour parler à Sveta.

On ne parle pas.

Ils étaient trois familles pour quinze policiers. Le bus démarra.

La famille Zilberman retournait en Israël. Sans Ivan.

Quand elle arriva dehors, Dina ne trouva pas Sergei.

– Mon mari, mon mari ! Où est mon mari ?

– Papa ! Papa ! hurlait le petit.

Il avait disparu en ambulance. On fit monter la femme et l'enfant dans l'autobus.

Houspillée devant son petit garçon, une femme de vingt-six ans réussit à brandir une autorisation de rentrer en Russie. Elle avait triché pour aller en Israël, elle n'était absolument pas juive et avait réussi à faire jouer des relations pour rentrer au pays.

– C'est très bien, dirent les policiers, tu t'en serviras depuis Israël.

Et elle rejoignit le troupeau.

Dans la chambre d'Igor, les policiers entrèrent armés d'une énorme cisaille et cherchèrent la chaîne qu'il n'avait pas eu le temps d'acheter...

— Ouste, tout le monde repart, vous avez cinq minutes.

Les deux vieilles mères, soixante-quinze et soixante-dix-neuf ans, se mirent à crier. Elles insultèrent les policiers et, hurlantes et pleurant à chaudes larmes, elles furent brutalement bousculées vers le couloir à coups de gifles.

— Nazis, fascistes ! hurlaient-elles.

Tous tentèrent de résister. Igor, cardiaque, dut rapidement renoncer. Iulia voulut se débattre mais un policier lui fit lâcher prise en lui brisant le pouce, elle hurla de douleur. C'est Faïna qui fut la plus dure à faire céder. Arc-boutée dans l'embrasement de la porte, malgré les gifles et les coups, elle avait décidé qu'elle ne retournerait pas en Israël. Jamais.

— Mais aidez-moi, vous autres ! cria-t-elle à l'adresse des malheureux déjà dans le couloir.

Elle ne voyait même pas que, en larmes et désespérés, ils ne pouvaient rien pour elle. Il faudra six hommes pour lui décrocher les mains et les lui mettre dans le dos pour enfin la pousser, comme les autres, vers l'escalier, puis vers l'allée, puis vers le bus.

— Nazis, fascistes !

Igor dut se laisser bousculer et brutaliser devant Iulia, la fille adorée qui ne cessait de pleurer devant l'humiliation de ses parents, de ses grands-mères. Et devant la perspective qui s'offrait à elle quand elle serait de retour à Haïfa.

Des fenêtres, Sergei et Ella, Pavel et Liéna, Vladimir, Tanya et leurs enfants regardaient en pleurant le pauvre troupeau qu'on embarquait. Les enfants au sein, les vieillards qui trébuchaient, les jeunes hommes qui se débattaient,

les femmes qui pleuraient, les jeunes enfants, les hommes d'âge mur. On tirait, on poussait, on tapait, on giflait. On criait, on pleurait, on hurlait, on tombait. On se ramassait, et on montait dans l'autobus.

Eux avaient échappé à la rafle par ils ne savaient quel miracle. Muets d'horreur, ils avaient entendu des chambres voisines des bruits de coups sourds suivis de hurlements déchirants puis suivis de pire encore : d'un silence lugubre. Ils avaient compris ce qu'il y avait à comprendre : gaz paralysants.

Ils regardaient partir leurs compagnons d'une si courte lutte, d'un si bref combat pour faire reconnaître des autorités hollandaises le bien-fondé d'une revendication : vivre n'importe où, mais pas en Israël.

— Impossible de vous accorder l'asile, pas d'Israël, c'est un pays démocratique.

Comme la Hollande.

Les autobus sortirent du camp par une porte arrière qui donnait directement sur un petit aérodrome, celui que j'avais repéré le jour de mon arrivée, mais auquel on n'avait accès par aucune route. On fit descendre les malheureux un à un, entre deux rangées de policiers si serrés qu'ils furent littéralement portés jusqu'à la passerelle, leurs pieds ne touchant pas terre. À la passerelle, ils durent subir, enfants compris, une humiliante fouille au corps les bras en l'air.

On leur retira tout ce qui pouvait être tranchant ainsi que leurs bagages à main.

— Mais il y a là tous mes papiers, s'insurgea encore Boris.

Ses papiers d'identité, ses diplômes, permis de conduire, carnets de santé. Argent.

— Vous les retrouverez en Israël.

— Mais ce ne sont que des produits de maquillage, supplia Sveta en tentant de s'accrocher à un sac à main.

– Vous les retrouverez en Israël.

Ils furent assis dans l'avion, un par rangée, avec un policier à chaque bout. Boris d'un côté, Sveta d'un autre avec Denis.

Ils virent entrer Natalia, la femme de Pinhas. Elle était vêtue d'une simple chemise de nuit qui lui arrivait à mi-cuisses. Dans ses bras, son petit de deux ans était en pyjama et pieds nus, secoué de convulsions nerveuses à force de pleurer. Derrière elle était l'aîné de dix ans, vêtu de la même manière, et qui criait « papa, maman, papa, maman ».

Suivit Pinhas, toujours ligoté, toujours en slip. À lui aussi on avait fait la fouille au corps. On l'installa en bout d'avion où il resta jusqu'à Tel-Aviv, toujours nu. Quelqu'un se retourna pour le voir et reçut un coup sur la tête : regardez devant vous.

Arrivèrent Dina et son fils. Elle suppliait toujours :

– Mon mari, mais dites-moi au moins s'il est vivant ou mort. Laissez-moi rejoindre mon mari ! Laissez-moi rejoindre mon mari !

Miracle dans cet océan de barbarie : on vint la chercher, elle redescendit et put le rejoindre.

À l'heure où j'écris ces lignes³, ils se cachent encore.

L'avion continuait de se remplir. Arrivèrent Igor et sa famille, les deux vieilles femmes pleurant toujours, Iulia bouffie de larmes, Faïna hallucinée. L'une des deux vieilles s'arrêta pour parler à quelqu'un et prit une gifle. Silence dans les rangs !

– Mais ne vous inquiétez donc pas, disaient de temps à autre ceux qui parlaient le russe. Tout va bien, tout va bien, vous rentrez seulement en Israël.

Les moteurs vrombirent.

Du fond de l'avion, un homme cria à ceux qui entraient :

– Il va partir, courez vers le fond, ça l'empêchera de décoller.

Pauvre fou ! Au bout de chaque rangée des policiers avaient sorti des seringues...

Les malheureux n'eurent plus que les cris.

– Nazis, nazis ! Fascistes ! Assassins !

Soudain, un homme entra et s'approcha de Boris. Sveta défaillit. Venait-on le chercher pour la punir, elle, d'avoir traité les policiers de nazis ? Son cœur la lâchait de nouveau. Boris avait disparu.

Il était dans la cabine du pilote où on lui apprit qu'on venait de comprendre l'erreur les concernant : leur procédure était bien encore en cours. S'il voulait signer, là, il pourrait partir tout de suite...

Terrorisée, Sveta le vit descendre de l'avion.

Quelques instants plus tard, on vint la chercher et elle descendit avec Denis.

– Nos bagages, nos bagages sont dans l'avion, dit enfin Boris.

Tout ce qui leur restait au monde. Vêtements, objets divers, papiers, permis de conduire, diplômes. Argent. Produits de beauté.

– Ne vous faites pas de souci, vous les retrouverez dans trois jours.

Sveta s'assit par terre, en proie à une violente crise, elle se vit mourir. Avant de voir l'avion décoller, ils eurent encore le temps de scruter une dernière fois le visage décomposé de quarante-trois de leurs amis qui s'envolaient vers la patrie des juifs.

Sveta était au bord de l'évanouissement. Boris lui tendit ses médicaments. Autour d'eux les policiers allumèrent des cigarettes en riant. Ils s'embrassèrent, se congratulèrent.

³ En 1993.

Opération terminée. On a bien travaillé. On est contents. On rentre à la maison.

Boris et Sveta furent dirigés vers un autre camp pour les trois jours qui leur restaient.

Ivan ne saurait même plus où les joindre.

À Beatrixoord, un silence de mort avait remplacé les plaintes et les hurlements. Les rescapés, hagards, firent le tour des chambres laissées grandes ouvertes et encore allumées. Par terre il y avait des jouets épars, des armoires et des landaus renversés, des lunettes de vue, des souliers, des vêtements chauds. Dans chaque chambre des traces de lutte, des marques de semelles sur la literie.

– C'est un pogrom, un pogrom antijuif, dirent-ils, encore incrédules.

Dans la chambre de Pinhas, ils trouvèrent sur le lit des traces de chaussures et du sang sur l'oreiller.

La presse refit son apparition dans le camp. En fin d'après-midi, des journalistes prévinrent que la télé allait montrer l'arrivée à Tel-Aviv.

Assis autour du poste, ils regardèrent l'arrivée en Terre promise.

Pinhas avait fait tout le voyage ligoté, il était toujours nu, et montrait aux caméras les marques que lui avaient faites les câbles. Natalia s'était enroulée dans une couverture, dessous elle était toujours en chemise de nuit. Leurs deux enfants étaient toujours pieds nus, toujours en pyjama. Ils pleuraient. Certains étaient menottés, pleins d'ecchymoses, de contusions, échevelés, ahuris, hallucinés. Désespérés.

Tout le monde vit en Israël le retour des brebis galeuses, des juifs récalcitrants au rêve sioniste. Et pour les nouveaux candidats à la fuite, à bon entendeur, salut.

À Eindhoven les rescapés pleuraient devant leur poste, la télé les filmait. Ils se verront, plus tard, regardant leurs larmes en regardant les larmes des déportés.

La deportatzia. La déportation. Le mot, chargé d'histoire, est choquant, insupportable, lourd de souvenirs autrement insoutenables. Pourtant, malgré les médias qui ont fait état d'expulsions – notamment l'AFP –, ils n'ont pas été «expulsés», c'est-à-dire rejetés d'un endroit quelconque, mais «déportés», c'est-à-dire envoyés dans un lieu qui n'est pas le leur, contre leur volonté, par la force. Ce mot est à eux. Ces juifs-là sont propriétaires de leur vocabulaire.

Deux jours après, la presse française annonça, laconique, une nouvelle fournée d'«expulsions» de neuf personnes dans un autre camp. Les rescapés étaient tous en danger.

TERRE D'ASILE

Les premiers arrivèrent à Paris le 25 décembre à sept heures du matin.

La place de la Bastille était déserte et la nuit totale, ce matin de Noël 1991. Devant un des cafés fermés, se tenaient, engoncés dans leurs gros anoraks au milieu de quelques valises, quatre enfants perdus, quatre Russes errants de la fin du vingtième siècle. Le père et la mère, lui brun, elle blonde, immobiles, anxieux, muets. De toute évidence, c'était lui le sale juif et elle la sale goy, Vladimir et Tanya. À côté d'eux, une petite jeune fille et un jeune garçon. Je n'oublierai jamais cette image de leur détresse, en même temps que de leur confiance en moi. Ils avaient fait une nuit de route avec des passeurs véreux sur la foi d'une parole que je ne leur avais même pas adressée directement. Sergei leur avait donné mon numéro de téléphone et assuré que je les accueillerais.

Vladimir et Tatiana parlaient très mal l'hébreu, c'est leur fille Alona qui nous servit d'interprète. Ils étaient assez distants, en fait épuisés de peur et de fatigue. Je pris un plan de banlieue et me rendis à Créteil.

Toutes les rues étaient désertes en ce matin de fête, personne ne put nous indiquer le chemin. Nous tournâmes en rond plus d'une heure avant de trouver le petit immeuble de France terre d'asile.

Ce qui s'y passa, jamais je n'oublierai.

C'est une jeune Vietnamienne qui nous accueillit. Elle nous attendait.

La chambre était prête. Les draps, les ustensiles pour le ménage, les clés. On leur donna rendez-vous pour le lendemain, ils devaient être fatigués, on leur donna des tickets pour manger. On leur souhaita la bienvenue. C'était doux, c'était chaud. Cela faisait deux ans qu'on ne les avait plus pris pour des êtres humains.

Pavel et Liéna arrivèrent trois jours plus tard, sans crier gare. France terre d'asile les accueillit de la même manière, mais prévint tout de même qu'il valait mieux appeler avant, le centre n'était pas extensible. La chambre pour Sergei et Ella était prête, il ne restait qu'à les faire venir.

Après avoir appris à quelles conditions les passeurs avaient fait venir les premiers, je mis en branle tout un réseau d'amis pour aller les chercher. Leur avocat m'avait prévenue que, malgré un dossier excellent, ils ne pouvaient rien espérer : toutes les décisions étaient prises avant même le jugement, ils seraient renvoyés en Israël comme les autres.

Je partis un vendredi soir par l'autoroute du nord en suivant un itinéraire griffonné sur un papier. Je traversai des villes sombres et tristes et m'enfonçai dans une région de corons et

de terrils abandonnés. C'était un pays en voie de disparition, où toute la légende ouvrière semblait peu à peu dans le passé. Corons murés, chemins de fer envahis de ronces, villages presque déserts. Je me perdis dans une agglomération dont toutes les maisons étaient identiques et les plaques illisibles. Rues désertes, chiens lugubres, éclairage d'un autre siècle, cette région qui avait dû il y a quelques décennies encore grouiller d'hommes, de femmes et d'enfants se mourait doucement des restructurations industrielles et de l'Europe de demain. Dans ce monde à l'agonie se trouvait encore un homme qui, sans hésiter, avait accepté d'aller sauver une famille d'inconnus. Là habitait Domi, un garçon que je ne connaissais pas et qui avait été contacté par mes amis parisiens.

Domi possédait une voiture qui avait un avantage précieux : elle était immatriculée d'un département frontalier, de ces numéros qui passent les frontières sans attirer l'attention.

Nous partîmes à deux voitures le samedi matin vers six heures, et atteignîmes le Novotel d'Eindhoven à dix heures. Nous étions en train de boire un café quand Grant entra, accompagné d'une femme de toute beauté, sa mère, et des deux plus jeunes. Sergei était allé à l'hôpital faire ses adieux à son ami Arseniev, le malheureux qui avait sauté par la fenêtre et que seule l'hospitalisation mettait – provisoirement – à l'abri de la police.

Quand il entra, je me levai pour aller à sa rencontre. Il m'enserra très fort et murmura simplement « ma sœur ».

Je chargeai Béa et les bagages, Domi prit les parents et les deux garçons, et nous franchîmes la frontière en plein milieu d'un village, en passant le cœur battant devant un gros panneau rouge et blanc pourtant bien explicite : halte, défense de passer, frontière. Un concert d'avertisseurs et des hurlements de joie ponctuèrent l'arrivée en France.

Les trois familles déposèrent leur demande d'asile auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, l'OFPPA, reçurent l'appui du Haut-Commissariat aux réfugiés, le HCR, et tentèrent de réapprendre à dormir.

Dès le 17 décembre, Sveta fut mise sous contrôle médical au centre du camp de Luntern où on les avait conduits pour attendre la fin de leur procédure. Le 20 décembre enfin, ils furent convoqués à la police pour apprendre que leur procédure était terminée et que le 24 à huit heures trente ils seraient emmenés en Israël. Boris demanda alors qu'on lui rende ses papiers, toujours entre les mains de la police, afin de pouvoir tenter sa chance ailleurs. On lui répondit qu'il n'en était pas question, il irait en Israël et nulle part ailleurs.

Sur le conseil de leur avocat, ils quittèrent alors le camp pour aller se cacher à Amsterdam où l'Église orthodoxe leur donna refuge.

Le 24 décembre au soir, ils reçurent un message leur disant qu'en raison de l'état de santé de Sveta, leur renvoi en Israël était reporté : ils pouvaient retourner dans le camp et y dormir tranquilles jusqu'à la mi-janvier au moins.

Dormir, ils avaient oublié comment on fait. Sursautant à chaque bruit, ils passaient des nuits blanches et, s'ils réussissaient à s'assoupir, c'était pour se réveiller à six heures chaque matin et courir à la fenêtre.

Dans ce nouveau camp, il restait trois familles d'Israël. Un beau matin, alors qu'ils étaient allés pointer à la police, Boris et Sveta entendirent des cris dans la pièce d'à côté. Il s'agissait d'un Juif russe comme eux qui criait, indigné, qu'il était un homme libre et pas un esclave et qu'on ne l'embarquerait pas comme du bétail avec sa famille pour une destination qu'il n'avait pas choisie.

De retour au camp, Boris et Sveta virent entrer la police dans sa chambre où se trouvaient sa femme et son enfant. Puis, au bout d'une heure à peu près, ils les virent sortir et se diriger vers une voiture. Quand le véhicule s'approcha d'eux, ils virent que la femme avait le visage en sang, et elle eut le temps de crier, avant que la voiture disparaisse : « Regardez comme ils m'ont battue ! »

Pendant trois jours on ne les vit pas au camp, où resta tout seul leur fils de sept ans. Puis on vint chercher le petit et personne ne les revit. Tous leurs bagages restèrent là.

La « *deportatzia* » continuait, au compte-goutte.

Dans les jours qui suivirent, policiers et travailleurs sociaux ne cessèrent de harceler les Zilberman pour leur faire signer un papier par lequel ils demanderaient de retourner en Israël.

– Puisque de toute façon vous y retournerez, pourquoi ne pas le faire gentiment ?

Sveta allait mieux, le spectre du retour en Israël se redessina de jour en jour.

Dans le camp, ils se lièrent d'amitié avec des Russes qui avaient une voiture. Un jour qu'ils se rendaient à Amsterdam, ils furent à différentes reprises arrêtés sur la route pour des contrôles tatillons totalement injustifiés : on les suivait.

Le 31 janvier enfin, comme ils sortaient d'un magasin où ils avaient acheté des bricoles, ils furent arrêtés et conduits dans les bureaux où on les accusa de vol. Ils protestèrent de leur bonne foi et subirent une fouille en règle qui les disculpa : on ne trouva rien sur eux. Sauf des articles achetés ailleurs quelques heures plus tôt, et pour lesquels ils n'avaient pas de tickets.

Ce fut suffisant pour les faire embarquer par la police qui les retint plusieurs heures, leur assurant qu'ils avaient commis un délit en ne gardant pas sur eux des tickets de caisse.

On cherchait à leur faire endosser quelque délit. Il leur fallait disparaître.

C'est à ce moment-là que leur avocat leur fit parvenir un fax en provenance de France leur demandant de se mettre en contact avec des Russes à Créteil.

Boris appela Vladimir.

Le centre, la gare d'aiguillage du sauvetage de la famille Zilberman, ce fut Liza.

Liza était une Hollandaise qui était venue très souvent à Beatrixoord proposer ses services aux requérants. Elle était russophone et de religion russe orthodoxe, peut-être même était-elle religieuse. Ses coordonnées me furent communiquées par Béa. Dès que je lui fis part de mon projet, nous fûmes en contact permanent, et ce d'autant plus facilement qu'elle parlait également le français. Un trésor.

À France terre d'asile la situation avait changé. Une arrivée massive de Kurdes avait investi toutes les chambres encore disponibles, l'association ne pourrait fournir aux futurs requérants le même service qu'aux premiers arrivés. Mais il n'était pas question de laisser qui que ce soit à la rue. On m'indiqua la marche à suivre.

Je n'avais comme voiture qu'une fourgonnette dans laquelle il m'était interdit de prendre plus d'un passager. C'est là qu'il est bon d'avoir des amis. Pour ma part, j'avais Pierre, et quand on a Pierre, on peut gérer les urgences.

– Comment veux-tu que je te dise non ? se plaignit-il au téléphone quand j'eus hoqueté mon récit au milieu d'une longue crise de larmes. C'est bon, je vais venir avec toi les chercher, tes Juifs.

Pierre travaillait et logeait à Châlons-sur-Marne.

J'étais à Paris.

Liza à Eindhoven.

Boris à Amsterdam.

Depuis Créteil, Vladimir lui dit d'appeler Liza qui m'appela pour me dire que le contact était établi. Nous étions lundi, le voyage était prévu pour le mardi après-midi.

À huit heures du matin mardi, Liza appela pour dire qu'elle était morte d'inquiétude : elle avait perdu le contact depuis la veille au soir. Nous restâmes en relation téléphonique triangulaire pendant toute la matinée, nous appelant les uns les autres, moi de mon travail et eux de leur foyer et Liza de son domicile hollandais : Boris n'appelait pas, nous étions rongés d'angoisse. Enfin Sergei eut des nouvelles.

– Boris a appelé, ça va très mal. Sveta et Denis sont dans le camp et il ne peut ni les retrouver ni les joindre par téléphone : ils sont cernés par la police.

Trop tard ! J'imaginai Sveta et l'enfant embarqués sans Boris, la famille une nouvelle fois éclatée, le désespoir... J'éclatai en sanglots.

– Attends, c'est peut-être une fausse alerte. Il a dit qu'il allait rappeler...

À midi enfin les Zilberman étaient de nouveau réunis : le camp avait été investi pour enquête par quelques policiers, il ne s'agissait pas d'une déportation. Boris et les siens avaient renoué le contact avec Liza.

Il avait pris des billets de train pour Bruxelles, je suppliai Liza de le dissuader de faire une chose pareille : un train est le lieu idéal pour se faire cueillir, c'était la dernière chose à faire. Il n'y avait donc aucun réseau d'entraide à Amsterdam ? Personne qui puisse les rapprocher de la France en voiture ? À quoi servaient donc tous ces communiqués conjoints

d'associations qui inondaient ma boîte aux lettres de rapports divers sur leur activité frénétique au service des Juifs soviétiques... Le fait était là : à part Liza, personne aux Pays-Bas ne levait le petit doigt.

Elle fit plus que lever le petit doigt. Elle finit par prendre la décision de les faire venir en train jusqu'à Eindhoven (pas de frontière à passer) et de les amener elle-même en Belgique sur la frontière française avec sa deux-chevaux. Elle me fit dérouler une carte et repérer une région qu'elle connaissait bien. Il nous faudrait nous retrouver là.

– Comment resterons-nous en contact ? Il faut absolument un relais téléphonique si quelque chose se passe.

– J'en ai un idéal, dit-elle. Tout près de ce village, côté France, il y a un couvent. Tu appelleras mère Catherine, elle servira de boîte aux lettres.

Je lui donnai le numéro de Pierre et prévins ce dernier que Liza l'appellerait pour lui fixer le rendez-vous précis. Je n'avais plus une seconde à perdre, je fonçai. Il était seize heures.

Il brouillait quand j'atteignis le péage de l'autoroute au niveau de Reims. Le ciel était bas et les lumières rougeâtres. La voiture de Pierre était garée sur un bas-côté, il lisait tranquillement un magazine.

– Il faut bien que ce soit toi, dit-il en rangeant son journal. J'ai du boulot, imagine-toi.

– On ne râle pas. Allez tonton, en route.

Je garai ma camionnette sur l'aire de repos et le rejoignis dans sa CX.

– Alors, lui demandai-je quand je me trouvai suffisamment installée, où est le rendez-vous ?

Il y eut un blanc.

– Comment, tu ne sais pas ?

Ah ! Misère de misère. Et le plus rageant, avec Pierre, c'est qu'avec son dévouement, sa générosité, sa disponibilité, il était absolument im-pos-si-ble de l'engueuler.

– Ce n'est pas possible Pierre, dis-moi que ce n'est pas possible, Liza ne t'a pas donné le rendez-vous ?

– Elle m'a dit que tu savais...

– Ce que je sais, c'est approximativement dans quelle région. C'est à toi qu'elle devait le dire précisément.

Il avait encore trop parlé. Dire que Pierre est un bavard c'est un euphémisme : quand on veut en placer une avec lui il faut vraisemblablement plus d'aplomb que n'en avait eu Liza.

– Elle m'a parlé d'un couvent, dit Pierre tout de même assez mal à l'aise. Ça doit être là.

– Le couvent n'est pas loin, mais en principe ce n'est pas le lieu de rendez-vous.

– Mais si, mais si, se rassura-t-il. C'est bien ça, elle a dit au couvent.

Moi je savais que non. Mais va pour le couvent, avions-nous le choix ?

Un petit café encore ouvert à huit heures du soir dans les Ardennes au mois de février, on fait plus joyeux. C'est là que je décidai d'appeler mère Catherine pour avoir des nouvelles. Une chance, le numéro était le bon, il n'aurait plus manqué que ça.

– Mère Catherine ?

– À l'appareil.

– Je vous appelle de la part de Liza, dis-je, tout excitée de la bonne idée que j'avais eue en proposant un relais téléphonique.

– Vous avez dit qui ? Je ne connais pas de Liza.

J'envisageai que si Liza était bonne sœur, elle était peut-être connue sous un autre nom. Je bredouillai, la Hollande,

les Russes, un rendez-vous d'ici une heure. Dans le café, les regards des consommateurs convergeaient tous vers nous, peut-être y avait-il un représentant de la police des frontières parmi eux. Parano quand tu nous tiens...

– Je ne vois absolument pas de quoi ni de qui vous me parlez, dit enfin mère Catherine. Excusez-moi, vraiment.

L'idée me traversa que dans ce couvent situé exactement sur la frontière, il y avait peut-être une tradition de discrétion. Sans me démonter je lui dis :

– Je vous rappelle dans une heure.

– Si vous voulez.

Une heure plus tard, Pierre et moi étions devant la mairie du village auquel était rattaché le couvent. La mairie était l'une des dix maisons du pays : il n'y avait aucun café ni restaurant où Liza aurait pu nous retrouver. Pierre s'était bel et bien trompé, nous ne savions pas où les trouver.

Devant la mairie, une cabine téléphonique.

Mère Catherine fut la seconde fois beaucoup plus aimable. Elle ne connaissait toujours pas de Liza, mais il y eut dans sa voix une chaleur particulière quand elle me demanda :

– Avez-vous besoin d'aide ? Puis-je faire quelque chose pour vous ?

– S'il vous plaît. Liza va appeler pour fixer un rendez-vous. Voici le numéro de la cabine où elle peut nous joindre.

L'attente fut interminable. Il bruinaît, il faisait froid, j'avais envie de donner des gifles à Pierre.

J'arrivais si mal à supporter l'attente que je finis par croire que nous n'avions pas vu tout le village et qu'une tournée d'inspection s'imposait. Au mépris de toute prudence, je finis par convaincre Pierre de quitter le téléphone et d'aller faire un tour en voiture. Quand nous revînmes devant la cabine, elle sonnait : depuis combien de temps ? Je me jetai sur le combiné :

– Votre rendez-vous est en Belgique, dit la voix, cette fois-ci totalement solidaire, de mère Catherine. Ils vous attendent dans un restaurant, le seul ouvert de la ville, vous ne risquez pas de vous tromper.

Et, avant de raccrocher :

– Je prie pour vous.

Cette fois-ci Pierre fut totalement à l'aise :

– Je t'avais dit de ne pas quitter le téléphone, dit-il, heureux enfin d'échanger une bourde contre une autre.

La nuit était bien avancée, Pierre traversa villages et frontière le pied au plancher. Nous atteignîmes le lieu du rendez-vous.

Il n'y avait en effet qu'un seul restaurant ouvert dans cette petite ville, et son enseigne brillait faiblement au milieu de la brume hivernale. Pierre se gara à côté d'une deux-chevaux immatriculée en Hollande, et il fermait tranquillement son véhicule tandis que je courais sur la place.

La suite se passa exactement comme au cinéma. Boris était sorti du restaurant et m'ouvrait les bras. Je courus m'y jeter, en larmes, et il m'enserra, il m'embrassa, de toute sa chaleur, de toute sa force.

Au cinéma, en général on vous montre ce genre de scène au ralenti. Le choc de nos retrouvailles, lui, ne dura que quelques secondes. Mais de ces secondes qui valent pour une vie. Qui vous font dire merci.

Nous entrâmes dans le restaurant en nous tenant par le bras. Près de la fenêtre étaient assis deux femmes et un jeune garçon. Je reconnus Sveta sans la connaître. C'était une slave type, comme on les imagine en France, blonde, yeux clairs et pommettes hautes, qui devait, en temps normal, être assez jolie. Mais elle pleurait si fort que ses yeux et son nez étaient rouges et bouffis. Elle se jeta par-dessus la table pour m'etreindre.

– *Toda*, merci, *spassiba*, *Danke*, dit-elle.

– C'est fini Sveta. C'est fini.

Denis était un très beau jeune garçon aux cheveux blonds coiffés en brosse qui portait à l'oreille une petite boucle en argent. Et Liza était cette souriante brune qui passait du français au russe avec la plus grande aisance du monde. Nous restâmes ensemble une demi-heure, Pierre et moi mangeâmes un morceau, et levâmes le camp.

Ils sortirent du coffre de la deux-chevaux quelques sacs qui représentaient toute leur fortune, étreignirent Liza longuement, et s'installèrent dans la CX. Sveta se blottit à l'arrière contre son homme, le prit par le cou, et tout le voyage, jusqu'à Reims, elle ne cessa de pleurer. De bonheur, de reconnaissance, de détente enfin. Tendre Sveta, dont tout le malheur vient du fait qu'elle aime un Zilberman.

Pierre passa en France sans rencontrer le moindre képi. Le ciel était avec nous : un enlèvement d'enfant la veille avait mis toutes les polices françaises et belges sur les dents, précisément sur cette frontière... À Reims je repris ma voiture et suivis Pierre jusqu'à chez lui.

Une fois à Châlons, tandis que Sveta couchait Denis, je m'installai quelques instants avec Boris devant la cheminée où Pierre avait allumé une bûche. Il avait un verre de vodka à la main, le regard dans le vague. Il était impossible de dire s'il était triste ou gai, seulement très fatigué. Il eut un sourire tendre en me regardant, avisa le yaourt que je lui tendais et dit « Moscou, frère, pas manger ». Il avait quitté une Russie en proie à l'antisémitisme, elle était à présent victime de la disette.

Pierre coucha la petite famille dans sa chambre et posa par terre deux matelas l'un à côté de l'autre pour lui et moi. De la pièce d'à côté, nos nouveaux amis durent nous entendre

pouffer comme des potaches. Il faisait bon se détendre après toutes ces émotions.

Aux aurores, Pierre tira tout le monde du lit, fit un café, et la suite des opérations s'organisa : j'allais prendre Sveta avec moi dans ma voiture, Boris et Denis prendraient le train. Il me fallait partir la première pour pouvoir les prendre à la gare sans les faire attendre.

J'atteignis Paris une demi-heure avant l'arrivée du train, c'était dans les temps. Comme le bureau de France terre d'asile était à la Bastille, j'installai Sveta dans un café sur la place, lui donnai cinquante francs et l'instruction de ne pas bouger jusqu'à mon retour. Je l'embrassai et filai à la gare de l'Est, où j'arrivai pile à l'heure, avec en prime une place pour ma voiture. Le train de Châlons-sur-Marne était annoncé à neuf heures trente, il était neuf heures vingt-neuf.

Comme je cherchais sur le tableau le numéro du quai, j'eus la désagréable surprise de voir qu'il avait un retard annoncé d'un quart d'heure. C'était bien le moment. Au bout d'un quart d'heure, on annonça une demi-heure. Non, décidément, ce n'était pas le jour pour cela.

Je fis le tour des quais et interrogeai tout ce qui portait uniforme de la SNCF pour en savoir plus long, personne ne put me donner de réponse. L'inquiétude croissait, je posai mes questions différemment :

– S'il y avait eu un accident quelque part, seriez-vous au courant ?

Les réponses étaient tout sauf rassurantes.

– En principe, oui.

Quand les panneaux annoncèrent une heure de retard, je passai à l'action.

Opération numéro un : appeler Grant et le faire venir, ventre à terre, au café Le Rey place de la Bastille où Sveta

était de nouveau en danger d'infarctus : la malheureuse m'attendait depuis une heure, elle était rigoureusement seule dans une ville inconnue, sans bagage, sans son mari et son fils, sans une adresse ou même un numéro de téléphone, elle ne connaissait de moi que mon prénom et ma tête et possédait en tout et pour tout cinquante francs dont elle devait déjà soustraire le prix d'un café.

Opération numéro deux : l'appeler, elle.

Là, il fallait de l'aide. Je montai sur la passerelle de la gare, là où travaillent les cheminots en blouse, ceux des bureaux. J'avisai un monsieur habillé de bleu à qui j'expliquai que le retard du train risquait de faire faire une crise cardiaque à une dame qui m'attendait dans un café. Avec un sourire il me tendit son annuaire.

– Sveta, tout va bien, tu ne bouges pas, tu ne BOUGES PAS. OK ?

– OK, OK, répondit-elle en soupirant, à la fois d'aise de m'entendre et d'angoisse de mon absence.

J'étais en train de terminer la communication qu'une annonce passa au haut-parleur.

– Un accident... de personne sur la voie...

Un accident de personne, c'est-à-dire pas une catastrophe ferroviaire. Pardon au malheureux qui s'était jeté sous un train : Boris et Denis allaient arriver dans cinq minutes. Le soulagement.

Ils se tenaient par la main quand je les aperçus, marchant lentement, souriants, confiants.

Au Rey, Grant était arrivé et en pleine conversation avec Sveta. Je mis la voiture dans la rue de la Roquette et filai au siège de France terre d'asile annoncer notre arrivée. La longue marche allait commencer.

Dans la salle d'attente du centre, des dizaines de personnes de toutes les couleurs étaient assises sur des chaises de plastique. Des hommes et des femmes entourés d'enfants, pauvres, chargés de balluchons plus que de valises, patients, résignés presque. Toute la misère du monde, toute la misère du tiers-monde qui demande aux nantis d'écouter leur malheur et de leur tendre la main. Parmi eux, combien de victimes de violences, de menaces, de viols...

Parmi eux, combien qui avaient en France un ami capable de les accompagner dans leurs démarches ? Combien recevraient de l'OFPPRA le fatidique « non » qui les renverrait à leur malheur au prétexte que celui-ci a une base économique et non politique, comme si on pouvait séparer l'une de l'autre...

Je lus l'affolement sur le visage de Sveta quand elle vit la foule. Pour lui faire un peu chaud au cœur, je lui traduisis l'affiche qui trônait sur un des murs de la salle d'attente : « l'expression de l'antisémitisme est un crime ». Elle fondit en larmes. Elle n'arrêtait pas...

Je fis le tour des bureaux du centre pour voir à quoi ressemblaient les deux bienfaiteurs de mes protégés, le directeur et son assistante qui s'étaient immédiatement mobilisés pour leur venir en aide. Ils vinrent tous les deux en personne nous serrer la main et souhaiter la bienvenue à la famille Zilberman.

Une dame nous reçut presque immédiatement, c'était ça, être attendus. Elle nous donna une série de papiers à remplir, ainsi que trois adresses : l'une de la Croix rouge internationale qui devait fournir aux réfugiés une domiciliation provisoire ; l'autre d'un centre d'hébergement d'urgence géré par le secours catholique ; et la troisième enfin d'un organisme qui leur trouverait par la suite un hôtel en attendant que France terre d'asile ait de la place.

Sans qu'ils aient eu le temps de manger un morceau, je les tirai le long de la rue de la Roquette jusqu'à la Folie-Régnault où se trouvait la Croix rouge internationale. On repéra le local à la foule compacte qui bloquait l'entrée depuis le trottoir. Vaillamment, nous nous installâmes au milieu, attendant que la porte s'ouvre. Quand ce fut le cas, j'eus la présence d'esprit de crier : « Nous sommes envoyés par France terre d'asile. » Une voix me répondit : « Nous venons vous chercher dans quelques minutes. »

Nous étions en train de piocher dans un paquet de chips quand la voix amicale tint sa promesse : « France terre d'asile ! Les personnes envoyées par France terre d'asile, s'il vous plaît ! » Et on nous fit passer devant tout le monde.

Là, Sveta eut un geste qui m'éclaira sur ce qu'elle avait dû traverser en Israël : comme elle passait la porte, elle fit en souriant un signe de croix rapide et un « merci mon Dieu » reconnaissant. J'imagine la réaction de l'Israélien moyen devant un tel réflexe...

Zilberman, ta femme est une goy.

L'attitude de la personne qui leur fournit une domiciliation provisoire (indispensable pour être en règle avec la police française) fut également éclairante sur la façon dont procèdent les autorités pour décourager les requérants. Comme ils remplissaient leurs formulaires, la dame assise dans son petit bureau – tout gris, avec aux murs des pièges anticafards et sur le sol du grain raticide –, leur expliqua qu'ils n'auraient jamais l'asile sauf à prouver les discriminations dont ils avaient été les victimes. Ce qui est rigoureusement exact sur le plan théorique. On demande à présent à la victime qui fuit l'oppression d'arriver avec la preuve matérielle de sa persécution. Ce qui signifie la preuve qu'on a souillé le linge de Sveta dans la cour de son immeuble, que les gosses

à l'école ont bien déculotté Denis, que les voisins ont bien crié « à mort la sale goy » et qu'on lui a bien refusé un poste de travail sous l'unique prétexte qu'une Russe n'a rien à apprendre à des enfants juifs. Autant demander à Boris la confession écrite des salauds qui ont bombé « Zilberman en Israël » sur le mur de sa maison...

Ils étaient trop épuisés pour que je prenne le risque de les démoraliser en traduisant la remarque.

L'opération suivante consistait à les loger. France terre d'asile allait les prendre en charge à l'hôtel jusqu'à ce qu'une chambre se libère dans un foyer, mais il fallait pour cela remplir divers dossiers, et ils devaient trouver un toit pour quelques jours avant cela.

C'est le Secours catholique qui prit le relais. Nous redescendîmes en autobus la rue de la Roquette jusqu'à la Bastille où se trouvait un hôtel d'urgences. Nous étions debout dans l'allée centrale du bus, accrochés aux poignées supérieures et valdinguant aux freinages. Boris avait la barbe qui poussait, Sveta les yeux encore rouges de ses pleurs de la veille, seul Denis était encore frais, à son âge...

Bureau du Secours catholique. Nous nous assîmes dans des chaises molles en face d'une jeune femme d'une très grande beauté : élancée, brune, orientale, une Libanaise à qui je racontai leur histoire.

Je me souviendrai toute ma vie de son ébahissement. À la fois souriante et chaleureuse, totalement respectueuse de ce couple perdu qui venait lui demander un lit pour deux nuits, elle ne cessait de demander des détails sur ce qui les avait amenés là, et visiblement n'en croyait pas ses oreilles¹.

¹ Il en sera de même le lendemain chez les policiers qui, voyant la liste des frontières passées depuis Moscou (Russie, Pologne, Israël, Hongrie, Autriche, Allemagne, Hollande, Belgique puis France), leur demanderont en toute candeur pourquoi ils n'ont pas pris un billet Moscou-Paris direct !

Pour les aider à remplir leur première demande de carte provisoire de séjour, elle voulait en savoir le plus possible, et son attention fut attirée par le fait que Sveta ne portait pas le nom de Boris. Je traduisis qu'en Biélorussie elle avait dû cacher le fait qu'elle était mariée avec un Juif. Sveta précisa qu'elle n'aurait pas demandé mieux que de s'appeler Zilberman. Quand la jeune femme lui dit, avec toute la douceur du monde, qu'ici en France elle pourrait porter le nom de l'homme qu'elle aimait, elle refondit en larmes.

Boris ne disait rien, la communication avec lui devait se faire par l'intermédiaire de quelqu'un : Denis (qui se débrouillait en hébreu et en anglais), Grant, ou Sveta à qui il restait suffisamment d'hébreu pour s'entretenir avec moi. Mais Boris sortit de son mutisme quand il fut question d'Ivan. Ils déclaraient deux enfants et n'en avaient qu'un. Il fit traduire par Grant jusqu'à moi qui traduisis vers la jeune femme, la disparition du fils aîné, chassé du camp à leur arrivée à Eindhoven, et le drame dans lequel ils vivaient à ne pouvoir le joindre. La jeune femme sentait l'étendue de leur tragédie : où que se trouve leur fils, ils n'avaient pas même une adresse à tenter de lui faire parvenir.

Là je fis une chose que j'accepterais qu'on qualifie d'irresponsable. Je mis la main sur la main de Sveta, et je lui jurai, sur ma vie, que je lui ramènerais son garçon. Nous étions tous en pleurs.

La chambre était propre, blanche, nette. Le bâtiment lui-même était impeccable. J'aurai jusqu'au bout le sentiment qu'on les respectait, qu'on les traitait comme des personnes. Je n'ai pas les éléments me permettant de juger si des réfugiés moins blonds, plus visiblement « différents » sont traités de cette manière. Mais quand je les quittai pour aller me

doucher et manger un morceau, j'avais le sentiment que je n'avais pas à rougir d'être en France.

Nous étions assis devant ma cheminée quand Grant gratta à ma porte. Je dis : « C'est eux », et tous se levèrent. Une amie ouvrit la porte et ils entrèrent. Il faisait bon, le feu crépitait, il y avait du vin et de la vodka. Sergei, puis Vladimir et Pavel prirent Boris dans leurs bras et ils s'étreignirent fortement.

Sveta n'arrivait à rien dire, elle n'arrêtait pas de sangloter. La famille Zilberman demanda l'asile à la France.

Grâce à un réseau amical efficace, je trouvai une française russophone qui traduisit les demandes d'asile déposées auprès de l'OFPPA. Je les aidai à les peaufiner.

Alors que les dossiers étaient parfaitement défendables pour n'importe qui, ils étaient en fait explosifs parce que mettant en cause Israël. Il était plus que douteux que les autorités françaises acceptent de donner l'asile politique à des réfugiés provenant d'un pays ami aussi proche. Mais également inenvisageable que l'affaire se termine comme en Hollande. Qui imaginerait que François Mitterrand autorise l'arrestation *manu militari* de Juifs d'origine russe coupables de demander l'asile à la France ?

Ces doutes et ces certitudes étaient miens. Mes protégés, eux, vivaient dans l'oisiveté la plus totale, mère de tous les vices, dit-on, de tous les fantasmes en tous cas. Levés le matin de plus en plus tard, ils n'avaient comme unique occupation que de parler et fumer. Ils refaisaient le monde en paroles toutes les nuits et se réveillaient persuadés que la « déportation » était pour demain. Je fus vite épuisée de les convaincre du contraire.

Je commençai alors à organiser des week-ends à la campagne. Je chargeais ces messieurs à l'arrière de ma fourgonnette, Boris

à l'avant (ne posez pas de questions, il a du piston, disais-je aux autres, mais il était également le plus lourd), et en avant. Quand nous passions devant des uniformes je criais « Police, police » et ceux de l'arrière s'aplatissaient contre la tôle au milieu des rires. Ils émergeaient cent cinquante kilomètres plus loin, se massant les fesses et se tenant les lombes.

L'accueil que leur réservèrent mes voisins fut adorable. J'allai les présenter au maire du village : ils étaient des amis et étaient légalement en France. Une fois cette mise au point faite, je n'eus qu'à me féliciter de l'attitude de la France profonde. Je craignais des réactions xénophobes, je ne rencontrai que sympathie et compassion. L'intégration en France se présentait sous les meilleurs auspices.

Sergei ne vint qu'une seule fois à la ferme. Alors que son fils y passait tous ses week-ends, il m'annonça, quand débuta le ramadan, qu'il tenait à le fêter avec ses voisins musulmans du centre de Créteil et attendrait la fin pour envisager de revenir. Vladimir et Pavel vinrent chacun leur tour.

C'est au cours d'un des voyages que je piquai un jour une colère. Non que je me plaise à jouer les marâtres, mais une pellicule de photo entière que j'avais prise au cours de l'anniversaire de Boris, tirages et négatifs, avait disparu de chez moi, et je n'arrivais pas à la récupérer. Quand je la lui avais montrée, Grant l'avait prise pour la montrer aux autres et n'avait jamais pu me la rendre.

— Bon sang, si vous ne voulez pas me rendre les photos, rendez au moins les négatifs que je puisse les refaire, c'est un comble tout de même !

Ma colère suscita un silence gêné. Boris me faisait signe qu'il ne savait rien, Vladimir et Pavel dirent qu'ils avaient seulement pris celles sur lesquelles ils étaient, Grant ne disait rien. J'étais furieuse. J'avais téléphoné à Sergei pour

lui demander de faire des recherches, supplié Liéna d'en faire autant, on m'avait répondu que Béa se chargeait de les retrouver mais toujours rien. Cela faisait deux mois que je réclamaï mon bien, Grant s'était servi sans me demander mon avis, il était temps de mettre des limites.

C'est entre Grant et moi que la relation était la plus intime. Je le traitais comme mon fils, lui donnant tout ce que je pouvais, parlant avec lui des heures durant et n'hésitant pas à l'occasion à lui ouvrir mon cœur. C'est lui que je pris entre quatre yeux pour lui demander de régler l'affaire des photos. Mal à l'aise, il m'expliqua qu'à Créteil les relations étaient au plus mal entre eux, ils étaient à couteaux tirés avec Vladimir. Tout laissait supposer que ce triste individu – un militaire ! – avait volé la pochette.

Je n'avais pas envie de prendre parti pour les uns contre les autres. Bien sûr, j'étais surtout proche de ceux que j'étais allée chercher, mais je dépensais mon temps à égalité entre tous, que ce soit pour régler des problèmes personnels ou pour faire avancer leurs dossiers. Seul Grant avait avec moi une relation véritablement privilégiée. C'est ce que j'expliquai à Sergei quand celui-ci, un jour, me reprocha de ne plus l'aimer comme avant depuis l'arrivée de Boris et Sveta.

Le problème avec Sergei, c'était Ella. Plusieurs fois je tentai avec elle un rapprochement, lui offrant mon amitié du mieux que je le pouvais. Elle n'avait rien à craindre de moi, je m'occupais de ses deux aînés comme s'ils étaient miens, j'aurais aimé qu'elle soit de la fête, mais elle se déroba. Alors baste !

Quand arriva le printemps, aucune réponse n'était encore parvenue de l'OFPPA, et le temps pressait, ils devenaient fous. Je m'entretins à de nombreuses reprises avec tout ce que France terre d'asile compte de cadres amicaux et compétents,

et leur avis était que pour donner une réponse négative, l'OFPPRA était à présent plus rapide que ça. On pouvait espérer que le dossier n'était peut-être pas en mauvaise voie.

Au Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, une adorable Isabelle se dépensait sans compter pour résoudre le problème. Russophone également, elle était d'un dévouement émouvant et le dossier apparemment lui tenait à cœur autant qu'à moi. Mes poussins étaient en de bonnes mains.

C'est avec cette conviction que je résolus de me séparer d'eux pour un mois. Un magazine m'offrant une série de reportages à effectuer en Israël, je pris congé après leur avoir donné mes coordonnées ainsi que celles d'amis sûrs qui, de France, pourraient déclencher une campagne en cas de nécessité.

La veille de mon départ, je reçus sur mon répondeur un message angoissé de Pavel.

– Marion, que se passe-t-il, disait-il, Grant prétend que tu ne veux plus nous parler, qu'en est-il ? Il se passe ici des choses, tu dois savoir...

Intriguée, je le rappelai et commençai par lui assurer que je ne faisais la tête à personne. Quand je lui demandai ce qui se passait à Créteil, il fut vague et m'assura que ça s'arrangeait, puis il avoua qu'ils avaient des problèmes avec Grant et Sergei.

Grant m'échauffait les oreilles plus souvent qu'à son tour. Toute en confiance, je laissais mes clés dans un endroit discret où ils pouvaient les prendre pour venir chez moi faire leur lessive, et trois fois par semaine Grant faisait tourner ma machine, ne songeant jamais à remplacer le produit de lavage que, généreusement, je rachetais quand il n'y en avait plus.

De plus en plus il me donnait l'impression de tourner mal. Alors que France terre d'asile lui fournissait tout ce

qui lui était nécessaire, argent de poche compris, il était incapable de payer un ticket de métro et avait une façon de vouloir voyager gratis que je détestais. Je tentai à différentes reprises de lui demander à quel titre il devrait être transporté aux frais de la princesse, et il n'avait d'autre argument à me fournir que sa haine de ce qui porte képi. Je trouvais cela bien cavalier, estimant qu'il manquait du minimum de respect envers le pays qui lui fournissait de quoi vivre. Un jour même il me tint un discours tellement méprisant que je réprimai une envie de lui envoyer une giffe.

Enfin je lui découvris une tare nouvelle et à mes yeux impardonnable. Comme il racontait son amitié nouvelle avec un jeune Algérien que le centre de Créteil hébergeait, il conclut qu'il aimait les Arabes, ce qui est son droit (et que je juge débile, peut-on aimer « les » Arabes ?). Mais il ajouta qu'il détestait les juifs. Je sursautai.

– Qu'est-ce que tu racontes ?

Ses paroles n'avaient pas dépassé sa pensée, car il insista :

– Je dis que je hais les juifs. Tous des salauds, des fumiers. Tous nos malheurs viennent d'eux.

Suffoquée, je lui montrai la porte.

– Pas de ça chez moi Grant. Ici il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'antisémite, c'est clair ?

Il enfonça sa tête dans ses épaules, ce qu'il fait de façon naturelle car il est assez voûté. Il marmonna qu'ils sont tous pareils et refusa de revenir sur ce qu'il avait dit.

Anxieuse à l'idée d'avoir réchauffé un serpent dans mon sein, je sortis la clef de mon appartement de sa cache et la confiai à Boris pour la durée de mon absence.

Comme je n'avais plus confiance en Grant, ce que me racontait Pavel m'inquiéta :

– Mais que se passe-t-il à Créteil ?

Ce fut Liéna qui prit l'écouteur pour me demander si elle pouvait passer me voir avant mon départ.

Elle débarqua avec Tatiana comme je faisais mes bagages, et malgré sa chaleur communicative, elle ne sut cacher une réelle angoisse. Je dus lui tirer les vers du nez.

– Vas-tu me dire ce qui se passe à la fin ? Liéna, je t'en supplie.

Elle me raconta que Sergei et les siens avaient fait bloc à Créteil avec tous les musulmans pendant la période de Ramadan. Or, ne sachant à qui faire confiance, aucun n'avait avoué avoir transité par Israël avant de débarquer en France. Officiellement, pour les autres requérants, ils étaient Russes de Russie, ils cachaient qu'ils étaient juifs. À la fin du jeûne, ils furent invités à venir faire la fête avec leurs voisins, et c'est au cours de cette soirée que Béa avait raconté à tout le monde qu'ils étaient juifs.

– Et c'est ça qui vous chagrine ? Mais enfin on est ici en France, que veux-tu qui vous arrive ? On a le droit d'être juif ici tout de même... En plus, si vous êtes face à des fanatiques anti-Israël, ils doivent vous trouver plutôt sympathiques de refuser d'y vivre, non ?

Elle reconnut que personne ne les avait repoussés depuis lors, au contraire. Mais en fait ils ne supportaient plus certaine attitude de la part de la famille de Sergei : hier suffisamment juifs pour aller en Israël, aujourd'hui antisémites. Je dus reconnaître que l'ambiance devait être plus que tendue à Créteil et lui confiai ma propre irritation à l'égard de Grant. Elle parut rassurée de ma méfiance et repartit en me souhaitant bon voyage. Boris et Sveta me chargeaient de rapporter leurs bagages, et me donnèrent pour ce faire le numéro de téléphone de Pinhas. Je partais à la rencontre des « déportés ».

TOUS DES SALAUDS

Israël m'apparut comme n'ayant jamais été aussi beau. Les pluies diluviennes de l'hiver, assorties d'inondations qui avaient même causé mort d'homme, avaient gorgé la terre d'humidité et rendaient avril d'une beauté éblouissante. Quand on connaît bien Israël, on sent que les années passent à ce foisonnement d'arbres et de verdure que les Israéliens ont planté partout, et les intempéries de l'hiver 1991-92 ont transformé les paysages méditerranéens en un jardin digne du cœur de la France.

Jérusalem, elle, atteint des sommets. Malgré une croissance vertigineuse – on a l'impression chaque année qu'un nouveau quartier a surgi de terre –, jamais la ville éternelle ne se laisse enlaidir. Chaque nouveau quartier a ses arbres, ses jardins, ses fleurs. À chaque tournant de rue surgit la flamboyance d'un bouquet mauve ou jaune, la beauté d'une façade de pierres taillées. Les rues sont propres, la circulation facile,

le stationnement possible. Jérusalem est faite pour qu'on l'aime : on n'y échappe pas.

En ce printemps de 1992, on repère les Russes à l'oreille. Comme je traverse une esplanade baignée de soleil pour me rendre dans une banque, le miaulement sublime d'un violon m'attire vers un homme assis par terre. Il doit avoir une cinquantaine d'années et il joue les yeux mi-clos, une soucoupe posée à côté de lui.

— Russe ?

Question idiote, mais il faut bien entamer la conversation. Celle-ci ne sera pas possible, l'homme ne parle pas l'hébreu. Il a le regard de la dignité bafouée, du désespoir de celui qui a compris qu'il n'en sortira pas. Il dit seulement « Ukraine » et « un an ici », puis il m'écrit son nom et son numéro de téléphone sur un bout de carton. Espère-t-il que je vais pouvoir quelque chose pour lui ? Que je vais le tirer du chômage dans lequel, comme des dizaines de milliers d'autres, il a sombré ?

Le cœur plein de pitié je tente de lui faire comprendre mon impuissance et, confuse, je lui dépose quelques pièces dans son escarcelle.

Dans la rue Ben Yéhouda, la plus vivante, la plus animée des rues de Jérusalem, on se croirait au philharmonique. Cette jolie artère piétonnière est devenue une véritable salle de concert. Sur un xylophone, un virtuose exécute une symphonie. Un peu plus loin un ténor vous tord les tripes en interprétant du Verdi. Plus loin encore, un organiste et un trompettiste tentent d'attendrir les passants en jouant *Yiddishe Mame*, l'ode en l'honneur de la maman juive qui a fait pleurer des générations de juifs ashkénazes. « Pitié pour les immigrants », demande le grand carton qu'ils ont étalé par terre. Les badauds leur lancent quelques pièces, comme ils font également à ce grand monsieur à cheveux blancs,

digne, royal mais misérable, qui descend et remonte la rue Ben Yéhouda en tenant sur le ventre une boîte de conserve. Les Russes font de la musique et les passants passent. Dans l'indifférence générale.

Les Russes ne savent pas faire de la musique dans la rue seulement. Un concert en plein air a été organisé par les autorités dans le jardin de l'Indépendance à Jérusalem, et les Russes sont venus nombreux présenter leur savoir, tant en classique qu'en rock ou en jazz. Mais au dernier moment ils ont été rejetés par Itzhak Peretz, ministre de l'Absorption, qui a jugé inconcevable que des femmes commettent l'impudeur de jouer en public, et qui de toute façon ne veut faire entendre ni du rock ni du pop à ses ouailles. Aux Russes, scandalisés, qui ont protesté et même manifesté, on a proposé un autre festival dans une autre ville.

Un festival de rue.

Mahané Yéhouda n'a pas changé. C'est toujours ce vrai souk oriental, avec ses profusions de légumes et de fruits, ses odeurs d'épices, sa musique juive-arabe, arabe-juive.

Mahané Yéhouda, c'est le marché des Juifs orientaux, celui des pauvres.

Juste en dehors du marché couvert, dans une des rues adjacentes qui relient le souk aux méchantes ruelles du quartier, se trouve le marché aux puces. C'est ainsi qu'on appelle, pudiquement, ce lieu où les pauvres d'entre les pauvres peuvent venir monnayer leurs hardes sans risquer les tracasseries du fisc. Debout entre deux voitures sur le capot de l'une desquelles elle a étalé ses frusques, se tient une femme coiffée d'un bonnet de laine grise. Il fait frisquet encore, le printemps ne se décide pas à percer et l'air glacé de cet hiver sans précédent occupe encore l'atmosphère. La femme

ressemble à ces Moscovites tristement attifées que j'ai croisées dans le métro là-bas. Elle est brune et mate de peau, sans doute une Géorgienne...

D'une main elle tient une poignée de couverts et de l'autre un pauvre broc de verre. Devant elle, des vêtements, de ceux qu'on trouve aisément dans les poubelles : démodés, inutiles. Des slips de gosses comme on n'en fait plus, des gilets immettables, des jupes de pas-d'âge. Pêle-mêle, des ustensiles de cuisine, des cassettes. Je m'approche.

– Russe ?

Elle sursaute.

– *Da*, fait-elle en évitant mon regard.

Je lui pose la main sur l'épaule.

– Tu parles l'hébreu ?

– Un peu.

Je lui montre mon cahier de notes, me pose sur le capot de la voiture et l'interroge du regard. Elle accepte de parler.

Elle a quarante et un ans. Elle est venue de Samarkand il y a deux ans avec son mari et ses quatre gosses. L'un d'eux, un grand gaillard, se tient à ses côtés et l'aide à vendre le contenu des armoires de la famille. Au début, tout allait bien grâce au panier d'intégration. Elle a même trouvé du travail à la caisse de maladie, elle est infirmière. Mais elle a été licenciée. Compression de personnel. Depuis, elle n'a retrouvé du travail nulle part. Son mari était technicien-réparateur en radio-télé en Ouzbekistan. Ici à Jérusalem, il empile des livres dans une librairie jusqu'à point d'heure. Il gagne mille cinq cents shekels par mois, c'est-à-dire trois mille cinq cents francs.

Ils ont trouvé un deux-pièces minable qu'ils doivent payer en dollars, très exactement quatre cents par mois, c'est-à-dire neuf cent soixante shekels. Tous les mois, le shekel perd un peu par rapport au dollar, et le salaire, bien sûr, ne suit pas

le mouvement. Si on veut boire et se laver, il faut ajouter près de deux cents shekels par mois pour l'eau. On est au Moyen-Orient, elle est chère. Ajoutons le gaz, l'électricité, le téléphone. Avant d'avoir commencé à acheter un morceau de pain on est déjà démuné. L'infirmière de Samarkand vend ses frusques pour nourrir sa famille.

– Comment vois-tu l'avenir ?

Ses yeux se remplissent de larmes. Elle n'a plus d'avenir. Elle désigne du menton son grand garçon qui la couve d'un regard protecteur. Elle me voit mettre le doigt sur le bouton de l'appareil de photo et frissonne :

– Non, par pitié, non, je t'en supplie.

Je remballer mon appareil. Avant de la quitter je la serre dans mes bras, comme j'ai fait à Sveta, à Liéna, à Tanya, mes amies russes de Paris qui ont pu éviter cette déchéance et vers laquelle on prétend les renvoyer.

Je me dirige lentement vers le haut de la rue en m'essuyant les yeux, croisant une dizaine d'autres Russes qui font la même chose. Des plus jeunes, des plus vieilles, des belles, des laides. Des Russes.

Un vieux qui a vu le manège me barre la route.

– Tu écris pour un journal ?

J'acquiesce. Il voit clairement que je pleure.

– C'est une bonne action que tu fais là ma fille. Il faut dire ces choses-là.

Il marque une pause. Ma tristesse l'émeut, il voudrait me consoler.

– C'était comme ça pour nous aussi, tu sais, on a connu.

– Tu viens du Maroc ?

Il hoche la tête.

– Au Maroc, on avait du travail, de la dignité. Quand on est arrivés ici, on n'en avait plus.

Il veut me rassurer encore.

– Ça s'arrangera, tu verras. Aujourd'hui on est chez nous ici. Ça fera pareil pour eux.

Ça s'arrangera. Ils disent tous ça.

À la fin du marché, les Russes de Jérusalem feront comme celles de Tel-Aviv ou d'ailleurs. Elles ramasseront par terre les restes de légumes et de fruits avariés. D'autres iront faire la queue à la sortie des boulangeries industrielles pour y chercher le pain rassis qu'on jette.

« Les Russes font les poubelles pour manger », titre la grande presse, scandalisée. Dans le cœur de l'article, on met un bémol à l'indignation : il est vrai qu'ici il y a de quoi manger par terre, alors que là-bas, en Russie, il n'y avait rien à ramasser.

Dites merci.

Durant l'hiver, un jeune homme de 32 ans qui avait laissé en Russie sa femme et ses enfants est mort de froid dans un paquetage de cartons qu'il s'était confectionné sous une porte cochère.

À la même époque, le ministre de l'Absorption refusait, indigné, qu'on organise des soupes populaires pour les Russes : cela risquerait de se voir et de compromettre la venue des centaines de milliers encore attendus, dit-il. D'ailleurs, pour les mêmes raisons, on ne publie plus les statistiques des suicides de Russes.

Car il n'est pas question de ralentir l'*alyah*, puisqu'on vous dit qu'elle est bonne pour Israël.

Les actualités télévisées. Un reportage de plusieurs minutes montre des Russes exaspérés par la présence, dans une espèce de camp fait de maisonnettes blanches, des juifs éthiopiens. Nous les appelons en France les Falashas, ce qui dans leur langue équivaut à « youpins ». En Israël, on les

appelle les Éthiopiens, ou les juifs africains. Le reportage insiste longuement sur la révolte d'un Russe, si typique avec son accent, sa coupe de cheveux, ses lorgnons, son allure. Le journaliste porte le micro à ses lèvres :

– Ce n'est pas possible de vivre ainsi à côté de ces gens, dit-il, furieux. Ce sont des primitifs, ils n'ont pas nos mœurs. Il faut faire quelque chose, nous ne pouvons plus vivre comme ça.

Je suis au kibboutz pour l'anniversaire de mon amie Gaby. Ce sera la seule vraie détente de mon séjour. Au kibboutz, tout est beau encore, même s'il n'a plus guère de la communauté que le nom¹. Ici aussi la verdure est belle, ici la pauvreté n'est pas arrivée. Mes amis de toujours ont à présent de vraies petites villas comme maisons. Leur jardin, jadis grand comme un mouchoir de poche, a pris de la surface. Les arbres d'ornement ont grandi, les vergers aussi. Les enfants, de jadis font des enfants à leur tour. Ici il fait bon, le monde est beau et l'amour que nous nous portons ne se dément pas, malgré les années qui passent. Au kibboutz enfin les Russes sont heureux. Tel-Nir a absorbé quelques familles qui coulent des jours paisibles, loin de la course au logement ou à l'emploi. La plupart travaillent à la bijouterie, leurs enfants sont en classe avec ceux des autres. Le kibboutz est un havre enfin pour quelques Russes. Et pour moi.

Mon enquête met Gaby mal à l'aise. Quand je lui parle de la haine dont les Russes sont l'objet, elle est obligée de reconnaître :

– Ma fille ne peut pas les supporter, avoue-t-elle.

Interrogée, Carine s'explique :

– Ils sont absolument dégueulasses. Tiens, regarde les Éthiopiens, comme ils sont doux, gentils, adorables, des

¹ Kibboutz signifie groupe, commune.

amours. Eh bien ! Les Russes ne peuvent pas les supporter. Tu as vu le reportage à la télé hier ?

Il se trouve que j'ai vu, mais le problème est ailleurs, la rage de Carine ne date pas d'hier soir.

– Mais quel genre de contacts as-tu eu avec des Russes pour leur en vouloir ainsi ? interroge sa mère. T'ont-ils fait quelque chose personnellement ?

C'est le père qui explose :

– Ils ne lui ont rien fait du tout. Elle tient tout simplement un discours raciste, banalement raciste. Et ce n'est pas ici qu'elle a appris à le tenir.

C'est exact. Chez Gaby on ne parle pas comme ça. Mais le discours est ambiant, la mentalité générale, et le reportage de la veille au soir n'est qu'un parmi des dizaines d'autres qui reviennent éternellement sur la même litanie : les Russes sont dégueulasses.

Direction Sdérot, la ville où a eu lieu le reportage, dans le sud du pays, peu avant Beer-Sheva. On repère de loin, depuis la route, les implantations nouvelles : il s'agit d'alignements de blocs blancs rectangulaires qui peuvent abriter quelque deux cents familles. Il est environ seize heures, la journée de travail est terminée et les habitants du quartier nouveau sont tous ou presque devant leur maisonnette à prendre le soleil. Il règne ici une atmosphère paisible : que manque-t-il à ces gens pour être heureux ?

– Y a-t-il par ici des Éthiopiens, demandé-je à un couple en train de tondre un carré de gazon grand comme une chambre de bonne.

Bien sûr, qu'il y en a.

Les Éthiopiens sont les chouchous de la population israélienne. Arrivés par dizaines de milliers il y a un an au

cours d'une opération largement médiatisée (ministres et députés pleuraient en direct devant la beauté de l'entreprise), ils sont, disent les médias, la preuve vivante qu'Israël n'est pas un pays raciste, puisqu'elle va chercher des Noirs d'ébène pour en faire des citoyens à part entière.

La première famille éthiopienne que je rencontre nage dans la félicité. Ils m'accueillent à bras ouverts et je prends place par terre au milieu des coussins dans un tout petit séjour propre. Les femmes sont tatouées sur le visage, elles sont habillées de longues robes de cotonnade colorées, je mets un petit moment à reprendre pieds et à me rappeler que je suis là en Israël !

– Là-bas, nous vivions en esclavage, les conditions étaient horribles, on avait faim, m'explique une des trois femmes, sous le regard approbateur d'un homme plus âgé, le mari de l'une des trois sans doute. Ici c'est bien, c'est si bien !

Leur enthousiasme est tout à fait propre à combler d'aise une adolescente comme Carine. Qui n'aime pas la reconnaissance ? Les Éthiopiens expliquent qu'ils ont été mis pendant six mois en hôtel à Ashkelon, et qu'ils sont installés ici depuis un mois et demi. Tout baigne. Non, ils ne travaillent pas. Non ils ne payent pas de loyer ni de remboursement de prêt pour la maison, c'est la Sokhnout qui s'en charge. Non, ils ne payent rien, ils ne font rien. On leur donne la becquée tandis qu'ils apprennent l'hébreu.

Ils sont heu-reux.

Et ils le seront vraisemblablement tant que la Sokhnout payera. Pendant combien de temps encore ?

Myriam et Mikhaël ont trente ans, ils sont ukrainiens. Ils sont arrivés en Israël en décembre 1990 et ont été immédiatement dirigés vers les Territoires, à Tulkarem. Pas dirigés par la force, non, mais par la persuasion : ils pouvaient

là-bas vivre à très bon marché, les arguments financiers valent bien les arguments idéologiques.

Qui eût imaginé que les Russes, forcément attirés par les charmes de la propriété privée, auraient boudé l'aubaine ?

Myriam et Mikhaël comprirent vite comment fonctionne le système.

S'endetter pour acheter, même à des prix défiant toute concurrence, un appartement qu'on ne pourra probablement jamais revendre, ce n'est pas une affaire. Ils sont comme 99 % des ex-Soviétiques, ils ne veulent pas entendre parler de vivre dans les Territoires. Ni dans les colonies entourées de barbelés, ni dans les villes nouvelles dont tout le monde sait qu'elles risquent un jour ou l'autre d'être l'objet de négociations. Ils sont donc venus à Sdérot.

D'après un avocat palestinien, les colonies sont désespérément vides. Ce n'est pas parce qu'on est russe qu'on est un colon, c'est ce que prouvent chaque matin les immigrants qui refusent de s'installer dans les Territoires.

Là à Sdérot, Myriam et Mikhaël ont reçu des prêts hypothécaires qui leur permettront d'être dans leurs murs dans vingt ans pour une somme dérisoire. Dérisoire pour le moment seulement, puisque pour eux comme pour la malheureuse de Mahané Yéhouda, la somme de référence est calculée en dollars, et le montant des remboursements augmentera inexorablement à mesure que le shekel se dépréciera.

Myriam est professeur de physique. Au chômage. En arrivant à Sdérot elle a trouvé du travail comme conditionneuse dans une usine de produits alimentaires (Osem, qui fabrique soupes en sachets et biscuits de toutes sortes), et elle a été licenciée au bout de deux mois, comme des centaines d'autres. Compressions d'effectifs, la crise est

mondiale. Elle a vite compris, comme quelque deux cents mille autres Russes, qu'elle n'aurait jamais de travail dans sa branche. Aujourd'hui elle sait qu'elle n'en aura pas non plus dans une autre. Elle touchera des indemnités de chômage pendant quatre mois encore. Puis ce sera la galère. Avec en prime la haine des vétérans, puisqu'elle touche des prestations sociales sans avoir cotisé, ce qui a fait bien évidemment baisser le niveau de toutes les prestations.

Mais tout ne va pas si mal, puisque Mikhaël, lui, travaille. Il était hier électronicien. Aujourd'hui, veilleur de nuit dans une usine. De dix-neuf heures à sept heures du matin. Six jours sur sept. Et après ces heures exténuantes de grande nuit, Mikhaël doit en plus chercher du travail pour sa femme. Car c'est lui qui a la voiture.

Avant de l'acheter, il avait une heure de route à pieds le matin et une autre le soir car aucun autobus ne dessert ce nouveau quartier. Alors ils sont allés, vite, profiter de l'offre terriblement avantageuse d'une voiture dernier modèle pour quatre cent cinquante shekels par mois sur deux ans. Cette voiture n'était pas un luxe, mais une nécessité.

Et un gouffre. Parce que si les conditions sont bonnes pour l'achat, il n'en est pas de même pour l'assurance et l'essence. En Israël, les Russes ont des voitures magnifiques mais pas un sou pour mettre de l'essence dedans.

Car Mikhaël touche trente pour cent de moins que le salaire minimum, c'est-à-dire six shekels de l'heure, quatorze francs français. En travaillant comme une brute à faire ce gardiennage, en renonçant totalement à avoir une vie de famille normale, Mikhaël gagne mille huit cents shekels par mois. Avec lesquels il entretient femme et enfants, mais également les vieux parents qu'on n'allait pas laisser là-bas, à côté de Tchernobyl...

– Tchernobyl ? Ce n'est pas l'antisémitisme alors qui...

Il sursaute, je le sens qui tente de ne pas exploser. Je connais déjà cette réaction qui est celle de tous les Russes, dès qu'on tente de remettre en cause l'antisémitisme dont ils furent les victimes là-bas. Il serait si pratique de prétendre qu'ils sont partis parce qu'ils avaient faim, ça éviterait de les plaindre de la misère dans laquelle ils sont tombés.

– Si, aussi. On nous a crié mort aux juifs, figure-toi. Tu n'as jamais entendu parler de l'antisémitisme en Ukraine ?

Oh ! Si j'en ai entendu parler. J'ai ouï des histoires terrifiantes dignes du temps du Tsar, des allusions à des gens achevés à la hache. J'ai voulu croire que tout cela est fantasmagique. C'est pratique. À présent je suis convaincue d'une chose : si ce n'était cette vague d'antisémitisme, quelque forme qu'elle ait prise, la plupart des Russes arrivés en Israël seraient restés chez eux.

Eux non plus n'ont pas choisi de venir en Israël. Quand ils ont tenté d'aller ailleurs, toutes les ambassades leur ont fait la même réponse : impossible à présent, pour vous, c'est Israël.

Comme les autres ils ont espéré qu'une fois arrivés, ils pourraient repartir ailleurs. Comme les autres ils ont compris qu'il leur faudrait d'abord rembourser intégralement tout ce qui a été déboursé pour eux depuis leur départ de Moscou. Des sommes hallucinantes et totalement irréalistes.

Myriam est assise à mes côtés sur un petit canapé, silencieuse, c'est Mikhaël qui parle. De temps à autre je vois passer une vieille femme courbée, la mère de l'un des deux, puis deux enfants d'une dizaine d'années. Au cœur de ce qui pourrait être un foyer heureux, sourd une angoisse à couper au couteau. Faire un sale boulot quand on débarque dans un pays, ce n'est pas grave. Mais avoir la certitude qu'on n'en

aura jamais un autre et même qu'on risque de le perdre en échange de rien...

Pour narrer sa situation, Mikhaël tente du mieux qu'il peut d'utiliser un ton neutre, il ne veut pas avoir l'air de se plaindre : il a du travail. Et il ne peut ignorer l'hostilité que les Russes déclenchent dès qu'ils protestent contre leurs difficultés.

Un mot, un simple mot va faire tomber sur eux la foudre, et je le prononce sans pressentir la douleur que je vais déclencher.

– Que pensez-vous de ce qui s'est passé à Eindhoven ?

Mikhaël devient livide et comme tétanisé : on dirait qu'on lui a coupé la langue. Son regard va alternativement de sa femme à moi, ce n'est plus de l'angoisse, c'est à présent du désespoir. Je dois laisser passer de longues minutes d'un silence total et comprends qu'il ne rouvrira la bouche que pour parler d'autre chose. Prise d'angoisse à mon tour, je réussis tout de même à revenir au sujet qui m'a fait venir.

– Et avec les Éthiopiens, comment cela se passe-t-il ?

Mikhaël s'est ressaisi, il soupire tristement.

– Sous prétexte qu'ils sont sous-développés, on leur donne tout ce qu'on nous prête ou loue. Pour eux, c'est gratuit. La seule chose qu'ils n'ont pas c'est les voitures parce qu'ils ne savent pas conduire. Alors ils n'ont rien à faire, ils font de la musique, du bruit. C'est insupportable. Nous avons besoin de dormir.

Espèce de raciste !

Dans Tel-Aviv la profane, il est une tradition religieuse qui a été respectée, ou plutôt adaptée au style de cette grande ville côtière : c'est l'accueil du Shabbat. Dans les maisons religieuses, la mère allume deux bougies quand la lumière du

jour se fait si faible qu'on ne peut plus distinguer un fil noir d'un fil blanc. Chez les laïques, à la même heure, il n'est pas rare de se retrouver dans un pub à l'occidentale. Les tables de bois y sont épaisses, les lumières voilées, la bière fraîche. Les premiers chantent des louanges à Dieu, les seconds des «vieux» chants nationaux des années gaies, celles d'avant l'Intifada. En ce shabbat, accompagnée d'une israélienne de naissance et alertée du changement par un journaliste ami, je me rends au nord de la rue Dizengoff, dans un pub qui fut longtemps le lieu de rendez-vous des amoureux des vieilles chansons. Il est à peine dix-neuf heures au moment où nous poussons la porte. Le souffle nous manque.

Sur l'estrade, l'orchestre joue comme à l'accoutumée, aux tables, les célibataires et les familles se côtoient comme toujours devant leurs bocks de bière et à la même douce lumière. Mais la première chose qui nous apparaît au travers des vitres de la porte, c'est la blanche nudité d'une beauté blonde, vêtue d'un triangle de cuir noir de quelques centimètres de surface. Penchée au-dessus d'un consommateur, à côté de la femme et de l'enfant de celui-ci, elle frotte ses seins contre ses oreilles et le caresse des pieds à la tête. Puis elle le quitte et va proposer ses cajoleries à un autre puis à un troisième, sous les regards exorbités de l'assistance muette. Les mêmes que d'habitude, me confie, interloquée, mon amie Irit. Au fond de la salle, une autre beauté aussi peu farouche, mais habillée en haut d'un mince huit de cuir de la largeur d'un fil à coudre, fait une danse du ventre devant un parterre d'hommes seuls qui, fascinés, glissent chacun à leur tour de craquants billets dans ce qu'ils trouvent de tissus pour les tenir.

La différence entre un strip-tease et ces exhibitions du shabbat tient en une formule : ici on peut toucher, et on ne s'en prive pas. Les deux filles sourient, elles font savoir, en tout

cas elles font croire qu'elles aiment ça et elles en redemandent. Elles sont comme ça, les Russes.

À ma table, Irit s'enfonce doucement dans sa chaise, se cache de plus en plus ostensiblement le visage derrière les mains.

– Quelle horreur, gémit-elle. Quelle honte ! Comment en sommes-nous arrivés là !

Au bout de trois quarts d'heure, le «spectacle» est terminé. Les deux jeunes Russes se sont rhabillées, comme vous et moi. Elles se dirigent vers la sortie, et ont perdu leur sourire idiot. Je dirais même qu'elles font la gueule. L'industrie du sexe n'est pas une partie de rigolade, c'est un moyen comme un autre de gagner sa vie, quand on a épuisé les autres moyens, ceux des honnêtes gens.

À la même date, la police arrêta pour proxénétisme un gros bonnet de la toute nouvelle mafia née de l'immigration soviétique. Mais cette mise à l'ombre n'a pas, si peu que ce soit, freiné la profusion d'annonces dans tous les journaux de langue hébraïque. Sous les petites annonces de voitures ou d'immobilier, des pleines demi-pages d'avis d'arrivages dans des salons de massages de «super-lolitas russes, de reines de beauté blondes et gentilles» et, nec plus ultra, cultivées qui plus est.

Cultivées, bien sûr. Quand on est professeur d'université ou ingénieur et qu'on a décidé de ne plus crever de faim...

– Pourquoi faites-vous ce métier ? demandent les journalistes à des gamines qui racolent ostensiblement le chaland pour quelques minutes de plaisir tarifé.

Ce sont des vicieuses, des salopes, disent les gens bien. On dit qu'il y en a qui avaient du travail et qui se prostituent quand même.

– Pour foutre le camp. Quitter ce pays. Aller ailleurs, répondent les gosses.

On ne remboursera pas la Sokhnout avec son salaire. Itzhak Modaï, le ministre des Finances, s'est vanté dans une lettre publique adressée au gouvernement américain d'avoir réussi à amener les salaires israéliens à un niveau « compétitif ». Les pays du tiers-monde savent ce que cela veut dire.

En Israël, on l'apprend.

Le sexe, ça paye.

J'étais assise sur le parapet de la maison de quartier de Kiriath Menahem à attendre le directeur, quand je vis arriver un grand monsieur qui portait un attaché-case. Il devait avoir entre cinquante-cinq et soixante ans et avait l'allure d'un cadre supérieur occidental, démarche sûre et élégante, lunettes cerclées, chemise bien coupée. Poliment il m'adressa un sourire que je lui rendis. À un simple haussement de sourcils de ma part il devina que je désirais m'adresser à lui et s'arrêta.

— Russe ?

Je l'avais reconnu, il acquiesça.

Il venait à la maison de quartier pour une rencontre avec d'autres Russes et s'excusait de n'avoir pas de temps pour moi, mais si j'étais encore là à quinze heures il répondrait volontiers à l'interview.

La rencontre avec Marc laissait augurer du bon. Je n'avais jusqu'à présent rencontré que des Russes complètement paumés — à part au kibboutz —, il n'était pas sans intérêt de parler avec le cadre d'un groupement d'immigrants. Quels étaient leurs projets, les aides dont ils disposaient, leurs espérances, leurs revendications les plus urgentes ?

Quand j'arrivai à quinze heures pile il était déjà là, assis à ma place, tout sourire. Il se leva pour venir à ma rencontre et me proposa de le suivre chez lui. C'est là que je tombai des nues.

Ce que j'avais pris pour une rencontre de Russes dont cet élégant sexagénaire serait le cadre n'était qu'une distribution de nourriture à prix spéciaux. L'attaché-case était là pour cacher le sucre et la farine qu'on lui allouerait moyennant un shekel. Marc venait mendier de quoi ne pas mourir de faim et avait préféré faire cela hors de ma vue.

Marc et Ludmilla étaient tous deux Juifs, pas de mariage mixte dans cette tragédie-là. À Kiev, elle était rédactrice en chef et lui ingénieur mécanicien, il me montra au mur le beau diplôme encadré qu'il avait accroché.

Eux aussi avaient fui l'antisémitisme, ils l'avaient toujours connu, et le propre père de Marc était mort à Babi Yaar. Mais ils insistèrent bien : l'antisémitisme était celui de l'État qui les poursuivait de tracasseries diverses, pas des voisins, adorables. Marc et Ludmilla quittèrent tout pour Israël, piégés par une propagande qui leur promettait simplement un pays où la machine ne les harçèlerait pas à cause de leur nationalité. L'antisémitisme en Ukraine est aussi courant que la neige en hiver. Qu'on aime ou qu'on n'aime pas il y en a, on fait avec. Ils ont cru qu'ailleurs ce serait mieux.

Chez eux pas d'enfants au pantalon arraché, pas de mariage mixte interdisant l'intégration. Marc et Ludmilla étaient bien juifs en Israël, ils vivaient le simple drame de dizaines de millions d'autres dans le monde : le chômage. Marc n'avait pas et n'aurait pas de travail. L'ancienne rédactrice en chef de Kiev faisait des ménages pour dix-huit francs de l'heure.

— Mais il n'y a pas de sot métier, voulut excuser Marc. Les ménages, pourquoi pas ? Non, le seul problème, c'est la façon dont on la traite. Ils repassent derrière elle, lui font refaire ce qu'ils jugent mal. C'est mauvais pour le moral.

Mauvais pour le moral, quand on s'est cru la fine fleur de l'intelligentsia soviétique, de passer le balai chez des pauvres juifs séfarades qui vous traitent pis qu'un Arabe !

Marc n'était pas triste, il ne voulait pas se le permettre. Ludmilla non plus, elle me fit la fête quand elle me vit. Leur pauvreté n'était pas la misère, ils avaient trouvé tous leurs meubles dans la rue, finalement ils vivaient.

On aurait dit qu'ils se feraient couper les deux mains plutôt que de se plaindre. Un moment ils parlèrent un peu du voisinage, des gosses mal élevés qui leur jetaient des pierres en les appelant « sales russes », des amis qu'ils ne se faisaient pas car ils ne croisaient personne. Ils ne se plaindraient pas, ils avaient simplement écrit à leur fils de ne venir en Israël sous aucun prétexte et avaient du mal à imaginer ce qui allait advenir d'eux quand l'aide de la Sokhnout s'arrêterait et qu'ils devraient vivre des ménages de Ludmilla.

J'imagine. J'imagine que Nicolai et ses amis ont fait le grand saut et tout quitté pour venir ici. Et réussissent à survivre en lavant la vaisselle des Marocains sous-développés qu'ils trouvent trop bêtes pour savoir ce qui est bon pour eux, et dont les enfants leur enverraient des pierres...

Parmi les moyens de connaître le pouls de l'opinion, l'un des meilleurs – si tant est qu'on connaisse la langue –, consiste à prendre les autostoppeurs. Dans ce pays plein de soldats, il s'agit d'une pratique absolument courante, même si la paranoïa sécuritaire a réussi à gangrener jusqu'à cet usage si sympathique.

Le premier soldat que je pris sur une route du nord se prénomma Lévi, et il n'avait pas de mots assez durs pour fustiger la façon dont se déroulait l'intégration des Russes. Mais quand il eut terminé sa diatribe, il conclut que l'*alyah* était bonne pour Israël.

– Bonne pour qui ?

– Bonne pour Israël, répéta-t-il.

Je lui fis remarquer qu'il n'y avait pas cinq minutes, il assurait qu'il n'y avait plus de logements et pas assez de travail pour tout le monde, et il confirma. Sans voir le paradoxe.

– Tu veux peut-être dire que l'*alyah* est bonne pour Israël mais pas pour les Israéliens ? lui suggérai-je.

Il était arrivé à destination et me fit signe de le déposer. Avant de descendre de la voiture, le fusil-mitrailleur encore sur les genoux, il me regarda, perplexe et silencieux. C'était la première fois que quelqu'un lui mettait le doigt sur la contradiction. En Israël on ne fait pas la différence entre « bon pour Israël » et « bon pour les Israéliens ». On a, suraigu, le sens de la nation. Si c'est bon pour mon pays, c'est bon pour moi, si ce n'est pas bon pour moi alors que c'est bon pour mon pays, c'est moi qui ne suis pas comme il faudrait. J'insistai :

– C'est qui, Israël ?

Avant de me serrer la main, Lévi sortit un petit bout de papier et y griffonna son numéro de téléphone. Penché à la portière, juste avant de disparaître, il dit :

– Si jamais tu repasses par ici, appelle-moi et viens me voir. J'aimerais avoir le temps de discuter avec toi...

Chez nous, si un homme politique dit que quelque chose est bon pour la France, il se trouvera toujours quantité de gens pour faire remarquer que sa France à lui n'est pas celle de tout le monde, question de conscience de classes. En Israël, non. De la droite à la gauche, tout le monde pense qu'Israël est un, et les oppositions entre les uns et les autres portent sur des façons différentes d'apprécier ce qui est bon ou mauvais. Mais, comme un seul homme, tout le monde croit qu'il y a un bien commun à tous.

Et l'*alyah* en est un. Ça a toujours été comme ça, tout Israélien a un jour été un immigrant. Donc si l'*alyah* n'est pas en cause, ce sont les *Olim* qui ne sont pas comme il faudrait.

Et ça, personne ne se prive de le dire, à droite comme à gauche : salauds de Russes.

La déception de la droite est évidente : si le but était de les faire aller dans les Territoires, c'est raté. Et en ce mois de mai 1992, juste un mois avant les élections générales, le Likoud pense encore que les Russes vont massivement voter pour lui. Ce que dément le moindre sondage de trottoir, mais qui s'inquiète de demander aux Russes leur avis ? Puisqu'ils ont fui l'Union soviétique ils sont forcément anticomunistes, donc ils vont voter pour la droite. Sans penser un instant que le plus antisoviétique des immigrants, obligé de faire les poubelles pour manger, va voter contre celui qui l'a fait tomber dans cette misère.

La déception des travaillistes est également celle de l'Israélien moyen. On aimerait qu'ils nous baisent les mains, ils sont rétifs, les drôles. Les Russes ne font que passer, ils ne sont pas sionistes et il n'est pas nécessaire d'être devin pour le voir. Ils n'ont pas choisi d'être là et ça se sent. On aimerait qu'ils disent merci, ils voudraient dire au revoir.

De toute manière, les Russes ne sont pas comme on les voulait.

Même l'extrême-gauche n'est pas en reste qui s'offusque publiquement de leur peu de propension à se mobiliser pour les droits de l'homme, de leur refus de cohabiter volontiers avec les Éthiopiens, de leur indifférence à ce qui n'est pas leurs problèmes.

— Ce sont des opportunistes, conclut un militant israélien de la cause palestinienne.

Des opportunistes dans le meilleur des cas. Des racistes, des putes, des enfants gâtés. Vous voudriez qu'on pleure sur leurs malheurs, et quoi encore ?

C'est un jour à sirène. La sirène est une des composantes de la vie quotidienne israélienne. Plusieurs fois par an elle retentit, puissante, elle gonfle jusqu'à emplir tout l'espace sonore, car tous les autres sons s'effacent devant elle. Les sons et les gestes. Quand retentit la sirène (le jour de l'Indépendance, le jour du Souvenir, comme elle retentit également le jour de la mort du vieux lion Ben Gourion) le pays entier retient sa respiration. Dans les rues les voitures et les autobus s'arrêtent, les piétons s'immobilisent au milieu des passages cloutés, les cyclistes mettent pied à terre. Les ménagères abandonnent leur vaisselle, les enfants cessent de courir après le ballon. Le vendeur de légumes retient sa main devant la balance, le policier attend pour verbaliser. Plus rien de bouge, plus rien ne bruit, que la sirène.

Celui qui continuerait sa course tranquille au milieu d'une chaussée ne pourrait être qu'un provocateur ou un fou suicidaire. Le hurlement vous traverse de la tête aux pieds et l'émotion vous saisit même si vous désirez y résister. La sirène soude la totalité d'une population en un geste unique : ne plus rien faire.

Quand se tait la sirène, le petit monde israélien reprend sa course quotidienne, mais plus lentement, plus tristement. La vie reprend avec un air d'excuse. Pardon d'être là. Pardon d'être vivant.

C'est un jour à sirène. Mais c'est le plus lugubre, le plus triste, le plus sombre. Dans les rues les écoliers se dirigent, épaules rentrées et tout sourire par avance prohibé — et de toute façon impensable —, vers tel spectacle la commémorant,

telle conférence l'expliquant. À la télévision, à la radio, dans les journaux, on ne parle que d'elle. Elle. La Shoah. L'Holocauste. Ou, en français courant, l'extermination par les nazis des juifs européens entre 1933 et 1945. D'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards. Civils, désarmés, vivants transformés en cendres par mille supplices dont le simple énoncé vous ferait perdre la raison. En Israël, tout est fait, une fois par an, pour que personne n'oublie, pour que tout le monde se rappelle, pour que les enfants apprennent. C'est Yom Hashoah, le jour de la Shoah. Et ce jour-là je suis chez Shosh.

Shosh, c'est la vie, Shosh, c'est la gouaille. Shosh, c'est une grande et belle orientale, mate et blonde, souriante et ronde à la peau de pêche et au teint d'abricot, marrante, aux yeux pétillants et à la langue vibrante de vérités assénées avec tout l'humour du monde. Shosh, c'est la certitude pour moi de quelques heures de franc bonheur, de rires et de complicité. Quand je la vois je commence par éclater de rire, je cherche ensuite à quel propos. Shosh est la femme de Dédé.

— Alors, les nazis prenaient les petits enfants et...

Devant le canapé familial, le fils et la fille de la maison viennent, en roulant des yeux ronds et de toute évidence ravis de l'attention que je vais leur porter, raconter l'une des mille et une souffrances subies par quelque innocente adolescente dont le seul crime fut d'être née juive.

Je ne saurai pas quelle fut l'atroce mort de l'adolescente. Car Shosh a surgi de sa cuisine et a crié :

— *Maspik ! Suffit.*

Son fils la regarde, surpris. Puis, ne comprenant pas, il tente de reprendre son récit. Mais Shosh ne le laisse pas. Elle abandonne la confection d'une pâtisserie et me rejoint sur le canapé. En regardant son fils et sa fille, fermement, durement presque, elle exige :

— Je ne veux plus entendre parler de ces horreurs ici. Compris ?

La frustration des deux enfants est évidente, y a-t-il plus vexant que d'être coupé dans un élan oratoire ? La voisine, venue rendre visite à la famille, prend la défense des jeunes :

— Mais enfin, c'est Yom Hashoah, on peut en parler tout de même.

Non. Non on ne peut plus, plus ici. Parce que ça suffit, parce que la coupe est pleine, parce qu'on est saturé, jusqu'à l'écœurement, de ces récits abominables dont les enfants vous parlent comme d'autres enfants racontent des histoires drôles.

La voisine est choquée. Elle veut qu'on parle de la Shoah, elle veut qu'on la raconte aux enfants, elle veut que les enfants sachent et racontent à leur tour.

Volant au secours de Shosh, je suggère que pour faire savoir une chose, il est suffisant de la dire une fois. Pas une fois par an. De l'expliquer. Pas de la ressasser.

La voisine n'est pas d'accord. Elle trouve Yom Hashoah pédagogique, parce que grâce à lui on comprend comment va le monde. On comprend comment tous les Arabes nous haïssent. On comprend pourquoi il faut que Tzahal soit toujours plus fort. On comprend pourquoi il faut que tous les juifs viennent en Eretz Israël. On comprend tout grâce à Yom Hashoah. On comprend pourquoi on ne peut plus croiser un Arabe sans avoir peur, on comprend que nous serons, nous les juifs, toujours les victimes d'un monde entier peuplé d'antisémites, sauf à être plus forts qu'eux et à frapper les premiers.

On ne saurait mieux dire.

Alors éclate une grande et belle chose dont le souvenir me restera : la colère de Shosh.

Shosh ma copine, Shosh la ménagère, l'ouvrière à mi-temps dans une petite usine de Jérusalem où Russes et Arabes se disputent les plus mauvais salaires. Shosh qui jamais ne m'a laissée soupçonner que la politique l'intéresse (on a bien déjà assez à faire avec le mari et les gosses, non ?) va se lancer dans le plus vibrant plaidoyer en faveur de la tolérance et de la paix que j'aie entendu en Israël.

Elle va élever le ton, Shosh, elle va carrément crier même. Que toutes ces évocations n'ont d'autre résultat que de nous empêcher de voir la souffrance dont nous sommes, nous les Israéliens, les responsables. Qu'elles justifient par avance toutes les exactions commises contre les Palestiniens. Qu'elles rendent les enfants insensibles à toute la souffrance du monde, qu'elles les obligent à se croire cernés d'ennemis quand on pourrait tenter de faire la paix. Qu'elles coupent les enfants d'Orient de leurs racines qui étaient faites de paix, en les forçant à croire qu'ils sont fils d'Occidentaux suppliciés.

Elle est belle, Shosh, quand elle fulmine contre ce qu'elle pressent plus qu'elle ne le comprend. Sa révolte est viscérale, virulente, explosive. La Shoah, ça suffit. Le passé est mort.

Vive la vie, nom de dieu ! Vive la vie et la paix ! La paix avec les Arabes avec qui, nous Orientaux, vivions si bien hier.

Suffit !

Maspik !

Le fils de Shosh est resté avec sa description croustillante sur les bras.

Non, il n'est pas sadique, pauvre gosse. Mais tirer du plaisir à raconter des atrocités rabâchées pendant des jours et des jours, n'est-ce pas un moyen d'échapper à l'horreur ? Banaliser, c'est aussi réussir à supporter...

Shosh est essoufflée comme après une course à pieds. Elle sue d'émotion, de révolte.

– La Shoah, dit-elle, c'est devenu tellement la référence absolue en matière de souffrance, que plus personne ne peut plus se plaindre de rien. Il y aura toujours eu pire.

Shosh, l'Orientale, se solidarise avec la souffrance des Arabes.

Mais moi je pense à une autre. Et je comprends que personne en Israël ne puisse se solidariser avec la souffrance des Russes.

Leur souffrance ? Quelle souffrance ?

La souffrance, c'est la Shoah. Référence absolue. Arme redoutable et déshumanisante.

Les Russes, beaucoup les haïssent.

Et personne ne les aime.

Personne ?

En ce premier mai, quelques militants israéliens retrouvent à Jenin² des syndicalistes palestiniens à qui ils viennent apporter leur soutien. Ils ont mis sur pied un magnifique système de secours en cas de violation flagrante du droit du travail. Seuls, les ouvriers palestiniens ne peuvent rien. Grâce à un numéro de téléphone spécial, ils peuvent entrer en contact avec des juristes israéliens qui débrouillent des cas apparemment désespérés comme des licenciements sans indemnités ou le non-paiement d'heures effectuées. En Israël le Droit existe, il n'est simplement pas aisé de le faire valoir. *Kav Laoved*, la « ligne du travailleur », est là pour ça.

Les ouvriers arabes sont assis dans un tout petit local où nous prenons place à leur invitation. Ils nous souhaitent la bienvenue, nous servent du café et des biscuits. Ici il n'y a plus de Juifs ou d'Arabes, mais des travailleurs dont certains,

² Au nord des Territoires.

favorisés par rapport aux autres, viennent apporter leur solidarité.

Le chômage, dans les Territoires, est une calamité plus qu'ailleurs. Hier, la grève était le seul moyen de pression pacifique dont disposaient les ouvriers des Territoires pour faire valoir leur existence. Ils avaient cette force qu'ils étaient indispensables aux employeurs israéliens, en cas de grève ils manquaient. Ils avaient au moins une valeur marchande, à défaut de droits.

Le chômage était de vingt-cinq pour-cent il y a encore deux ans.

Depuis l'arrivée des Russes, il est de quarante pour-cent. Un fléau.

Si on traverse les Territoires de part en part, on ne voit plus de ces manifestations de masse qui indiquaient l'ardeur du soulèvement palestinien. À l'œil inexpérimenté, ce calme peut s'apparenter à la fin de l'Intifada. « L'Intifada est morte », se rassure l'Israélien moyen.

Il n'en est rien, en fait. Les Palestiniens des Territoires n'ont renoncé ni à leurs droits ni à leur rêve. Mais le chômage les touche avec une telle brutalité qu'ils sont comme paralysés. À la moindre grève, les employeurs israéliens vont puiser dans le réservoir de main-d'œuvre sans exigences que représentent les Russes. Les militants ont toutes les peines du monde à retenir la violence de Palestiniens au désespoir et privés de tout autre moyen de lutte.

Ici, nul besoin que les Russes s'installent dans les colonies pour sentir leur présence, leur poids, le malheur qu'ils représentent.

Les actes individuels de violence aveugle commis par des jeunes des Territoires ont créé dans ce pays une atmosphère de paranoïa collective sécuritaire. Dans l'heure qui suivait

mon arrivée à l'aéroport Ben Gourion, la toute jeune femme chargée des formalités de livraison d'une voiture de location ne m'avait pas dit trois phrases qu'elle abordait le problème : elle n'osait plus sortir le soir de peur de se faire égorger par un Arabe. Dans une usine de Hedera, les ouvriers juifs ont exigé que tous les ouvriers arabes soient fouillés le matin avant d'entrer. Si un réfugié des Territoires poignarde un Israélien, c'est qu'un Arabe poignarde un Juif, donc que les Arabes poignardent les Juifs, et qu'on n'est en sécurité nulle part.

Tristement, doucement, un ouvrier palestinien explique l'ambiance dans laquelle il vit. Obligé tous les matins de passer la ligne verte pour aller en Israël où il a encore du travail, il n'ose plus adresser la parole à personne de peur de prendre des coups.

– Dès que tu tapes sur l'épaule d'un Israélien en lui disant « pardon, est-ce que... », il sort son flingue.

Mais au milieu de ce sombre tableau, se dessine un rayon de lumière. Celui qu'on n'attendait pas, le dernier qu'on imaginait : les Russes.

– Les Russes, s'ils étaient tous comme les Russes !

Avec eux on peut parler, à leur table on peut s'asseoir. Ils nous invitent chez eux, ils viennent chez nous.

Un habitant d'Umm-el-Fahem raconte même une histoire édifiante pour étayer ce jugement. Il avait donné un rendez-vous chez lui à un jeune Russe avec lequel il avait sympathisé, et quelle ne fut pas sa surprise en le voyant arriver au milieu de la nuit.

– Je suis désolé, dit le Russe en voyant la mine ahurie de l'Arabe. Je ne pensais pas que je te dérangerais. Je peux revenir demain...

– Pas du tout, tu ne me déranges absolument pas. Mais jamais, depuis quarante ans que je suis né, je n'ai entendu

parler d'un Juif qui vient frapper chez un Arabe au milieu de la nuit sans que ce soit l'armée ou la police.

C'est le choc de ce voyage. Partout où je vais j'entends les mêmes histoires, et elles fonctionnent dans les deux sens. Dès qu'ils se sont croisés une fois, les Arabes aiment les Russes, et les Russes aiment les Arabes.

– Ils nous prennent pour ce que nous sommes sans demander la carte d'identité, s'émerveillent les Russes.

– Ils se moquent que nous soyons arabes ou pas, ils nous prennent comme des hommes, s'émerveillent les Arabes.

Ils se rencontrent aux postes de travail les plus mal payés, les plus salissants, les plus mal vus. À l'origine, les patrons ont accepté de licencier les Arabes pour prendre les Russes à leur place, mais ils ont vite compris qu'on ne remplace pas ainsi l'expérience, le savoir-faire, et ils ont repris les premiers. Les Arabes leur permettent par ailleurs de faire tourner l'usine les jours obligatoirement chômés par les Juifs pour raisons religieuses. Les Arabes, on en a besoin.

Alors, ils partagent les horaires les plus pénibles, subissent le racisme, la hargne des petits. Les Russes et les Arabes se sont retrouvés dans la même galère.

– Leur malheur me fend le cœur, compatit un jeune Palestinien d'Umm-el-Fahem, jamais je n'aurais cru que des Juifs puissent souffrir comme ça en Israël. Ils pleurent, ils veulent rentrer chez eux et ne peuvent pas. C'est une honte ce que les Juifs se font entre eux...

Le racisme à fleur de peau de Nicolaï et des siens a volé en éclats face à la réalité. Là-bas, ils jugeaient sur propagande. Ici, ils jugent sur pièce. Dès qu'on leur parle des Arabes, les Russes sourient. « Des hommes », disent-ils.

Hassan est le seul que j'aie réussi à convaincre de venir avec moi voir ceux d'Eindhoven. Tous mes amis israéliens se sont

esquivés, invoquant mille prétextes. L'incroyable injustice dont sont victimes les malheureux n'intéresse personne, les militants israéliens des droits de l'homme ont suffisamment à faire avec les Palestiniens. Les Russes ne les intéressent pas. Ils n'avaient qu'à rester chez eux. Qu'ils crèvent.

Comme je garais la voiture sur un petit parking au cœur de Haïfa, je les aperçus au pied de l'immeuble et courus à leur rencontre. Quatre mois s'étaient écoulés depuis la « *deportatzia* ». Pinhas était maigre, blafard, pitoyable, Igor, silencieux, le dos courbé, voûté, vieilli. Je les pris dans mes bras, ils réagirent à peine.

Quand je pénétrai dans l'appartement de Pinhas et Natalia, une jeune fille d'une beauté lumineuse se leva avec un sourire, et je reconnus en elle la belle, la trop belle Iulia. Blonde, fine, blanche et diaphane, elle prit ma main qu'elle enserra délicatement dans les siennes, tout en elle n'était que douceur et grâce, fragilité.

Sur un fauteuil d'un autre âge – récupéré sans doute dans quelque rebut – était assise Faïna, sa maman, une belle femme d'un tout autre style, robuste, élégante, poivre et sel. J'imaginai un instant ce professeur de chimie, hurlant arc-boutée dans l'embrasure d'une porte avec six policiers la brutalisant devant ce pur joyau de vingt ans.

Pinhas et Natalia vivaient avec leurs deux garçons dans un petit deux-pièces essentiellement meublé de deux banquettes. C'est une amie israélienne d'origine russe mais nationalisée depuis huit ans déjà, Macha, qui les avait pris en charge à leur arrivée d'Eindhoven.

À leur sortie d'avion, les autorités leur avaient généreusement donné de quoi payer un taxi pour la direction qu'ils voulaient : ils avaient débarqué chez Macha qui, effrayée de leur état, les avait pris sous sa coupe. Pinhas avait eu le pouce

gauche broyé par les liens et était plein d'ecchymoses, Natalia en état de choc et les deux enfants totalement hallucinés.

Pinhas commença par se faire inscrire au chômage et eut droit à des prestations, comme s'y étaient engagées les autorités lors du retour des malheureux. Des promesses avaient été faites qu'ils retrouveraient leurs droits et ce fut le cas. Il put ainsi percevoir, pour une durée de six mois (en restaient deux à la date où je le revis), la somme de mille shekels, c'est-à-dire à peu près deux mille cinq cents francs par mois, ou quatre cent vingt dollars. Il retourna chez son ancien patron, qui accepta de le reprendre au noir, après s'être abondamment moqué de lui. Il doit être bon de se croire indispensable. Pinhas put reprendre une activité, il ne connut donc pas la misère des chômeurs.

Il en connut une autre.

Ingénieur du bâtiment comme Boris – et également originaire de la même ville – il n'était pas regardant sur le genre de travail qu'on pouvait lui donner, l'important était de pouvoir survivre. Il nettoyait donc, six jours sur sept et pendant quatorze heures par jour, à l'eau froide, le matériel d'une boulangerie industrielle où on ne dédaignait pas, à l'occasion, de lui faire porter sur le dos des cinquante kilos de sucre cristallisé ou de cacahouètes. Du boulot c'est du boulot, il faut bien mériter sa paye. En l'occurrence, la sienne était de cinq shekels par heure, c'est-à-dire douze francs cinquante. Pinhas n'était pas bâti pour ce genre de travail physique. Il était maigre et pâle à Eindhoven, décharné, émacié et terreux à Haïfa.

Son épouse avait meilleure mine. C'était une jolie brune à lunettes d'une trentaine d'années dont la photo avait été publiée dans la presse hollandaise. Elle n'avait pas retrouvé de travail, se contentant de faire vivre les quatre membres

de la famille avec les quelques sous que Pinhas ramenait à la maison, et elle avait, comme un an avant, une obsession : trouver la sortie.

Je ne mis pas longtemps à comprendre l'énormité de l'espoir que ces deux familles mettaient en moi. Ils avaient eu vent, par Boris interposé, des efforts que j'avais déployés pour sortir quatre familles des griffes hollandaises, ils me voyaient arriver comme le père Noël. J'eus toutes les peines du monde à les dissuader de trop croire en moi.

Énergique, généreuse, Macha faisait tout son possible pour leur faciliter la vie. Elle les avait aidés à trouver un logement, et les choyait de son mieux. Elle me raconta dans quel état psychologique elle les avait vus arriver et m'assura que pendant plusieurs mois ils furent incapables de seulement dire un mot ou de sortir de leur chambre où ils se terraient en tremblant.

Dans la famille d'Igor, seule Faïna travaillait, comme femme de ménage bien sûr. La douce Iulia sortait à peine.

Ils racontèrent ce que fut le trajet d'Eindhoven à Tel-Aviv, les hommes armés d'une seringue qui se tenaient prêts pour la piqûre et menaçaient quiconque faisait mine de bouger, les pleurs et les gémissements de la pauvre meute, et enfin le vol de leur argent liquide, « pour payer le voyage », leur avait-on dit.

Ils vivaient dans la terreur. Un jour, un député israélien déclara à la télévision qu'il cherchait le moyen juridique d'assigner en justice Igor et toute sa famille pour diffamation envers l'État. Et pour étayer sa démarche, il cita des passages entiers de la demande d'asile qu'Igor avait déposée, en toute confiance, aux autorités hollandaises...

– Rendez-vous compte de la difficulté que j'aurais à défendre votre dossier, leur expliqua Hassan. Moi, Arabe...

– Mais enfin pourquoi ? interrogea Natalia.

Hassan comprit, plus tard, que ce qu'il prenait pour de la candeur n'était que l'absence totale de racisme des Russes à son égard. Natalia, comme les autres, voyait en Hassan un avocat venu les voir. Un beau gars sympa et chaleureux, un de mes amis. Il n'avait pas l'habitude d'être vu comme autre chose qu'un Arabe.

Il jura que, de sa vie, il n'avait eu vent d'une telle détresse, et il en voyait de toutes les couleurs. Mais l'isolement des Russes faisait de leur misère quelque chose de plus criant encore que celle des Palestiniens. Roués, volés, exploités, calomniés, les Palestiniens puisent une force dans leur désir collectif d'une patrie sur leurs terres. Ils ont un objectif, un rêve, un espoir qui va et qui vient mais un espoir tout de même. Les Russes qui nous font face n'ont rien de tout cela. Ils ont une seule obsession : partir. Ils ne savent ni comment, ni surtout où. Ailleurs. Loin. C'est tout ce qu'ils savent, et l'expérience qu'ils viennent de vivre est là pour leur retirer tout espoir.

La loi est ainsi faite en Israël que rien n'est faisable sur le plan juridique pour leur venir en aide. Hassan et un de ses amis, comme lui militant palestinien et avocat, ont planché pendant des heures sur le dossier et n'ont rien trouvé qui puisse être fait pour eux. Ils ont signé une reconnaissance de dette, ils doivent avant toute chose rembourser ce qu'ils doivent. Le piège est refermé sur eux. Seule une campagne politique pourrait éventuellement faire bouger les choses, mais qui la mènera ?

Certainement pas les Panthères, sûrement pas les militants d'extrême-gauche, qui ont déjà leurs combats, leurs préoccupations et les injustices dont ils sont eux-mêmes les victimes, pour aller s'occuper de quelques Russes désespérés.

Seuls les Palestiniens pourraient, auraient le cœur pour le faire. Mais avec quelle efficacité ? Quelle base populaire ?

Le malheur d'Igor, de Faïna, de Pinhas et Natalia, de Iulia et de ce jeune garçon, un peu gros, rond et rose qui s'est accroché à moi au moment où je suis sortie pour me supplier de l'aider lui aussi, pèse-t-il quelque chose à côté de la somme de malheurs qui pèse sur les Palestiniens ?

J'ai visité le camp de réfugiés de Dheishe, dans les Territoires à côté de Bethléem. Huit mille personnes vivent dans cet amoncellement sordide et puant de blocs de béton qui n'a jamais connu d'évacuation des eaux usées. Sur le toit des maisons se promènent des soldats israéliens, fusil pointé vers le bas, qui empêchent toute possibilité de vie privée, toute revendication de dignité. Pour entrer et sortir de Dheishe, il faut passer par d'immenses grillages fermés par des tourniquets.

– Regarde, on se croirait au zoo, dit le jeune homme qui me servait de guide.

Dans toutes les familles on pleure un fils, un père ou un frère arrêté, torturé ou tué. Dans cette famille-là, une femme a accouché au milieu des soldats qui hurlaient et cherchaient son mari sous le lit. Dans celle-là on soigne le petit de dix ans, tabassé qu'il en est défiguré. Là on tente de remettre en ordre l'habitation totalement retournée à coups de bottes et de matraques. Là encore on quête de maison en maison pour trouver la somme extravagante exigée par les autorités pour la sortie de prison d'un pauvre gosse soupçonné d'avoir lancé une pierre. Là, on me montre une petite fille de cinq ans qui a les cheveux blancs. Ils sont venus d'un coup, un jour où les soldats l'ont mise en joue...

Le malheur est ici quotidien, il empire de jour en jour. On tente de s'habituer à vivre sans eau ou si peu, on essaye

de rester digne malgré les immondices. On espère en la Palestine.

Aller demander à ceux des Territoires de soutenir quelques Russes ?

Sur les routes de Galilée, le printemps semble vous emmener droit au jardin d'Éden. La pluie diluvienne de l'hiver tout proche a été telle que des sources jaillissent là où on ne connaissait que des pierrailles, et tel ancien triste champ de cailloux est devenu un étang. Dieu a béni cette terre en cet hiver 91-92, et les beaux jours revenus vous plongent dans la vision paradisiaque d'une Galilée d'un vert profond.

Il y a du monde sur les routes, on fête aujourd'hui la Pâque, la juive comme la chrétienne. Les familles ont sorti les voitures, les marcheurs leurs croquenots et leurs bâtons de pèlerins, on croise les uns et les autres au détour des sentiers et des intersections routières. Un panneau noir sur rouge du ministère du Tourisme annonçant la proximité d'une ancienne synagogue m'indique que je suis arrivée à destination.

Une ancienne synagogue, digne d'intérêt dirait-on, puisqu'elle mérite une mention spéciale dans les guides touristiques. Je gare la voiture à l'entrée du site et lis attentivement le panneau explicatif : je suis devant les vestiges d'une très ancienne implantation juive remontant au Second Temple. La synagogue, datant du troisième siècle de l'ère chrétienne, atteste de la présence juive en Galilée bien après la destruction du temple. Les travaux de restauration et d'aménagement du site ont été, lit-on, supervisés par les bureaux du Premier ministre lui-même.

Le prix de l'entrée est de quatre shekels et demi, et je tends en maugréant un billet de dix shekels : je sais ce qu'il en est.

L'employé n'a pas de monnaie. Comprend-il mon mouvement d'humeur ? Toujours est-il qu'il me rend mon argent en suggérant que je paye en sortant, quand il aura du change.

C'est devant l'église que je les trouve. Ils sont les premiers arrivés, ils sont deux seulement, deux Palestiniens, prévenus de l'arrivée sur le site de Bir'am d'une journaliste française.

– *Ahlan wa sahlan*, bienvenue, me dit en arabe l'un des deux hommes en me voyant arriver. Nous t'attendions.

Je n'ai même pas eu à me présenter. Je les regarde, incrédule.

– C'est bien ici que...

– Oui, c'est bien ici, ne t'inquiète pas, tu es seulement en avance.

Je n'en crois pas mes yeux. Le site est encore presque vide, seuls quelques Israéliens en short gambadent de rocher en rocher. Je monte sur un monticule et tente d'embrasser l'étendue du village, l'émotion me noue le ventre. Je suis ici en plein cœur du village palestinien de Bir'am, vidé de ses habitants en 1948, entièrement détruit par l'aviation en 1952. Les deux hommes qui m'attendaient ont passé là leur enfance. Ils ont vu un jour débarquer les Juifs armés que leurs parents ont accueillis avec les honneurs dus aux étrangers. Puis, avec leurs familles, ils ont accepté de quitter leur maison pour quarante-huit heures, pour des raisons de sécurité, c'était la guerre. Ces quarante-huit heures qui durent depuis quarante-quatre ans.

– Nous n'avions rien contre la venue des Juifs, m'explique l'un des deux hommes, ils étaient les bienvenus au contraire, persécutés qu'ils étaient en Europe. Mais pourquoi, pourquoi nous ont-ils fait ça ? Nous ne comprenions pas.

Les habitants de Bir'am furent, et sont restés, têtus entre les têtus. Ils demandèrent à retourner dans leur village. On leur refusa. Ils prirent des avocats, firent des procès.

Qu'ils gagnèrent. Le jour où la Haute Cour leur accorda enfin le droit de retourner dans leurs maisons, c'était quatre ans plus tard, l'aviation survola Bir'am et détruisit tout. Tout.

Il ne reste de Bir'am que ces ruines envahies de ronces, de cactus et d'orties, que les Israéliens viennent visiter comme lieux antiques.

– Dis-moi, demandé-je encore incrédule devant ce révisionnisme, et l'ancienne synagogue, c'est quoi ?

– Tu vois ce temple, là, m'explique l'homme en pointant du doigt les vestiges d'un bâtiment formé de colonnes romaines et d'un chapiteau byzantin, il était de notre temps au cœur du village, il y a toujours été. Nous croyons qu'il s'agit d'un temple chrétien, notre village a toujours été chrétien. Quand les juifs sont venus nous dire qu'il s'agissait d'une ancienne synagogue, nous avons douté et recherché des signes qu'ils disaient vrai. Or il n'y a pas trace, sur toutes ces colonnes, d'un moindre signe indiquant qu'il s'agit là d'une construction juive.

Ainsi enseigne-t-on l'histoire aux touristes en Israël.

C'est Pâques. Depuis quarante jours les clochers sont muets, mais le tintement de la cloche de Bir'am nous indique que ça y est, c'est commencé.

Ils sont arrivés petit à petit, au début un à un, puis par familles entières. Les vieux ont commencé à tirer la cloche, puis ont passé la corde aux plus jeunes. Ainsi fait-on à Bir'am depuis des siècles quand revient le jour du Seigneur. Au début j'en dénombre des dizaines, rapidement je les évalue à une centaine, puis deux, puis trois. L'église se remplit. Ils sont endimanchés comme l'étaient dans mon enfance les paysans français qui se rendaient à la messe. Les petites filles ont des robes blanches et des chaussures vernies, leurs mères ont des boucles d'oreilles cerise, des étoiles délicates crochetées à

la main. Les pères sont en complet, quelques vieux portent sur la tête le traditionnel keffieh. La foule enfle, enfle. C'est Pâques à Bir'am, c'est le grand jour du Seigneur, c'est une de ces multiples occasions de revenir. De ne pas renoncer. De ne pas accepter l'inacceptable.

– Jamais nous ne renoncerons. Jamais. Jamais. Tu le diras à tes lecteurs, n'est-ce pas ?

Elle a une cinquantaine d'années. Elle est infirmière à Goush Halav, un village moderne et sans grâce où se sont entassés une partie des anciens habitants de Bir'am. Elle s'appelle Hana. Au fond de la petite église blanche où s'entassaient pieusement les fidèles, elle me voit prendre des notes éperdument, elle s'approche de moi.

– Tu écris sur nous ? Je hoche la tête.

– Viens dehors, me dit-elle, je vais te raconter.

– Mais ta messe...

– Je suis allée hier soir à la messe de minuit à Gush Halav.

La petite place de l'église – déjà bondée – ne contient plus la foule. Ils font comme font également les paysans français : il y a les plus pieux qui prient à l'intérieur, et les autres qui papotent dehors sur la place. Il y a les très vieux qui s'assoient sur des pierres, les mères avec les bébés. Je renonce à les compter, mais je sais à présent qu'ils sont plus de cinq cents, plus de six cents peut-être.

Hier, il y a quarante-quatre ans, le village comptait sept cents âmes. Le jour de Pâques de 1992 n'en a presque pas perdu.

– Nous revenons, nous reviendrons toujours, m'explique doucement Hana. Nous venons de tout le pays, de Haïffa, de Akka, de toute la Galilée. Certains même viennent du Liban, d'où ils peuvent passer depuis 1982. Ils essayent, mais ils n'arriveront jamais à nous arrêter.

Ils supportent tout depuis toutes ces années. Les promesses jamais tenues, les engagements solennels pris par Begin, en 1977, de leur rendre leur bien, puis la désillusion ; l'opposition du kibboutz Bar'am, le très gauchiste kibboutz de l'Hashomer Hatzair (la Jeune Garde, aile gauche du sionisme socialiste), installé sur leurs terres. Ils supportent la répression : les descentes de policiers contre les gigantesques pique-niques que les survivants organisent dans les ruines. Les vieux qu'on tabasse, les jeunes qu'on arrête. Les employés chassés de leur travail pour être venus se marier à l'église de Bir'am, enterrer leurs vieux parents au cimetière de Bir'am.

— Bir'am est vivant pour nous, me dit Hana du faite de l'église d'où on peut voir jusqu'à la dernière ruine de ce magnifique village de pierres. Jamais nous n'y renoncerons.

J'ai une vision fulgurante. Les yeux embrumés j'imagine que Bir'am revit. Au milieu des ronces je vois déambuler des enfants rieurs, comme dans un film qui se déroule à l'envers, je vois les pierres tombées qui remontent vers les murs. Soudain je vois Bir'am, non Bir'am du passé mais du futur, d'un futur qui m'apparaît inévitable. La ferveur pacifique des habitants du village, de leurs enfants et de leurs petits-enfants me semble tellement puissante qu'elle réveillera le village. Ma vision est celle de la paix et du bonheur, c'est ce que me transmettent les habitants de Bir'am rassemblés dans et autour de la petite église.

Ils sont passés par tous les sentiments possibles. De la stupéfaction à l'abattement, du désir de pardonner à celui de renaître. Certains ont voulu renoncer, leurs enfants ont repris le flambeau. Bir'am est vivant, Bir'am vivra.

Les cloches sonnent à la volée, la messe est finie. J'embrasse Hana et vais rejoindre la grande place devant le temple romain où se déroule la scène d'adieux.

Le premier est le curé à qui ses ouailles viennent serrer la main avant de se dresser à ses côtés. Les suivants serrent la main du prêtre puis de ses voisins avant de se poser à leur tour à la droite de ces derniers. Petit à petit la foule se déroule comme un long ruban en escargot qui fait que tout le village va serrer la main de tout le village. La place est noire de monde, l'émotion est à couper au couteau. Les vieux pleurent, les plus jeunes les consolent.

Puis, petit à petit, la place se vide. La cérémonie de Pâques est terminée.

Ils se retrouveront à la Pentecôte. Puis à l'Assomption. À Noël. Aux mariages. Aux enterrements. Aux communions. Ils se retrouveront, ils reviendront. Toujours. Ils sont liés par un pacte non-dit. Même l'un d'eux, parti faire fortune aux États-Unis, est revenu se faire enterrer au petit cimetière de Bir'am...

La place est vide, tout le monde est reparti.

Seuls quelques touristes israéliens viennent se faire photographier, moyennant quatre shekels et demi, devant les ruines d'une ancienne synagogue et les vestiges d'un antique village juif du troisième siècle de l'ère chrétienne...

Les Russes sont bien gentils, mais les Palestiniens ont leurs propres combats.

C'EST LEUR PROBLÈME

À l'aéroport, Boris m'attendait avec un bouquet de fleurs. À son sourire triste, je crus deviner une mauvaise nouvelle, mais il me rassura. L'OFPRA n'avait toujours pas statué, ils étaient toujours en attente, cette attente interminable qui rend fou. Totalement pris en charge, ils vivaient dans les conditions optima pour des demandeurs d'asile, mais les meilleures conditions du monde ne remplacent pas ce minimum qu'exige la dignité : un statut. Le temps passait, les enfants grandissaient, ils se rongeaient d'angoisse, incapables du moindre projet et interdits de travailler.

Boris retrouva avec plaisir ses bagages, photos et souvenirs qu'il avait crus définitivement perdus. Mais il chercha en vain les papiers de la famille : tout avait disparu, avec l'argent bien sûr.

Tandis qu'il fouillait dans ses affaires, je dépouillais mon courrier et en sortis une lettre pour Sergei, qui avait

communiqué mon adresse à ses amis de Tachkent. Malgré sa difficulté à s'exprimer dans une autre langue que le russe, Boris rassembla tout son courage pour me dire enfin la vérité qui le brûlait depuis l'aéroport : Sergei et toute sa famille avaient disparu sans laisser d'adresse.

Tout s'éclaira. Juste avant mon départ, ils n'avaient osé me dire la vérité, à savoir la brusque disparition d'Ella et des deux plus jeunes que Sergei avait envoyés on ne savait où. Il y avait eu ces soupçons pénibles concernant d'anciens « déportés » qui étaient revenus miraculeusement et qui étaient retournés en Hollande ! Au prix de quelles compromissions, de combien de trahisons ? La Hollande pouvait-elle redevenir terre d'accueil à ceux qu'elle avait traités de cette manière, sans que ces derniers lui aient vendu leur âme ?

Sergei quitta Créteil comme un voleur, prévenant simplement, avant de passer la porte, qu'il partait en Amérique et tentant de faire accroire que j'étais dans la confidence. D'autres sources nous indiquèrent qu'ils étaient en Hollande et différents indices portent à le supposer.

Grant m'avait volée. Juste avant mon départ, j'avais en vain cherché dans mon tiroir une cinquantaine de dollars qui y dormaient depuis Moscou, il m'apparut dans quelles mains ils étaient tombés. La consommation de certains produits ménagers m'apparut également comme plus compréhensible : Grant et sa sœur venaient se servir dans mes placards.

Le mystère des photos s'éclaircit. C'est Ella qui les avait prises et détruites, elle avait même brûlé les négatifs pour qu'il ne reste aucune trace de son mari avec moi. Sa haine s'était également exprimée verbalement. À tous elle avait dit que j'étais une garce qui ne faisait que parler et faisait semblant de les aider pour avoir matière à son livre, et elle

avait exigé de son mari qu'il l'emmène loin de ce pays plein de Nègres et d'Arabes...

Et de Juifs...

Pavel fut tellement retourné de la trahison de Sergei qu'il tomba malade, on dut l'hospitaliser. Puis il s'employa, avec Liéna, à me consoler. Le dévouement avec lequel j'avais entrepris de sauver Sergei et les siens se soldait par une trahison assortie de médisances et de vol. Pavel s'était cru pendant des mois l'ami de Sergei. Il était secoué d'envies de cogner et se consolait de son impuissance en s'assurant que la terre est ronde et qu'un jour il le retrouverait.

– Comment ont-ils pu, après ce qu'ils ont souffert... dirent des témoins de ma tristesse.

Je coupai court à ce genre de remarques. Comme si la souffrance pouvait avoir d'autre conséquence que de faire souffrir ! Elle ne rend ni intelligent celui qui est stupide, ni généreux l'égoïste, ni grandiose celui qui est petit. Tout au plus amplifie-t-elle les qualités et les défauts de celui qui la subit.

C'était un bel après-midi de printemps. Boris et Pavel s'affairaient à la campagne tandis que je tentais de faire la sieste. Quand le téléphone sonna.

Après avoir cru que je devais me lever je compris qu'ils s'étaient arrangés sans moi et imaginai qu'il s'agissait de Sveta. Je refermai les yeux.

Soudain Boris surgit dans ma chambre. Bouleversé, tremblant, bégayant. Cette pâte d'homme, cet adorable Boris perdait totalement son sang-froid, rongé de douleur et d'inquiétude.

– Ivan, dit-il, Ivan, Hollande, *deportatzia* Israël. Vite, Ivan, Ivan...

On avait retrouvé leur fils. Ils avaient trois jours pour lui obtenir un visa pour la France, faute de quoi il repartirait pour Israël, menottes aux poignets.

Après avoir été expulsé de Beatrijoord, Ivan avait rejoint un jeune Russe dans un autre camp hollandais, et ils avaient décidé de repasser à l'Est. Ivan parlait le polonais, son copain y connaissait du monde, ils prirent la route de Varsovie.

Le temps qu'ils y restèrent et ce qu'ils y firent pour survivre, Ivan ne le raconta pas. On sait seulement qu'ils étaient à la rue, sans famille, sans papiers, sans argent. Et qu'ils avaient vingt ans.

À la fin du mois d'avril 1992, six mois après son expulsion de Beatrijoord, Ivan fut ramassé en gare de Munich et mis en prison pour vagabondage. Il n'allait nulle part, il n'avait plus personne, il vivait au jour le jour, traversant les frontières au gré des occasions. Il resta un mois dans cette prison allemande et fut renvoyé en Hollande. Il atterrit à la police d'Eindhoven qui le trouva bien sur certaine liste et contacta celle qui avait été l'avocate de ses parents.

Maître Spierings m'apprit qu'il n'y avait qu'une seule solution : l'obtention d'un visa pour la France émanant du ministère des Affaires étrangères, excusez du peu. Le consulat de France en Hollande ne pouvait rien puisque officiellement Ivan était israélien et devait faire toute démarche depuis Tel-Aviv. Nous disposions de trois jours, durant lesquels Ivan fit une grève de la faim : il savait enfin où étaient ses parents, il voulait les rejoindre.

J'étais en train de remuer ciel et terre pour tenter de trouver une solution, quand le téléphone sonna. Comme j'avais communiqué mes coordonnées à différentes associations

pour le cas où on retrouverait Ivan, la police d'Eindhoven ne mit pas longtemps à connaître mon existence et à me localiser.

– J'ai là un jeune homme désespéré qui voudrait revoir sa maman, me dit une voix amicale. Vous la connaissez je crois.

Le ton était aimable, il semblait ému mais surtout désireux de m'émouvoir. Il savait ce qu'il en était, je lui dis la vérité.

– Je suis obligé de renvoyer ce jeune homme en Israël, me dit-il. Tout est prêt pour l'embarquer. À moins que...

Je le laissai venir, je n'osais y croire.

– Oui ?

– Vous êtes venue en aide à ses parents, n'est-ce pas ?

– C'est exact.

– Feriez-vous la même chose pour lui ?

Il est des choses auxquelles on n'oserait même pas rêver.

– Ce que vous faites est illégal, lui fis-je remarquer.

– Je sais madame. Mais je n'ai pas le cœur, après tout ce que nous leur avons fait. Ce que j'ai vu... C'est inhumain.

– J'arrive.

Il alla tirer Ivan de sa prison, lui donna un peu d'argent, un sauf-conduit pour passer en Belgique et un billet de train pour Bruxelles où quelqu'un allait l'attendre. Le jeune homme n'en savait pas plus.

J'atteignis la gare de Bruxelles en même temps que le train, courus à toutes jambes pour arriver au moment même un grand gars mince, blond, athlétique et encore bourgeonnant sautait sur le quai, presque directement dans mes bras : le fils de Sveta, coupé d'après !

– Ivan ! Ivan ! Je m'appelle Marion, et je t'emmène voir tes parents.

Tout abasourdi de ce qui lui arrivait et auquel il ne comprenait rien, il dut bien admettre qu'il ne rêvait pas et allait retrouver les siens. Je passai un rapide coup de fil :

– Sveta, soyez chez moi dans trois heures ! Ivan sera là.

Il est des instants qu'on est ébloui d'avoir vécus. De ces émotions qui vous relient à l'absolu par un long et lent frisson qui vous transperce et vous remplit jusqu'aux moindres recoins de votre être, corps et âme. Les retrouvailles des Zilberman sont de ceux-là.

Il y eut l'éclat de rire joyeux de Denis quand je leur ouvris. Puis le regard de Sveta quand elle passa ma porte et que, avant même de se jeter dans les bras de son fils, elle marqua un temps devant moi. Elle s'arrêta, me prit les deux mains qu'elle pressa, et dans un sourire radieux elle me dit, les yeux étincelants de gratitude :

« Marion, tu m'avais juré, tu m'avais juré de me le ramener. Tu as tenu parole. Merci. »

Puis il y eut l'étreinte, mâle et affectueuse, de Boris qui me prit dans ses bras et me serra fort, fort.

Enfin il y eut le spectacle saisissant qu'ils m'offrirent tous les quatre, enlacés et frissonnants, bras ouverts et têtes rejointes, formant un bloc de tendresse et d'amour silencieux au milieu de mon salon.

Ivan Zilberman demanda l'asile à la France.

La réponse de l'OFPRA arriva quelques semaines plus tard. Alors qu'Ivan était arrivé plus de trois mois après ses parents, la réponse à sa demande d'asile lui parvint en même temps qu'à eux. À tous elle fit l'effet d'un tremblement de terre : c'était non.

Non à Pavel et Liéna, dans l'impossibilité d'élever en Israël un petit Asiate et une petite trop blonde pour être honnête. Non à Vladimir et Tanya, révoltés que le directeur de l'école en personne ait permis qu'on arrache le pantalon de leur fils malgré ses hurlements et ses supplications. Non à Boris et Sveta, non à Ivan Zilberman. Non une bonne fois : citoyens israéliens, ils n'apportaient aucun élément attestant d'une quelconque discrimination. Israël est une démocratie. Et la France est un pays ami.

Le second séisme fut celui que provoqua la nouvelle que Sergei et Ella avaient, eux, obtenu l'asile politique.

Ils avaient fait le même parcours. Ils venaient du même pays, avaient transité par le même Israël, subi les mêmes discriminations, fui par les mêmes filières, déposé leur demande à la même date.

Sur ses papiers de demande d'asile, Ella avait indiqué une nationalité arménienne et Sergei s'était déclaré tadjik. Ils s'étaient présentés comme un couple arméno-musulman, ce qu'ils étaient bel et bien à Tachkent. La judéité d'Ella, valable seulement pour l'obtention de papiers israéliens avait été discrètement mise de côté.

Quand Sveta, hors d'elle, demanda pourquoi diable on avait accordé l'asile à ces fumiers et pas à eux, la seule réponse que je pus lui faire, fut qu'ils n'étaient pas juifs.

Et il n'y en a pas d'autre.

Dans un petit bureau surpeuplé et bruyant, en plein cœur de Tel-Aviv, s'affaire l'état-major de campagne de Meretz. Meretz (énergie), c'est le sigle de la coalition sioniste de gauche formée des trois partis Mapam (parti socialiste unifié), Ratz (liste des droits de l'homme et du citoyen) et Shinouï (« changement », liste libérale de gauche). Pour les

démocrates, du beau linge. De ces militants de la première heure, héritiers des pères fondateurs du mouvement kibboutzique, inventeurs de l'Hashomer Hatzair (la Jeune Garde), chère au cœur des scouts juifs dont le slogan était «sionisme et socialisme». Ils sont ceux qui prônent l'égalité des droits entre Juifs et Arabes. Ils sont les derniers gardiens de l'idéologie socialiste quand autour d'eux un monde s'écroule. Ils sont l'ultime gauche qui ose encore se déclarer telle, quand tout ce qu'Israël compte de travaillistes tente du mieux qu'il peut de gommer toute référence à un idéal dont on sent qu'il n'est plus vendeur. À Meretz on est à gauche et on en est fier. Et on part en campagne pour les élections générales avec un vaste programme.

Le vieux monsieur qui me reçoit est l'archétype du kibboutznik ashkénaze vieillissant, sûr de lui, chaleureux, facétieux, socialiste et certainement russe d'origine, à présent je les repère ! Il va dire des choses fort intéressantes, puisqu'il est le porte-parole de Meretz pour les affaires de l'immigration.

Que l'intégration des Russes en Israël soit une calamité est une donnée, il n'est pas utile de la lui démontrer. Mais la faute en incombe à ce gouvernement, la gauche ferait – fera – beaucoup mieux.

Et d'annoncer une série de solutions :

- Création de postes de travail par le développement d'investissements dans l'industrie. Cela se fera dès que l'argent envoyé dans les Territoires sera rapatrié en Israël.

- Création de centres techniques pour exploiter le potentiel économique et intellectuel sans précédent que représentent les Russes. Grâce à ces centres qui coopéreraient avec les États-Unis et le Japon, Israël pourrait devenir le Hong-Kong de la Méditerranée (on se rappelle Nicolai à Moscou).

- Il faudra cesser de loger les Russes par l'intermédiaire du marché libre qui n'a engendré que corruption et inflation. Le gouvernement doit récupérer le contrôle de tout le marché, locatif compris, et imposer des normes raisonnables.

- Enfin il faut impérativement respecter la liberté culturelle, religieuse et intellectuelle des Russes dont une grande partie a fait des mariages mixtes.

Enfin. Enfin le problème est posé au niveau politique. Enfin est annoncée une solution, en tous cas un début de conscience de la nécessité d'une solution à ce problème.

Personne ne peut donner de chiffres fiables, et il ne faut pas espérer en avoir, sur la proportion des non-Juifs dans la population immigrée. Le ministère de l'Absorption annonce cinq pour cent quand celui de l'Intérieur affiche trente. Trente pour cent de non-Juifs, cela fait soixante pour cent de couples mixtes ! Qui n'ont pas circoncis leurs enfants et à qui les rabbins refuseront de le faire s'ils le demandent¹. Et d'après des militants des droits de l'homme, la proportion est plus grande encore.

La simple impossibilité d'avoir ces chiffres laisse soupçonner qu'ils sont trop importants pour être publiables. On sait seulement qu'il s'agit d'une bombe à retardement, dont on ignore la puissance.

Au moins à Meretz ose-t-on poser le problème, et même annoncer une solution.

- La mainmise des religieux sur la vie civile doit avoir un terme, annonce mon homme fermement. Il est grotesque de pousser ces gens à se convertir à une religion alors qu'ils n'en ont pas. Comme si nous, les Juifs, étions religieux. Non, crois-moi, on peut être Juif sans croire à rien et sans se mettre dans les pattes des rabbins.

¹ En 1991 pourtant, les hôpitaux ont procédé à la circoncision de pas moins de quarante mille adultes russes, grâce à des subventions accordées par le ministère des Cultes. À la condition qu'ils soient juifs, bien sûr.

Et d'annoncer comme solution de proposer aux non-Juifs une sorte de conversion laïque, une déclaration d'identification au peuple juif qui suffirait à les intégrer !

On ne peut mieux formuler le refus, même chez les plus ouverts d'entre les sionistes, de donner une chance aux non-Juifs en Israël ! Qu'ils deviennent juifs, notre tolérance consistera à leur en faciliter la possibilité.

– Mais tu n'ignores pas que nombreux sont des Russes qui sont chrétiens et croyants, pratiquants même. Ils n'accepteront jamais de devenir juifs !

À la messe de Pâques de Bethléem, ils étaient mille immigrants, mille Russes venus en Israël selon la loi du Retour, à célébrer la Pâques chrétienne avec ferveur. À Nazareth des prêtres catholiques viennent en aide à des Russes en détresse rejetés par les autorités pour la raison que l'on devine, des familles palestiniennes chrétiennes ouvrent leurs portes à des orthodoxes rencontrés aux offices religieux. Ceux des Russes qui sont chrétiens n'ont pas l'intention de se convertir, Sveta et Tanya ont rejeté avec force l'éventualité d'une telle solution.

L'homme est logique jusqu'au bout. Sioniste il est, sioniste il reste.

– Les non-juifs n'ont rien à faire en Israël. Ils n'ont qu'à partir s'ils ne sont pas contents.

Et laisser derrière eux leur conjoint peut-être. L'homme ne veut pas le savoir, d'ailleurs le problème n'est pas là :

– Mais enfin tu sais bien qu'ils ne le peuvent pas, tout de même...

Le porte-parole d'un parti politique ignore-t-il qu'il est impossible de quitter légalement ce pays ?

– Ils n'ont qu'à rembourser ce qu'ils doivent et partir.

Rembourser. Rembourser des mille et des cents quand les moins mal lotis qui ont trouvé un travail n'arrivent même

pas à nourrir leur famille avec. Rembourser des sommes faramineuses qu'ils n'ont pas demandées et qui ont fondu comme neige au soleil. Rembourser et partir où, quand toutes pressions ont été faites pour fermer les portes de l'Occident aux fuyards...

Je l'ennuie. Il lève la main et fait en l'air le signe de chasser une mouche imaginaire.

– C'est leur problème.

Devant mes yeux se déroule le film des tragédies dont je suis le témoin, de ces Russes tombés dans le piège et qui ne peuvent en sortir. Combien sont-ils, combien de centaines, de milliers de malheureux qui ont suivi leur conjoint chassé par l'antisémitisme russe, qui lui ont donné des enfants et qui, coupables de n'être pas juifs eux-mêmes, n'ont plus qu'à crever de misère car, « c'est leur problème » ?

La responsabilité de l'État d'Israël qui les a amenés là n'effleure pas le porte-parole de la gauche sioniste. Le fait qu'ils puissent avoir droit, en tant qu'êtres humains, à la dignité, ne le frôle pas plus. On ne s'occupe pas ici des droits de l'homme, mais du droit des Juifs à l'exclusive, et à la condition qu'ils n'aient pas épousé de goy.

Et encore.

Car quand je suggère que, si le programme est beau, il faut peut-être attendre de le voir se réaliser avant de faire venir les autres, il n'en est pas question.

– Et es-tu aussi d'accord avec les pressions qui ont été faites sur les pays occidentaux afin de les dissuader d'accueillir tous ces migrants ? lui demandé-je enfin.

Sa réponse est un modèle de mauvaise foi.

– Je suis contre le fait qu'on les empêche d'aller ailleurs, mais je suis d'accord pour que tout soit fait afin de les faire venir ici.

Et il fustige même le gouvernement Likoud d'avoir, par son incurie, ralenti le flot. Il faut faire venir tous les juifs. Maintenant. Tout de suite. Avant même d'avoir les postes de travail dont on se demande bien par quel miracle on arrivera à les créer. Avant même d'avoir réglé le problème du logement. Avant même de savoir si on aura l'eau pour leur soif, les écoles pour leurs enfants, les dollars promis pour leur intégration. On fait d'abord venir les juifs, on s'arrangera après.

Et on ne mettra pas de frein. L'homme confirme le chiffre donné à Moscou par la Sokhnout de un million deux cent mille demandes déposées, il ne lui fait pas tourner la tête, il en veut bien deux millions même. Ou trois si nécessaire, il n'y a pas de limite. L'argent on le trouvera, la place on en a, et de toute façon c'est notre devoir.

C'est un cauchemar.

Il n'est pas de parti politique en Israël qui se réclame autant de l'humanisme que ces trois partis-là. Humanisme socialiste, humanisme juif, disent-ils. Humanisme qui accepte de broyer des centaines de milliers de familles et qui, au bout du compte, ne défend pas plus les droits du juif que les droits de l'homme. Le juif n'est pas un but, il est un moyen. Le moyen d'une politique, celle d'Israël devenu une fin en soi.

Dans sa demande d'asile à la France, Ivan résumera parfaitement le tragique de sa situation. Juif en URSS, Russe en Israël, il se connaît un seul ennemi qui porte deux noms : en Russie, c'est l'antisémitisme, en Israël c'est le sionisme. L'antisémitisme veut retirer leurs droits aux juifs, le sionisme veut leur donner l'exclusive des droits. L'antisémite nie l'existence des juifs, le sioniste nie l'existence des non-juifs. L'antisémite dit que le juif est inférieur, le sioniste dit qu'il est supérieur.

Indissociables, l'un est le négatif de l'autre, ils ont les mêmes contours.

Ils s'entretiennent mutuellement, s'entre-justifient, se font complices pour la réalisation de leurs objectifs. Antisémitisme russe complice du sionisme pour engendrer l'*alyah*. *Alyah* qui se nourrit de l'antisémitisme russe et lui facilite le travail en le débarrassant de ses Juifs.

Avec au bout du compte, toujours la même victime : l'humain en général et le juif en particulier. Ici, et là-bas.

Avant l'*alyah* russe, les Palestiniens avaient un mal fou à faire le distinguo entre juifs et sionistes.

– Et quelle différence y a-t-il, me demanda un jour un ouvrier arabe israélien, habitué qu'il était à s'entendre exploiter au nom de la nécessité de sauver les juifs.

Pour lui tous les juifs étaient sionistes, il n'en voyait pas d'autres du fond de son village. Quand je le revis un an après, je lui posai la question :

– Et les Russes, les Juifs russes, ils sont comment ? Il avait souri.

– *Al Hakeffak !* Du tonnerre.

Les Juifs russes sont du tonnerre, car ils ne sont pas sionistes.

Pour quelques Arabes qui ont compris, combien y en a-t-il qui ne verront jamais la différence et pour qui sionisme et judaïsme seront toujours intimement liés ? Pour le moment, la confusion fait l'affaire de l'État d'Israël. Mais si, un jour prochain, la force change de mains... ?

Les Russes sont des emmerdeurs qui bouleversent tout.

Avant leur arrivée en Israël, les voix de juifs s'élevant contre la politique israélienne étaient toujours celles de marginaux, dangereux trotskistes ou pauvres masochistes.

Le but avoué du sionisme de faire de tout juif un supporter de l'État hébreu était presque devenu une réalité. Même les moins chauds partisans de telle ou telle décision israélienne se retrouvaient en ligne pour défendre un sionisme humaniste. Avec les Russes les cartes sont brouillées. Juifs ils sont, avec comme revendication non pas de vivre entre juifs mais entre humains. Pas avec des droits spéciaux, avec ceux de tout le monde.

Au cours d'un meeting parisien de soutien au droit d'asile, j'ai rencontré un journaliste allemand qui s'était précipité pour rencontrer mes protégés, comme lui juifs et non sionistes. Sa situation en Allemagne était intenable. Il était pris en tenaille entre la résurgence de l'antisémitisme d'un côté, et la haine des sionistes qui ne lui pardonnaient pas ses prises de position en faveur des Palestiniens. La rencontre avec les Juifs russes allergiques à Israël lui était un baume au cœur.

Les élections de 1992 ont quelque peu bousculé le paysage politique israélien. Contrairement à l'attente de beaucoup, ce sont les travaillistes qui ont obtenu la majorité des voix.

Non pas grâce aux Russes, d'ailleurs, mais bien plus sûrement grâce aux Séfarades. Il suffisait de voir la haine qu'ils exprimaient contre le Likoud peu avant les élections pour le sentir. Begin, en son temps, avait rendu leur dignité aux «Noirs». Shamir ne s'est pas embarrassé d'une telle diplomatie et traita David Levy, le seul ministre d'origine marocaine, plus bas que terre. Il l'a payé de sa place. Le jour de la Mimouna, cette grande fête séfarade qui fait monter du centre de Jérusalem des odeurs de merguez et des sonorités, rires et musique, d'Afrique du Nord, Rabin fut porté en triomphe et Shamir hué. Conséquence bien sûr de l'*alyah*.

Shamir a cru possible de cracher sur la majorité orientale du pays puisqu'il avait fait venir les cousins en grand nombre. C'était compter sans la liberté des cousins en question.

Les Russes, bien sûr, ont voté en majorité pour la gauche, quand ils ont voté. Et pas pour un parti russe fantôme incapable du moindre poids dans la balance et forcé, consensus oblige, de se déclarer pour la continuation de l'*alyah*.

Pour beaucoup, ce changement à la tête du gouvernement représente un espoir. Têtu, mais un espoir tout de même.

Itzhak Rabin, le nouveau Premier ministre, est allé à Washington chercher la caution pour les dix milliards de dollars, et l'a obtenue. Mais le président américain a dû toutefois obtenir l'accord de son Congrès, lequel pose des conditions qui n'arrangent pas forcément les autorités israéliennes.

Afin de ne pas pénaliser la population américaine, celle qui paye en dernière instance quand les débiteurs des Américains ne payent pas, le congrès a décidé il y a peu de subordonner l'obtention d'un prêt à l'engagement par le pays emprunteur de dépenser la moitié du montant en importations américaines. C'est énorme. Cela signifie qu'Israël n'a reçu sa caution pour dix milliards (caution qui signifie qu'en cas de défaillance israélienne, ce sont les contribuables américains qui payeront), qu'à la condition de consacrer cinq milliards à acheter américain. Alors que les produits israéliens sont moins chers.

Déjà des voix se sont élevées en Israël pour demander s'il était bien nécessaire d'aller emprunter à de telles conditions. Et d'autres demandent s'il n'est pas contradictoire, de la part des États-Unis, d'imposer de telles normes en même temps qu'ils préconisent une libéralisation de l'économie.

Car les États-Unis préconisent bien une libéralisation de l'économie. C'est-à-dire qu'ils exigent de leurs débiteurs des engagements draconiens concernant le niveau des salaires, le déficit budgétaire et la part de service public dans l'économie. Un maître mot a cours : privatiser. Car l'économie israélienne a toujours de larges pans de sa production qui sont restés dans le domaine public².

Les conditions d'obtention de prêts au Fonds monétaire international (le FMI) sont toutes assorties d'engagement des emprunteurs de baisser les salaires et de réduire le budget de l'État, c'est-à-dire de sabrer tout le service public. Le meilleur élève du FMI fut un certain Ceaucescu, de triste mémoire, qui pour rembourser ses dettes au Fonds monétaire international a affamé sa population en vendant systématiquement toute sa production pour obtenir des devises. Israël n'emprunte pas au FMI, mais les États-Unis ne lui feront pas de conditions spéciales.

Or, officiellement, la somme est justifiée par la nécessité d'intégrer les Juifs russes. Non pas ceux qui sont déjà arrivés, mais ceux qui restent, qu'on estime globalement à un million.

Les intégrer, ce n'est pas uniquement leur trouver un toit, ce qui ne serait déjà pas si mal. C'est surtout, surtout leur trouver un emploi. Les conditions libérales imposées par les États-Unis ne permettront donc pas au petit État de créer massivement des emplois nouveaux par l'intermédiaire du service public. Par l'intermédiaire de quoi, alors ?

De grands travaux notamment. Pour répondre à la demande américaine susceptible d'investir en Israël, il convient de créer

² Le 13 juin 1993, le gouvernement israélien a décidé de créer une zone franche de quelque deux cents hectares dans une région non encore déterminée (Néguv ou Galilée). La société qui obtiendra la concession ne subira aucune restriction « bureaucratique » (entendre par là qu'on ne lui imposera aucune norme en matière de salaires ni d'horaires) et ne paiera pas d'impôts. Elle pourra ainsi créer vingt mille emplois.

de nouvelles routes, un réseau ferroviaire interurbain et autres superstructures qui fourniront du travail aux manœuvres. Mais ce n'est pas ce qui mettra en valeur l'extraordinaire potentiel intellectuel et scientifique que représentent les Russes.

Sans emploi nouveau, l'intégration ne se fera qu'en déshabillant Pierre pour habiller Paul, et c'est cette méthode qui a cours jusqu'à présent. Bien sûr il y a des Russes qui ont réussi en Israël, mais cherchez à la place de qui ils se sont installés. Aucun emploi nouveau n'ayant été créé, c'est mathématique.

Les États-Unis ont en Israël quelques projets, comme notamment l'agrandissement du port de Haïfa. Pour y loger la sixième flotte. Ou le stockage du matériel militaire américain. Petit à petit le protecteur prend pied physiquement, économiquement, militairement, financièrement sur le territoire du protégé. On n'a rien sans rien. Et surtout pas des sommes folles totalement risquées sans contreparties de toutes sortes. Le réveil risque d'être brutal. Survienne un changement à la tête de la première puissance mondiale, le chaos est aux portes.

Au cours de l'année 1992, l'immigration soviétique se ralentit de façon drastique, passant de cent quarante-huit mille en 1991 (et cent quatre-vingt-cinq mille en 1990) à seulement soixante-quatre mille. Or la situation dans l'ex-URSS est devenue tellement dramatique qu'il est impossible que cela soit uniquement dû au fait que les Russes ne veulent plus venir. Dans les années soixante on racontait une bonne histoire de deux bateaux se croisant dans le port de Haïfa, l'un plein d'immigrants, l'autre d'émigrants. Sur le pont, tous les passagers de chaque bateau regardaient ceux de l'autre avec des mines affolées et en se vissant l'index sur la tempe. J'ai entendu la même histoire mais hélas pas sous forme de

blague. Une Russe ayant réussi à quitter Israël et à rejoindre Leningrad après un périple invraisemblable, trouva sa sœur assise sur sa valise prête à embarquer pour Tel-Aviv. « Mais tu es complètement folle ! », s'exclamèrent-elles en chœur !

Certainement, la baisse de l'immigration est due en partie aux nouvelles dramatiques qui parviennent des premiers arrivés. Mais il est non moins certain que les autorités israéliennes ont, au moins provisoirement, levé le pied dans leur frénésie à faire venir tout le monde d'un seul coup. Si c'est vrai, c'est plutôt rassurant.

Sauf si, une fois les dix milliards arrivés, ils se remettent à remplir les avions. Le nouveau ministre de l'Intégration, le très socialiste Yaïr Tzaban, considère que la nouvelle de l'obtention des garanties américaines est une bonne nouvelle, car elle va permettre de faire venir les autres. Les ministres se suivent, leurs désirs se ressemblent. Et le même leitmotiv les pousse, les uns derrière les autres, à continuer de faire venir les Juifs russes, les juifs du monde : ça s'arrangera.

Ça s'arrangera. Pour qui ? À quel prix ?

Bien sûr, ça s'arrangera. Prenez le chômage en Europe, ça s'arrangera. Quand on aura brisé combien de vies, régressé de combien de siècles, anéanti combien de vocations, d'existences, de chances ? Ça s'arrangera, ça ne veut rien dire. Ça ne veut rien dire d'autre que « après nous, le déluge ».

Et même. La logique sioniste elle-même est absurde. Rachel, la femme de Kohavi, m'a tenu un jour un langage frappé au coin du bon sens. « Si le devoir des juifs est bien de sauver les juifs, comment ne pas comprendre qu'en les concentrant tous au même endroit c'est ainsi qu'on les fragilise ? Il suffirait aujourd'hui de quelques secondes pour achever ce qu'Hitler a mis somme toute dix ans à ne pas réussir : nous éliminer tous ! »

Tant d'antisémites sont fervents partisans de se débarrasser des juifs en les envoyant en Israël.

L'élection, en novembre 1992, du président américain Clinton provoqua l'euphorie dans les milieux sionistes. Les grincements divers perçus dans les relations israélo-américaines au cours de l'administration républicaine allaient s'estomper, le nouveau président ainsi que son épouse étant considérés comme très proches des milieux juifs en général et sionistes en particulier. Mais en matière de politique internationale, ce sont rarement les sympathies qui dirigent le monde. L'avenir dira si cet optimisme est de mise.

LES CLÉS DE LA FERMETURE

Au début de mois de décembre 1992, la violence dans les Territoires prit un tour nouveau. En l'espace d'une seule semaine, du 7 au 13, cinq soldats israéliens furent tués par des armes à feu à Gaza au cours d'opérations de police. Le 11 de ce même mois, à Jenin, au nord des Territoires, une opération conjointe de la police et de l'armée amena à bombarder à la roquette une maison dans laquelle un homme armé s'était retranché. Quand, au bout de deux heures, les forces armées pénétrèrent dans la maison, l'homme était encore en vie et prêt à se battre. Au cours de cette bataille inégale, un policier israélien fut tué et deux autres furent blessés.

Enfin le 13, un officier de police fut kidnappé alors que, en uniforme et armé bien sûr, il rentrait chez lui. Le lendemain, une lettre accompagnée des papiers de l'otage demandait la libération du cheikh Ahmed Yassin, un dirigeant du Hamas (l'organisation islamiste palestinienne), en échange du policier.

Le couvre-feu fut décrété sur la totalité des Territoires et tout fut fait pour retrouver Nissim Tolédano. On ne retrouva que son cadavre.

Le 16, des rumeurs concernant une possible déportation d'activistes palestiniens circula parmi les milieux autorisés. L'avocate israélienne, Léah Tsemel, fut contactée par des journalistes qui lui demandèrent ce qu'elle comptait faire. Elle passa la nuit à mobiliser la justice pour empêcher l'inévitable. Au petit matin, quatre cent quinze hommes étaient conduits, les yeux bandés et les mains liées, vers le Liban. L'intervention de l'avocate avait tout de même permis une chose : que cette déportation soit décrétée illégale par la cour suprême. Mais la force prima le droit, et quatre cent quinze hommes furent ainsi bannis de leurs foyers sans jugement.

Les militants des droits de l'homme, les membres des partis les plus à gauche de la coalition dont les représentants avaient voté la déportation, des avocats organisèrent des protestations vigoureuses aux accents furieux. Mais 91 % de la population juive israélienne se déclarait, une semaine après, satisfaite. Un mois plus tard (le 24 janvier), le quotidien *Hadashot* publiait un nouveau sondage qui montrait que cette proportion était descendue à 78,5 %. Seulement. Ou encore. Ce qui signifie que pour une écrasante majorité de l'opinion juive israélienne, la déportation massive par camions entiers de civils raflés au saut du lit, arrachés à leurs familles sans avoir vu aucun juge, était considérée comme légitime.

Qui connaît la population israélienne sait ce que cela signifie : il s'agit d'une réaction purement sécuritaire, et la « déportation », que d'autres nomment « expulsion » et d'autres enfin « transfert » (les membres de la coalition ultragauche Meretz se justifiaient auprès de leurs militants

en nommant l'opération « éloignement »), représente dans l'inconscient collectif israélien la solution considérée comme idéale pour faire face à la « terreur » palestinienne.

Pourtant, trois mois après l'opération, la violence dans les Territoires atteignit de nouveaux sommets. Rien que pour le mois de mars, on déplora un bilan monstrueux de vingt-huit Palestiniens et quinze Israéliens tués. L'association israélienne qui dénonce les violations des droits de l'homme dans les Territoires, Btzelem, publiera le 24 mai dans son rapport le chiffre de cent palestiniens tués par l'armée depuis la déportation des quatre cent quinze. Cent dont soixante-dix rien qu'à Gaza, et trente de moins de seize ans.

La paranoïa envahit la rue juive. Les civils se mirent à arborer leurs armes de poing que la police les avait expressément non seulement autorisés à utiliser, mais fortement conseillés de se procurer. Le coup de force contre les quatre cent quinze, opéré officiellement pour ramener le calme, n'avait servi à rien, et les Palestiniens, à bout de force et d'espoir, n'ayant plus rien à perdre ou pas grand-chose, étaient prêts à tout pour faire cesser ce quotidien insoutenable. À tuer à l'arme blanche ou à se constituer des arsenaux. Le temps des pierres sembla toucher à sa fin.

Alors Rabin prit le taureau par les cornes et employa la méthode radicale pour rassurer sa population excédée par l'insécurité croissante : il ferma les Territoires.

Comme d'autres ferment leur tabatière.

L'opinion soupira. D'aise, de soulagement, de bonheur enfin. À droite comme à gauche, côté colombes comme côté faucons, chacun trouva de bonnes raisons d'apprécier cette décision radicale.

Radicale pour assurer la sécurité de la rue juive, pour commencer. Comment pouvait-on continuer à laisser ces

terroristes se promener librement en territoire juif ? Depuis le temps qu'on le disait, qu'on le répétait, qu'il était immoral de laisser ainsi nos ennemis se promener parmi nous et menacer nos enfants ? La peur tenace de l'Arabe, cette peur chevillée au corps d'une population entière, trouvait enfin son exutoire. Certes, on ne rangea pas les armes totalement, puisque, comme chacun le sait, il y a également des Arabes en Israël, à qui on a généreusement donné la citoyenneté (quelle folie !). Mais au moins on s'est débarrassés de ce trop-plein, de ces cent quarante mille qui chaque jour venaient effectuer chez nous nos travaux les plus durs. Les Arabes, dehors ! Chacun chez soi.

Discours sécuritaire, du plus grand nombre. Discours irréfléchi, certes, mais sincère. Authentique. Discours qu'on peut appeler « de droite ».

Celui de la gauche diffère sensiblement. Pourtant il dit la même chose.

Car enfin, ne sait-on pas combien il est indécent d'utiliser ainsi la main-d'œuvre palestinienne à bas prix. Indécent à tout point de vue, puisqu'une des conséquences de cette exploitation n'est-elle pas de maintenir en Israël des bas salaires et d'entretenir un taux de chômage intolérable ? Au boulot, les Juifs ! Le temps est passé où on faisait faire le sale travail aux Arabes, retrouvons nos manches, redécouvrons le « travail hébreu », cher aux fondateurs de l'État.

— Et puis, dit un vieux militant de la paix, cet ancien manifestant de toutes les bonnes causes (Sabra et Chatila, retrait du Liban, restitution des Territoires), il faut voir surtout que pour la première fois, le public est confronté au fait que la ligne verte est rétablie. Depuis vingt-cinq ans que nous crions que les Territoires ne sont pas à nous, aujourd'hui on le prouve. Une réalité nouvelle est en train de se dessiner

dans l'inconscient collectif israélien : il y a eux, chez eux, et nous, chez nous.

La gauche bien-pensante exulte. La voilà rétablie la ligne verte qu'on prétendait gommer. Les voilà les frontières du futur État palestinien que nous continuons de réclamer contre toute cette classe réactionnaire qui ne veut en entendre parler. N'est-on pas en train de préparer l'autonomie palestinienne, cette solution préconisée par le pouvoir en place et qui doit servir de solution intérimaire jusqu'à une véritable solution du problème palestinien ?

Le soulagement sécuritaire s'accompagne de réels espoirs en une solution à moyen terme. Ne va-t-on pas, inexorablement, vers un État palestinien ? La fermeture va régler tous les problèmes. Tout le monde l'approuve.

Certes, on sait qu'elle pose quelques problèmes à la population concernée, et il n'y a que la gauche pour les soulever. La gauche de la gauche, s'entend. La coalition Meretz, comme il se doit.

Ses ministres vont réclamer qu'on verse aux travailleurs ainsi lésés des compensations auxquelles ils ont droit au titre de l'assurance-chômage.

C'est trois ans après le début de l'occupation, en 1970, que fut décidée la gestion des prélèvements automatiques effectués sur les feuilles de paye des ouvriers palestiniens des Territoires.

Officiellement, pour éviter une exploitation éhontée de cette main-d'œuvre forcément vulnérable, le gouvernement décréta qu'un ouvrier arabe des Territoires ne pouvait être employé directement. Quiconque voulait faire appel à lui, devait passer par le ministère du Travail. C'est à lui que l'employeur dut verser le salaire de l'ouvrier, c'est lui qui, après déduction légale, le reversait à l'intéressé.

Les déductions étaient exactement les mêmes que pour les ouvriers juifs : impôt sur le revenu (prélevé à la source dans ce pays) et sécurité sociale, laquelle couvre les dépenses de santé, la retraite, les congés payés et diverses allocations. Elles incluent également une cotisation de un pour-cent pour la Histadrout, la centrale syndicale. En un mot, l'État s'assurait que l'emploi des ouvriers arabes ne se fasse pas au détriment de la main-d'œuvre juive, que ces prélèvements obligatoires risquaient de rendre dangereusement non-compétitive. Mesure de justice sociale d'une part, mesure politique de protection des ouvriers juifs d'autre part.

En principe.

Car entre 1970 et 1993, on estime à un milliard de shekels le montant de l'argent volé aux travailleurs palestiniens qui jamais ne virent la couleur des prestations auxquelles ils avaient droit. L'État, seul habilité à gérer le montant des prélèvements, l'envoya directement dans les caisses du Trésor public. Et ne le reversa jamais.

Ce calcul est effectué (à partir de chiffres fournis par le ministère du Travail) par l'association Kov Ia'oved, qui fait une analyse complète des moyens d'exploitation de la main-d'œuvre palestinienne par l'État. Et découvre ainsi par exemple que tous les Palestiniens des Territoires reçoivent des feuilles de paye qui les désignent comme journaliers, même s'ils ont des années d'ancienneté dans la même entreprise. Ce qui les prive à la fois des primes afférentes, mais également, en cas de licenciement, des préavis et compensations.

Quand fut décidée la fermeture des Territoires, quelques députés de gauche, comme Shulamit Aloni notamment, exigèrent que soient versées aux ouvriers ainsi au chômage les allocations pour lesquelles ils avaient cotisé. Plusieurs mois avant, le syndicat patronal des exploitants de serres (producteurs

de fleurs) exigea que le gouvernement les exempté de payer des charges sociales qui n'en étaient pas et constituaient ainsi des taxes illégales. Le gouvernement décida alors de verser une partie de ces fonds à l'administration civile (nom pudique donné au gouvernement militaire des Territoires) pour mettre sur pied l'infrastructure de la future autonomie palestinienne. Pas un sou ne revint directement dans la poche des ouvriers car il ne leur fut pas reconnu le droit de percevoir cet argent à titre individuel, comme c'est le cas pour les cotisants juifs.

La fermeture des Territoires, on le voit, a des implications économiques directes importantes en Israël. À la fois elle prive les employeurs d'une main-d'œuvre particulièrement efficace et rodée (et de toute façon bon marché, même en tenant compte des prélèvements), et l'État d'une source de revenus gigantesque.

Ce qui fait dire que si le gouvernement ferme les Territoires, ce n'est pas par pur intérêt. C'est là une décision courageuse qui relève d'une vision à long terme et qui est un pas dans la bonne direction, celle des pourparlers de paix, de l'autonomie, et de la fin de la surexploitation des Arabes.

Mai 1993.

La vieille ville de Jérusalem est splendide, comme jamais, comme toujours. À la porte de Damas, sur les belles marches de pierres qui descendent vers l'entrée de la ville, un vieux mendiant dépenaillé et édenté tend la sébile. Je lui glisse quelques mots en arabe et quelques sous, il me prend la main et me gratifie du plus beau sourire du monde. Sous la misère, éternellement, point la chaleur humaine, la bonté, la reconnaissance. Il vit là, jour et nuit, sur les marches. Pour s'abriter de la pluie ou du soleil, il a ce renforcement dans la pierre. Il est sale, il est souriant, il est chétif mais vivant.

– Dieu te bénisse, ma fille.

Je déambule avec Annie dans les souks. Annie est une habituée de Jérusalem, une amie connue à Paris. Amie de moi, des Palestiniens, des Russes bientôt, j'espère. Je l'ai retrouvée hier soir à l'hôtel American Colony, enclave occidentale du siècle dernier dans cette ville où tout ce qui est ancien est arabe ou antique. Autour d'un verre j'ai retrouvé sa fougue, je n'ai pas retrouvé sa joie ni ses espoirs. Elle arrive de Gaza, et toute évocation de ce qu'elle y a vu déclenche en elle des rires nerveux. En vrac elle raconte les enfants dépenaillés, les mouches sur leurs croûtes, la saleté, la maigreur. Les charges de soldats au milieu de la nuit, les hurlements de terreur, les coups de feu au loin. Puis, à présent, les destructions de maison à la fusée antichar pourquoi se gêner ? Une roquette détruit en un seul tir plusieurs maisons à la fois, c'est pratique pour retrouver les hommes recherchés. Ils sortent avant le coup de feu.

Elle raconte les séquelles de tortures, les mutilés, les invalides. Les visites aux cimetières des martyrs. Les larmes de deuil. Les stigmates de la misère, de la malnutrition sur la peau des visages. Annie, ma copine, rit nerveusement.

– Arrête de rire comme ça, s'il te plaît.

– Je ne veux pas pleurer. Je ne peux pas commencer. Il faut tenir.

Reste le rire. Atroce. Ou un seul mot pour définir Gaza : insoutenable.

Gaza à présent fermée, puisqu'on a fermé les Territoires. Gaza, la plus forte concentration de misère humaine au kilomètre carré. Gaza dont le Premier ministre a dit, un jour, qu'elle pouvait bien sombrer, il s'en réjouirait.

Gaza sombre. Dans le désespoir, dans la misère, dans le manque de tout. Gaza sombre de la violence, de la torture,

des arrestations par milliers. Du chômage qui déjà sévissait avant. Et qui est aujourd'hui total. Total.

Jérusalem est belle encore, belle toujours. Bras dessus-bras dessous, je marche avec ma copine et retrouve mes esprits. Depuis mon arrivée, c'est la première fois que je viens chez les Arabes. J'ai été dissuadée de le faire par mes amis israéliens, persuadés, bien sûr, que je recevrai un coup de couteau dès que j'aurai mis les pieds de l'autre côté. Et j'ai même fini par les croire. Moi.

– Car c'est comme ça. Plus tu seras gentille avec eux, plus ils auront l'occasion de te poignarder. C'est comme ça qu'ils font. Tiens, en avril, sais-tu qu'ils ont assassiné un avocat juif qui pourtant les défendait ?

Un avocat juif qui les défendait, cela signifie un juif. Donc tous les juifs potentiellement. Et quelqu'un qui les défendait. Donc tous ceux qui les défendent. Toi comme les autres ma vieille, du moment que tu défends les Arabes, tu es en danger de mort.

Les larmes aux yeux, j'ai honte, un instant, d'avoir pu me laisser influencer par ces fadaïses racistes. Les souks sont ce qu'ils ont toujours été. Et ma connaissance de l'arabe continue de m'ouvrir les portes et les cœurs. Non je n'ai pas peur. Je n'aurai plus jamais peur. Pardon.

– Viens avec moi, me dit Annie. Je retourne à Dheishe.

– Et ensuite, tu viendras avec moi voir des Russes.

Marché conclu.

Dans le camp de réfugiés de Dheishe, aux portes de Bethléem, bidonville entouré de barbelés et encerclé de colonies, le vieux Mahmoud, quatre-vingt-onze ans, raconte sa vie.

Nous sommes assis dans un vieux canapé autour d'une petite table basse, et la petite-fille de Mahmoud nous sert

le thé. J'ai apporté de Jérusalem un kilo de nèfles que j'offre aux enfants. En face de moi, mon amie prend des notes éperdument : c'est elle qui a cherché et trouvé Mahmoud, dont elle veut publier l'histoire.

Mahmoud est un Palestinien-type. Il porte une longue robe, il est coiffé d'un keffieh, aucune influence ne peut convaincre les vieux de s'habiller autrement. Ils le font comme leurs pères et les pères de leurs pères.

Mahmoud est une encyclopédie vivante. Quand il avait treize ans, les occupants turcs l'enrôlèrent de force dans leur armée. Il habitait alors dans un village, et sa famille était pauvre, si pauvre, qu'ils n'avaient pas de quoi acheter des semences pour la terre. Le Turc prenait tout.

En ce temps-là, on s'entendait bien avec les juifs, très bien même. On allait à leurs mariages et ils venaient aux nôtres, ils s'occupaient de faire la cuisine pendant nos jours de deuil, nous les aidions de la même manière. Leurs femmes s'habillaient comme les nôtres. On les aimait, ils nous aimaient.

L'arrivée des Anglais en 1917 changea beaucoup de choses. Ils distribuèrent des semences de village en village et n'exigèrent en retour que l'équivalent de ce qu'ils avaient versé. La terre est généreuse, le niveau de vie du paysan palestinien se redressa. Et permit aux fils d'aller travailler en ville. Ce fut le cas de Mahmoud qui se retrouva dans des fabriques d'armes et de munitions. L'armée encore...

Mais on voyait pourtant un danger se profiler le long des côtes. Des nouveaux juifs arrivaient, de plus en plus nombreux, de plus en plus arrogants. Ils ne ressemblaient pas aux nôtres. Leurs femmes exhibaient leurs jambes, elles ne s'habillaient pas comme les juives de par chez nous qui portaient les mêmes robes que nos femmes. C'étaient des juifs, mais d'une autre sorte.

Ils étaient concentrés essentiellement au bord de la mer et avaient la nuit des activités débordantes. Un jour, des ouvriers arabes découvrirent sur une plage un fût qui n'y était pas la veille. Ils l'ouvrirent et découvrirent des armes. Les juifs se constituaient un arsenal.

En 1936, pendant la grande révolte, Mahmoud travaillait à Tel-Aviv. Il participa à la grève, plus dure pour les Anglais, privés ainsi de leur main-d'œuvre à bon marché, que pour les Arabes qui avaient tous une famille susceptible de leur fournir les fruits de la terre. Mais la répression fut brutale, les Anglais pendirent des activistes qui réclamaient une Palestine libre, on prenait quatre à cinq ans de prison pour la possession d'une balle. Quand des bateaux entiers livraient aux juifs des armes que personne ne leur disputait. La grande grève échoua. Et vint la guerre.

Mahmoud et les siens crurent aux promesses anglaises, qui leur assurèrent qu'en échange de leur participation à l'effort contre les Nazis, ils auraient une patrie.

Ils n'ont rien eu. Après la guerre, les Anglais léguèrent aux seuls juifs leurs usines, leurs campements. Ces derniers avaient de quoi se défendre. Mahmoud et les siens n'avaient que leurs bras.

C'est le 14 octobre que la catastrophe arriva. En cette nuit de 1948, bombardements et tirs d'armes automatiques les terrorisèrent jusqu'à l'aube. Là, ils partirent. Mahmoud avec sa femme, ses enfants, son âne et son chameau, après avoir enterré en un lieu qu'il révélera à qui de droit avant de mourir, les titres de propriété de la terre.

Terre qu'il ne revit jamais. Un kibboutz est installé à sa place.

La suite est une liste ininterrompue d'espérances vaines et de malheurs. L'accueil chaleureux qu'il trouva pour lui

et les siens dans une famille chrétienne de Beit-Sahur, mais l'obligation où il se trouva de les quitter au bout de six mois pour ne pas indéfiniment les envahir ; l'espoir insensé et vite déçu d'un retour à jamais désiré, les semaines entières passées à ciel ouvert, les tentes, les camps, la nourriture distribuée au compte-goutte par l'ONU quand ces paysans savent mieux que quiconque travailler la terre. Le nouvel exode en 1967, les grèves, la répression, les arrestations. L'espoir dans la lutte armée, les désillusions, l'exploitation. On était payé deux kilos de farine par jour pour construire un mur, ouvrir une route.

Un jour, l'ONU loua à un chrétien un champ pour y installer provisoirement un camp de réfugiés. Ce champ s'appelait Dheishe, là où nous sommes, quarante-cinq ans plus tard.

C'est propre, étonnamment propre malgré le manque d'eau, la misère. La robe du vieux est immaculée, on mangerait par terre. La propreté est la dignité de cette pauvreté-là.

– Mahmoud, la fermeture, c'est quoi ?

C'est une nouvelle calamité. Que vont-ils pouvoir inventer ensuite ?

Car les cent vingt à cent trente mille ouvriers qui passaient chaque jour la ligne verte pour aller gagner un salaire nourrissaient en fait plus de six cent mille personnes qui se trouvent du jour au lendemain, et pour une durée présentée comme illimitée, privées de moyens de subsistance. Que vont-ils devenir ?

Et puis, cette fermeture se double d'autres calamités qui ont nom préparation à l'« autonomie », chère aux cœurs des pacifistes inconscients israéliens.

Autonomie ?

Si la fermeture des Territoires signifiait laisser, au-delà de la ligne verte, les Palestiniens s'organiser de façon autonome, ce serait effectivement un grand pas en avant. Il n'en est rien.

En fait, elle consiste à diviser les Territoires en quatre zones étanches et rigoureusement cernées de colonies juives.

Au nord de la Cisjordanie, la région de Jenin, Tulkarem, Naplouse, Ramallah.

Au centre, tout Jérusalem compris au sens large (et qui inclut la partie arabe, dite Jérusalem-Est), qui s'étend sur des dizaines de kilomètres et est considéré comme territoire israélien.

Au sud de la Cisjordanie, Bethléem, Hébron.

Enfin, sur la côte, Gaza.

Avec interdiction formelle de passer de l'un à l'autre. La fermeture consiste à empêcher les habitants d'Hébron d'aller à Jérusalem, aux producteurs de tomates de Gaza d'en envoyer à Jenin, aux ouvriers de Ramallah de se rendre sur un chantier de Jérusalem. Et cette fermeture des Territoires n'est fermeture que dans un sens, puisque les Israéliens peuvent à tout moment franchir la ligne verte pour se rendre dans les colonies ou n'importe où si ça leur chante, l'interdiction ne valant que dans l'autre sens et pour les Arabes exclusivement.

Jérusalem est le centre, le cœur, le poumon de la Cisjordanie. C'est à Jérusalem, désormais interdite d'accès puisqu'elle est considérée comme « libérée » et non « occupée », que tout se passe pour les Palestiniens. Qu'ils se font soigner quand ils sont malades. Que sont édités leurs journaux. Que se trouve le siège de toutes leurs organisations, qu'elles soient sanitaires, éducatives ou logistiques. Jérusalem leur est désormais interdite, ce qui signifie qu'un malade du cancer ne peut plus venir faire sa chimiothérapie, qu'une femme enceinte ne peut venir se faire observer, que les professeurs n'ont plus accès à leurs écoles, les médecins à leurs hôpitaux. Sauf dérogations spéciales, valables seulement quelques jours et distribuées selon des critères indéfinis, flous, parfaitement arbitraires.

— Jérusalem n'est pas négociable, clame à qui veut l'entendre le Premier ministre israélien.

C'est-à-dire qu'il n'est pas question, à aucun moment, de rendre aux Palestiniens l'accès à leur capitale, dans aucune négociation de paix. Volée, définitivement, définitivement interdite. Jérusalem et ses mosquées, Jérusalem où se trouve toute l'infrastructure palestinienne, Jérusalem que pas un Palestinien n'aime moins qu'un Juif. Jérusalem dont on troue la partie arabe d'autoroutes, d'hôtels de luxe, d'écoles talmudiques...

Les Palestiniens vont devoir apprendre à vivre dans des zones non viables où il arrive que non seulement ils soient confinés dans leurs villes et villages, mais également dans leurs maisons, comme c'est arrivé plus d'une fois dans les camps de réfugiés dont on cadenasse les grilles barbelées... En Afrikaaner, la langue sud-africaine, on appelle ça apartheid. En Israël, on appelle ça faire un grand pas vers la paix.

— Ils veulent nous affamer pour que l'autonomie nous semble plus douce. Ils veulent nous pousser à bout pour nous faire accepter n'importe quoi. Mais nous ne nous laisserons pas crever de faim, menace Mahmoud. Quand on aura faim, on tuera pour manger.

Sollicitée par l'Amérique, l'Arabie Saoudite a promis d'envoyer un chèque de dix millions de dollars pour aider les populations des Territoires. Chèque que l'État d'Israël encaissera et qui servira, sans nul doute, à distribuer de la nourriture quand le besoin s'en fera sentir... Non, ils ne crèveront pas de faim. On leur donnera la becquée.

Nous quittons Dheishe en fin de matinée, secoués. Le jeune homme qui nous a servi de guide et que nous avons

retrouvé derrière les grilles et les barbelés du camp nous invite à déjeuner à Bethléem.

La grande place centrale est zébrée de véhicules militaires pleins de soldats le doigt sur la gâchette. S'il en est qui me font peur, c'est bien eux. Car ils ont peur eux-mêmes, c'est indéniable. Ça se voit à leurs visages crispés, à la rapidité de leurs déplacements, à la nervosité avec laquelle ils tiennent leurs armes. Non, il n'est pas de tout repos d'être un soldat d'occupation. J'aime mieux ma place que la leur.

Notre guide nous emmène hors du centre touristique, dans un tout petit restaurant sombre dans lequel aucun touriste ne s'aventure. Et c'est l'opulence. La joie d'un repas d'une qualité réservée généralement à la cuisine familiale. Le fromage frais a l'acidité parfaite, les salades sont parfumées, les grillades ont été roulées dans le coriandre et le citron vert. Le patron et son employé se démènent pour nous faire plaisir, notre guide sourit de nous voir dévorer, heureux de nous inviter. Hospitalité orientale. Pour combien de temps encore...

Le barrage de police est à quelques kilomètres avant l'entrée de la ville. Le chauffeur du gros taxi collectif a fait signe à son voisin, ce dernier se retourne et demande en anglais aux quelques touristes dont il est le guide de préparer leurs passeports. À côté d'Annie, une Palestinienne en costume : elle a un permis. Nous sortons nos papiers.

Il y a la queue au barrage. À l'aller, nous n'avons pas été arrêtés bien sûr, puisque l'autobus, même immatriculé en arabe, avait le droit de pénétrer dans les Territoires. Mais ce taxi entre « en Israël ». Tout le monde doit montrer patte blanche.

Le barrage est constitué d'une barrière de pics pointus posée sur le sol, exclusivement sur la moitié de la route. La moitié qui mène à Jérusalem. Le guide est israélien, le soldat

nous fait signe de passer. La Palestinienne vient d'échapper à une fouille...

Annie hésite encore, mais je lui ai fait promettre de venir. Elle accepte finalement de descendre avec moi à Givat Hamatoss. Gros village de caravanes à l'entrée sud de la ville, à quelques kilomètres de Jérusalem.

Cette implantation a fait scandale il y a un an, quand les Palestiniens apprirent que, avec l'aide financière du gouvernement hollandais, les autorités avaient l'intention d'installer dans les territoires occupés un village d'accueil pour nouveaux immigrants. J'avais lu à Paris des tracts offusqués, dénonçant cet humanisme sélectif qui consistait à envoyer de l'argent pour permettre à des immigrants d'exproprier des natifs, à des Russes d'expulser des Arabes. J'étais venue avec Dédé visiter le chantier de terrassement (même pour poser de simples caravanes, il faut tout de même viabiliser le terrain), et j'avais compris que l'expropriation avait eu lieu bien longtemps auparavant. Givat Hamatoss, ou Colline de l'avion, avait en fait été prise aux Palestiniens en 1967 et jamais habitée depuis car elle était minée. Restait tout de même pour moi de sourire en pensant à la générosité de la Hollande envers les immigrants soviétiques...

En 1993, le déminage est terminé, les caravanes sont là. Des centaines et des centaines de ces gros mobile homes posés à même le sol à titre provisoire, bien sûr. Et nous partons à la recherche de Russes.

Ce n'est pas la bonne heure. Il est environ seize heures, les gens ne sont pas encore rentrés du travail, le campement semble vide. Parfois nous voyons un vieux qui se défile, ou un enfant qui part en courant. Quand j'en attrape un au vol, je lui demande s'il parle l'hébreu, s'il y a des Russes par ici, il s'échappe.

Où sont donc passés les Russes ?

Les caravanes sont alignées dans des sortes de rues en terrasse à flanc de coteau. Au bout d'une bonne demi-heure de recherche, nous finissons par apercevoir une gentille petite fille qui accepte de nous parler.

– Tu es Russe, n'est-ce pas ?

Elle approuve.

– Je désire rencontrer des Russes. Parler avec eux, les entendre. Je suis française...

J'aurais sans doute dû commencer par là. Toujours mon hébreu me joue des tours... Elle disparaît et revient flanquée de son grand-père.

Il nous ouvre sa porte.

Son histoire est la même que celles que j'ai entendues il y a un an. Chômage, pauvreté, inconfort, salaires de misère. Il parle de ses diplômes, du travail qu'il avait là-bas et de celui qu'il n'aura jamais ici. De son cœur qui lui joue des tours. Du coût de la vie qui interdit tout retour en arrière : aujourd'hui on peut recevoir un passeport, mais il faut payer. Et quand on a fini de se loger, de se chauffer en hiver, de s'éclairer et de boire, il reste à peine de quoi manger. Alors, payer un passeport, un visa et un billet... Et pour où, s'il te plaît ?

Sa femme nous rejoint peu après. Elle est souriante, gaie, heureuse de pouvoir se raconter. Elle a cinquante-trois ans, et non seulement elle est bardée de diplômes, mais également de médailles. Elle avait en Russie plus qu'un simple travail, elle était considérée, décorée.

Je prends nonchalamment des notes, je connais déjà l'histoire. Femme de ménage huit heures par jour à mille deux cents shekels par mois, pour ne pas se ruiner en autobus elle marche une heure le matin et une autre le soir. Comme elle n'est pas nourrie chez les bourgeois dont elle garde les

gosses, elle emporte sa gamelle, et elle mange après les chers petits quand ils sont rassasiés.

Elle raconte également la pluie qui, en hiver, non seulement ruisselle du plafond, mais envahit le sol sur toute la longueur de la caravane. Le prix de la note de chauffage pour tenter de sécher tout ça.

Ils sont là depuis deux ans. Non, ils ne quitteront pas Israël, jamais. Parce qu'ils ne le peuvent pas. Fini, terminé. Ils ont compris cette fois qu'ils n'en sortiraient pas. Que tout leur savoir-faire se perdra, inévitablement. Que leurs enfants, peut-être, eux... Mais ils recevront une éducation israélienne. Et sera perdu à jamais le fantastique niveau de connaissances, de formation intellectuelle et technique qu'ils avaient acquis dans l'ex-URSS.

Un jour que je faisais à Genève une conférence sur l'immigration soviétique en Israël, un membre de l'Agence juive m'interrompit dans mon exposé pour m'affirmer que j'avais tort de voir en l'*alyah* une calamité : « Avec tous ces diplômés, toute cette matière grise, cette *alyah* pèse, au bas mot, trente milliards de dollars », s'était-il exclamé, naïf.

Trente milliards de dollars sont en train de se perdre dans les balais-brosses et les serpillères. Et le désespoir.

Je me lève pour prendre congé, leur serre la main, et me retourne vers ma copine. Annie est prostrée sur son tabouret de plastique.

Elle a les larmes aux yeux.

Il existe de farouches opposants à la fermeture des Territoires : ce sont les entrepreneurs du bâtiment ou les producteurs de fleurs en serres, brusquement dépouillés de leur main-d'œuvre à la fois bon marché et irremplaçable.

– Quatre Juifs envoyés par le ministère du Travail me ramassent soixante dix-huit kilos de légumes par jour, quand une seule femme arabe m'en rapportait cent cinquante ! s'insurge un producteur à Goush Katif.

Faites le compte : une Arabe vaut huit Juifs sur le marché du travail. Comment remplacer cela ?

Mais les employeurs ainsi lésés ont beau pleurer et dire préférer un couteau dans le dos qu'une faillite, le gouvernement est ferme et n'autorise le passage des Palestiniens qu'au compte-goutte.

Dès que fut instaurée la fermeture des Territoires, Ora Namir, ministre du Travail et de l'Emploi, décréta que tout chômeur qui refuserait un travail serait immédiatement privé de ses allocations. Au travail, les flemmards !

Au bout de quelques semaines, on calma les entrepreneurs dépouillés de leur main-d'œuvre arabe en les autorisant à « importer » de la main-d'œuvre thaï ou philippine. Depuis des années déjà, les familles bourgeoises israéliennes avaient leurs *nannies* thaïlandaises ou leurs bonnes à tout faire philippines. Mais on décida de calmer un tant soit peu la colère des producteurs en autorisant l'arrivée de trente mille Thaïs, merveilleux ouvriers infatigables acceptant de travailler dix heures d'affilée pour le salaire minimal, et de payer tout seuls leur billet d'avion depuis leur pays d'origine.

Et en faisant valoir que, quand on a sous la main quelque quatre cent dix mille Juifs d'origine soviétique à la recherche de n'importe quoi pour vivre, on ne pleure pas après une centaine de milliers d'Arabes.

Bon sang mais c'est bien sûr !

Sur la route qui mène de mon kibboutz à Jérusalem, je prends en autostop une grosse dame joviale qui se rend chez

le médecin à Beit Shemesh. Beit Shemesh était hier un centre de regroupement de Juifs d'origine marocaine. C'est dans la misère de ses rues que Menahem Begin alla recruter, à la manière d'un Juan Peron, les futurs électeurs d'une nouvelle droite populiste. C'était en 1977.

Aujourd'hui, seize ans plus tard, Beit Shemesh est fleurie, arborée. Ses rues larges sont propres, gaies, ses petits blocs de maisons coquets. La richesse est passée par là, les nouveaux immigrants d'hier sont aujourd'hui intégrés.

– On dirait qu'il n'y a plus de misère ici, lancé-je à la dame.

– Tu crois ça ! Il y a bien encore des chômeurs, et ça ne s'arrange pas ! s'écrie-t-elle.

Je lance ma compagne de route sur mon sujet favori.

– Les Russes ? Tu sais quoi, tu veux que je te dise ce que je pense des Russes ?

Je suis un peu anxieuse.

– *Kol hakavod lahem !* Chapeau !

Il y a un an, ils étaient les envahisseurs, les cossards aux blanches mains, ces pseudo-supérieurs avec leurs diplômes, pas seulement capables de se baisser pour ramasser tout l'argent qu'on leur donne. *Kol hakavod lahem !* Chapeau les Russes ! Elle en a plein la bouche.

– Pas un seul Juif dans ce pays n'est capable à part eux de faire ce qu'ils font : regarde ! s'exclame-t-elle comme nous croisons un élégant homme grisonnant qui, doucement, dignement, passe le balai entre deux arbres. Tu as déjà vu ça ici ? Des Juifs qui se salissent ? Des Juifs qui balaient ? Des Juifs qui s'abaissent à nettoyer la merde d'autres Juifs ?

Il faut bien balayer et se faire une raison : Les Arabes n'ont plus le droit de le faire...

La ville arabe de Nazareth est une drôle d'agglomération de bric et de broc qui s'étend, en haut d'une colline, le long d'une rue interminable et définitivement embouteillée.

De bric et de broc peut paraître injuste, tant Nazareth porte en elle d'Histoire. Au cœur de sa vieille ville, les touristes et pèlerins défilent par milliers pour y visiter la basilique enserrée au milieu de souks dont tout laisse à penser qu'ils sont, eux aussi, multimillénaires. Mais ce qui frappe à Nazareth, c'est cette concentration d'habitations et de population. Passée de douze mille habitants en 1948 à soixante-cinq mille aujourd'hui, tout en ayant perdu un sixième de ses terres constructibles, Nazareth est tout simplement surpeuplée.

Et tellement sympathique. Celui qui aime le cosmopolitisme est servi à Nazareth, dont le maire est communiste, la majorité de la population musulmane, mais où se trouve la plus ancienne communauté chrétienne du monde. Seuls les Juifs sont rares, plutôt concentrés sur les sommets, sur ce qu'on appelle Nazareth-la-haute. C'est là que les autorités aiment à installer ceux qu'elles vouent à la judaïsation de la Galilée. Ils ont leurs propres magasins, leurs propres lieux de loisirs, on les voit rarement en bas, ils n'aiment guère se mélanger.

Je sors ce jour-là d'un rendez-vous avec Mansour Kardosh, toujours jovial, si plein d'humour, de tendresse pour tous ces Occidentaux qui se donnent le mal de venir le voir et de remplir leur sacoche de tous ses documents sur les droits de l'homme, la judaïsation de la Galilée, les expropriations de terres, ou la résistance des organisations de prisonniers. Mansour se fait vieux, mais l'âge ne fait qu'ajouter du charme à son sourire malicieux. Aujourd'hui, il m'a confiée à un membre de son association que je ne connaissais pas. Un professeur de Lycée, qui répond au nom de Mustafa.

Comme nous passons en voiture le long de la rue principale, mon nouveau guide sursaute et me montre du doigt la nouvelle curiosité locale :

– Regarde, dit-il, regarde ! Ils sont merveilleux, vois comme ils se promènent au milieu de nous simplement ! Ah ! ce qu'ils sont sympas, tout de même !

« Ils », des Russes bien sûr !

On les voit déambuler tranquillement au centre-ville où ils aiment à faire leurs courses. On les repère à leur allure, à leur tranquillité, à leur teint bien sûr, mais surtout à leur décontraction et à un détail qui ne trompe pas : ils ont des filets à provisions, quand les touristes, eux, ont des appareils de photo !

Aucun Israélien ne sait ainsi se promener au milieu des Arabes sans sacrifier à la paranoïa ambiante. Seuls les Russes ne se méfient pas. Ils trouvent les Arabes sympas et adorent faire chez eux du lèche-vitrine. De mémoire de Nazaréen, on n'avait pas vu ça depuis 1948 !

Mustafa est professeur d'histoire à Nazareth. C'est un garçon mince au visage beau et fin et à la grosse moustache, d'un commerce raffiné et cultivé. C'est lui qui m'emmène au lycée d'État après les cours pour y rencontrer des Russes. Elles sont quatre, ont entre quarante-cinq et cinquante ans. Je les retrouve dans une classe et Mustafa s'éclipse gentiment pour me laisser avec elles.

Elles sont toutes les quatre diplômées de l'enseignement supérieur. L'une est pédagogue, l'autre professeur de piano, la troisième ingénieur et la dernière technicienne radio. Et toutes les quatre briquent les sols d'un lycée d'État : femmes de ménages. Sans surprise.

Elles ne se plaignent pas. Un boulot, c'est un boulot, pas un déshonneur. Elles le disent et le répètent. Ben quoi,

oui, on est femmes de ménage, et alors ? On est contentes comme ça.

Oui nous sommes contentes en Israël, qui est un bien beau pays. Oui nous sommes contentes d'avoir du travail. Bien sûr, nous aurions mieux aimé travailler dans notre branche, et notre mari aussi. Oui, lui aussi il était diplômé supérieur et aujourd'hui simple ouvrier, mais que voulez-vous ? On est si contents d'être là, entre Juifs, dans un pays juif, nos enfants sont heureux, nous ne demandons rien d'autre.

Que pourraient-elles demander d'autre, que diable ?

Un salaire correct ?

Oui, évidemment, on ne peut pas dire qu'on nous paie correctement. Mille cinq cents shekels par mois, ce n'est pas beaucoup.

En effet. L'équivalent de trois mille francs par mois pour un coût de la vie comparable à celui de la France, sauf pour le logement. Car, provisoirement, ils sont aidés pour cela par l'Agence juive. Combien de temps ? Quelques mois encore, après, on verra. L'ennui, c'est que les loyers on les paie en dollars, alors qu'on est payés en shekels. Éternelle litanie : on s'appauvrit un peu tous les jours. Mais ce n'est pas grave, puisqu'on a un boulot.

Combien d'heures ?

Ma foi, douze environ. Environ, parce qu'il faut rajouter le transport. En double. Le transport pour se rendre au premier boulot qu'on fait de sept heures du matin jusqu'à trois heures. Puis pour se rendre au second, celui qu'on commence à quatre heures jusqu'à vingt heures.

Fatiguées ?

Un peu, pourquoi ? Oui, mille cinq cents shekels, c'est tout compris, pour douze heures par jour, six jours par semaine.

Le seul ennui, c'est le statut. L'employeur n'est pas la mairie de Nazareth, non, c'est un entrepreneur d'Afula. Qui est venu draguer dans les quartiers d'immigrés où le chômage sévit. Et qui a embauché comme ça, sans statut, sans contrat, toutes les malheureuses prêtes à n'importe quoi pour ne pas mendier ni faire le trottoir.

Les jours fériés sont chômés bien sûr, pas payés.

Les congés payés ?

Congés quoi ?

Ah ! bon, les précédents étaient des Arabes avec un statut ? Tu es sûre ? On les a renvoyés pour nous prendre, alors...

Renseignement pris, elles ont le statut d'intérimaires, c'est-à-dire que l'entrepreneur s'engraisse sur la moindre de leurs heures de travail et, c'est le comble, la mairie aussi. Car, pour accepter de faire débaucher des Arabes au profit des Russes, il a fallu des arguments d'ordre financier : l'État a proposé des primes à l'embauche pour les Russes. Qui résistera à une telle aubaine ?

Petit aperçu de la situation des Russes en ce mois de mai 1993. D'après des statistiques publiées par Natan Chtcharanski, (ex-Anatoli Chtcharanski, ex-refuznik), porte-parole sioniste d'une des quarante organisations de défense des nouveaux immigrants :

- le chômage touche 32 % des Russes arrivés depuis la dernière grande vague ;

- plus de 50 % de ceux qui travaillent touchent moins du salaire minimum qui est de 1200 shekels mensuels (2 400 francs) ;

- 75 % de ceux qui travaillent ne le font pas selon leurs compétences ;

- 43 % d'entre eux vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Le bureau des statistiques israélien, de son côté, reconnaissait en août 1992 un chômage de 40 % parmi les nouveaux immigrants.

D'autres sources apportent des renseignements tout aussi sombres : d'après l'hôpital psychiatrique de Jérusalem, quatre immigrants sur dix souffrent de dépression nerveuse. On trouve ces dépressifs essentiellement parmi ceux qui sont arrivés depuis le plus longtemps.

Enfin, le Conseil national de l'enfance affirme que cent quatorze mille enfants en Israël vivent au-dessous du seuil de pauvreté, alors que lors du dernier recensement deux ans plus tôt, on n'en trouvait que soixante dix-neuf mille. Un quart de ces malheureux proviennent de l'ex-URSS, et le rapport affirme également, sans donner de chiffres, que de nombreux enfants originaires des républiques asiatiques de l'ex-union souffrent de la faim à cause du chômage de leurs parents.

Le ton des quatre femmes est délibérément neutre. Il n'y a dans leur voix pas le moindre signe d'émotion, et pourtant, c'est quand je parle des Arabes qu'elles s'échauffent.

Elles ont un sourire, soudain. Derrière le discours dont on sent tout ce qu'il dit sans le dire, je perçois soudain que la spontanéité va exploser. Mustafa est derrière la porte, elles sont à l'aise, elles vont parler.

– Eh bien ! dit la plus jeune, j'ai quelque chose à dire : la paix, c'est avec les Arabes de Nazareth qu'il faut la faire. Ils sont très bien. A-do-rables.

Et de s'épancher. Ils sont doux, sympas, tranquilles, bien élevés. D'ailleurs, tout est bien chez les Arabes. Comme ils ne payent pas d'impôts, leurs magasins sont moins chers, et c'est une raison supplémentaire de venir faire nos courses chez eux.

J'interromps ce discours angélique pour apporter deux précisions.

La première est que les Arabes de Nazareth sont comme tous les Arabes de ce pays. Ni plus, ni moins. Avec la même proportion d'imbéciles et de génies, d'honnêtes gens et de voleurs, d'êtres adorables et d'infréquentables que dans n'importe quelle communauté du monde.

Tatyana s'arrête un instant sur ce que je viens de dire.

– Où as-tu rencontré des Arabes qui ne soient pas doux, sympas, tranquilles et bien élevés, lui demandé-je soudain.

Nulle part. Tatyana et ses compagnes font seulement l'expérience de la différence qui existe entre le discours qu'on tient sur les Arabes dans Nazareth-la-haute, et l'expérience qu'elles en font tous les jours dans la Nazareth arabe. Elles, les Russes, les seules Juives qui, par la force des choses, fréquentent la communauté palestinienne de ce pays.

Ma deuxième intervention concerne les impôts. Je leur affirme que les Arabes en payent autant que les Juifs, et là, elles insistent. Elles savent mieux que moi tout de même. Avec leur permission, j'ouvre la porte.

– Mustafa !

Il pointe son nez, souriant. À mon énoncé du problème, il sursaute. Puis, toujours affable, il explique. Que non seulement ils en payent au moins autant que les Juifs, mais qu'ils ne récoltent pas les services équivalents. Et de dresser la liste de quelques discriminations criantes qui font que, si les denrées sont moins chères dans les magasins arabes, ce n'est sûrement pas l'effet d'un quelconque privilège fiscal.

Tatyana, à présent, mène l'interrogatoire. Elle bombarde Mustafa de questions et encaisse chaque réponse comme un coup dans l'estomac. Et pourquoi ? Et comment ? Et combien ?

Mustafa n'a pas l'habitude que des Juifs viennent ainsi se renseigner sur son niveau de vie, décidément ces Russes

sont de l'or en barre. Quand elle a eu son content de renseignements, Tatyana, presque essoufflée, lui demande :

– Et qui décide de tout ça ?

– Ce n'est pas moi, ce n'est pas toi. Ce sont ceux qui nous gouvernent.

Quand son regard croise le mien, j'y lis la colère, la révolte, la fureur rentrée.

Une cinquième Russe arrive. Elle est minuscule, toute frisée et blonde. Dans quelques années, elle aura l'air d'une babouchka de bande dessinée. En attendant, elle se déchausse pour mettre des chaussures de toile et enfle un grand tablier de femme de ménage. Et elle ? Ingénieur en électronique ? Cantatrice ou bien quoi encore ?

À mon adresse, elle récite sa leçon.

On est bien, ici.

C'est bien, ici.

On est juifs, c'est le pays des Juifs.

C'est bien, ici.

On est contents, ici....

À Haïfa, la tendre Macha m'explique.

On a soixante-dix ans d'expérience de résistance passive. On a cru un an ou deux que c'était fini, qu'on pouvait dire ce qu'on pensait. On a compris que non. On recommence. C'est devenu une seconde nature.

Qui a fait qu'on ne trouve plus de couples mixtes en Israël. Disparus, envolés. Ceux qui ne se sont pas convertis sont en train de le faire, ou cachent sagement leur différence. Alors qu'il y a un an j'avais de la peine à trouver des couples totalement juifs, cette année je ne vois plus que ça...

Les apparences semblent donner tort à Kohavi. Deux ans après son discours alarmant sur l'inévitable glissement

du niveau de vie israélien vers la misère noire pour cause d'immigration massive, jamais les Israéliens vétérans ne m'ont parus aussi riches.

Impression seulement, mais qui se confirme à chaque coin de rue, à chaque sortie en ville. Les plages sont propres et pleines de monde, les cafés gais, les aires de pique-nique occupées par de joyeuses sorties en famille. Jérusalem la belle, la si belle, ne sait plus quoi faire pour se montrer attirante. Dans ses ruelles piétonnières, des restaurants rivalisent d'ambiance : poutres apparentes, tables vernies, terrasses chaleureuses et cuisine raffinée, exotique. On est servi, on a le choix, la musique est agréable, la note raisonnable. Même les pavés de la chaussée sont raffinés, on se croirait au Quartier latin, avec la chaleur et l'Orient en prime.

Même dans les maisons le niveau de vie est ostensiblement à la hausse. Qui n'est pas câblé ? Qui n'a pas à domicile la possibilité de voir quarante programmes du monde entier ? Qui n'a pas son téléphone sans fil ?

Sur les tables, fruits et légumes variés abondent. Israël est riche, très riche. Les dollars coulent à flot dans ce pays.

Pas partout.

Dans ce qui fut mon kibboutz adoré, dans cette communauté qui représente la moitié de mon existence, et la moitié la plus riche, la plus aimante, la plus positive, on n'a plus un sou. La situation est au plus mal.

Pendant les années fastes, quand l'usine rapportait tant et plus, que la bijouterie ne fournissait pas les commandes, quand l'argent débordait des caisses, on croyait que ça durerait toujours. On dépensait, on achetait.

On décida un jour d'offrir des voyages à l'étranger à qui mieux mieux. Les meubles de plus en plus beaux. On agrandit

les maisons, et même tant que la fédération des kibboutzim fit les gros yeux. « Vos maisons ne sont pas aux normes kibboutziques », vint-on leur dire. Ils haussèrent les épaules. Bon, pas aux normes kibboutziques, on est bien contents de le savoir. Et on s'en fiche.

Le kibboutznik travailleur et collectiviste se mit à regarder « Dallas » et à croire que la vie c'était ça. Imperturbablement, inévitablement la collectivité prit une tournure de plus en plus individualiste : chacun travaillait pour lui. L'historiette suivante en est la plus belle illustration.

Quand un ouvrier voit sa femme enceinte pour la cinquième fois, il va voir son patron et lui demande la possibilité de faire des heures supplémentaires. Il a besoin d'argent car la famille s'agrandit et avec elle les besoins.

Quand un kibboutznik voit sa femme enceinte pour la cinquième fois, il va voir l'organisateur du travail et lui annonce qu'à partir de maintenant il va moins travailler car il a besoin de plus de temps pour jouer avec les gosses.

On ne peut en quelques lignes résumer ce que fut la vie de Tel-Nir, hier très riche et aujourd'hui en cessation de paiement. Aucune formule lapidaire, aucun raccourci ne rendra compte de cette lente et inexorable évolution qui mena un groupe de plusieurs dizaines de personnes, de l'idéal socialiste à base de travail non-salarié à cette banqueroute angoissante : on n'a plus de quoi payer ses fournisseurs. Ceux qui ont de la famille en ville font des calculs de placements en bourse ou en banque, les autres s'imaginent avec angoisse qu'un beau matin ils n'auront plus de quoi manger.

Quand ils devinrent riches, ils consommèrent, mais ils investirent également. Comme par exemple dans ces énormes machines à récolter le coton. Puisqu'on avait les moyens, on vit grand. Et pour cela on emprunta.

Las ! Le prix du coton baissa brusquement. En même temps celui de l'eau, ce pétrole de demain, se mit à flamber. L'investissement hors de prix s'avéra une ruine. On voulut vendre les machines mais on ne trouva nulle part d'acheteur. On regretta amèrement d'avoir consommé au lieu de se constituer des fonds propres.

On fit appel alors à la caisse de solidarité des kibboutzim. Caisse qui, à l'origine, faisait obligation à la totalité de ses membres de soutenir celui qui serait en difficulté. Tous pour un, un pour tous. Hélas de nouveau, la caisse en question avait été dissoute en 1989, car elle avait plus de dettes que d'encaisse : elle-même était en faillite. L'agriculture ne rapporte plus, l'industrie pour être compétitive doit se sophistiquer à grande vitesse. Les plus prévoyants étaient à l'aise, les plus malins partis, restaient les autres. Tel-Nir en fit partie.

La fédération aurait pu malgré tout faire un geste, et même deux. Le premier aurait pu être une petite avance, et le second un bras d'honneur. « Comment donc avez-vous fait quand nous vous avons dit de ne pas construire de si belles maisons hors normes kibboutziques ? », auraient-ils été en droit de dire.

Ils ne le dirent pas, ne firent pas le geste obscène. Mais le résultat fut le même : Tel-Nir ne put compter sur une solidarité qui, quel que soit le système, ne peut en aucun cas fonctionner à sens unique. Débrouillez-vous.

Les banquiers débarquèrent et vinrent faire le relevé des avoirs négociables. Tables, chaises, tracteurs...

C'est dans cette ambiance de fin du monde que je débarquai.

Dans la salle à manger commune... ou plutôt, dans le bâtiment de ce qui fut jadis la salle à manger commune, je

prends un thé à deux heures du matin avec Ron, mon ami de toujours. Il a été plus souvent que les autres secrétaire général de Tel-Nir. Puis permanent au parti où il militait corps et âme pour un sionisme susceptible de rimer avec socialisme. Il fut celui qui, commandant général de la bande de Gaza un certain 9 décembre 1987, reçut en pleine figure la première, l'une des premières pierres de l'Intifada. Ce fut pour lui l'occasion de partir en conférences et de crier à qui voulait l'entendre qu'un peuple se soulevait, qu'il fallait l'entendre, qu'on ne pouvait ainsi continuer.

Il n'est pas né d'hier, il a fait toutes les guerres d'Israël, milité pour toutes les bonnes causes et était prêt même à tenter sa chance à la Knesset. Quand il comprit que la maison brûlait. La maison, la sienne, Tel-Nir. Il quitta la politique et rentra à la maison.

À l'heure où nous nous retrouvons, Ron a déjà derrière lui quatorze heures à l'usine qu'il tente de son mieux de redresser. Avec des ouvriers pas payés depuis des semaines, et les experts de la banque sur le dos. Et si je le retrouve si tard, c'est qu'il est de garde. Dans ce qui fut hier la communauté humaine la mieux organisée du monde, quand on veut que le kibboutz soit gardé la nuit, on se fait sa journée triple : journée normale multipliée par deux pour remplacer les tire-au-flanc, à laquelle on rajoute les corvées jadis organisées collectivement. C'est comme ça aujourd'hui à Tel-Nir. Si une lampe a grillé dans l'allée qui mène à sa maison, on a intérêt à savoir la remplacer : sinon on est bon pour rentrer dans le noir ou à la lampe de poche.

La pelouse centrale n'est plus tondue, les herbes folles envahissent le terrain et de toute façon on n'a plus le droit d'arroser...

Ron est triste, mais de bonne volonté. Je le supplie de me raconter sa vie d'abord, ça le remet dans l'ambiance d'hier, ça me permet à moi de revoir d'où il vient. Son idéal d'hier, son socialisme chevillé au corps. Son réalisme également, qui lui fit, le premier, crier au soulèvement populaire quand, au début de l'Intifada, certains ne voulaient voir que de vulgaires actes terroristes qu'on materait en quelques coups de matraques.

Il est assis en face de moi à une table de formica. Entre nous, un sucrier qui n'a pas été rempli depuis... on ne compte plus. Nous soupirons. Si Tel-Nir fut la moitié de ma vie, il reste quatre-vingt-dix-neuf pour cent de la sienne.

C'est lui, c'est Ron qui va trouver la formule lapidaire susceptible de tout résumer.

Il commencera par dire que, pour vivre en communauté, il faut d'abord, avant tout, par-dessus tout, un accord pour vivre ensemble. Il faut également un environnement pour soutenir le groupe et enfin une dynamique de nouvelles générations. Mais les deux dernières propositions suivent la première. Or, dit Ron, depuis 1977, nous n'avons plus ici d'accord fondamental pour vivre ensemble.

Pourquoi ? Peu importe. Ce qui importe, c'est de comprendre comment ce qui, depuis 1977, ne pouvait plus tenir, a pu survivre encore seize ans. Jusqu'à la banqueroute. Jusqu'à l'explosion.

Et Ron l'a compris.

– Nous avons de l'argent. Nous avons payé pour avoir la paix.

À chaque conflit, le kibboutz devenu riche a répondu en achetant. Les télécouleurs pour tout le monde, des voyages à l'étranger ; plus d'argent de poche. Personne ne voulait faire la cuisine, on fit venir un traiteur...

Dans certains kibboutzim, la télévision à domicile a ajouté du bien-être, elle s'est additionnée.

À Tel-Nir, elle a remplacé du bien-être. Elle fut un ersatz au bonheur d'être ensemble.

Mon kibboutz a retardé de seize ans son agonie parce qu'il avait de quoi payer. L'argent, qui ne fait pas le bonheur, dit-on, permet de repousser quelque peu le malheur. De le repousser seulement.

L'argent coule à flot en Israël. Des dix milliards de dollars, déjà deux sont en route, sans compter l'habituelle aide civile et militaire qui tombe sans qu'on ait besoin d'en renouveler la demande.

Mais, pas plus pour le pays lui-même que pour une de ses cellules les plus dynamiques, l'argent ne remplacera la prise de conscience sereine, cruelle et froide, qu'on n'achète pas l'envie de vivre ensemble, la paix, la sécurité ni la bonne conscience...

De Haïfa d'où elle pensait ne jamais pouvoir sortir, Faïna m'envoya une lettre déchirante me suppliant de sauver sa fille chérie. J'avais compris, en la voyant, qu'elle n'avait aucune chance de trouver là-bas un quelconque travail qui lui évite de sombrer dans la prostitution. De gré ou de force, les trafiquants de chair fraîche finiraient par lui mettre la main dessus, une telle beauté avait une valeur marchande et ses parents n'avaient rien à lui proposer d'honnête qui la mette à l'abri.

Iulia avait l'âge d'être une jeune fille au pair qui viendrait en France apprendre le français tout en s'occupant d'enfants de bourgeois en échange du gîte et du couvert. Je trouvai à l'ambassade de Tel-Aviv un diplomate d'une intelligence et d'une générosité qui m'ont fait, une fois encore, être fière

de mon pays. Il arrangea tout pour sa sortie tandis que, de mon côté, je remuais ciel et terre pour lui trouver un point de chute.

Quelques mois plus tard, par je ne sais quel réseau que je ne veux surtout pas connaître, Igor et les deux grands-mères arrivèrent à leur tour. Tout me laisse à penser que des chrétiens orthodoxes ont fait beaucoup pour ces malheureux, car c'est grâce à un couvent que je pus, une fois encore, prendre livraison en Belgique de ce pauvre petit troupeau épuisé : deux babouchkas de bande dessinée, un Igor vieilli et silencieux, incapable de sentir si ce nouvel exil allait être celui du repos enfin, ou d'une nouvelle errance interminable.

En payant le prix fort, ils avaient acheté des papiers qui devaient les emmener vers Leningrad où ils avaient décidé de refaire leur vie. Mais à l'embarquement à l'aéroport ils avaient été séparés et seule Faïna put atteindre la terre natale, laissant derrière elle son époux et leurs deux vieilles mères qui ne purent repartir que plus tard, et pour Paris.

On m'avait prêté une voiture car je ne pouvais charger deux septuagénaires dans ma fourgonnette, je mis leurs maigres bagages dans le coffre et pris la direction de Paris.

Je ne voulus pas tout de suite leur dire que Iulia venait de perdre sa place. Elle était chez un élu parisien, dans la famille d'un homme de pouvoir, qui avait trouvé charmant de faire garder ses enfants par une jeune russe au passé si aventureux déjà (et envoyée par l'ambassade de France de Tel-Aviv).

Ces gens de bien appréciaient Iulia, sa douceur, la vivacité de son intelligence, sa rapidité à apprendre le français, sa beauté aussi sans doute. Mais quand elle leur dit que son amie Marion allait en Belgique chercher son papa et ses deux grands-mères, et leur demanda si elle pouvait au moins

l'héberger lui pour une nuit, ils lui reprirent les clés et la mirent à la porte.

Ne t'inquiète pas ma Iulia. On va te retrouver une autre famille, et les tiens ne coucheront pas dans la rue. Ne t'inquiète pas ma mignonne. Je vais aller les chercher, on les hébergera chez moi en attendant mieux. Ne bouge pas d'ici, ne pleure pas, nous serons là dans quelques heures.

Elle nous guettait et entendit claquer la porte d'entrée de la cour. Elle sortit quand je l'appelai, et courut comme une enfant qu'elle redevenait soudain pour se jeter dans les bras de son papa chéri et de ses deux grand-mères qu'elle fit danser sur le pavé de la cour.

Ça ira ma Iulia, tu t'en sortiras. Cette nuit on va ouvrir le canapé pour tous vous caser là, oui je dormirai par terre, pour une nuit ce n'est rien. Et demain tu sais qu'on les attend.

C'est fini ma Iulia, c'est fini. On est ici en France, on a encore des manières, tout le monde n'est pas comme les salauds qui viennent de te chasser, douce mignonne échappée de peu à l'enfer de la perversion et du vice.

EN FORME D'ÉPILOGUE

Une première version de ce récit prend fin en 1993.

À cette date, Faïna avait réussi à rejoindre les siens, tandis que Pinhas et Natalia, informés de cette conclusion heureuse, espéraient à leur tour.

À Paris, à part les généreux anonymes membres d'associations d'aide aux requérants d'asile, personne ne nous vint en aide. J'écrivis partout, rencontrai des politiques, à chaque fois que je prononçais le mot d'Israël les visages se fermaient et l'entretien prenait fin.

Et puis un jour, en larmes, j'envoyai à mon tour une lettre déchirante à la toute nouvelle ministre des Affaires sociales pour la supplier de m'aider à mettre à l'abri une tendre Sveta coupable d'aimer un Juif.

Simone Veil répondit dans l'heure, et ce n'est pas une façon de parler : mon courrier, parti un vendredi, atteignit

le ministère à l'ouverture des bureaux le lundi matin : mon téléphone sonna à neuf heures.

Mes protégés purent, désormais, circuler librement avec, dans la poche, une lettre émanant du ministère les mettant à l'abri de toute tracasserie policière.

Merci, madame.

Si mes protégés ne purent pas obtenir officiellement l'asile politique, ils obtinrent un statut bâtard qui leur permit, malgré tout, de faire leur trou. La nouvelle de leur réussite parvint à ceux qui étaient restés là-bas et d'autres tentèrent leur chance à leur tour.

Combien de temps durera l'errance ?

Les États-Unis entrouvrirent de nouveau leurs portes aux Juifs de l'est, et l'Allemagne, malgré les semonces de l'État hébreu, continua de faire de même. Mais pendant combien de temps ? Et pour combien d'entre eux ?

L'émigration en Israël de centaines de milliers de Russes a recréé une espèce qu'on croyait disparue : le juif errant. Devenu Russe errant.

Le 13 septembre 1993 s'est produit l'impensable. Et ce n'est pas être naïf que de dire l'importance de ce qui s'est passé à Washington ce jour-là.

Pour prendre la mesure de ce que signifie la poignée de main Arafat-Rabin, il faut connaître de l'intérieur la société israélienne. Si pour tout un chacun c'est bien avec son ennemi qu'on peut faire la paix, cette sagesse des Nations semble n'avoir pas atteint, jusqu'à cette date, le commun des mortels israéliens. On ne discutait pas avec ce Monsieur-là. On voulait bien envisager de parler avec la totalité du monde

arabe, pas avec lui précisément. Jamais. C'était d'ailleurs interdit par la loi et sanctionné par de la prison.

Les accords de Washington ne sont pas la paix. Il n'est, pour en avoir le cœur net, que de savoir qu'une semaine seulement après leur signature, la mairie – encore travailliste – de Jérusalem, donnait son accord pour la construction de deux nouvelles implantations juives en pleine Jérusalem arabe.

Mais ces accords marquèrent une étape nouvelle dans le long cheminement de sang et de larmes qu'est l'histoire du Moyen-Orient. À présent le tabou n'était plus tabou, l'OLP était devenu un partenaire et Arafat un interlocuteur.

Tout sembla donc possible.

La suite prouva que la paix, même quand elle est possible, n'est jamais l'option retenue.

Il y a, en plein cœur de Jérusalem, un immeuble de bureaux dont plusieurs étages sont aménagés en hôtel. Je me trouvais un jour dans l'ascenseur en compagnie d'un Israélien avec qui je papotais librement, quand je remarquai qu'un couple, monté à l'étage de l'hôtel, semblait suivre notre conversation avec grand intérêt. Quand nous arrivâmes en bas la femme, en qui j'avais reconnu une Russe, s'adressa à moi : « Excuse-moi, j'ai entendu ce que tu racontais, tu ne serais pas Marion Sigaut par hasard ? »

Il va sans dire que si l'information de ce que j'avais fait, véhiculée par aucun journal, avait pu les atteindre au point qu'ils me reconnurent sans jamais avoir vu ma tête, (on n'était pas encore à l'ère de l'Internet), je n'avais aucune illusion à me faire : j'étais dans le collimateur de ceux qui avaient intérêt à me faire taire.

TABLE DES MATIÈRES

Je les rencontrai un jour à Genève où m'avait invitée une association de soutien aux Palestiniens désireuse de m'entendre raconter une face méconnue du sionisme. Alors que je m'étais dévouée corps et âme à secourir des juifs en détresse, j'eus droit à des bordées d'insultes et d'accusations de malignité, relayée par page pleine dans la presse genevoise. « Que voilà une compassion suspecte ! », osèrent-ils, comme si la main tendue en direction de juifs en détresse ne pouvait provenir que d'antisémites cachés. Un raisonnement paranoïaque est toujours imparable.

Je compris bientôt que le livre que j'avais écrit ne suivrait pas le cheminement normal d'un témoignage d'actualité. Menaces, intimidations, malédiction même, on me fit comprendre que j'avais mis les pieds où il ne fallait pas, et que j'allais le payer.

Je l'ai payé et je le paye encore, et je n'aurai pas trop de toute une vie pour sentir combien, en suivant mon cœur et ma conscience, j'ai perturbé un système criminel de mensonge et de manipulation qui, revêtu des oripeaux fallacieux de la lutte contre l'antisémitisme, sème le malheur et la désolation chez ceux qu'il prétend défendre, et chez ceux qui les défendent vraiment.

Lainsecq, en Bourgogne, octobre 2012.

AVANT-PROPOS	5
AVERTISSEMENT	7
INTRODUCTION	9
LES NOIRS ET LES BLANCS	33
LA GUERRE DES ÉTOILES	65
LE PRIX DE LA LIBERTÉ	81
LE RÊVE DE NICOLAÏ	103
DÉMOCRATIE OCCIDENTALE	143
TERRE D'ASILE	183
TOUS DES SALAUDS	207
C'EST LEUR PROBLÈME	247
LES CLÉS DE LA FERMETURE	267
EN FORME D'ÉPILOGUE	303